
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOLUME LXV

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 2 DÉCEMBRE 1930 AU 4 AVRIL 1931

Dans la vingt et unième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE V

QUATRIÈME SESSION DE LA DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1930

(2ème session)

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR RÉDEMPTI PARADIS
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

Volume LXV

ANNO DOMINI 1931



PROCLAMATION

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.]

H.-G. CARROLL.

*GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande
et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi,
empereur des Indes :*

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif
et de l'Assemblée législative de la Province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le **DEUX DÉCEMBRE** prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce **DEUXIÈME** jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente et de Notre règne le vingt et unième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne
en chancellerie, Québec.

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

21 GEORGE V, 1930

MARDI 2 DÉCEMBRE 1930

La législature ayant été, par proclamation (ci-annexée), convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires,
Et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

Prière.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

“M. L'ORATEUR,

“Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif”.

En conséquence, M. l'Orateur se rend avec les députés à la barre du Conseil législatif,

Et, à leur retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, il a adressé au greffier de la Couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collègues électoraux de Bellechasse, des Deux-Montagnes, de Huntingdon et de Maskinongé.

A l'honorable M. DAMIEN BOUCHARD,

*Orateur de l'Assemblée législative de Québec,
à Québec.*

Monsieur l'Orateur,

Je déclare par les présentes donner ma démission de député du collège électoral des Deux-Montagnes à l'Assemblée législative de Québec.

Fait et signé à Saint-Eustache, le 11 juillet 1930, en présence des deux témoins soussignés.

ARTHUR SAUVÉ.

PAUL SAUVÉ,
ISIDORE COMTOIS,
témoins.

Québec, le 2 octobre 1930.

A *Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative de Québec.*

Nous avons l'honneur de vous informer que les districts électoraux de Huntingdon, de Maskinongé et de Bellechasse sont sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec, MM. Andrew Philps, député de Huntingdon, et J.-Welley Gagnon, député de Maskinongé, étant décédés, et l'honorable M. Antonin Galipeault, député de Bellechasse, ayant accepté la charte de juge à la Cour d'Appel.

L.-A. TASCHEREAU,
député de Montmorency,

HONORÉ MERCIER,
député de Châteauguay.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930.

A *Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le deux octobre mil neuf cent trente et adressé à M. J.-O. Saint-Pierre, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Saint-Raphaël, M. Robert Taschereau,

avocat à Québec, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Bellechasse à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Antonin Galipeault, qui a accepté une charge de juge à la Cour d'appel.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930.

*A Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le seize octobre mil neuf cent trente et adressé à M. J.-H. Langlois, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Sainte-Scholastique, M. Paul Sauvé, avocat à Saint-Eustache, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral des Deux-Montagnes à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Arthur Sauvé, démissionnaire.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930.

*A Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le seize octobre mil neuf cent trente et adressé à M. J.-C. Bruce, régistrateur et officier-rapporteur résidant à Huntingdon, M. Martin-Beattie Fisher, agent à Hemmingford, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Huntingdon à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Andrew Philips, décédé.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 2 décembre 1930.

*A Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le seize octobre mil neuf cent trente et adressé à M. Miville Lesage, avocat et officier-rapporteur résidant à Louiseville, M. Louis-Joseph Thisdel, cultivateur à Sainte-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Maskinongé à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. J.-Welly Gagnon, décédé.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

M. Robert Taschereau, député du collège électoral de Bellechasse, M. Louis-Joseph Thisdel, député du collège électoral de Maskinongé, M. Martin-Beattie Fisher, député du collège électoral de Huntingdon, M. Paul Sauvé, député du collège électoral des Deux-Montagnes, ayant respectivement prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, sont présentés et prennent séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Puis, M. l'Orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

En vous conviant à vos travaux de la session, je crois devoir tout d'abord exprimer le chagrin que j'ai éprouvé de la mort de trois de nos éminents concitoyens, disparus depuis que nous nous sommes séparés, et qui ont pris une part si active au développement de la province: j'ai nommé les honorables Messieurs Caron, Turgeon et Perron. Je me joins à vous pour offrir à leurs familles l'hommage de nos vives sympathies.

L'année qui se termine par une crise économique mondiale ne saurait manquer d'inquiéter les gouvernements, car il devient nécessaire de faire face à des problèmes auxquels notre pays, pour un, n'était pas habitué.

Il ne faut pas toutefois exagérer la situation économique, car la confiance en nous-mêmes et en nos merveilleuses ressources est certes un des facteurs principaux du rétablissement de notre équilibre social, mais l'urgence de certaines mesures, pour permettre aux municipalités de prendre avantage de la législation fédérale relative au chômage, a induit mon gouvernement à convoquer la Législature à une date plus hâtive que d'habitude. On vous soumettra incessamment les projets de loi que le gouvernement croit nécessaires pour faire face à la situation.

Deux commissions sont en ce moment à l'œuvre pour résoudre des problèmes d'ordre social.

Celle chargée d'étudier la condition juridique de la femme mariée a présenté l'année dernière deux rapports. Mon gouvernement a requis la même commission de préparer des amendements à nos codes pour donner effet à ses recommandations. Un dernier rapport vous sera soumis au cours de cette session et sera suivi d'un projet de loi qui, je l'espère, fera disparaître les anomalies dont on s'est plaint.

L'autre commission chargée de l'étude de certaines questions sociales d'un ordre très pratique, entre autres la pension de vieillesse, est au travail et fera son rapport dès que ses études seront terminées.

Le cultivateur et l'ouvrier sont les deux grands facteurs de notre prospérité. Mon gouvernement veut les aider dans toute la mesure du possible.

Aux cultivateurs, il entend offrir de larges octrois pour le chaulage et le drainage des terres, pour la distribution et la diffusion d'engrais chimiques et pour indemniser les propriétaires des animaux abattus lorsqu'ils sont atteints de tuberculose.

Mon gouvernement veut aussi, pour aider la classe agricole, réduire de deux à un pour cent cette année l'intérêt de l'argent avancé aux municipalités pour la confection des routes et y renoncer complètement l'année prochaine. Nos municipalités y trouveront ainsi un avantage considérable.

Pour ce qui est de la Voirie, mon gouvernement vous demandera d'en compléter le réseau en pourvoyant à la construction, dans la province, de plusieurs grands ponts qui rendront la circulation plus facile pour nos gens et pour les touristes.

Mon gouvernement croit que les cultivateurs se plaignent avec raison du taux élevé de l'intérêt que doivent payer ceux qui ont recours au prêt agricole créé par le Parlement du Canada. Afin de rendre les prêts plus accessibles à la classe rurale, il vous demandera de l'autoriser à contribuer un et demi pour cent de l'intérêt et du coût d'administration afin que les cultivateurs puissent emprunter à un taux uniforme de cinq pour cent.

Depuis quelques années, les ouvriers demandent au gouvernement un ministère du Travail distinct de celui des Travaux publics. Une loi vous sera présentée à cet effet.

Les ouvriers réclament également des amendements à la loi des Accidents du travail. Mon gouvernement désire se rendre à leurs vœux et la Commission actuelle des Accidents du travail sera chargée d'appliquer un système d'assurance collective, tel qu'il existe dans certaines provinces canadiennes, mais avec des amendements qui rendront cette loi encore plus favorable à la classe ouvrière.

Québec est, de toutes les provinces canadiennes, celle qui est la plus richement dotée de chutes d'eau pouvant fournir de l'énergie électrique. Notre développement dans ce domaine a, depuis quelques années, fait d'énormes progrès et les industries se multiplient, créant des centres où l'ouvrier trouve du travail et le cultivateur un marché pour écouler ses produits. Mais mon gouvernement croit qu'il est nécessaire de vulgariser l'énergie électrique et d'en rendre l'accès facile à nos campagnes. La Commission des Services publics a été chargée d'étudier ce problème et j'espère que bientôt nos districts ruraux pourront profiter d'un système qui rendra la vie à la campagne plus heureuse et mieux rémunératrice par la distribution de l'énergie électrique à des prix convenables.

Je dois ajouter que l'Instruction publique est un des premiers soucis de mon gouvernement. Les comptes publics vous feront voir qu'il n'a reculé devant aucun sacrifice dans ce domaine depuis la petite école primaire jusqu'aux universités.

L'Assistance publique dépasse toutes nos espérances.

Les hôpitaux, les crèches et les refuges se multiplient et le placement familial, inauguré l'année dernière, donne d'excellents résultats.

Ajouterai-je encore que nos centres de colonisation ont été largement subventionnés, que l'émigration des nôtres est arrêtée et que des centaines de familles québécoises sont revenues des États-Unis et se sont établies dans la province.

Je suis enfin heureux d'annoncer que la législation que vous avez adoptée l'année dernière relativement aux écoles juives n'aura pas lieu d'être appliquée. Protestants et Juifs se sont entendus grâce à l'esprit de conciliation qu'on a su y apporter. Mon gouvernement en est reconnaissant aux négociateurs qui ont compris toute l'importance d'une entente dans cette matière.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics de l'année fiscale écoulée vous seront soumis. Ils vous montreront un chiffre sans précédent de recettes et un magnifique surplus des recettes sur les dépenses, malgré la situation économique difficile à laquelle notre province n'a pas pu échapper.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous serez appelés à légiférer sur des sujets d'un intérêt public et privé. Le développement de la province crée de nouveaux problèmes qui requièrent l'attention des législateurs.

Dans le domaine de la législation publique, mon gouvernement vous demandera une réduction des droits sur les successions ainsi que certains amendements au code municipal.

Je prie Dieu de bénir vos travaux et de les rendre fructueux.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir :

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la bibliothèque de la législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin;

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés, qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation;

Ordonné que les honorables MM. Taschereau, Mercier et Dillon, MM. Blain, Bullock, Côté, Delisle, Houde, Marchand, Smart et Vautrin forment ledit comité spécial.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du ministère de la Voirie pour l'année 1930.

(*Document de la session No 3*).

Rapport du ministère des Mines, 1929-30.

(*Document de la session No 5*).

L'honorable M. Laferté dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du ministère de la Colonisation, de la chasse et des pêcheries pour l'année finissant le 30 juin 1930.

(Document de la session No 4).

L'honorable M. Francœur dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du ministère des Travaux publics et du travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1930.

(Document de la session No 6).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 3 DÉCEMBRE 1930

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau, du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité des règlements:

Les honorables MM. Dillon, Lapierre, Leduc; MM. Authier, Bédard, Bullock, Cantin, Côté, Delisle, Duplessis, Pilon, Rochette, Samson, Sauvé.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francœur, Godbout, Laferté, Lapierre, Leduc, McMaster, Mercier, Moreau, Perrault, MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Blain, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Duplessis, Farand, Fisher, Fortin, Frigon, Gagnon, Gault, Gauthier, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Oliver, Papineau, Paquet, Phaneuf, Piché, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Renaud, Rochette, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Thisdel, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité des Chemins de fer et autres moyens de communication:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francœur, Godbout, Lapierre, Leduc, McMaster, Mercier, Moreau; MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bullock, Caron, Charbonneau, Cohen, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufour, Farand, Fisher,

Frigon, Gagnon, Gault, Gauthier, Houde, Lafleur, Lahaie, Laperrière, Lamoureux, Lemieux (Gaspé), Lortie, Marchand, Oliver, Paquet, Phaneuf, Piché, Pilon, Reed, Renaud, Savoie, Smart, Taschereau (Bellechasse), Tremblay, Turcotte.

Comité des comptes publics:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francœur, Godbout, Lapierre, McMaster, Mercier, Moreau, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Blain, Bullock, Casgrain, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Gault, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Marchand, McDonald, Papineau, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité des bills publics en général:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Francœur, Laferté, McMaster, Mercier, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Blain, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Cohen, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Fortin, Gault, Gauthier, Houde, Lemieux (Wolfe), Marchand, Moreault (Rimouski), Papineau, Plante, Poulin, Rochette, Sauvé, Smart, Taschereau (Bellechasse), Vautrin.

Comité de l'Agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Les honorables MM. Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Duplessis, Farand, Fisher, Frigon, Gagnon, Gauthier, Grant, Guertin, Houde, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Messier, Oliver, Phaneuf, Piché, Pilon, Renaud, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Thisdel.

Comité des Industries et du commerce:

Les honorables MM. Lapierre, Leduc, Moreau; MM. Baillargeon, Bastien, Bissonnet, Bullock, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duplessis, Frigon, Gault, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Laferté, McMaster, Mercier, Perrault; MM. Bercovitch, Blain, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Houde, Tremblay.

Comité du Code Municipal:

Les honorables MM. Taschereau, David, Godbout, Laferté, Moreau, Perrault; MM. Bédard, Bergeron, Blain, Bullock, Caron, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Farand, Fortin, Frigon, Gauthier, Lamoureux, Oliver, Papineau, Renaud, Rochette, Samson, Sauvé, Thisdel, Thurber, Turcotte.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur deux messages du lieutenant-gouverneur, lesquels messages sont lus par M. l'Orateur, comme suit:

H.-G. CARROLL.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 2 décembre 1930.

(Document de la session No 13).

H.-G. CARROLL.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 2 décembre 1930.

(Document de la session No 12).

L'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

État des recettes et dépenses depuis le commencement de la présente année fiscale au 30 novembre 1930. *(Document de la session No 15).*

État des cautionnements fournis par des officiers publics du Gouvernement de la province de Québec, du 7 janvier 1930, au 2 décembre 1930, tel que requis par l'article 41, chapitre 9, S.R.Q., 1925.

(Document de la session No 14).

Rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec, 1929-30. *(Document de la session No 10).*

Liste des municipalités Scolaires, des écoles et du personnel enseignant, 1930. *(Document de la session No 17).*

État financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1929. *(Document de la session No 9.)*

Liste des corporations municipales, 1930-31.

(Document de la session No 11).

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

État financier du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

(Document de la session No 7).

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1929-30. *(Document de la session No 8).*

L'honorable M. Godbout dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du ministre de l'agriculture de la province de Québec, 1929-30.

(Document de la session No 16).

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs, 1930".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 2) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs, 1930".

M. Thisdel propose, secondé par M. Oliver, que l'Adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 4 DÉCEMBRE 1931

Prière.

Deux pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De A. Skorodumoff et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal".—M. Bercovitch.

De Léonard Ethier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la faillite de la Caisse d'Economie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février, 1924.—M. Bercovitch.

Du très honorable Sir Robert Laird Borden et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Barclay's Trust Company of Canada".—M. Bercovitch.

De Dame Alice Frances Dwane et autre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Dwane.—M. Bercovitch.

De Emile-A. Jeannette, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.—M. Blain.

De Dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Arthur Roy.—M. Blain.

Du Bureau des Commissaires d'Ecoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Cantin.

De l'honorable M. John Hall Kelly, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage de Dame Marie-Adèle Dionne.—M. Côté.

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Crépeau.

De l'Hôpital de L'Enfant-Jésus, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Drouin.

De la corporation scolaire de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi, l'autorisant à accorder à la "Donnacona Paper Ltd", une commutation de taxe.—M. Gauthier.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Marchand.

De la ville de l'Ile Dorval, demandant l'adoption d'une loi concernant les taxes scolaires.—M. Marchand.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Houde.

De Jules Crépeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—M. Lemieux (Gaspé).

De la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Plante.

De Gilbert Aubrey Barber, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire.—M. Thurber.

De Luther Hamilton Stilwell, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire.—M. Thurber.

De Marie-Caroline Monk et autre, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation Cherrier-Sénécal.—M. Thurber.

Du révérend Père Marie-Eugène Prévost et autre, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Fraternité sacerdotale".—M. Vautrin.

Des Curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi, les autorisant à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte des Neiges.—M. Vautrin.

De la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la "Donnacona Paper Company, Limited", une commutation de taxe.—M. Gauthier.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Mercier, du comité des privilèges et élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande de réduire le quorum à sept."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Francœur, du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Francœur pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bercovitch, du comité des Comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et il recommande de réduire le quorum à dix."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bullock, du comité des Industries, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande de réduire le quorum à six."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Godbout, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Côté, du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Côté pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

“Votre comité a choisi M. Delisle, pour son président et il recommande de réduire le quorum à quatre.”

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport:

L'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, dépose le document suivant:

ÉTAT des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'art. 10, chap. 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du parlement, préparé par l'Auditeur de la province.

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1.—INSTRUCTION PUBLIQUE :—			
Association des Instituteurs catholiques	200.00	200.00	
Conservatoire de Québec	2,500.00	2,500.00	
Canada National Flower Show	1,000.00	1,000.00	
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences	1,000.00	1,000.00	
Octroi pour l'élaboration d'un projet sur l'étude du solfège dans la province.	1,000.00	1,000.00	
Institut pédagogique, Montréal, montant additionnel à celui prévu par les S. R. (1925), chap. 137	4,000.00	4,000.00	
(O. C. 1015, 15 mai 1930).			
2.—CHARGES SUR LE REVENU :—			
Perception des licences, etc.	25,000.00	24,790.85	209.15
(O. C. 1356, 23 juin 1930.)			
3.—INSTRUCTION PUBLIQUE :—			
Institut Scientifique Franco-Canadien.	1,500.00	1,500.00	
Roch Pinard, dépenses de voyage à Washington re concours oratoire international.	306.00	306.00	
Concours oratoire provincial—dépenses.	620.00	620.00	
(O. C. 1316, 18 juin 1930.)			
4.—SERVICES DIVERS :—			
Municipalité de St-Joseph d'Alma, allocation	10,000.00	10,000.00	
(O. C. 1355, 23 juin 1930.)			

ÉTAT des mandats spéciaux, etc.—*Suite.*

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
5.—DIVERS SERVICES :—			
<i>Législation—Assemblée législative :—</i>			
Impression et reliure pour les deux Chambres	50,000.00	50,000.00	
<i>Instruction publique :—</i>			
Inspection des écoles	4,862.00	4,862.00	
Écoles des arts et métiers	1,000.00	1,000.00	
Bureau des statistiques de Québec	1,000.00	1,000.00	
Montreal Technical Institute	10,000.00	5,000.00	5,000.00
Écoles techniques en dehors de Québec, Montréal et Hull	31,100.00	24,000.00	7,100.00
Commission scolaire de Rouyn	10,000.00	10,000.00	
<i>Agriculture :—</i>			
Agriculture en général	26,210.39	26,210.39	
Sociétés d'agriculture	5,459.00	5,459.00	
Cercles agricoles	7,099.74	7,099.74	
Horticulture	10,797.84	10,797.84	
Aviculture	6,300.31	6,300.31	
<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries :—</i>			
Chemins de colonisation et aide à la colonisation	350,000.00	350,000.00	
(O. C. 1360, 23 juin 1930.)			
6.—DIVERS SERVICES :—			
<i>Gouvernement civil :—</i>			
Bureau du Lieutenant-Gouverneur—salaires	300.00	300.00	
<i>Instruction publique :—</i>			
Écoles des beaux-arts, Québec et Montréal	2,142.83	2,142.83	
Écoles normales	9,000.00	9,000.00	
<i>Charges sur le revenu :—</i>			
Imprimeur du Roi—Gazette officielle	7,000.00	6,364.67	635.53
7.—DIVERS SERVICES :—			
<i>Colonisation, Chasse et Pêcheries :—</i>			
Pares :—Amélioration et entretien	15,000.00	10,317.83	4,682.17
Pêcheries maritimes	100,000.00	78,160.66	21,839.34
<i>Services divers :—</i>			
Divers en général	25,000.00	3,923.50	21,076.50
Aide aux sinistrés de Masson	8,000.00	8,000.00	
Aide aux sinistrés d'Hébertville Station (Lac St-Jean) . . .	8,000.00	8,000.00	
Octroi à "British Empire Games Committee"	3,000.00	3,000.00	
Orage de grêle, comté de Bellechasse—aide aux sinistrés .	5,000.00	5,000.00	
Orage de grêle, comté de Montmagny—aide aux sinistrés .	5,000.00	5,000.00	
Aide aux sinistrés de Ste-Florence	1,000.00	1,000.00	

ÉTAT des mandats spéciaux, etc.—*Suite.*

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
<i>Dépense capitale :—</i>			
Construction de l'annexe "B", prison de Bordeaux. (O. C. 2219, 9 octobre 1930.)	125,000. 00	28,043. 00	96,957. 00
<i>S.—CHARGES SUR LE REVENU :—</i>			
Perception des licences, droits sur les successions, etc. (O. C. 2704a, 27 nov. 1930.)	224,551. 36	224,551. 36	
	1,098,949. 47	941,449. 98	157,499. 49

Département du Trésor,

Bureau de l'Auditeur.

EDGAR VÉZINA,

Auditeur de la province.

Québec, le 4 décembre 1930.

(Document de la session No 18).

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 2), intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs, 1930".

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le Parlement du Canada a adopté la "Loi de 1930 pour remédier au chômage";

Attendu que cette loi autorise la constitution d'un crédit imputable au fonds du revenu consolidé du Canada, devant être employé aux termes et conditions fixés par le gouverneur général en son conseil;

Attendu que, sous l'autorité de cette loi, le gouverneur général en son conseil, par un décret en date du 26 septembre, 1930 (C. P. 2246), a décrété les termes et conditions de l'emploi de ce crédit;

Attendu qu'une convention, reproduite comme cédule A de la loi qui accompagne les présentes résolutions, a été conclue entre les autorités fédérales et le ministre des travaux publics et du travail de la province de Québec, pour mettre à exécution le décret du gouverneur général en son conseil, reproduit comme cédule B de ladite loi;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public que le gouvernement de cette province coopère avec celui du Canada pour venir en aide aux chômeurs de cette province;

Attendu que, dans ce but, il est à propos d'adopter une loi à cette fin;

EN CONSÉQUENCE, il est—

Résolu, 1.—Que la convention conclue entre les autorités fédérales et le ministre des travaux publics et du travail de la province de Québec, en date du 22 octobre, 1930, reproduite comme cédule A de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit ratifiée et confirmée, et que le gouvernement de la province de Québec soit revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre à effet cette convention en ce qui regarde les actes et les choses qui sont de son ressort.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer et à payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu de la convention mentionnée à la première de ces résolutions.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tous ou partie de ces montants, pourra également autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligation ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Résolu, 4.—Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le temps, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêts et principal, au temps et aux endroits qu'il indiquera.

Résolu, 5.—Qu'un fonds d'amortissement suffisant devra être créé pour le rachat des emprunts autorisés par la résolution 3, et que les versements annuels destinés à ce fonds, ainsi que les intérêts annuels qu'ils produisent, devront être placés ou déposés par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 6.—Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'appliqueront au gouvernement de cette province, rela-

tivement à tout montant additionnel qui pourra être mis à la disposition du gouvernement de cette province ou des municipalités ou des deux, aux fins de venir en aide aux chômeurs.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 2) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs, 1930."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 2) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs, 1930".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est

Ordonné que les délais fixés pour le dépôt des bills privés au bureau du secrétaire des bills privés soient prolongés au 31 décembre 1930;

Que les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 14 janvier 1931;

Que les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés soient prolongés au 20 janvier 1931;

Que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés au 25 janvier 1931;

Que les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 8 février 1931;

Et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 9 DÉCEMBRE 1930

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

D'Albert-Pierre Frigon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.—M. Bercovitch.

De "The Canadian Transcontinental Airways, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions passées par le Conseil municipal et par la Commission scolaire de la paroisse de Sainte-Foy.—M. Power.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 3 décembre 1930.

Résolu qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Pérodeau, Power et Simard.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu que les honorables MM. Taschereau, Mercier, Perrault, Dillon, Francœur et McMaster; MM. Bédard, Bernard, Blain, Bullock Côté, Crépeau, Gault, Houde, Oliver, Paquet, Thurber et Vautrin soient nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la Législature.

Ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Resolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David, Dillon et McMaster, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Houde, Saurette, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Ordonne que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 3 décembre courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

"A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 10 DÉCEMBRE 1930

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De l'Hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et augmentant ses pouvoirs.—M. Blain.

De la Corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à "The Shawinigan Water & Power Company".—M. Grant.

De la Corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi, ratifiant un règlement et une résolution relatifs à "The Shawinigan Water & Power Company".—M. Grant.

De la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le titre de ladite cité à certains terrains.—M. Grant.

De Louis-Joseph Beaudoin et autre, demandant l'adoption d'une loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions.—M. Marchand.

De Maximillian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine."—M. Marchand.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Léonard Ethier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la faillite de la Caisse d'Économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924.

De Dame Alice Frances Dwane et autre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Dwane.

De Dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Arthur Roy.

Du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De l'honorable John Hall Kelly, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage de Dame Marie-Adèle Dionne.

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la Cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la Commission Métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Gilbert Aubrey Barber, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire.

De Luther Hamilton Stilwell, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire.

De Marie Caroline Monk et autre, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation Cherrier-Sénécal.

Du Révérend Père Marie-Eugène Prévost et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Fraternité Sacerdotale.

De "The Canadian Transcontinental Airways, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions passées par le conseil municipal et par la Commission Scolaire de la paroisse de Sainte-Foye.

De la corporation scolaire de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la "Donnacona Paper Ltd", une commutation de taxe.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Houde ait la permission de présenter un bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Arthur Roy".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Côté ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gauthier ait la permission de présenter un bill (No 127) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant le Collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant le Collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Power ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et par les commissaires d'écoles de la paroisse de Ste-Foy accordant une évaluation fixe pour fins de taxation à "The Transcontinental Airways, Limited", pendant une période de 20 ans".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi concernant la faillite de la Caisse d'Économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable Juge Duclos rendu le 25 février 1924".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill, (No 84) intitulé: "Loi concernant la succession de feu John Dwane".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant Jésus".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cantin ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Vingt et unième Rapport Annuel de la Commission des Services Publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1930.

(Document de la session No 19).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 3 décembre courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Piché, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 11 DÉCEMBRE 1930

Prière.

Deux pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation du collège commercial de Saint-Césaire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bernard.

De Dame Angèle Allais et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Sœurs de Saint-Paul".—M. Côté.

De Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer ses prénoms et nom de famille, en ceux de Antoine-Georges Massey.—M. Plante.

De la ville d'Acton-Vale, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de ladite ville.—M. Phaneuf.

De la corporation de Notre-Dame-du-Chemin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Rochette.

De la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et lui accordant certains pouvoirs.—M. Vautrin.

D'Edward Winslow-Spragge et autre, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant le changement du nom de "Edward Spragge-Winslow" en celui de "Edward Winslow-Spragge" et changeant le nom de Winslow en celui de Winslow-Spragge.—M. Smart.

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Papineau.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le troisième rapport comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De l'Hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et augmentant ses pouvoirs.

De Louis-Joseph Beaudoin et autres, demandant l'adoption d'une loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte des Neiges et leurs subdivisions.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi abolissant certaines servitudes sur le lot 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot 149 du cadastre du village incorporé de la Côte des Neiges et leurs subdivisions.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi amendant la charge de l'Hôpital Sainte-Justine.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. M. Alexandre B. Smith est-il à l'emploi de l'école des Hautes études commerciales, à Montréal?

2. Dans l'affirmative, sur la recommandation de qui a-t-il été nommé et à quelle date?

3. Quelles sont ses fonctions?

4. Parle-t-il et écrit-il le français couramment?

5. Est-il canadien ou né dans un autre pays que le Canada?

6. Quels certificats ou diplômes universitaires possède-t-il?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. Nommé le 13 septembre 1922, sur la recommandation du Conseil d'Administration de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

3. Chef du département d'anglais, professeur titulaire de langue et de littérature anglaise, d'anglais commercial et autres matières connexes.

4. Suffisamment.

5. Sujet britannique, né dans le Yorkshire (Angleterre).

6. M. A. (Master of Arts) de l'université de Durham (Angleterre), Associate of the College of Preceptors (London), Member of the Royal Society of Teachers of England.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 7), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec."

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Franceur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 10) intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke."

Bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal."

Bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire."

Bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire."

Bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine."

Bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

Bill (No 88) intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus."

Bill (No 79) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Cogrégation de la Fraternité sacerdotale."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 92) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Arthur Roy."

Bill (No 110) intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne."

Bill (No 127) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited."

Bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal."

Bill (No 109) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le Conseil municipal et par les Commissaires d'Ecoles de la paroisse de Sainte-Foy accordant une évaluation fixe pour fins de taxation à "The Canadian Transcontinental Airways, Limited", pendant une période de 20 ans."

Bill (No 81) intitulé: "Loi concernant la faillite de la Caisse d'économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février, 1924."

Bill (No 84) intitulé: "Loi concernant la succession de feu John Dwane."

Bill (No 75) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie, le mercredi, 3 décembre courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chamfres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Fortin, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

Bill 2.—Loi de l'aide aux chômeurs, 1930.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 2) intitulé: "Loi de l'aide aux chômeurs, 1930" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur un message reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, requérant la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, l'Orateur et les députés se rendent auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Bill 2.—Loi de l'aide aux chômeurs, 1930.

Et, à leur retour,

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 3 décembre courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et la motion étant mise aux voix est adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mercredi le 7 janvier prochain (1931).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 7 JANVIER 1931

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De dame Frédérica Giroux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi", à Gaspé.—M. Côté.

Du révérend père Stanislas Viennot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Cisterciens de Val-d'Espoir".—M. Côté.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que le treize janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu que le treize janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi concernant la construction d'un tunnel à la rue Wellington et d'un tunnel aux environs du pont de la Côte Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 171) intitulé: "Loi amendant la loi de pharmacie de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de tempérance de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé: "Loi concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi concernant les écoles ménagères provinciales".
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi relative à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Francœur dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Liste des ordres en conseil *Re*: chômage.

(*Document de la session No 29*).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

M. Bédard propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie."

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 22) intitulé: "Loi concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés."

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques."

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 95) intitulé: "Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions."

Bill (No 101) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine."

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, 1929-30.
(Document de la session No 26).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 mars 1930, pour: copie de toute correspondance depuis 1928 entre le gouvernement et toute personne relativement aux personnes qui ont été pour suivre des études concernant l'agriculture en Europe ou aux Etats-Unis aux frais de la province.
(Document de la session No 20).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 avril 1930, pour: copie de toute correspondance, etc., depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'économie rurale, spécialement quant aux arts domestiques et aux petites industries de la campagne.
(Document de la session No 21).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 avril 1930, pour: copie de toute correspondance, depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne concernant la seigneurie Thomas, dans le comté de Témiscouata. (*Document de la session No 22*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1930, pour: copie de toute correspondance, télégrammes, etc., depuis novembre 1929, entre le ministre de l'agriculture et toute personne au sujet du traitement que font subir certaines compagnies à des cultivateurs qui, l'automne dernier, ont pris part à la grève de l'Union des producteurs de lait des districts de Montréal et de Terrebonne. (*Document de la session No 23*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er avril 1930, pour: copie de toute correspondance, depuis 1929, inclusivement entre le gouvernement et l'Association des producteurs de lait au sujet de la vente du lait à Montréal. (*Document de la session No 24*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 mars 1930, pour: copie de toute correspondance entre le ministre de l'agriculture et toute personne, depuis 1928, relativement au coût de la production du lait. (*Document de la session No 25*).

L'honorable M. Francœur dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Rapports des Chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1929, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (*Document de la session No 27*).

Rapports des Chemins de fer, états, rapports et statistiques pour l'année expirée le 31 décembre 1929, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (*Document de la session No 28*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 8 JANVIER 1931

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.—M. Bercovitch.

De Dame Suzanne Morin, épouse de Maurice Forget, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Ville-neuve.—M. Bercovitch.

De "Montreal Airdrome, Limited", et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited".—M. Charbonneau.

De John Gould Snasdell Taylor et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.—M. Gault.

De la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Marchand.

De Paul Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.—M. Taschereau (Bellechasse).

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 75.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Québec.

Bill 84.—Loi concernant la succession de feu John Dwane.

Et avec des amendements:

Bill 110.—Loi concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et à dame Marie-Adèle Dionne.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 76.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire.

Bill 78.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stillwell à la pratique de la chirurgie dentaire.

Bill 88.—Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus.

Et avec des amendements, le bill suivant:

Bill 90.—Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De A. Skorodumoff et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal".

Du Très Honorable Sir Robert Laird Borden et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Barclays Trust Company of Canada".

De Emile-A. Jeannotte, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

De la ville de l'Ile Dorval, demandant l'adoption d'une loi concernant les taxes scolaires.

De la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le titre de ladite cité à certains terrains.

De Maximillian Antonishin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine".

De Dame Angèle Allais et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Sœurs de Saint-Paul".

De la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de ladite ville.

De la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et lui accordant certains pouvoirs.

De la Corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à "The Shawinigan Water & Power Company".

De la Corporation de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution relatifs à "The Shawinigan Water & Power Company".

De la Corporation Municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à accorder à la "Donnacona Paper Company, Limited", une commutation de taxe.

Des Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.

De Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine-Georges Massey.

D'Edward Winslow-Spragge et autres, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant le changement du nom de "Edward Spragge-Winslow" en celui de "Edward Winslow Spragge" et changeant le nom de Winslow en celui de Winslow-Spragge.

De la Corporation de Notre-Dame-du-Chemin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Dame Frédérica Giroux et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi" à Gaspé.

Du révérend Père Stanislas Viennot et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Cisterciens de Val d'Espoir".

De Jules Crépeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Émile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Phaneuf ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton-Vale."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 130) intitulé: "Loi légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement de nom constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslows-Spragge."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gauthier ait la permission de présenter un bill (No 126) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plante ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi permettant à Antoun Georges Musakeby, *alias* Antoine Georges Massabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Côté ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Cisterciens de Val d'Espoir".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Côté ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi" à Gaspé".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rochette ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame du Chemin".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi concernant la commission des Écoles Catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "Barclays Trust Company of Canada".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.,

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal à contracter un

emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte des Neiges.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: “Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l’Île Dorval”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: “Loi constituant en corporation “The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lemieux (Gaspé) ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: “Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lemieux (Gaspé) ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Montréal”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L’honorable M. Taschereau, trésorier de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

État des Comptes Publics de la province de Québec pour l’exercice finissant le 30 juin 1930.
(*Document de la session No 2*).

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolution relative au bill No 7, intitulé: “Loi modifiant la Loi concernant la construction d’une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec”.

L’honorable M. Francœur propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L’honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu’il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le coût de la construction de la prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec, y compris l’acquisition des terrains nécessaires et l’ameublement, autorisée par la loi 19 George V,

chapitre 10, ne devra pas excéder quatre cent mille dollars au lieu de la somme de deux cent mille dollars déjà autorisée par la section 3 de ladite loi.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat reproduit comme cédule du bill qui sera basé sur la présente résolution, et concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés, passé entre le gouvernement de la province et *Verdun Protestant Hospital*, le vingt-neuvième jour de septembre, mil neuf cent trente, devant Edouard Cholette, notaire, sous le numéro vingt-huit mille deux cent trente-sept de ses minutes, soit approuvé et ratifié.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois et une seconde.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec".

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill, est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé:
"Loi modifiant la Loi des jurés".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé:
"Loi concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 25) intitulé:
"Loi modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 9 JANVIER 1931

Onze heures du matin.

Prière.

Une pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude, en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.—M. Casgrain.

De la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Casgrain.

De "Canadian Copper Refiners, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant son titre, à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.—M. Casgrain.

De la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le contrat passé entre elle et les compagnies Price Brothers & Company, Ltd., et "The Kenogami Land Company, Ltd", au sujet des taxes payables par ces deux compagnies.—M. Delisle.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Drouin.

De la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Grant.

De la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.—M. Grant.

Des Commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, dans le comté des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant, quant à ce qui les concerne, la loi de l'instruction publique, (Statuts refondus, 1925.)—M. Grant.

De "Yamaska Garments, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.—M. Phaneuf.

De la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légales à toutes fins certaines résolutions du conseil de la dite cité.—M. Phaneuf.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés", la dite résolution ayant été rapportée du Comité plénier et lue la première et la seconde fois, le jeudi 8 janvier courant.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi concernant la construction d'un tunnel à la rue Wellington et d'un tunnel aux environs du pont de la côte Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 75) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 78) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 87) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen."

Bill (No 130) intitulé: "Loi légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow Spragge."

Bill (No 128) intitulé: "Loi permettant à Antoun Georges Musakbeby *alias* Antoine Georges Massabky de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine-George Massey."

Bill (No 106) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Cisterciens de Val-d'Espoir."

Bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi", à Gaspé."

Bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin."

Bill (No 117) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine."

Bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal."

Bill (No 122) intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 96) intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton-Vale."

Bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre, 1930."

Bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité."

Bill (No 118) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains."

Bill (No 126) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited."

Bill (No 116) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."

Bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "Barclays Trust Company of Canada."

Bill (No 114) intitulé: "Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte des Neiges.

Bill (No 86) intitulé: "Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Ile Dorval."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 13 JANVIER 1931

Prière.

Deux pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De Dame Marie-Anne Ouellet, en religion Sœur Marie-Joseph de l'Eucharistie, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du-Clergé".—M. Dufour.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 172) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester pour toutes les fins."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la loi des chemins de fer de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fortin ait la permission de présenter un bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 398 du Code municipal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Mercier dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1930.

(Document de la session No 30).

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement, son chef ou un de ses membres ont-ils envoyé, le ou vers le 1er avril 1930, un télégramme à l'hon. M. King, premier-ministre du Canada, ou à l'un des membres de son cabinet relativement au chômage dans cette province?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date exacte de cette dépêche?

3. Le chômage y était-il admis ou nié?

4. Ce télégramme a-t-il été sollicité par l'hon. M. King ou toute autre personne?

5. Si oui, par qui?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

A la première. Non.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec", ladite résolution ayant été rapportée du comité plénier et lue la première et la seconde fois, le jeudi 8 janvier courant.

L'honorable M. Francœur propose que cette Chambre adopte maintenant la résolution.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

Que tous les mots après le mot "que", dans la motion en discussion, soit retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant prête à voter les montants requis pour la construction d'une prison pour les femmes dans le district de Québec, déplore l'imprévoyance du gouvernement, son absence de méthodes en cette matière, son manque de souci pour assurer le paiement de salaires raisonnables aux ouvriers, et sa violation du droit qu'ont les députés de voter des subsides avant que le gouvernement n'engage les deniers publics.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Guertin,

Houde,
Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—10

CONTRE

Messieurs :

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bercovitch,
Bernard,
Bissonnet,
Cantin,
Caron,
Charbonneau,
Dansereau,
David,
Delisle,
Dillon,
Drouin,
Dufour,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Frigon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Lahaie,*

*Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreault (Rimouski),
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Reed,
Saurette,
Savoie,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—46*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi relative à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une somme de trois cent cinq mille dollars par année payable à même le fonds consolidé du revenu, aux fins de la Loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134) telle que modifiée par les lois 17 George V, chapitre 40, et 19 George V, chapitre 51, au lieu du montant annuel de deux cent soixante-cinq mille dollars déjà fixé par la section 3 de ladite loi.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi concernant la succession de feu John Dwane."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation "St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal".

M. Bercovitch propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 14 JANVIER 1931

Prière.

Une pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water and Power Company" et de "Laurentide Company, Limited", pour fins scolaires à Grand-Mère.—M. Grant.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Lafleur.

M. Delisle, du comté des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Raymon Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

De Dame Suzanne Morin, épouse de Maurice Forget, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

De la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Paul Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant certains acte de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de la dite ville.

De la compagnie des Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De "Canadian Copper Refiners' Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant son titre, à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.

De la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le contrat passé entre elle et les compagnies "Price Brothers & Company, Ltd" et "The Kenogami Land Company, Ltd", au sujet des taxes payables par ces deux compagnies.

De la corporation de la cité des Trois-Rivières demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.

De "Yamaska Garments, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De John Gould Snasdell Taylor et autre, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.

De Dame Marie-Anne Ouellet, en religion, Sœur Marie-Joseph de l'Eucharistie et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 130.—Loi légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge.

Bill 128.—Loi permettant à Antoun Georges Musakeby, *alias* Antoine Georges Massabky de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine-Georges Massey.

Bill 87.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.

Bill 107.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi", à Gaspé.

Bill 106.—Loi constituant en corporation "Les Cisterciens de Val-d'Espoir".

Bill 122.—Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul.

Bill 113.—Loi modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin.

Bill 79.—Loi constituant en corporation "La Congrégation de la Fraternité Sacerdotale".

Et avec des amendements le bill suivant:

Bill 97.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 84.—Loi concernant la succession de feu John Dwane.

Bill 86.—Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval.

Bill 101.—Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Bill 118.—Loi ratifiant et confirmant le titre du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.

Bill 123.—Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930.

Bill 124.—Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité.

Et avec amendements:

Bill 105.—Loi constituant en corporation "Barclays Trust Company of Canada".

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi ratifiant le titre de "Canadian Copper Refiners, Limited", à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dufour ait la permission de présenter un bill (No 138) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres après examen."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les Compagnies Price Brothers & Company, Ltd., et "The Kenogami Land Company, Ltd"., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Phaneuf ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de St-Hyacinthe et certains actes passés par elle."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Combien de foyers de placement ont été établis, depuis le 4 avril 1930, en vertu de la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose?

2. Quels ministres du culte ont la direction de chacun de ces foyers de placement? Noms? Adresse? Culte?

3. Combien d'enfants non tuberculeux, mais menacés de le devenir dans leur famille, ont été ainsi placés?

4. Est-ce que l'exécution de cette loi a donné lieu à des plaintes?

5. Si oui, sur quoi portaient les plaintes?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Six (6).

2.—

	<i>Adresse:</i>	<i>Culte.</i>
Abbé J.-B. Bazinet,	Ste-Agathe,	Catholique romain
Abbé J.-A. Lajeunesse,	Ste-Lucie,	"
Abbé E. Denoncourt,	St-Narcisse,	"
Abbé E. Brunelle,	Ste-Flore,	"
Abbé J.-E. Gohier,	St-Sauveur,	"
Abbé Therrien,	Val-Morin,	"

3. Cent onze (111).

4. Non.

5. Répondu par 4.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun

Protestant Hospital” concernant le soin, la garde et l’entretien des aliénés.”

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolution relative au bill (No 18) intitulé: “Loi modifiant la Loi de la voirie”.

L’honorable M. Perrault propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L’honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu’il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que toute municipalité tenue de payer au trésorier de la province un intérêt de deux pour cent par an à raison de règlements et de résolutions adoptés et d’obligations (*debentures*) ou de coupons signés par elle en vertu des lois 2 George V, chapitre 23; 3 George V, chapitre 21; 6 George V, chapitre 2; 7 George V, chapitres 9 et 11; 8 George V, chapitres 7 et 11; 12 George V, chapitre 42; 13 George V, chapitre 34; 15 George V, chapitre 36; et le chapitre 91 des Statuts refondus, 1925, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 31, n’aura à payer le 1er décembre 1931 que la moitié du versement qui deviendra alors échu, soit l’équivalent de l’intérêt à un pour cent et sera ensuite libérée de payer tous les versements échéant à une date postérieure à celle du 1er décembre 1931.

Résolution à rapporter.

M. l’Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l’adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L’honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Statistiques de l’Enseignement pour l’année scolaire 1929-30.

(*Document de la session No 31*).

Annuaire statistique de Québec, 1930.

(*Document de la session No 32*).

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

JEUDI 15 JANVIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que l'article 510 des règles de cette Chambre soit suspendue et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada", qui demande l'adoption d'une loi reconnaissant "The Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De Dame Flora Frappier, épouse d'Achille Bergevin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Olivier Faucher.—M. Vautrin.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 5.—Loi modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile.

Bill 23.—Loi concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet.

Bill 19.—Loi modifiant la Loi des Jurés.

Bill 25.—Loi modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water & Power Company" et "The Laurentides Company, Limited", pour fins scolaires à Grand'Mère.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 135) intitulé: "Loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water & Power Company" et "The Laurentide Company, Limited", pour fins scolaires à Grand'Mère."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Papineau ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la Charte de la cité de Salaberry de Valleyfield."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements les bills suivants:

Bill 15.—Loi relative à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs.

Bill 38.—Loi concernant la construction de tunnels à la rue Wellington et aux environs du pont de la côté Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal.

Question par M. Blain.—1. Combien d'officiers du revenu étaient-ils membres, avant le 4 avril 1930, d'un conseil municipal pendant la durée de leurs fonctions?

2. Combien de personnes sont-elles devenues, depuis le 4 avril 1930, officiers du revenu tout en étant membres d'un conseil municipal?

3. Quels sont les noms de ces personnes, et de quel conseil municipal chaque personne fait-elle partie?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 2. 3. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Blain.—1. Combien d'enquêtes l'honorable secrétaire de la province a-t-il demandé au ministre des affaires municipales de faire faire sur la conduite d'officiers d'une municipalité scolaire, depuis 1920?

2. Combien de telles enquêtes l'honorable ministre des affaires municipales a-t-il donné instruction de faire?

3. Quels furent les résultats, dans chaque cas?

4. Combien de visites des bureaux de commissions scolaires, autres que celles de Montréal et de Québec, l'honorable secrétaire de la province a-t-il demandé au ministre des affaires municipales de faire faire par des inspecteurs-vérificateurs, depuis 1920, au sujet: a. des livres,

régistres et archives de ces bureaux; b. de l'administration des deniers de la commission ?

5. Combien de visites faites en réponse à la question 4 (a et b) auraient-elles pu être faites par les inspecteurs d'écoles de chaque district concerné ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. et 3. Aucune.

4. 661.

5. Les inspecteurs-vérificateurs sont des comptables-experts; les inspecteurs d'écoles sont des pédagogues.

Question par M. Blain.—1. Combien de règlements ont été soumis depuis le 4 avril 1930 à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil par des municipalités autres qu'une municipalité de cité ou de ville, concernant l'octroi de subvention pour installations de systèmes de transmission de l'électricité ?

2. Combien de règlements ont été approuvés ?

3. Combien de ces règlements décrétaient des emprunts ?

4. Pour quelle municipalité, dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. 3. et 4. Aucun.

Question par M. Blain.—1. Combien de règlements concernant des subventions de cités ou de villes aux hôpitaux ou institutions charitables ont-ils été soumis pour approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sans approbation des électeurs-propriétaires, depuis le 4 avril 1930 ?

2. Combien de ces règlements ont-ils été approuvés ?

3. a. Pour quelles cités ou villes; b. pour quelles institutions; c. pour quels versements annuels, dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Un.

2. Un.

3. a. Chicoutimi; b. Petites Franciscaines de Marie, de la Baie St-Paul; c. \$1,765.30 pendant 20 ans.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés."

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie", rapportée du Comité plénier, et lue la première et la seconde fois, le mercredi 14 janvier courant.

Et un débat s'élève.

Un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge Noire, requérant la présence de l'Assemblée dans la salle du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la Chambre du Conseil Législatif où Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

15 Loi relative à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs.

38 Loi concernant la construction de tunnels à la rue Wellington et aux environs du pont de la Côte Saint-Paul, sous le canal Lachine, dans la cité de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Et à leur retour,

La Chambre continue le débat sur la motion que cette Chambre adopte maintenant la résolution relative au bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie", rapportée du comité plénier et lue la première et la seconde fois, le mercredi 14 janvier courant.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé: "Loi concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: “Loi concernant la succession de feu John Dwane.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: “Loi modifiant la charte de l’hôpital Sainte-Justine.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: “Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est soumise à la Chambre.

M. Blain propose par voie d’amendement, secondé par M. Crépeau:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot “maintenant”, et en y ajoutant les mots: “dans six mois.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,

Guertin,
Houde,
Laflour,
Tremblay.—8

CONTRE

Messieurs :

*Authier,
Baillargeon,
Bédard,
Bernard,
Casgrain,
Charbonneau,
Dansereau,
Delisle,
Drouin,
Dufour
Dugas,
Fortin,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,*

*Lahaie,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Papineau,
Perrault,
Piché,
Power,
Saurette,
Savoie,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Turcotte,
Vautrin.—34.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général :

Bill (No 133) intitulé : "Loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor."

Bill (No 98) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières."

Bill (No 138) intitulé : "Loi constituant en corporation Les Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé."

Bill (No 99) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Québec."

Bill (No 77) intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres après examen."

Bill (No 129) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général :

Bill (No 80) intitulé : "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson."

Bill (No 134) intitulé : "Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies."

Bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude en ce qui regarde certains emplacement de ladite ville."

Bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant le titre de "Canadian Copper Refiners, Limited" à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est."

Bill (No 85) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve."

Bill (No 108) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies Price Brothers & Company, Ltd., et The Kenogami Land Company, Ltd., au sujet des taxes payables par ces deux compagnies."

Bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de St-Hyacinthe et certains actes passés par elle."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 16 JANVIER 1931

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De "Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada", demandant l'adoption d'une loi reconnaissant "The Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.— M. Smart.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 13.—Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1920 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1928 exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1928 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1931 exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1920 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1928 exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province.

Sur la motion de M. Duplessis secondé par M. Lafleur, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1928 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1931 exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité pénier, du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi des jurés."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 23) intitulé: "Loi encernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement."

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Etienne-des-Grés et une résolution en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège, ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "Barclays Trust Company of Canada".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 130) intitulé: "Loi légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow Spragge déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 128) intitulé: "Loi permettant à Antoun Georges Musakeby, *alias* Antoine Georges Massabky de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 87) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen."

En conséquence, la Chambre, se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi", à Gaspé."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 106) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Cisterciens de Val d'Espoir".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 79) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Congrégation de la Fraternité sacerdotale".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 20 JANVIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 126.—Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited".

Bill 127.—Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats faits et passés entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited".

Bill 134.—Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.

Et avec amendements:

Bill 83.—Loi concernant la donation Cherrier-Senécal.

Bill 92.—Loi concernant la succession de feu Arthur Roy.

Le bill suivant a été référé à la Chambre:

Bill 172.—Loi détachant certains lots du district électoral de Belle-chasse et les annexant au district électoral de Dorchester pour toutes les fins.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la Corporation du Collège Commercial de Saint-Césaire, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Des Commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant, quant à ce qui les concerne, la loi de l'instruction publique, (Statuts refondus, 1925).

De Dame Flora Frappier, épouse d'Achille Bergevin, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Olivier Faucher.

De "The Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada", demandant l'adoption d'une loi reconnaissant "The Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

M. Lemieux(Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 77.—Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres après examen.

Bill 133.—Loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor ou d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.

Ordonné que M. Bernard ait la permission de présenter un bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du Collège Commercial de St-Césaire."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la succession Olivier Faucher."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement aux expropriations."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi concernant les bombes lacrymogènes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville de l'Ile Maligne."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquières."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Rapport des Seigneuries, Fiefs et Arrière-Fiefs de la Province de Québec, 1929. (*Document de la session No 34.*)

Statistiques municipales pour l'année civile 1929.
(*Document de la session No 33.*)

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Huitième rapport annuel du Service Provincial d'Hygiène, pour l'année 1929-30 et de la Démographie pour l'année 1929.
(*Document de la session No 35.*)

Question par M. Duplessis.—Quels sont: *a.* les revenus bruts; *b.* les revenus nets de la province provenant de la Loi 16 George V, chapitre 55, depuis le 1er janvier 1929 inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1931 exclusivement?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$595,727.52; *b.* \$577,477.36.

La différence entre les deux chiffres représente le coût de la collection faite par les propriétaires d'hôtels et de restaurants.

Question par M. Duplessis.—Combien a-t-il été payé à la province par les conseils municipaux ou les corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales, depuis le premier janvier 1929 inclusivement jusqu'au premier janvier 1931 exclusivement?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
\$46,398.65.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1929 inclusivement jusqu'au premier janvier 1931 exclusivement, quels sont les revenus nets provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. Pont Galipeault:

1. Du 1er janvier 1929 inclusivement au 1er janvier 1930 exclusivement, voir Journaux de l'Assemblée du 4 février 1930.

2. Du 1er janvier 1930 inclusivement au 1er janvier 1931 exclusivement: \$111,774.08.

b. Pont Taschereau:

1. Du 1er janvier 1929 inclusivement au 1er janvier 1930 exclusivement, voir Journaux de l'Assemblée du 4 février 1930.

2. Du 1er janvier 1930 inclusivement au 1er janvier 1931 exclusivement: \$89,521.34.

c. Pont Batiscan:

1. Du 1er janvier 1929 inclusivement au 1er janvier 1930 exclusivement, voir Journaux de l'Assemblée du 4 février, 1930.

2. Du 1er janvier 1930 inclusivement au 1er janvier 1931 exclusivement: \$51,211.93.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1929 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1931 exclusivement, quels sont les revenus bruts provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. Pont Galipeault:

1. Du 1er janvier 1929 inclusivement au 1er janvier 1930 exclusivement, voir Journaux de l'Assemblée du 4 février, 1930.

2. Du 1er janvier 1930 inclusivement au 1er janvier 1931 exclusivement: \$122,890.58.

b. Pont Taschereau:

1. Du 1er janvier 1929 inclusivement au 1er janvier 1930 exclusivement, voir Journaux de l'Assemblée du 4 février 1930.

2. Du 1er janvier 1930 inclusivement au 1er janvier 1931 exclusivement: \$100,487.42.

c. Pont Batiscan:

1. Du 1er janvier 1929 inclusivement au 1er janvier 1930 exclusivement, voir Journaux de l'assemblée du 4 février, 1930.

2. Du 1er janvier 1930 inclusivement au 1er janvier 1931 exclusivement: \$69,991.60.

Question par M. Blain.—1. Combien y a-t-il: *a.* de registrateurs; *b.* d'assistants-registrateurs au bureau d'enregistrement de Québec?

2. Quelle est la plus récente nomination au poste d'assistant-registrateur au bureau d'enregistrement de Québec?

3. A quelle date a été faite cette nomination?

4. Quel est le salaire dudit assistant-registrateur?

5. Réside-t-il dans la ville de Québec?

6. Quelles sont ses heures de travail?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. *a.* 1; *b.* Il n'y a pas d'assistants-registrateurs mais il y a six députés-registrateurs.

2. et 3. Un député-registrateur, M. Napoléon Bissonnette, a été nommé le 12 janvier 1931.

4. \$1,600.

5. Oui.

6. De 9 hrs a. m., à 4 hres p. m.

Question par M. Guertin.—Qui est greffier de la Cour de Magistrat à Mont-Joli?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :
M. Delphis Landry.

Question par M. Guertin.—Qui est greffier de la Cour de Magistrat à Amqui ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :
M. J.-R. Dionne.

Sur la motion de l'honorable M. Laferté, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 16) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne".

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Sur la motion de l'honorable M. Laferté, secondé par l'honorable M. Perrault, il est

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 43) intitulé: "Loi accordant un octroi au Conservatoire national de musique."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie".

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail d'effectuer le

paiement d'une somme de trois cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, pour le coût de la construction (y compris l'acquisition des terrains nécessaires) de l'édifice devant servir de palais de justice, prison et poste de police au village de Ville-Marie, dans le district judiciaire de Pontiac, au lieu de la somme de deux cent mille dollars autorisée par la loi 18 George V, chapitre 6.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations."

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi de tempérance de Québec."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la loi des chemins de fer de Québec."

M. Smart propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 398 du Code municipal."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi des Liqueurs alcooliques."

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 86) intitulé: "Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 135) intitulé: "Loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water

and Power Company" et "The Laurentide Company, Limited", pour fins scolaires à Grand'Mère."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Duplessis.—De janvier 1920 à janvier 1930, dans cette province: *a.* combien de ponts de péage ont été construits; *b.* combien de ponts de péage ont été établis?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

a. 5 dont 3 la propriété du gouvernement de la province; *b.* 1.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 21 JANVIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Marchand, secondé par M. Thurber, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du "Comptoir Mobilier Franco-Canadien" demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

La pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit: Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 138.—Loi constituant en corporation Les Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé.

Bill 129.—Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Votre comité recommande de prolonger au 19 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 95.—Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte des Neiges et leurs subdivisions.

Bill 120.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude, en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'ils suit :

Votre comité recommande de prolonger au 19 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Smart ait la permission de présenter un bill (No 132) intitulé: "Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Grant ait la permission de présenter un bill (No 137) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. L'objet des études de la commission des assurances sociales de Québec se borne-t-il à l'établissement d'un système d'assurance sociale et de placement familial?

2. Si non, sur quoi peuvent s'appuyer les membres de la commission pour étudier à fonds toute la situation sociale de la province et recommander toutes les lois rémédialrices en ce sens?

3. Jusqu'où vont leurs pouvoirs d'enquête et de recommandation au sujet de la question sociale en général, en dehors de la question d'assurance sociale et de placement familial?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Non.

2. Sur l'article 6 de la Loi 20 George V, chapitre 14, complété par un arrêté ministériel, en date du 30 octobre, 1930, déterminant les devoirs de la commission, à l'étude de l'assurance du vieil âge, à l'assurance contre le chômage, contre la maladie, contre l'invalidité à l'assistance aux mères nécessiteuses, au placement familial, au mode d'adoption et placement des enfants adoptés, à l'assistance aux familles nombreuses, aux conditions sanitaires des établissements industriels, aux maladies professionnelles, à l'inspection médicale des ouvriers employés aux travaux dangereux, aux secours médicaux à l'atelier, à l'éducation sanitaire de l'ouvrier et tous autres problèmes d'assurances sociales.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., se rapportant au lot 9, rang 5, canton de la Nemtayer, entre le département des Terres ou de la Colonisation, et toute personne en ce qui concerne les billets de location, lettres patentes, révocations ou transport.

L'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province:

H.-G. CARROLL,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1932, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, le 21 janvier 1931.

(Document de la session No 1).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. — *3 heures 50*

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie", rapportée du Comité plénier, lue une première et une seconde fois, le mardi 20 janvier courant.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, ladite résolution est adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 16) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne."

L'honorable M. Laferté propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Laferté informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les frais des corrections qui doivent être faites par le régistrateur de la division d'enregistrement de Terrebonne en vertu de l'article 2 de la loi qui accompagne cette résolution seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 16) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé: "Loi concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne."

L'honorable M. Laferté propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 77) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation du Collège commercial de Saint-Césaire."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la succession Olivier Faucher."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendements les bills suivants :

Bill No 3, intitulé : "Loi modifiant la loi des subventions aux collèges classiques."

Bill No 5, intitulé : "Loi modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile".

Bill No 7, intitulé : "Loi modifiant la loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec."

Bill No 8, intitulé : "Loi concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité."

Bill No 18, intitulé : "Loi modifiant la Loi de la voirie".

Bill No 19, intitulé : "Loi modifiant la Loi des jurés."

Bill No 23, intitulé : "Loi concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet".

Bill No 25, intitulé : "Loi modifiant l'article 618 du Code de procédure civile".

Bill No 75, intitulé : "Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

Bill No 76, intitulé : "Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire."

Bill No 110, intitulé : "Loi concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 172) intitulé : "Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur, ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 175) intitulé : "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 22 JANVIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 174.—Loi modifiant l'article 398 du Code municipal.

Bill 175.—Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.

Bill 96.—Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton-Vale.

Et avec amendements:

Bill 116.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Bill 114.—Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 82.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Albert-Pierre Frigon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

Votre comité est d'opinion que la pétition de "Montreal Airdrome, Limited" et autres, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited", est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre aux pétitionnaires de présenter immédiatement le bill qu'ils ont déposé.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Charbonneau ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à opérer une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux taxes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—A même la somme de 17 millions de dollars mentionnée à la Loi 19 George V, chapitre 32, depuis le 4 avril 1929 au 1er janvier 1931 exclusivement; a. combien a été dépensé; b. combien a été payé; c. à combien se chiffre le prix total des travaux ordonnés ou des contrats accordés à même ladite somme de 17 millions?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. \$5,473,168.85; b. \$5,253,071.61; c. \$6,895,443.62.

Question par M. Sauvé.—1. Y a-t-il actuellement dans la municipalité de Sainte-Émilie-de-l'Énergie, comté de Joliette, un pont en construction pour lequel le gouvernement a accordé un octroi?

2. Dans l'affirmative, quelle est la part: a. du gouvernement; b. de la municipalité de Sainte-Émilie-de-l'Énergie?

3. Le gouvernement a-t-il fait remise à la municipalité de la part de contribution de la municipalité ou d'une partie d'icelle?

4. Dans l'affirmative, quelle somme a-t-il remise?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Oui.
2. a. 70%; b. 30%.
3. Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 43, intitulé: "Loi accordant un octroi au Conservatoire national de musique".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, chaque année, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, au Conservatoire national de musique constitué en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur, en date du premier décembre, 1928, une allocation de vingt-cinq mille dollars.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David, ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi accordant un octroi au Conservatoire national de musique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 9, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le coût annuel des émissions radiophoniques prévues par les sections 4 et 5 de la Loi relative à la radiodiffusion dans cette province (19 George V, chapitre 31,) ne devra pas excéder la somme de trente mille dollars au lieu de la somme de quinze mille dollars déjà autorisée par l'article 6 de ladite loi relative à la radiodiffusion dans cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi concernant les écoles ménagères provinciales".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit :

POUR

Messieurs

<i>Authier,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Cantin,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Caron,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreau (Lac Saint-Jean),</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>David,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Power,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Taschereau, (Montmorency),</i>
<i>Grant,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Vautrin.—35</i>
<i>Lamoureux,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Crépeau,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Houde,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Sauvé.—7.</i>
<i>Gault,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Fisher, il est—
Ordonné qu’il soit déposé sur le bureau de cette Chambre :

Copie de toute correspondance, documents et particulièrement de la liste de paie fournie par ou couvrant le travail du cantonnier Zoel Langlois, de Fabre, Co., Témicamingue, pour les mois d’août et novembre 1930.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé : “Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats faits et passés entre la corporation scolaire de la ville de Don-

nacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Arthur Roy".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude, en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 132) intitulé: "Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek-Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 137) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles de la cité des Trois-Rivières".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 23 JANVIER 1931

Onze heures du matin.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Combien de succession où le défunt laissait plus de trois enfants âgés de moins de vingt-cinq ans ont-elles été déclarées au gouvernement depuis le 4 avril 1930 ?

2. Dans combien de ces successions la valeur totale nette des biens transmis dépassait-elle vingt-cinq mille dollars ?

3. Combien d'exemptions additionnelles (en nombre et en valeur) ont-elles été obtenues de la sorte comme dégrèvements d'impôts successoraux en faveur de la famille ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 5.

2. 5.

3. En nombre, 10; en valeur \$36,044.55.

Question par M. Lafleur.—Combien de licences d'automobiles ont été émises dans la province en 1930-1931 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :
178,548.

Question par M. Guertin.—1. Quelles sont les routes ou parties de routes entretenues par le gouvernement pour la circulation des véhicules moteurs durant la présente saison ?

2. Quelle est la longueur totale de ces routes ?

3. Quel est le coût de leur entretien et dans quelle proportion les municipalités sont-elles appelées à souscrire ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Durant la présente saison, le département de la voirie entretient les chemins suivants :

La route No 15, depuis le tunnel du C. N. R. dans la cité de Québec jusqu'à l'Eglise de Notre-Dame-des-Laurentides; le rang St-Joseph et l'entrée du couvent Ste-Marie des Anges dans le village de Charlesbourg; le chemin St-Joseph dans paroisse de Charlesbourg; le chemin de l'Orme, Fond Jonnis, le chemin de l'Ormière, et une partie du chemin de St-Clau-de dans St-Ambroise de la Jeune Lorette; une partie du chemin Principal, le chemin Valcartier et Fond Jonnis dans le village de Loretteville; le chemin de Valcartier dans Château d'Eau; la rue St-Vallier, de la route du Pont Scott à la route des Bell, dans la cité de Québec; le chemin St-Charles-Sud dans la Petite Rivière; le chemin St-Charles-Sud et côte St-Paul, la route du Moulin, route Bureau, route de l'Eglise et 2ème rang St-Gabriel, Haut et Bas grand Désert, le chemin de l'Ormière, la route No 2, de la Station de l'Ancienne-Lorette à la traverse du C. N. R. dans l'Ancienne-Lorette; le chemin du Lac-St-Charles dans Notre-Dame-des-Laurentides; le chemin St-Louis, l'Avenue Sheppard, une partie du chemin Gomin, une partie de l'Avenue Maguire, l'Avenue Holland, l'Avenue de Spencer Wood, le chemin du Champ d'aviation, l'entrée de A.-C. Price, l'Avenue du Couvent de Mérici dans Sillery; le chemin St-Louis, le chemin du Calvaire, la route de l'Eglise, une partie du chemin principal dans Cap Rouge; la route No 1, le chemin St-Louis, une partie de la route No 2, l'entrée de l'Hôpital Laval, l'entrée de l'institut des frères des Ecoles Chrétiennes, l'entrée du Cimetière Belmont dans Ste-

Foy; la route No 15 de Giffard à l'Ange-Gardien; la route Giffard-Montmorency de Giffard à St-Grégoire; la route No 3 de Lévis au Pont de Québec; la voie sur le pont de Québec ainsi que les chemins d'approches de ce pont; la rue de l'Eglise, la rue de la Fabrique, la route Wade dans St-Romuald; le chemin du Sault dans St-Romuald et Charny; la rue Poirier et la rue St-Jean dans Charny; la route Beaulieu dans St-Jean-Chrysostôme; le chemin St-Augustin dans Breakeyville; le chemin Côte des Neiges dans la ville de Mont-Royal; le chemin Côte de Liesse dans les villes de Mont-Royal et St-Laurent et dans la paroisse St-Laurent; la montée de Cartierville, le chemin Côte Vertu, le chemin Côte St-Louis, le chemin Côte St-François, la montée Vertu à Liesse, la montée St-François et la grande montée du Bois Franc dans la paroisse de St-Laurent; le chemin Côte St-Louis dans la ville de Saraguay; la route No 37 de Roxboro à Senneville; la montée St-Rémi ou des Sources dans la ville de Roxboro et dans la paroisse de Ste-Geneviève; la rue du Pont dans le village de Ste-Geneviève et dans la paroisse de St-Raphael-de-l'Ile Bizard; la montée St-Charles, le chemin du Cap St-Jacques, la montée St-Jean, le chemin Saraguay, dans la paroisse de Ste-Geneviève; le chemin du village (centre et Ouest), la montée du Milieu et le chemin du Lac dans la paroisse de St-Raphael-de-l'Ile Bizard; L'avenue Elmwood et la montée Ste-Marie dans le village de Senneville; la route No 2 dans les villes de Baie d'Urfé et de Beaconsfield; une partie du chemin du roi, la montée St-Charles, l'avenue Kirdwood dans la ville de Beaconsfield; la montée des Sources dans la ville de Pointe-Claire; le rang St-Charles et la Montée St-Rémi ou des Sources dans la paroisse de Pointe-Claire; les rangs St-Jean et St-Rémi dans la paroisse de Dollard des Ormeaux; le chemin de Liesse, l'entrée de l'Orphelinat et l'entrée de la crèche dans la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse; la route No 37 de Montréal-Nord à la Pointe-aux-Trembles; la route No 2, le pont de la Commission du Havre à Montréal, le chemin de la Rousselière, le Boulevard des Deux-Rivières et le chemin St-Léonard dans la ville de Pointe-aux-Trembles; la route No 2 de l'Ile Bourdon à L'Assomption; la route No 33 de L'Assomption à L'Epiphanie; le chemin St-Michel et la Montée de la Savane dans la ville de St-Léonard-de-Port-Maurice; la Montée de la Savane et le chemin St-Léonard dans la paroisse de St-Léonard-de-Port-Maurice; le chemin St-Léonard, la Montée St-Léonard dans la ville de Montréal-Est; la route No 3 dans Boucherville et Longueuil; la route No 1 dans la paroisse de Longueuil et la paroisse de St-Hubert; la route No 11 du Pont Viau à St-Jérôme; le chemin de la Station du C. P. R. et la route No 38 dans la ville de Ste-Rose; la route No 18 de Pont-Viau à Saint-François-de-Sales; la route No 8 de Pont-Viau à la ville de Plage Laval; les approches du Pont de Cartierville dans le village de L'Abord-à-Plouffe; la route No 38 dans le village de L'Abord-à-Plouffe, dans la paroisse de Ste-Dorothée, dans la ville de Plage Laval et dans la ville de Laval-sur-le-Lac; le rang St-Elzéar dans la paroisse de St-Elzéar; la Montée des Côtes, le Tour de l'Ile Jésus, le rang St-Elzéar en Bas et le chemin Bas St-Martin dans la paroisse St-Martin; la Montée Gravel, le rang St-Antoine-Est, la Montée Champagne, la Montée Paquet et le rang St-Antoine dans la paroisse Ste-Dorothée;

le chemin Bellefeuille et le chemin Dussault dans la ville de Laval-sur-le-Lac; les approches et le pont Galipeault; la route No 2 de l'Ile Perrot à la Rivière Beaudet; la route No 17 dans le village de Vaudreuil, la ville de Dorion et St-Michel de Vaudreuil; la route No 3 de Laprairie à Valleyfield; le chemin Larocque de la paroisse Ste-Cécile jusqu'à St-Louis-de-Gonzague; la route No 4 du village de Ormstown jusqu'au canton Elgin; la route No 9 dans la paroisse Laprairie et la ville de Laprairie; la route No 3 dans la paroisse de Laprairie et de la ville de Laprairie; la route No 14 de Laprairie à St-Jean.

2. 379.69 milles.

3. Le département demande une souscription de \$100.00 par mille de chemins entretenus.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 174) intitulé: "Loi modifiant l'article 398 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

Question par M. Guertin.—Quels montants ont été payés au gouvernement en royauté ou autrement par la "Noranda Mines, Ltd": a. en 1929; b. en 1930?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. Impôt annuel sur concessions inexploitées: \$155.30. Droits sur profits pendant l'année du calendrier 1928: \$118,125.87, dont \$75,000 payé pendant l'année fiscale 1928-29 et \$43,125.87 payé pendant l'année fiscale 1929-30.

b. Impôt annuel sur concessions inexploitées: \$52.30. Droits sur profits pendant l'année du calendrier 1929: \$268,096.03; dont \$250,000 payé pendant l'année fiscale 1929-30 et \$18,096.03 pendant l'année fiscale 1930-31.

Question par M. Guertin.—Combien de permis d'exploitation minière ont-ils été émis dans le comté de Témiscamingue en 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:
43 permis d'exploitation.

Question par M. Guertin.—Combien de concessions minières ont-elles été émises pour le comté de Témiscamingue en 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:
Une, dans le canton de Joannes.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton-Vale".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 104) intitulé: "Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 103) intitulé: "Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 27 JANVIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 102.—Loi ratifiant les règlements Nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendements, le bill suivant:

Bill 136.—Loi modifiant la charte de la Corporation du Collège commercial de Saint-Césaire.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—1. L'Institut Scientifique Franco-Canadien est-il subventionné par le gouvernement?

2. Quelles sommes a-t-il reçues du gouvernement chaque année depuis sa fondation?

3. Pourquoi?

4. Quelles sont les personnes qui en font partie?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.
2. 1929-30, \$1,500.00; 1930-31, \$5,000.00.
3. Pour fins éducationnelles.
4. Monsieur L.-J. Dalbis, président; le Recteur de l'Université de Montréal; Monseigneur A.-V.-J. Pierte; Le vice-recteur de l'Université de Montréal, le Chanoine Emile Chartier; Le secrétaire de l'Université de Montréal, monsieur Edouard Montpetit; le doyen de la Faculté de médecine, Docteur L. de L. Harwood; le sous-secrétaire de la province, monsieur Alexandre Desmeules; le vice-doyen de la Faculté des Sciences monsieur A. Lévillé; le directeur de l'Ecole des Hautes Études Commerciales, monsieur Henri Laureys; le directeur de l'École Polytechnique, monsieur Augustin Frigon; un délégué Universitaire français, monsieur R. de Roure.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 au Canada ou la "Compagnie de publication du Canada, Limitée", pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics de 1929-1930, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Voir les Comptes Publics de 1929-30.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 à l'Autorité Nouvelle ou "L'Autorité Company", pour abonnements, annonces publicité, impression et publication de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Voir les Comptes Publics de 1929-30.

Question par M. Crépeau.—1. A quelle date "Le Soleil, Ltée" a-t-il déposé pour la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors les noms et adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 25 juillet 1930.
2. L'honorable George Parent, 70 rue St-Paul, Québec; M. Henri Gagnon, rue de la Couronne, Québec; M. C.-E. Taschereau, 71 rue St-Pierre, Québec; M. Claude Taschereau, 71 rue St-Pierre, Québec; M. George Bourgouin, rue de la Couronne, Québec.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30, à la compagnie "Le Soleil, Ltée" pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement

dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics de 1929-30.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 au Bulletin de la Ferme, ou le "Bulletin de la Ferme, Limitée", pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, octrois, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations.

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics de 1929-30.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 au Bulletin, ou A.-P. Pigeon, ou A.-P. Pigeon, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement, dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 à l'Abeille, ou L'Abeille et l'Érable, ou L'Abeille, Ern. pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, octrois, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 à La Riposte, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30, et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.—Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 au Nouvelliste ou à la Cie de Publication Le Nouvelliste, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité,

impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.— Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 à L'Éclaireur ou L'Éclaireur, Limitée, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrit spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.— Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 à La Tribune ou La Tribune, Limitée pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.— Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 à L'Événement ou La Cie de l'Événement, pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.— Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1929-30 à la "Gazette" ou "The Gazette Printing Company, Limited", pour abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les Comptes Publics 1929-30 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir les Comptes Publics 1929-30.

Question par M. Crépeau.— 1. Quelle a été la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province : a. pour l'année scolaire 1928-29 ; b. pour l'année scolaire 1929-30 ?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province:
a. pour l'année scolaire 1928-29; b. pour l'année scolaire 1929-30?

Réponse par l'honorable M. David:

(Ecoles primaires):

1. Pour toute la province: a. \$534; b. Compilation pas terminée.

2. Pour chacun des comtés de la province: a. en 1928-29;

Abitibi.....	\$363	Matane.....	\$279
Argenteuil.....	528	Matapédia.....	269
Arthabaska.....	255	Mégantic.....	333
Bagot.....	284	Missisquoi.....	484
Beauce.....	269	Montcalm.....	320
Beauharnois.....	478	Montmagny.....	266
Bellechasse.....	259	Montmorency.....	304
Berthier.....	278	Montréal, cité.....	1172
Bonaventure.....	367	Napierville.....	316
Brome.....	485	Nicolet.....	230
Chambly.....	745	Papineau.....	399
Champlain.....	334	Pontiac.....	568
Charlevoix.....	284	Portneuf.....	290
Châteauguay.....	446	Québec, cité.....	773
Chicoutimi.....	381	Québec, comté.....	336
Compton.....	481	Richelieu.....	253
Deux-Montagnes.....	333	Richmond.....	434
Dorchester.....	267	Rimouski.....	271
Drummond.....	309	Rouville.....	336
Frontenac.....	299	Saguenay.....	349
Gaspé.....	322	Shefford.....	381
Hull.....	552	Sherbrooke.....	738
Huntingdon.....	520	Soulanges.....	389
Iberville.....	321	Stanstead.....	587
Iles-de-la-Madeleine.....	253	St-Hyacinthe.....	338
Jacques-Cartier.....	957	St-Jean.....	422
Joliette.....	310	St-Maurice.....	372
Kamouraska.....	240	Témiscamingue.....	428
Labelle.....	336	Témiscouata.....	289
Lac-St-Jean.....	346	Terrebonne.....	374
Laprairie.....	354	Trois-Rivières, cité.....	610
L'Assomption.....	297	Vaudreuil.....	430
Laval.....	523	Verchères.....	312
Lévis.....	316	Westmount.....	1416
L'Islet.....	246	Wolfe.....	327
Lotbinière.....	275	Yamaska.....	205
Maskinongé.....	262		

b. compilation pas terminée.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date "Le Bulletin de la Ferme, Limitée" a-t-il déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David :

1. 22 janvier 1931.

2. a. Henri Gagnon, Geo.-H. Bourguoin; Alex. Gagnon.

b. 208 Ave des Erables, Québec; 5 Place George V, Québec; 58 La Sarre, Québec.

Question par M. Duplessis.—Dans cette province, quelle est la valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des compagnies ou corporations industrielles ou commerciales et qui bénéficient: a. d'une exemption de taxes municipales; b. d'une commutation de taxes municipales; c. d'une exemption de taxes scolaires; d. d'une commutation de taxes scolaires ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date "La Tribune, Limitée", a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. 2 septembre 1930.

2. a. Florian Fortin; Wilfrid Lazure; J.-S. Couture; b. Tous de Sherbrooke.

Question par M. Lafleur.—Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: a. en 1928-29; b. en 1929-30 ?

Réponse par l'honorable M. David :

a. En 1928-29: par les contribuables, 79%; par le gouvernement, 21%; b. en 1929-30: les statistiques des contribuables ne sont pas prêtes.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date La Cie de Publication Le Nouvelliste, Limitée, a-t-elle déposé la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 103 de la Loi des Compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. 2 septembre 1930.

2. a. J.-H. Fortier, J.-O. Linteau, Hermann Fortier, Gérard Fortier, Laval Fortier; b. Québec, Montréal, Montréal, Québec, Québec.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date "La Cie de l'Événement" a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 2 septembre 1930.

2. *a.* J.-H. Fortier, Laval Fortier, Hermann Fortier, Noel Belleau, C.R., J.-O. Linteau; *b.* Québec, Québec, Montréal, Lévis, Montréal.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date la "Provincial Transport Company" a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 23 août 1929.

2. *a.* J.-H. Fortier, J.-E. Savard, P.-S. Gregory, W. S. Hart, Beaudry, Leman, Col. J. E. Hutcheson; *b.* a-s P.-T. Légaré Company, Québec; Chambre 120, Edifice Insurance Exchange, 276 St-Jacques, Montréal; 611 Edifice Power 83 rue Craig, Montréal; 611 Edifice Power, 83 rue Craig, Montréal; Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal; a-s Montreal Tramways Co., 102 rue Craig-Ouest, Montréal.

Question par M. Lafleur.—Combien la Commission des liqueurs a-t-elle dépensé en 1930 pour frais de publicité?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

\$7,519.30.

Question par M. Lafleur.—Quel était le passif des corporations municipales de la province de Québec: *a.* en 1929; *b.* en 1930?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

a. Voir statistiques municipales pour l'année civile 1929; *b.* les rapports ne sont pas encore reçus.

Question par M. Lafleur.—Quels ont été les droits du pauvre perçus dans toute la province en 1929-30: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$540,946.03; *b.* \$702,065.66.

Question par M. Lafleur.—1. Quels ont été les droits perçus en 1929-30: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1929-30: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1929-30: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur les dits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. *a.* \$49,120.07; *b.* \$12,460.71.
2. *a.* Pour les licences, \$30,356.00; pour les droits d'entrée, \$28,-541.29; *b.* pour les licences, \$5,049.75; pour les droits d'entrée, \$5,810.95.
3. *a.* Pour les appareils, \$1,100.00; pour les paris ou gageures, \$303,704.95; *b.* pour les appareils, \$210.00; pour les paris ou gageures, \$77,935.46.

Question par M. Guertin.—1. Combien a été dépensé pour la construction, l'agrandissement et l'amélioration des écoles élémentaires en 1929-30?

2. Quel a été le montant et le pourcentage de la contribution du gouvernement dans chacune de ces années?

Réponse par l'honorable M. David:

1. \$1,917,926.00 en dehors de Montréal et de Québec.
2. \$904,700.00, 47.2% en dehors de Montréal et Québec.

Question par M. Guertin.—1. Quels sont: *a.* les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre les cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 Georges V, chapitre 9, depuis la réponse du 21 février 1930, jusqu'à date; *b.* Quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* Richard Lessard, Henri Marcoux, Oscar Garand, Albert Jutras, Julien Tétreault, Jean Tremblay, Fred. Mosely, John Tacker Henderson, Harry Grundy, W. G. Bassett, Arthur Leblanc, Gustave Longtin, Jean-Marie Nadeau, Marthe Pelland, Roland Leduc, Cyrias Ouellet, Jules Prévost; *b.* J. T. Henderson, Harry Grundy, W. G. Bassett, Jean-Marie Nadeau.

2. Le 7 août 1930, sauf le Dr Jules Prévost qui a obtenu sa bourse le 20 août 1930.

3. Dr Richard Lessard, médecine générale, Dr Henri Marcoux, médecine générale, Dr Oscar Garand, chirurgie, Dr Albert Jutras, radiologie, Dr Julien Tétreault, obstétrique, Dr Jean Tremblay, chirurgie, Dr Fred. Moseley, médecine générale, J. T. Henderson, philosophie, Harry Grundy, histoire, W. G. Bassette, histoire canadienne, Arthur Leblanc, violon, Gustave Longtin, travail du verre, Jean-Marie Nadeau, droit, Dr Marthe Pelland, neuropsychiatrie, Roland Leduc, violoncelle, Cyrias Ouellet, chimie, Dr Jules Prévost, médecine générale.

Question par M. Guertin.—1. Quel est le montant total provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1929-30 ?

2. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc., dans le comté de Hull, pour l'année 1929-30 ?

3. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans le district de Hull pour l'année 1929-30 ?

4. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs, dans le district de Hull pour l'année 1929-30 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. \$983,572.35;

2. \$17,912.35.

3. \$6,388.00.

4. \$10.10.

Question par M. Guertin.—1. Quels ont été les droits perçus : *a.* en 1928-29; *b.* en 1929-30, dans le comté de Hull, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la Loi des licences de Québec ?

2. Quels ont été les droits perçus : *a.* en 1928-29; *b.* en 1929-30, dans le comté de Hull, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la Loi des licences de Québec ?

3. Quel a été le revenu : *a.* en 1928-29; *b.* en 1929-30, dans le comté de Hull, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur les dits paris ou gageures, conformément à la Loi des licences de Québec ?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus : *a.* en 1928-29; *b.* en 1929-30, dans le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. *a.* en 1928-29, \$559.80; *b.* en 1929-30, \$616.30.

2. *a.* en 1928-29, pour les licences, \$7,010.00; pour les droits d'entrée \$6,194.01; *b.* en 1929-30, pour les licences, \$7,028.00; pour les droits d'entrée, \$6,005.20.

3. *a.* en 1928-29, pour les appareils, \$210.00; pour les paris ou gageures, \$72,764.95; *b.* en 1929-30, pour les appareils, \$210.00; pour les paris ou gageures, \$64,905.52.

4. *a.* en 1928-29, \$6,781.28; en 1929-30, \$7,501.70.

Question par M. Guertin.—1. Quel était le montant des droits exigibles sur la succession de sir Mortimer Davis, au décès de ce dernier ?

2. Les rapports ont-ils été faits en temps au gouvernement ?

3. Quel a été à date le montant perçu par le gouvernement *re*: succession Mortimer Davies ?

4. Combien reste-t-il à percevoir ?

5. Quelle était la valeur de la succession au décès et quelle est sa valeur actuelle ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1, 2, 3, 4 et 5. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner maintenant ces renseignements. (Voir 18 Geo. V, chap. 17, sec. 6.)

Question par M. Authier.—1. Combien d'écoles de \$1200.00 ont été construites dans la province de Québec: *a.* en 1927-28; *b.* en 1928-29; *c.* en 1929-30?

2. Combien le gouvernement a-t-il payé de ce chef?

3. Combien de ces écoles ont été payées en entier par le gouvernement?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* en 1927-28, 33; *b.* en 1928-29, 48; *c.* en 1929-30, 62. Total: 143 écoles.

2. En 1927-28, \$37,800.00; en 1928-29: \$54,925.00; en 1929-30: \$71,575.00. Total \$164,300.00.

3. 136 écoles.

Question par M. Fortin.—Quelle était la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année 1894-95; *b.* pour l'année scolaire 1895-96?

Réponse par l'honorable M. David:

a. 1894-95, \$126.00; *b.* en 1895-96, \$128.00.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 21 janvier courant:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont"

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

La Chambre continue le débat sur la motion, qui était en discussion à six heures du soir, ce jour.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Frigon, secondé par Gauthier, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Gault.—1. Le gouvernement emploie-t-il quelques personnes pour un service de radiophonie?

2. Dans l'affirmative, combien d'employés et que leur est-il payé pour ces services?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui, à l'administration de l'Heure Provinciale.

2. Quatre employés. Les deux-directeurs-conjoints MM. Edouard Montpetit et Henti Letondal, reçoivent chacun \$125.00 par mois. Deux sténographes, Melles Germaine Cornez et Lucille Desparois, reçoivent chacune \$25.00 par mois.

Question par M. Blain.—1. Pour quelle raison l'article 30a de la loi des vues animées (S.R., 1925, chap. 174), tel qu'ajouté par la loi 20 Georges V, chapitre 76, relative aux annonces dans les journaux n'a-t-il pas encore été mis en vigueur par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des représentations contre cette loi 20 George V, chapitre 76?

3. Si oui, de quelle nature? et de quelle corporation?

4. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en vigueur l'article 30a susmentionné?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 2. 3. et 4. La loi 20 Geo. V, chapitre 76 ne devait entrer en vigueur que par proclamation, à la date qu'il plairait au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, afin de donner occasion aux intéressés de montrer cause contre la mise à exécution de cette loi. Aucune représentation contraire n'ayant été faite, un ordre-en-conseil a été passé le 17 janvier courant ordonnant la mise en vigueur.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 28 JANVIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 80.—Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Bill 104.—Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited".

Et avec des amendements:

Bill 85.—Loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Ville-neuve.

Bill 108.—Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies "Price Brothers & Company, Ltd", et "The Kenogami Land Company, Ltd.", au sujet des taxes payables par ces deux compagnies.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 91.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'honorable M. Francœur, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 121.—Loi modifiant la charte de la compagnie de Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

L'honorable M. Francœur dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Commission des Accidents du Travail, 1930.

(Document de la session No 36).

Question par M. Guertin.—1. Des plans et devis ont-ils été préparés pour la construction de la route allant de Messines à Blue Sea dans les municipalités de Messines et Bouchette-Sud, comté de Hull?

2. Si oui, à quelle date?

3. Ont-ils été changés?

4. Quel est l'estimé du coût des travaux dans la municipalité de Messines d'après les plans originaux?

5. Même question d'après les plans tels que amendés?

6. Ces travaux sont-ils en cours?

7. Quand seront-ils terminés?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui.
2. 14 mars 1929.
3. Oui. Les plans originaux ne comportaient aucun changement de tracé. Pour éliminer deux traverses à niveau, le département a changé le tracé actuel et ce avec l'assentiment et du consentement de la municipalité intéressée.
4. \$7,880.79.
5. \$13,265.62. Ce montant comprend le coût de construction du nouveau tracé et le coût d'élimination des deux traverses à niveau.
6. et 7. Les travaux sont exécutés par les deux municipalités intéressées et sont commencés dans chacune d'elles.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 171) intitulé : "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec".

M. Poulin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 177) intitulé : "Loi modifiant le Code municipal relativement aux taxes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 178) intitulé : "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 21 janvier courant : "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Blain.—1. Combien y avait-il de municipalités scolaires dans la province pour chaque année depuis 1925 ?

2. Dans combien de ces municipalités y a-t-il eu, pour chaque année depuis 1925, un examen accompagné de distribution de prix faite aux frais de la municipalité ?

3. Combien de municipalités scolaires ci-dessus ont-elles affecté à cette distribution, pour chaque année depuis 1925, la moitié du montant total ainsi défrayé à l'achat de livres canadiens ?

4. Combien des municipalités scolaires qui ont reçu une part du fonds des écoles publiques, pour chaque année depuis 1925, n'avaient-elles pas rempli la condition mentionnée à la question 3 ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. 1925-26	\$1,792
1926-27	1,812
1927-28	1,822
1928-29	1,830
1929-30	1,840
2. 1925	(pas de rapport).
1926	1,057
1927	1,055
1928	1,130
1929	1,123
3. 1925	(pas de rapport).
1926	906
1927	904
1928	945
1929	980
4. 1925	(pas de rapport).
1926	151
1927	151
1928	185
1929	143

Question par M. Bastien.—1. Quelles sommes d'argent le Gouvernement a-t-il payées, en vertu de la Loi 17 Georges V, chapitre 39, du 1er juillet 1929 au 30 juin 1930: *a.* pour la construction des écoles n'ayant pas coûté plus de \$1,200.00; *b.* pour la construction des écoles dont le coût n'a pas dépassé \$2,500.00.

2. Quelles sont les autres sommes que le Gouvernement a payées au cours de la même période pour la construction ou la réparation des écoles ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. *a.* \$71,575.00; *b.* \$222,952.00.
2. \$610,173.00.

Question par M. Lafleur.—Quel était le passif des corporations scolaires de la province de Québec en 1929-30 ?

Réponse par l'honorable M. David :

La compilation de ces statistiques ne sera pas complétée avant le mois de juillet prochain.

Question par M. Casgrain.—1. Combien le gouvernement de cette province dépensa-t-il en 1894-95 pour les fonds de l'Instruction Publique dans la province de Québec ?

2. Combien le gouvernement de cette province a-t-il dépensé pour les fonds de l'Instruction publique en 1929-30 ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. En 1894-95: \$383,726.45.
2. En 1929-30, \$4,480,490.00.

Question par M. Gauthier.—Quel était l'actif des corporations scolaires de la province de Québec: a. en 1928; b. en 1929?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$92,741,079.45, 1928; b. \$97,337,187.28, 1929.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 21 janvier 1931 pour: Copie de toute correspondance, documents, etc., se rapportant au lot 9 rang 5, du canton de la Nemtayer, entre le département des Terres ou de la Colonisation, et toute personne en ce qui concerne les billets de location, lettres patentes, révocations ou transports.

(Document de la session No 37).

Et alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 29 JANVIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec amendements, le bill suivant:

Bill 178.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 176.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre Comité est d'opinion que la pétition de "Comptoir Mobilier Franco-Canadien" demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre au pétitionnaire de présenter immédiatement le bill qu'il a déposé.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la charte du "Comptoir Mobilier Franco-Canadien".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Moreau ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant l'article 7 de la Loi de la division territoriale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le premier janvier 1920 inclusivement jusqu'au premier janvier 1930, le trésorier de cette province a-t-il soumis à la Législature, à chacune de ses sessions, un état détaillé mentionné à l'article 3644, S.R.Q., 1909, ou à l'article 68, chapitre 168, S.R.Q., 1925 ?

Et dans l'affirmative:

2. Cet état détaillé a-t-il été produit séparément ?

3. Cet état détaillé a-t-il été seulement inclus dans l'"Etat des Comptes Publics" de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui. Voir Comptes Publics depuis le premier juillet 1919 au 30 juin 1930.

2. Non.

3. Oui.

Question par M. Lafleur.—1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'annexe du Palais de Justice de Montréal ?

2. Même question pour la prison de Bordeaux.

3. Même question pour l'École des Hautes Études de Montréal.

4. Même question pour l'École Technique de Montréal.

5. Même question pour l'École des Beaux-Arts de Montréal.

6. Même question pour l'École des Beaux-Arts de Québec.

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. \$5,038,235.11.

2. \$4,147,319.21.

3. \$776,265.48.

4. \$1,128,388.29.

5. \$436,019.47.

6. \$137,223.05.

Question par M. Guertin.—Quelle quantité de liqueurs a été vendue chaque mois, en 1930, dans les magasins de la Commission des liqueurs, à: *a.* Valleyfield; *b.* Hull; *c.* Sherbrooke; *d.* Saint-Jean; *e.* Joliette; *f.* Trois-Rivières et pour quel montant dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

	<i>a</i>		<i>b</i>		<i>c</i>	
	<i>Valleyfield</i>		<i>Hull</i>		<i>Sherbrooke</i>	
	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>
1930						
Janvier.....	3,608	40,261.	5,131	57,849.	3,202	32,911.
Février.....	4,297	44,212.	5,582	62,143.	3,177	31,435.
Mars.....	3,525	45,209.	5,532	63,650.	2,747	28,411.
Avril.....	3,420	42,425.	5,968	67,485.	3,295	33,778.
Mai.....	4,822	62,998.	5,739	67,127.	3,999	35,798.
Juin.....	5,146	64,361.	5,495	66,830.	3,474	36,595.
Juillet.....	6,522	91,167.	6,504	80,105.	4,474	45,646.
Août.....	7,365	103,833.	7,557	94,437.	5,352	59,475.
Septembre.....	6,188	87,459.	7,387	92,878.	3,851	41,815.
Octobre.....	5,878	75,632.	8,058	97,233.	4,014	40,788.
Novembre.....	6,231	68,131.	6,770	76,614.	3,438	36,437.
Décembre.....	6,897	67,390.	13,124	128,447.	7,913	61,567.

	<i>d.</i>		<i>e.</i>		<i>f.</i>	
	<i>Saint-Jean</i>		<i>Joliette</i>		<i>Trois-Rivières</i>	
	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montants</i>
1930						
Janvier.....	1,149	9,312.	1,517	9,379.	4,609	32,639.
Février.....	1,243	9,900.	1,101	8,180.	4,223	30,377.
Mars.....	1,019	8,859.	1,008	6,419.	3,749	28,040.
Avril.....	1,093	9,692.	1,170	7,736.	4,303	32,589.
Mai.....	1,146	10,149.	1,279	8,700.	4,010	29,915.
Juin.....	1,008	8,958.	1,112	7,544.	3,609	26,365.
Juillet.....	1,405	13,645.	1,353	9,679.	4,422	33,504.
Août.....	1,576	16,032.	1,349	10,189.	5,013	39,912.
Septembre.....	1,246	11,913.	1,375	10,387.	4,615	35,754.
Octobre.....	1,453	13,057.	1,612	11,048.	5,594	40,424.
Novembre.....	1,222	10,377.	1,319	8,547.	4,917	33,990.
Décembre.....	2,689	18,571.	3,841	17,541.	9,901	54,244.

Question par M. Guertin.—1. Quels sont les membres du bureau des examinateurs pour le service civil, en vertu de la Loi du Service Civil, chapitre 10, Statuts refondus de Québec, 1925 ?

2. A quelle date chacun d'eux a-t-il été nommé?
3. A quelle date ont eu lieu les derniers examens?
4. Quels sont: *a.* les noms des candidats qui ont subi ces derniers examens; *b.* pour quelle position dans chaque cas; *c.* quels ont été les candidats heureux?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Il n'y a eu aucune personne de nommée pour former le bureau des examinateurs en vertu du chapitre 10, S.R.Q., 1925, les dispositions permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de faire telles nominations ayant été abrogées par la loi 16 Geo. V, chapitre 14, section 12.

2. 3. et 4.

Question par M. Houde.—1. Quels sont les ponts qui, d'après le rapport du Ministre des Travaux Publics et du Travail, 1930, (page 15) ont été construits en 1929-30 et subventionnés par le gouvernement et dans quels municipalité et comté est situé chacun d'eux?

2. Combien a coûté chacun de ces 68 ponts?

3. Quelles ont été: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

(1) Comtés et Municipalités	(1) Rivières ou nom du pont	(2) Coût du pont	(3) a Subvention du gouvernement	(3b) Contribution des municipalités
<i>Arthabaska:—</i>				
Chester-Ouest.....	P. Leblanc.....	\$ 18,752.00	\$ 14,064.00	\$ 4,688.00
<i>Bagot:—</i>				
Ste-Hélène.....	Chibouette.....	4,331.00	2,598.60	1,732.40
<i>Brome:—</i>				
Foster.....	B.D.R. Yamaska.....	9,700.75	4,850.38	4,850.37
Sutton-East Richford....	Missisquoi.....	45,308.70	22,654.35	22,654.35 (1)
<i>Bellechasse:—</i>				
St-Gervais.....	P. Labrecque.....	7,585.00	5,688.75	1,896.25
".....	P. Patoine.....	7,077.40	5,308.05	1,769.35
".....	P. Letellier.....	7,292.00	5,469.00	1,823.00
Honfleur.....	P. Lavoie.....	7,080.00	5,310.00	1,770.00
".....	P. Et. Audet.....	6,533.00	4,899.75	1,633.25
St-Damien.....	P. Caouette.....	4,970.00	3,976.88	993.12
St-Magloire.....	Noire.....	6,412.00	4,809.00	1,603.00
".....	Blanche.....	6,226.00	4,770.00	1,456.00
St-Nérée.....	P. Aubé.....	3,598.00	2,698.50	899.50
".....	P. Godbout.....	3,496.15	2,796.92	699.23
St-Raphaël.....	P. Lemieux.....	4,281.30	3,425.04	856.26
".....	P. Rémillard.....	4,692.00	3,753.60	938.40
<i>Berthier:—</i>				
Lavaltrie.....	St-Antoine.....	5,160.00	3,612.00	1,548.00
St-Damien.....	P. Beaulieu.....	7,143.00	5,714.40	1,428.60

(1) Payé par l'Etat du Vermont.

(1) <i>Comtés et Municipalités</i>	(1) <i>Rivières ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du gouvernement</i>	(3b) <i>Contribution des municipalités</i>
<i>Beauce:—</i>				
Ste-Marie.....	Domaine.....	24,690.35	21,496.50	3,193.85
St-Georges.....	Chaudière.....	75,940.00	49,361.39	26,578.61
<i>Champlain:—</i>				
Champlain.....	Champlain.....	69,565.14	69,565.14	Aucune.
<i>Charlevoix:—</i>				
St-Siméon.....	Noire.....	30,650.12	21,455.00	9,195.12
<i>Chicoutimi:—</i>				
Canton Tremblay.....	Caribou.....	16,644.40	9,154.20	7,490.20
Chicoutimi.....	Aux-Rats.....	29,760.00	16,000.00	13,760.00
<i>Compton:—</i>				
Bury.....	Strapp.....	2,600.00	1,300.00	1,300.00
<i>Dorchester:—</i>				
Ste-Marguerite.....	Ste-Anne.....	3,368.80	2,189.72	1,179.08
".....	P. Pomerleau.....	4,763.00	3,095.95	1,667.05
Ste-Claire.....	Abenakis.....	10,438.95	6,785.35	3,653.60
<i>Gaspé:—</i>				
Ste-Anne-des-Monts.....	Ste-Anne.....	4,813.60	3,610.20	1,203.40
<i>Hull:—</i>				
Hull-Est.....	P.-Alonzo Wright.....	61,039.70	42,727.79	18,311.91
Bouchette & Cameron.....	Gatineau.....	47,862.80	31,110.80	16,752.00
Hull-Ouest.....	Gilmour.....	14,977.57	10,795.74	4,181.83
<i>Huntingdon:—</i>				
Canton Godmanchester.....	Beaver.....	11,694.30	11,694.30	Aucune.
" Hinchinbrook.....	Hinchin.....	3,401.00	1,700.50	1,700.50
<i>Joliette:—</i>				
Joliette.....	L'Assomption.....	33,997.12	20,398.27	13,598.85
<i>Lac-St-Jean:—</i>				
Hébertville.....	P. Langevin.....	21,000.00	10,500.00	10,500.00
<i>Lotbinière:—</i>				
St-Antoine-de-Tilly.....	Pont-de-la-Plaine.....	12,178.70	7,307.22	4,871.48
St-Gilles.....	Bras-Henri.....	11,245.00	8,443.75	2,801.25
St-Patrice.....	Pont-St-David.....	9,156.70	8,030.05	1,126.65
<i>Maskinongé:—</i>				
St-Léon.....	R. Ferrée.....	15,943.45	11,957.59	3,985.86
St-Didace.....	Maskinongé.....	26,663.85	19,997.90	6,665.95
<i>Mégantic:—</i>				
Ireland-Sud.....	P. Legendre.....	5,281.74	3,697.19	1,584.55
<i>Montcalm:—</i>				
St-Liguori.....	P. Lachapelle.....	10,475.70	6,809.20	3,666.50
<i>Montmagny:—</i>				
Ste-Lucie.....	P. Turcotte.....	2,625.45	1,969.09	656.36
St-Pierre.....	du Midi.....	3,948.50	2,763.95	1,184.55
P.S.E. Canton Talon.....	P. Roberge.....	4,847.00	3,635.25	1,211.75
Canton Montmigny.....	P. Boilard.....	4,250.00	3,187.50	1,062.50
Cap- St-Ignace.....	P. Blanchette.....	38,690.82	27,083.57	11,607.25
<i>Missisquoi:—</i>				
Canton Dunham.....	P. Freeport.....	13,893.00	7,641.15	6,251.85
" ".....	R. Stevens.....	4,367.00	2,401.85	1,965.15

(1) Comtés et Municipalités	(1) Rivières ou nom du pont	(2) Coût du pont	(3a) Subvention du gouvernement	(3b) Contribution des municipalités
<i>Nicolet:—</i>				
St-Wenceslas	Blanche	6,929.20	4,850.44	2,078.76
Ste-Sophie	Aux-Orignaux	9,064.50	5,438.70	3,625.80
St-Grégoire-le-Grand	R. Pointue	3,120.20	1,872.12	1,248.08
<i>Papineau:—</i>				
Papineauville	P. Lauzon	7,557.10	4,654.26	2,902.84
<i>Pontiac:—</i>				
Waltham	R. Calumet	1,588.00	952.80	2,000.20
<i>Richelieu:—</i>				
St-Louis-Bonsecours	P. Salvail	29,026.88	27,026.88	5,615.00
St-Marcel	P. Métivier	14,375.85	8,760.00	635.85
<i>Richmond:—</i>				
Richmond	P. Jonesville	11,571.06	8,678.29	2,892.77
<i>Shefford:—</i>				
Canton d'Ely	P. Racine	7,973.70	5,673.33	2,300.37
Shefford-Ouest	Yamaska	17,323.50	12,126.45	5,197.05
Canton Shefford	B.N. Yamaska	1,900.00	1,140.00	760.00
<i>St-Maurice:—</i>				
St-Mathieu	Shawinigan	25,866.31	21,986.36	3,879.85
St-Boniface	Yamachiche	7,424.99	5,568.75	1,856.24
<i>Stanstead:—</i>				
Magog	Rouge	9,707.19	4,853.60	4,853.59
<i>Témiscouata:—</i>				
St-Arsène	Verte	15,337.00	9,969.05	5,367.95
<i>Terrebonne:—</i>				
St-Jérôme	Du-Nord	51,500.00	33,475.00	18,025.00
<i>Vaudreuil:—</i>				
Ste-Marthe	La-Raquette	3,260.00	1,956.00	1,304.00
<i>Wolfe:—</i>				
St-Gérard	Des-Canards	16,182.00	13,502.50	2,679.50

Question par M. Houde.—1. Quels sont les 77 ponts qui d'après le rapport du Ministre des Travaux Publics et du Travail, 1930, (page 15), étaient en construction au 1er juillet 1930?

2. Quel est le coût de chacun d'eux?

3. Quelles sont: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

4. Quels ponts sont actuellement terminés?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

(1)	(1)	(2)	(3a)	(3b)	(4)
Comtés et Municipalités	Rivière ou nom du pont	Coût du pont	Subvention du Gou- vernement	Contribution des muni- cipalités	
<i>Arthabaska:—</i>					
Chester-Ouest	St-Philippe	\$ 12,240.00	\$ 9,180.00	\$ 3,060.00	(x)
"	P. Morissette	13,800.00	8,970.00	4,830.00	(x)
<i>Bagot:—</i>					
Ste-Christine	Des-Marais	4,415.00	3,090.50	1,324.50	(x)
St-Nazaire	P. Collard	5,798.00	3,768.70	2,029.30	(x)
<i>Bellechasse:—</i>					
Honfleur	P. Létourneau	2,397.10	1,917.68	479.42	(x)
"	P. Paré	2,831.30	2,265.04	566.26	(x)
St-Nérée	P. Dion	3,443.30	2,754.64	688.66	(x)
"	P.-O. Roy	2,985.00	2,388.00	597.00	(x)
"	R. au 6e Rang	3,789.15	3,031.32	757.83	(x)
"	Abenakis	2,797.00	2,237.60	559.40	(x)
St-Damien	Aux-Billots	7,419.00	5,175.00	2,244.00	(x)
St-Gervais	P. Lemieux	3,555.80	2,666.85	888.95	(x)
"	P. Breton	15,400.00	11,550.00	3,850.00	
St-Lazare	P. Pelchat	3,459.80	2,594.85	864.95	(x)
"	P. Labrecque	6,800.00	5,100.00	1,700.00	(x)
St-Raphaël	Rg St-Nérée	5,174.00	4,139.00	1,035.00	
"	Ch. du Petit 3.	6,152.00	4,921.60	1,230.40	
<i>Brome:—</i>					
Canton Farnham, P. Est	P. Messier	19,332.50	11,599.75	7,732.75	
" Brôme	P. Sam Stone	2,897.51	1,448.76	1,448.75	(x)
<i>Chambly:—</i>					
Longueuil	P. Dame McKay	5,584.54	5,584.54	Aucune	(1)
<i>Charlevoix:—</i>					
Baie-St-Paul	P. du Moulin	5,796.00	4,057.20	1,738.80	(x)
"	P. de la Halle	5,515.60	3,509.00	1,806.60	(x)
Malbaie	P. Gaudreau	3,270.00	2,455.00	815.00	(x)
Riv.-du-Gouffre	P.-H. Cimon	7,947.00	4,768.20	3,178.80	(x)
<i>Dorchester:—</i>					
St-Léon-de-Standon	Eau Chaude Ch. E.	5,450.25	7,139.32	3,844.25	(x)
"	Eau Chaude Ch. O.	5,533.32			
St-Luc	Etchemin	11,471.00	9,176.80	2,294.20	(x)
<i>Drummond:—</i>					
St-Edmond	Aux-Vaches	6,490.00	4,867.50	1,622.50	(x)
Grantham & Wikchem	P. Kelley	4,685.30	2,811.18	1,874.12	
<i>Iberville:—</i>					
St-Georges	Du-Sud	17,675.85	13,259.39	4,416.46	(x)
<i>Joliette:—</i>					
St-Félix-de-Valois	Bayonne	11,312.26	8,484.19	2,828.07	(x)
<i>Kamouraska:—</i>					
Kamouraska	P. Dupuis	34,718.00	29,718.00	5,000.00	(x)
<i>Lac-St-Jean:—</i>					
St-Jérôme	Couchepeganiche	47,049.79	32,934.85	14,114.94	
Normandin	Thequapé	30,000.00	19,500.00	10,500.00	

(1) <i>Comtés et Municipalités</i>	(1) <i>Rivière ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subvention du Gou- vernement</i>	(3b) <i>Contribution des muni- cipalités</i>	(4)
<i>Laprairie:—</i>					
St-Philippe.	St-Jacques.	7,717.00	7,717.00	Aucune.	(x)
<i>L'Assomption:—</i>					
L'Epiphanie.	St-Esprit.	14,940.00	10,458.00	4,482.00	(x)
St-Roch-l'Achigan.	Gd. Ravin.	13,978.00	10,483.50	3,494.50	
<i>L'Islet:—</i>					
St-Cyrille.	Bras-d'Apic.	10,672.00	8,004.00	2,668.00	(x)
<i>Lotbinière:—</i>					
St-Octave-de-Dosquet.	St-Henri.	11,757.00	10,581.30	1,175.70	(x)
" " " " " "	P. Duchêne.	11,387.00	9,109.60	2,277.40	(x)
<i>Maskinongé:—</i>					
St-Justin.	Trompe-Souris.	10,285.00	7,713.75	2,571.25	(x)
Ste-Ursule.	P. Crête de Coq.	9,035.00	6,776.25	2,258.75	(x)
St-Léon.	P. Barthelemy.	18,746.00	14,059.50	4,686.50	(x)
<i>Matane:—</i>					
N.-D.-de-McNider.	Aux-Basques.	13,428.00	10,138.59	3,289.41	(x)
<i>Mégantic:—</i>					
Ireland-Sud.	P. Bennett.	9,565.00	6,695.50	2,869.50	(x)
" " " " " "	P. Paquet.	12,000.00	8,400.00	3,600.00	(x)
Halifax-Sud-Ouest.	P. Binet.	14,968.60	11,586.96	3,381.64	
Thetford-Mines.	P. Fonderie.	21,649.00	15,154.30	6,494.70	(x)
P. Plessisville.	Blanche.	17,557.35	12,290.15	5,267.20	(x)
Inverness.	Bullard.	15,990.20	10,393.63	5,596.57	(x)
<i>Montcalm:—</i>					
N.-D.-de-la-Merci.	Dufresne.	15,000.00	10,500.00	4,500.00	(x)
St-Liguori.	P. Lepine.	13,471.80	8,756.67	4,715.13	(x)
St-Théodore.	P. Burton.	4,251.50	3,613.78	637.72	(x)
" " " " " "	P.-J. Vennes.	6,343.80	5,392.23	951.57	(x)
Rawdon.	P. Forest.	6,116.75	3,975.89	2,140.86	(x)
<i>Montmagny:—</i>					
Cap-St-Ignace.	P. Fournier.	19,827.60	13,879.32	5,948.28	(x)
Canton Montmigny.	Boilard.	4,300.00	3,187.50	1,112.50	(x)
<i>Montmorency:—</i>					
Laval.	P. Vallières.	4,465.70	3,965.70	500.00	(x)
<i>Nicolet:—</i>					
Ste-Perpétue.	P. Pelletier.	5,700.00	3,905.00	1,995.00	(x)
St-Grégoire-le-Grand.	Pointue.	4,926.10	3,201.90	1,724.20	(x)
Ste-Gertrude.	St-Louis.	16,770.50	8,385.25	8,385.25	(x)
<i>Portneuf:—</i>					
St-Ubalde.	P. Denis.	11,104.05	8,335.54	2,768.51	(x)
" " " " " "	P. Côte-Perron.	22,620.00	15,834.00	6,786.00	(x)
<i>Richelieu:—</i>					
St-Robert.	P. McClure.	9,000.00	6,300.00	2,700.00	(x)
St-Marcel.	P. Giguère.	10,233.34	7,163.34	3,070.00	(x)
<i>Rimouski:—</i>					
Bic.	Bic.	6,779.09	4,745.36	2,033.73	(x)
Ste-Flavie et Gd-Métis.	Métis.	50,441.50	40,353.00	10,088.50	

(1) Comtés et Municipalités	(1) Rivière ou nom du pont	(2) Coût du pont	(3a) Subvention du Gou- vernement	(3b) Contribution des muni- cipalités	(4)
<i>St-Maurice:—</i>					
St-Elie.....	Yamachiche.....	8,997.50	7,647.88	1,349.62	(x)
St-Sévère.....	".....	19,472.59	14,604.44	4,868.15	(x)
Charette.....	".....	6,483.50	4,862.63	1,620.87	(x)
<i>St-Jean:—</i>					
L'Acadie.....	Montréal.....	7,824.00	5,868.00	1,956.00	(x)
St-Luc.....	Aux-Iroquois.....	19,806.00	19,806.00	Aucune.	(x)
<i>Shefford:—</i>					
St-Valérien.....	Reynold.....	4,954.70	3,221.55	1,733.15	(x)
Canton Roxton.....	P. Parizeau.....	10,174.00	7,121.80	3,052.20	(x)
<i>Terrebonne:—</i>					
St-Jérôme.....	Du-Nord.....	15,746.00	9,447.60	6,298.40	
<i>Vaudreuil:—</i>					
Ste-Marthe.....	La-Raquette.....	3,260.00	1,956.00	1,304.00	(x)
<i>Verchères:—</i>					
Contrecoeur.....	Des-Aulnaies.....	6,780.00	4,746.00	2,034.00	(x)

(x) Ponts terminés.

(1) Payé par la Voirie.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 21 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation du collège commercial de Saint-Césaire".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

La Chambre continue le débat sur la motion qui était en discussion à six du soir, ce jour.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Dugas, secondé par M. Charbonneau, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Dugas.—Quelles sommes d'argent le Gouvernement a-t-il payées, année par année, pour toutes fins scolaires depuis 1920: a. dans la cité de Montréal; b. dans la cité de Québec?

Réponse par l'honorable M. David:

<i>Année:</i>	<i>a. Montréal</i>	<i>b. Québec</i>
1920-21.....	\$359,970.48	\$114,194.54
1921-22.....	384,311.33	115,850.67
1922-23.....	515,622.99	122,801.20
1923-24.....	670,733.21	161,470.77
1924-25.....	561,539.71	155,253.43
1925-26.....	527,928.60	163,516.69
1926-27.....	526,525.64	164,407.45
1927-28.....	563,535.08	160,343.25
1928-29.....	578,438.32	169,983.50
1929-30.....	827,955.87	230,245.11

Grand total..... 5,516,561.23 1,558,066.61

Plus \$1,000,000.00 à l'Université Laval.

Plus \$1,000,000.00 à l'Université McGill.

Plus \$1,000,000.00 à l'Université de Montréal.

Plus de 1920 à 1930 \$466,157.00 pour les bourses d'Europe.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 30 JANVIER 1931

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Troisième rapport de la Commission de droits civils de la femme.
(*Document de la Session No 38*).

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 40) intitulé: "Loi concernant les bombes lacrymogènes".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligüe".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquières".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 39) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement aux expropriations".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Combien de demandes d'emprunts ont été reçues à date par la Commission du Prêt Agricole de Québec?

2. Quelle somme représentaient ces montants?

3. Combien de demandes ont été accordées?

4. Quel est le montant total des prêts consentis à date?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. La Commission du Prêt Agricole est une institution fédérale et le Gouvernement n'a pas les renseignements que demandent ces questions.

2. 3. 4.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 4, intitulé: "Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumation."

Bill 6, intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie".

Bill 16, intitulé: "Loi concernant certains enrégistrement dans la division d'enrégistrement de Terrebonne."

Bill 28, intitulé: "Loi modifiant la Loi des employés publics".

Bill 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi de tempérance de Québec".

Bill 43, intitulé: "Loi autorisant un octroi au Conservatoire national de musique."

Bill 78, intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire."

Bill 79, intitulé: "Loi constituant en corporation "La Congrégation de la Fraternité sacerdotale."

Bill 84, intitulé: "Loi concernant la succession de feu John Dwane."

Bill 87, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen."

Bill 88, intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus."

Bill 101, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine."

Bill 106, intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Cisterciens de Val-d'Espoir."

Bill 107, intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé."

Bill 113, intitulé: "Loi modifiant la charte de La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin."

Bill 122, intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul."

Bill 130, intitulé: "Loi légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow, en celui de Winslow-Spragge."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

Bill 118, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité de Cap-de-la-Madeleine à certains terrains."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 118) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité de Cap-de-la-Madeleine à certains terrains", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies "Price Brothers & Company, Ltd", et

“The Kenogami Land Company, Ltd”, au sujet des taxes payables par les deux compagnies”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci, a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 140) intitulé: “Loi modifiant la charte du “Comptoir Mobilier Franco-Canadien”.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 3 FÉVRIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements, les bills suivants:

Bill 40.—Loi concernant les bombes lacrymogènes.

Bill 42.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne.

Bill 135.—Loi concernant l'évaluation des propriétés de “The Shawinigan Water and Power Co.” et “The Laurentide Company, Limited”, pour fins scolaires à Grand'Mère.

M. Lemieux, (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 137.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières.

Bill 98.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: “Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec relativement à la vente de certains médicaments”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 31) intitulé: "Loi prohibant les enseignes lumineuses servant à annoncer les liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi modifiant l'article 29 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement à la condition juridique de la femme".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que N. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant l'article 361 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Francœur dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Procès-verbal de la vingt-septième assemblée du comité du Chômage tenue le 17 janvier 1931 à 9.30 a.m. (*Document de la session No 39*).

Question par M. Lafleur.—1. Quelles sommes le gouvernement provincial: *a.* a-t-il versées à l'Université de Montréal, dont Monsieur Édouard Montpetit est le secrétaire-général; *b.* doit-il verser à cette Université en vertu de promesses faites par le Premier-Ministre ou par le Secrétaire de la Province ?

2. Dans quelles circonstances ces promesses ont-elles été faites ?
3. Ont-elles été faites verbalement ou par écrit ?
4. Pour quel objet particulier ?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* Voir Comptes Publics depuis 1920; *b.* rien.
2. Répondu par 1-*b.*
3. Répondu par 1*b* et 2.
4. Répondu par 1*b*, 2 et 3.

Question par M. Renaud.—1. Qu'ont coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités, la construction, la réfection, la réparation et l'entretien des 349.43 milles de chemins améliorés en sable et glaise, ainsi qu'il appert à la page 82 du Rapport du Ministère de la Voirie, 1930 ?

2. Même question pour les 11,269.98 milles de chemins en gravier.
3. Même question pour les 1,343.19 milles de chemins en macadam.
4. Même question pour les 214.32 milles de chemins en macadam bitumineux ?
5. Même question pour les 103.23 milles de chemins en béton de ciment.
6. Même question pour les 371.65 milles de chemins en béton bitumineux.

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. *a.* \$731,201.31.
2. *a.* \$68,548,206.70.
3. *a.* \$30,161,087.93.
4. *a.* \$3,190,471.05.
5. *a.* \$2,643,914.95.
6. *a.* \$11,148,617.93.

Le gouvernement ignore ce que ces travaux ont coûté aux municipalités.

Question par M. Gault.—1. Qu'est devenue la grande peinture qui se trouvait autrefois dans la salle du Conseil législatif ?

2. Pourquoi a-t-elle été enlevée ?
3. Quel était le coût de cette peinture ?
4. Quel artiste a peint le nouveau tableau ?
5. Quel en est le prix ?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. En réserve au Parlement.
2. Pour être remplacée par une peinture plus en rapport avec les fonctions du Conseil législatif.
3. \$1,000.00.
4. Charles Huot, et complétée par MM. Maillard & Neilson.
5. \$8,000.00.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor".

Question par M. Blain.—1. Combien de syndicats coopératifs agricoles, régis par le chapitre 254 des Statuts refondus de 1925, ont bénéficié, depuis le 4 avril 1930, des avantages accordés aux sociétés coopératives agricoles?

2. Combien de sociétés coopératives agricoles ont demandé à bénéficier d'avantages spéciaux en vertu d'une loi de la province?

3. Combien de ces sociétés coopératives agricoles ont obtenu les avantages demandés?

4. Quels sont les noms, et quelle est la nature et la valeur des avantages, dans chaque cas, suivant réponses aux questions 2 et 3 ci-dessus?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Aucun.

2. 3. et 4. La loi ne donne pas d'avantage ou octrois spéciaux aux sociétés coopératives agricoles.

Question par M. Renaud.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien de champs de démonstration de toutes sortes?

3. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. \$30,696.72.

2. 514.

3. 7,847.90.

Question par M. Renaud.—Quelle somme a coûté le service des publications du ministère de l'agriculture du 1er janvier 1930 au 1er janvier 1931 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :
\$31,268.12.

Question par M. Renaud.—1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement ?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la réponse du 4 février 1930 ?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées ?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. 46. \$242,009.97.

2. 4.

3. et 4. RR. FF. des Écoles Chrétiennes, St-Jérôme, Terrebonne; Édouard Leblanc, St-Jacques, Montcalm, \$309.24; Jean-Baptiste Morin, Campbell's Bay, Pontiac, \$399.71.; Armand Rivet, Ville-Marie, Témiscamingue, \$194.25.

L'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses de la Province de Québec immédiatement requises pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la législature, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

H.-G. CARROLL,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 29 janvier 1931.

(Document de la Session No 1A).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que le message du Lieutenant-gouverneur, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 4 FÉVRIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 170.—Loi modifiant la Loi du barreau.

Bill 119.—Loi modifiant le titre de "Canadian Copper Refiners Limited" à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.

Sans amendement:

Bill 109.—Loi confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe de taxes à la "Canadian Transcontinental Airways, Limited", pendant un certain nombre d'années.

Question par M. Guertin.—1. M. Alexandre Smith, de l'école des Hautes Etudes Commerciales, fait-il de la traduction pour le gouvernement, pour aucun de ses départements ou aucun de ses ministres?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces traductions?

3. A la demande de qui ont-elles été faites?

4. En quoi consistent-elles?

5. M. Alexandre B. Smith a-t-il reçu quelques émoluments pour ces traductions?

6. Si, sur lesquels?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. Rapport annuel de l'Heure Provinciale pour 1930.

3. Monsieur Édouard Montpetit.

4. Traduction du français à l'anglais.

5. Oui, \$35.00.

6. Répondu par 5.

NOTE:—Monsieur Smith s'occupe également de la correspondance anglaise avec Washington en sa qualité de vice-président du jury pour le concours d'éloquence. Ces services ne sont pas rémunérés.

Question par M. Blain.—1. Quelle était la population totale et le pourcentage de la population des enfants d'âge scolaire: *a.* dans toute la province; *b.* dans la cité de Montréal; *c.* dans la cité de Québec, pour chaque année depuis 1920?

2. Quel fut, pour chaque année depuis 1920, le montant total du fonds des écoles publiques voté par la Législature?

3. Quel fut, à même ce fonds, le montant et le pourcentage distribué, pour chaque année depuis 1920: *a.* dans toute la province; *b.* dans la cité de Montréal; *c.* dans la cité de Québec?

Réponse par l'honorable M. David:

Année	Recensement scolaire			Pourcentage de l'inscription scolaire		
	<i>a.</i> Prov. de Québec	<i>b.</i> Montréal	<i>c.</i> Québec (cité)	Prov. de Québec	Montréal	Québec (cité)
1.— 1920-21.....	645,319	153,729	23,036	76.60	75.04	80.73
1921-22.....	664,709	156,937	26,751	76.91	76.54	74.89
1922-23.....	681,306	161,263	24,278	77.65	78.96	85.17
1923-24.....	691,261	167,688	26,194	77.51	78.84	81.51
1924-25.....	691,237	166,462	26,601	78.11	80.99	84.02
1925-26.....	702,561	171,762	28,391	77.79	80.21	80.21
1926-27.....	718,873	179,036	29,760	76.61	77.82	77.06
1927-28.....	730,831	182,391	32,113	76.01	77.28	70.04
1928-29.....	734,260	183,068	32,644	76.68	77.97	71.29
1929-30.....	748,172	189,032	33,685	76.80	77.94	70.47

(1)

L'Orphelinat d'Youville et le refuge Dom Bosco, deux institutions d'enseignement, toutes deux de Québec, étaient, il y a quelques années dans les limites de la ville, mais ces maisons sont maintenant en dehors de la cité.

(1) Depuis quelques années, l'inscription des enfants de moins de 7 ans a diminué dans les écoles de la ville, par suite de certains règlements adoptés par les commissions scolaires.

2.—1920-21	\$ 425,000.00		
1921-22	425,000.00		
1922-23	504,500.00		
1923-24	630,000.00		
1924-25	625,000.00		
1925-26	625,000.00		
1926-27	625,000.00		
1927-28	625,000.00		
1928-29	625,000.00		
1929-30	625,000.00		
3.—	a.	b.	c.
1920-21	\$416,410.13	\$ 47,593.26	\$7,033.93
1921-22	405,817.81	46,744.10	6,846.59
1922-23	480,207.26	66,053.34	9,521.28
1923-24	596,962.19	66,571.71	9,881.85
1924-25	595,914.33	60,633.41	10,031.84
1925-26	596,568.25	70,495.83	10,412.91
1926-27	597,622.99	69,781.92	10,289.24
1927-28	592,068.52	70,280.08	10,017.80
1928-29	603,139.02	71,686.16	10,425.48
1929-30	599,250.06	72,581.16	10,478.46

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

M. Bédard propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant l'article 361 du Code de procédure civile".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 21 janvier dernier: Que M. l'Ora-

teur quitte le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité de subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Dillon, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 5 FÉVRIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Caron, il est—

Ordonné que les articles 503, 510, 511, 512, 516, 531 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Ursulines de Québec et des Ursulines de Roberval, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Congrégation des Ursulines de Québec avec les droits habituellement accordés à ces sortes de corporations et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Caron, il est—

Ordonné que les articles 503, 510, 511, 512, 516 et 531 du règlement soient suspendus; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Fraser Institute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter un bill, No 142 intitulé: "Loi modifiant la charte de Fraser Institute".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Taschereau (Bellechasse) présente, en conséquence, le bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de Fraser Institute", qui est lu une première fois.

Ovdonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 99.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 26 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 26 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif, a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant :

Bill No 138, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants :

Bill No 86, intitulé: "Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'île Dorval."

Bill No 96, intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton-Vale".

Bill No 114, intitulé: "Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 86) intitulé: "Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'île Dorval", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 96) intitulé: "Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 114) intitulé: "Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte des Neiges", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Guertin.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1929-30 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Corporation scolaire:

Killarney.....\$20.00

Question par M. Guertin.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1929-30 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Corporations municipales:—Hull, cité, \$184.70; Bouchette, canton, \$65.00; Cameron, canton, \$65.00; Bois-Franc, \$30.00; Egan-Sud, \$82.50; Montcerf, \$68.36; Hull, comté, \$62.54.

Question par M. Renaud.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1929-30 jusqu'à concurrence de \$3,301,764.85, tel qu'il apparaît à la page 241 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Abitibi: Authier, \$25.00; Beauce: Ste-Aurélie, \$10.00; St-Joseph, village, \$25.00; Bonaventure: Paspébiac (protestante), \$20.00; Cox (protestante), \$20.40; Chambly: Longueuil (paroisse), \$62.50; Champlain: Grand'Mère, \$72.50; La-Tuque, \$35.00; Parent (Diss), (protestante), \$20.00; St-Georges-de-Champlain, \$62.50; Charlevoix: St-Urbain, \$20.00; Chicoutimi: Chicoutimi (ville), \$155.00; Port-Alfred,

\$72.50; St-Honoré, \$55.00; Compton: St-Camille-de-Cookshire, \$45.00; Ste-Edwidge-de-Clifton, \$25.00; Frontenac: Mégantic (ville), \$35.00; Hull: Killarney, \$20.00; Jacques-Cartier: La Présentation-de-la-Ste-Vierge: \$110.00; Lasalle, (ville), \$20.00; Joliette: Sacré-Cœur-de-Jésus, \$10.00; Kamouraska: St-Pacôme, \$10.00; Labelle: Lac-des-Iles, \$10.00; L'Annonciation, \$20.00; Lac-St-Jean: Dolbeau, \$155.00; Péribonka, \$10.00; St-Cœur-de-Marie, (village), \$72.50; Ste-Hedwidge, 00.00; L'Assomption: L'Epiphanie, (village), \$35.00; Lévis: Charny, \$25.00; Lévis, \$67.50; Matane: Cherbourg, \$10.00; Mont-Joli, \$45.00; Mont-Joli, (village), \$10.00; St-Jérôme, \$10.00; St-Rémi-de-la-Rivière-Métis, \$35.00; Montmagny: St-Paul-de-Montmagny, \$35.00; Montréal: Protestant Central Board, \$750.00; Nicolet: St-Wenceslas, \$10.00; Portneuf: Donnacona, (ville), \$47.50; St-Alban, \$10.00; St-Rémi-du-Lac-au-Sable, \$35.00; Richelieu: Chambly-Richelieu (protestante), \$36.50; Shefford: Granby, \$117.50; Stanstead: Hatley-Nord (protestante), \$64.50; St-Hyacinthe: Girouard, \$74.00; St-Jean: St-Jean, \$167.50; St-Maurice: Shawinigan-Falls, \$500.00; Trois-Rivières, (cité), \$597.50; Témiscamingue: N.-D.-de-Lourdes-de-Lorrainville, \$10.00; St-Lacide-de-Bearn, \$35.00; Témiscouata: Trois-Pistoles, No 1, \$20.00; Verchères: McMassterville (protestante), \$10.00; Verdun: Verdun, cité, \$35.00; Wolfe: D'Israéli, (paroisse), \$10.00; St-Adolphe-de-Dudswell, \$10.00

Question par M. Renaud.—Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1929-30 jusqu'à concurrence de \$42,629,271.35 tel qu'il apparaît à la page 230 de l'Annuaire Statistique de Québec, 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Cités:—Cap-de-la-Madeleine, \$281.00; Granby, \$332.50; Grand' Mère, \$413.15; Hull, \$184.70; Joliette, \$162.50; Lachine, \$522.50; Lévis, \$113.00; Longueuil, \$55.00; Montréal, \$1,250.00; Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal, \$680.00; Outremont, \$172.50; St-Hyacinthe, \$155.00; St-Jean, \$509.40; Shawinigan-Falls, \$1,340.70; Sorel, \$282.50; Thetford-Mines, \$120.00; Trois-Rivières, \$791.55; Verdun, \$795.00; Westmount, \$280.00.

Villes:—Beauharnois, \$30.00; Chicoutimi, \$110.00; Dolbeau, \$135.00; Dorion, \$74.50; Drummondville, \$55.00; Farnham, \$172.50; Greenfield-Park, \$92.50; Kénogami, \$185.00; Lasalle, \$20.00; Laval-des-Rapides, \$25.00; Louiseville, \$165.00; Magog, \$10.00; Mont-Royal, \$60.00; Québec-Ouest, \$30.00; Richmond, \$55.00; Rimouski, \$180.00; Ste-Agathe-des-Monts, \$30.00; St-Jérôme, \$226.50; St-Jérôme-d'Alma, \$45.00; St-Laurent, \$60.00; St-Léonard-de-Port-Maurice, \$35.00; St-Pierre, \$60.00; Victoriaville, \$122.50.

Villages:—Beauport-Est, \$45.00; Bernierville, \$10.00; Boucherville, \$60.00; Chambly-Canton, \$45.00; Cowansville, \$60.00; D'Israéli, \$55.00; Gaspé, \$65.00; Grenville, \$30.00; Lac-au-Saumon, \$56.50; Loretteville, \$177.50; Lotbinière, \$10.00; Mont-Joli, \$317.50; Normandin, \$45.00; Plessisville, \$95.00; Richelieu, \$45.00; Rivière-du-Moulin, \$92.50;

St-Bruno, \$20.00; Ste-Cécile, \$55.00; St-Cœur-de-Marie, \$35.00; St-Georges-de-Beauce, village Est, \$55.00; St-Jérôme, \$72.50; St-Joseph, \$96.30; St-Siméon, \$20.00; Shawbridge, \$45.00; Shefford-Ouest, \$45.00; Sutton, \$65.00; Val-Barrette, \$10.00.

Paroisses: L'Ascension-de-Notre-Seigneur, \$20.00; Notre-Dame-de-la-Dorée, \$185.00; Notre-Dame-de-la-Paix, \$55.00; N.-D.-du-Bon-Secours, partie nord, \$10.00; Sacré-Cœur-de-Jésus, \$20.00; St-Antoine-de-Padoue-de-Kempt, \$10.00; St-Augustin, \$122.50; St-Augustin-de-Woburn, \$10.00; St-Basile-le-Grand, \$45.00; Ste-Claire-de-Joliette, \$10.00; St-Clément-de-Beauharnois, \$74.00; Ste-Emélie-de-l'Energie, \$55.00; Ste-Foy, \$45.00; Ste-Geneviève, \$120.00; Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, \$25.00; St-Hyacinthe-le-Confesseur, \$78.25; St-Joachim-de-Shefford, \$86.50; St-Joseph-Mont-Rolland, \$10.00; St-Joseph-de-Soulanges, \$80.00; St-Jude-de-St-Ours, \$50.00; Ste-Justine, \$30.00; St-Lazare, \$25.00; St-Léon-le-Grand-de-Dumontier, \$45.00; St-Louis, 00.00; St-Luc, \$25.00; Ste-Monique, \$45.00; St-Pie, \$110.00; St-Sauveur, \$140.00; Ste-Sophie-de-Lévrard, \$10.00; St-Ubalde, \$10.00.

Cantons:—Bouchette, \$65.00; Cameron, \$65.00; Campbell, \$20.00; Chichestre, \$10.00; DeSalaberry et Grandison, \$90.00; Farnham, partie Ouest, \$85.65; Litchfield, \$45.00; Morin, \$10.00; Shefford, \$45.00; Suffolk & Addington, \$20.00; Tremblay, \$72.50; Wurtele, Moreau, Gravel et Pope, \$20.00.

Municipalités rurales:—Aubert-Gallion, \$75.00; Authier, \$10.00; Bois-Franc, \$30.00; Dollard-des-Ormeaux, \$55.65; Egan-Sud, \$82.50; Escoumains, \$30.00; Hébertville, \$46.50; Jeanne-d'Arc, \$30.02; Lacaille, \$65.00; L'Anse-aux-Griffons, \$10.00; La-Petite-Rivière, \$72.50; Montcerf, \$68.36; Péribonca, \$35.00.

Comtés:—Champlain, \$25.00; Hull, \$62.54; Missisquoi, \$10.00; Saguenay, \$62.50.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

M. Crépeau propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain

Que tous les mots après le mot "Que", dans la motion principale: soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides à Sa Majesté:

a. Regrette l'incurie et l'imprévoyance du gouvernement à adopter les mesures appropriées pour améliorer la situation ferroviaire dans cette province et pour assurer la construction des chemins de fer essentiels au progrès et au développement de la province;

b. Exprime l'opinion que des auditeurs ou vérificateurs experts, offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, auraient dû être nommés depuis longtemps pour faire une audition complète et exacte

de la situation financière et pour réorganiser et clarifier la comptabilité et la tenue des livres de la province;

c. Demande que le gouvernement accorde aux municipalités une part équitable des revenus provenant de la Loi des liqueurs dans les limites des municipalités où la Commission exerce son négoce;

d. Regrette que le gouvernement n'ait pas accordé à l'agriculture, en temps opportun, l'aide et l'encouragement qui lui sont nécessaires;

e. Réclame un inventaire complet et impartial de l'actif et du passif de cette province;

f. Réclame la mise en valeur de nos ressources naturelles au profit comme à l'avantage de notre population rurale et urbaine;

g. Regrette que le gouvernement néglige toujours d'adopter des mesures sociales afin de répondre aux nouveaux besoins de notre population;

h. Affirme, comme il est déclaré dans le préambule du chapitre 2, 2 Georges V, loi proposée par l'honorable premier ministre de cette province, que les "ponts de péage sont une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques", et se prononce en faveur de l'abolition des taux de péage;

g. Regrette que la politique et la conduite imprévoyantes et condamnables du gouvernement aient causé, dans plusieurs cas, et aggravé, dans nombre d'autres, la crise du chômage en cette province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Guertin,*

*Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—8.*

CONTRE:

POUR:

*Authier,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,*

*Lamoureux,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe)
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Paquet,*

*Côté,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Grant,
Lahaie,*

*Piché,
Plante,
Power,
Rochette,
Saurette,
Savoie,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte.—42.*

Et l'amendement est ainsi rejeté.

Et, le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

M. l'Otareur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants :

Bill No 77, intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen".

Bill No 116, intitulé : "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Montréal".

Bill No 133, intitulé : "Loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants :

Bill No 97, intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

Bill No 123, intitulé : "Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930."

Bill No 124, intitulé : "Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité."

Bill No 126, intitulé : "Loi ratifiant certains règlements, résolutions et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited".

Bill No 127, intitulé : "Loi ratifiant certaine résolution et certains contrat passé et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited".

Bill No 129, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont."

Bill No 134, intitulé: "Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxe en faveur de certaines compagnies".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 97) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 124) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité", et lesdits amendement sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 126) intitulé: "Loi ratifiant certains règlements, résolutions et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 127) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 134) intitulé: "Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 6 FÉVRIER 1931

Prière.

Onze heures du matin.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congrégation des Ursulines de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No. 183) intitulé: "Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant l'article 754 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est, lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—1. Quelles sommes Monsieur Edouard Montpetit, secrétaire général de l'Université de Montréal a-t-il reçues: a. du département du secrétaire de la province; b. de tous les autres départements de la province en les mentionnant séparément et ce depuis 1920 inclusivement soit comme cachets ou indemnités, dépenses de voyages, frais de représentations ou de missions spéciales à l'étranger, soit comme indemnités en qualité de commissaire ou membre de commissions instituées par le gouvernement provincial?

2. De quelles commissions provinciales fait-il partie actuellement?

3. Quels sont actuellement ses honoraires et quelles indemnités ou quels frais de représentations retire-t-il actuellement?

4. M. Edouard Montpetit a-t-il déjà été boursier du gouvernement de la province?

5. Si oui, en quelle année ou quelles années?

6. Si oui, quelles sommes a-t-il reçues à titre de boursier, sous quelle forme, en vertu de quelle autorisation?

Réponse par l'honorable M. David:

1. a. *Secrétariat Provincial*:—

Dans le cours de l'exercice financier 1923-24 le gouvernement de la province a offert par l'entremise du Secrétaire Provincial à Monsieur Montpetit d'aller prendre officiellement son siège à l'Académie Royale de Belgique, le gouvernement considérant que la nomination de Monsieur Montpetit à ce poste d'académicien était un honneur qui rejaillissait sur la province. La somme de \$1,000.00 lui fut offerte et payée. Monsieur Montpetit fit au cours de ce voyage plusieurs conférences en Belgique sur la province de Québec.

1928-29: \$150.00 frais de remboursement pour dépenses conférence sur la Confédération à Toronto.

1929-30: \$150.00, frais de remboursement pour dépenses de voyages Montréal, Québec, Toronto, *re*: organisation du concours inter-provincial d'éloquence.

Instruction Publique:—

Monsieur Montpetit reçoit le remboursement de ses frais de voyage pour assister aux réunions du Conseil de l'Instruction Publique depuis

qu'il en fait partie c'est-à-dire depuis 1928 (voir état financier du Surintendant de l'Instruction Publique pour les années 1928-29 et 1929-30).

1b. Terres et Forêts:

1929-30: \$962.50. Heure provinciale, 72 émissions. Rémunérations pour entrevues, correspondance, frais de poste et frais divers.

2. Commission des Assurances Sociales.

3. Les membres de la Commission des Assurances Sociales sont payés comme suit: Monseigneur Courchesne, \$2,500.00; Révérend Canon G. F. Scott, \$2,500.00; Messieurs George A. Savoy, \$2,500.00; J. T. Foster, \$2,500.00; Gérard Tremblay, \$2,500.00; Dr Lessard, \$2,500.00; Edouard Montpetit, président, \$4,000.00.

4. Oui.

5. En 1907, 1908 et 1909.

6. Marié et père de famille Monsieur Montpetit touchait \$100.00 par mois. Il a été envoyé par Sir Lomer Gouin

Question par M. Gault.—Quelles personnes ou corporations ont reçu de l'argent du gouvernement pendant l'année 1929-30, relativement à la radiodiffusion: *a.* pour service rendus comme conférenciers, artistes etc.; *b.* pour la durée de la radiodiffusion; *c.* pour ou toute autre cause, et combien a été payé à chacune d'elles, et quelle était la nature du concert ou des services pour lesquels l'argent a été payé?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

Voir Comptes Publics 1929-30, item Radiodiffusion, page 319 et Appendice No 27, du rapport du Ministre des Terres et Forêts, 1929-30, "Radiodiffusion".

Question par M. Guertin.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il avancé pour aider aux colons à se bâtir maisons ou granges durant l'année 1930.

2. Quels sont les noms et adresses de chacun des colons qui ont reçu de telles avances?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Abitibi, \$19,578.07; Bonaventure, \$1,360.00; Chicoutimi, \$5,294.85; Lac-St-Jean, \$6,706.15; Lotbinière, \$1,100.00; Matapédia, \$9,390.00; Témiscouata, \$360.00.—Total \$43,789.07.

Ces montants n'ont pas été avancés aux colons uniquement pour se construire, mais aussi pour se procurer soit des animaux, soit des instruments aratoires.

2.—Abitibi: Alph. Normandin, 14-15-1 Béarn; Emile Lacourse, 56-10 Courville; Zéphirin Caron 21-6 Launay; Motthée Lord, 18-10; Dalquier; Adolphe Grenier, 57-6 Trécesson; Honoré Larose, 54-2 Royal-Roussillon; Eugène Bilodeau, 23-5 Senneterre; Ovila Allard, 1-7 Languedoc; Jos. Thibault, 2-7 LaReine; Hervé Marcotte, 40-2 Barraute; John Mongrain 45-3 Desmeloizes; Adélarde Desfossés, 50-51-6 Pouliaries; Jos. Allard, 56-3 Figuery; Alph. Lacoursière, 31-3 Figuery; Camille Rive 27-28-10 LaSarre; Adrien Bertrand, 10-6 Landrienne;

Paul-Émile Genesse, 3-3 Languedoc; Alfred Normandin 30-8 Poularies; Louis Girard, 54-10 Courville; Emile Julien, 16-5 Senneterre; Dollard Simard, 50-6 Figuery; Delphis Roulier, 19-22-10 Villemontel; Wilfrid Perron, 5-9 LaSarre; Alph. Blanchette, 12-4 Languedoc; Ferd. Audet, 4-6 Duvernay; Alfred Gariépy, 8-6 Landrienne; Roméo Major, 50-2 Dalquier; Antonin Marcotte, 33-4 Dalquier; J.-P. Pelletier, 9-5 Trécession; Donat Therrien, 56-8 Royal-Roussillon; Arthur Létourneau, 3-5 Landrienne; Anatole Robitaille, 20-10 Courville; David Larose, 38-3 Barraute; Joseph Larose, 34-35-4 Barraute; Georges Groleau, 9-7 Courville; Ernest Laplante, 34-35-8 Lamorandière; Wilfrid Vallée, 64-4 Figuery; Emile Trépanier, 28-5 Dalquier; Pierre Leblanc, 32-4 LaReine; J.-Bte Lemay, 31-8 Privat; Pierre Morin, 13-2 Trécession; Philias Naddon, 18-4 Figuery; Elzéar Perrault, 18-5 Desmeloizes; Ovila Perrault, 19-5 Desmeloizes; Hormisdas Hamel, 36-9 Poularies; Aristide Croteau, 21-3 Lamotte; Georges Jacob, 25-1 Desmeloizes; Irénée Bégin, 28-3 LaReine; Arthur Dorval, 26-27-5 Palmarolle; Florian Cloutier, 14-7 Poularies; Gédéon Dubois, 42-8 Dalquier; Arthur Gagnon, 11-12-5 Landrienne; Gustave Gauthier, 32-3, LaReine; Anthime Caron, 53½-54-8 Privat; Wilfrid Caron, 61-3 Privat; Odilon Bédard, 23-4 Palmarolle; Wilfrid Laliberté, 20-5 Senneterre; Jos. Lacoursière, 29-3 Figuery; Désiré Audet, 14-15-10 Royal Roussillon.

Bonaventure:—Daniel Henri, St-Elzéar; Godfroi Babin, St-Elzéar; Albert Poirier, St-Elzéar; Mme Vve J. Bouchard, St-Joseph-Matapédia.

Chicoutimi:—Emile Tremblay, 39-3 Bégin; Alfred Simard, 26-27-28-2 Labrecque; Joseph Perron, 48-4 Bégin; Horace Langlois, 9-4 Labrecque; Chs Tremblay, 4-5-3 Bagot; Alfred Simard, 26-27-28-2 Labrecque; Geo. Villeneuve, 22-23-10 Taché; Augustin Bradet, 44-5 Bourget; Jos. Pellerin, 16-7 Labrecque; Ludger Girard, 46-4 Bourget; Edgar Thivierge 45-46-3 Bourget; Adélar Gagné, 48-3 Bourget; Johnny Larouche, 7-4, Bégin.

Lac-St-Jean:—Edouard Néron, 18-7 Taillon; Michel Ouellet, 25-2 La-Trappe; Frs. Bilodeau, 48-6 Boulanger; Willie Doré, 27-28-1 La-Trappe; Joseph St-Gelais, 4-5 Proulx; William St-Gelais, 3-5 Proulx; Elie Simard, 15-6 & 7 Taillon; Jos. McNicoll, 30-13 Girard; Wilbrod Marchand, 39-8 Pelletier; Arthur Baron, 41-8 Pelletier; Eugène Pearson, 22-4 Dolbeau; Rosario Boivin, 3-5 Garnier; Philippe Girard, 36-8 Pelletier; Eugène Gauthier, 2-5 Garnier; Jos. Tremblay (Philias) 30-4-6 Proulx; Alfred Tremblay, 8-6 Proulx.

Lotbinière:—Thomas Lafond, Villeroy; Anselme Soucy, Villeroy.

Matapédia:—Arthur Sylvain, St-Vianney; Arthur Vallières, 28-5 Awantjish; Octave Thériault 12-4 Nemtayé; Mme André Lavoie, 6-3 Nemtayé; Geo. Sirois, 17-5 Nemtayé; Cyprien Gauthier, 44-3 Langis; Irénée Simoneau, 35-6 Langis; Phil. Bélanger, 12-6 Val-Brillant; Ernest Malenfant, 6-4 Nemtayé; Ernest Goulet, 19-6 Nemtayé; Alex. Sylvain, 24-5 Nemtayé; Philias Sylvain, 21-5 Nemtayé; Alfred Slight, 22-5 Nemtayé; F.-A. Langlois, 8-3 Nemtayé; Frank-A. Langlois, 7-3 Nemtayé; Armand Mercier, 9-4 Nemtayé; Armand Poulin, 4-3 Nemtayé; Noel Labrie, 13-4 Nemtayé; Donat Nobert, 23-7 St-Vianney; Edgar Tardif, 19-3 Albertville; Alph. Charest, 29-5 Awantjish; Jean Sylvain,

20-5 Nemtayé; Mme J. Lévesque, 9-5 Nemtayé; André Lavoie, 14-4 Nemtayé; Léon Roy, 67-68-6 Massé.

Témiscouata: Jos. Perrault, 40-3 Packington.

Question par M. Guertin.—1. Quels sont les lacs loués à la “Abitibi Fish and Game Club” dans les cantons de Northfield, Hincks et autres du comté de Hull?

2. Quel est le loyer annuel payé au gouvernement pour chacun d’eux?

3. Quels sont les privilèges du locataire?

4. Quand ces baux expireront-ils?

5. Le gouvernement a-t-il l’intention de les renouveler tels quels?

Réponse par l’honorable M. Laferté:

1. Lac Victoria, Des Rats ou Des Ormeaux, Lac à la Barbie et autres petits lacs compris sur un territoire bornée vers l’est par l’arrière ligne du rang 6 du canton Hinkes; au nord par les lots No 28 des rangs 3, 4 et 5 du canton Northfield; à l’ouest par la ligne de division des rangs 2 et 3 du dit canton Northfield et la ligne de division des rangs 3 et 4 du canton Hincks, au sud par les lots 19 des rangs 4, 5 et 6 du rang 6 dudit canton Hinkes.

2. \$50.00.

3. Voir l’article 11 du chapitre 83 des S.R.Q., 1925.

4. Le 31 décembre, 1931.

5. Aucune décision ne sera prise avant de savoir si le Club désire le renouvellement du bail.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 170) intitulé: “Loi modifiant la Loi du barreau”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 40) intitulé: “Loi concernant les bombes lacrymogènes.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 51) intitulé: “Loi modifiant l’article 29 du Code de procédure civile”.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement."

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 118) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains."

M. Grant propose que lesdits amendements soient maintenant lus la seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 135) intitulé: "Loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water and Power Company" et de "Laurentide Company, Limited", pour fins scolaires à Grand'Mère."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill, est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant le titre de "Canadian Copper Refiners, Limited", à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi confirmant certaines résolutions adoptées par le Conseil municipal et par les Commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy et "The Transcontinental Airways, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de Fraser Institute".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 10 FÉVRIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné que les articles 506 à 508, 510, 511, 513 et 514 des règles et règlements soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation du village d'Asbestos demandant certains pouvoirs d'expropriation, que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 143, intitulé: "Loi concernant la corporation du village d'Asbestos."

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Guertin, en conséquence, présente un bill (No 143) intitulé: "Loi concernant la corporation du village d'Asbestos", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Mount Sinai Sanatorium, demandant l'adoption d'une loi validant les titres à sa propriété, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Poulin, secondé par M. Plante, il est—

Ordonné que le bill No 171, intitulé: "Loi modifiant la loi de pharmacie de Québec", qui a été lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général, le mercredi 28 janvier dernier, soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec relativement à la vente de certains médicaments".

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance,

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi concernant la radio".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lafleur.—Pour combien de milles de chemins et quelles sommes ont été payées par le gouvernement pour travaux de voirie depuis 1910 inclusivement à date, dans chacun des comtés de la province?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Le département de la voirie a payé aux divers comtés de la province depuis 1910, pour travaux de construction, les montants suivants:

Abitibi: 486.41 milles, \$42,801.21; Argenteuil: 197.98 milles, \$536,989.67; Arthabaska: 265.53 milles, \$694,031.34; Bagot: 175.13 milles, \$398,516.60; Beauce: 254.72 milles, \$649,505.71; Beauharnois: 132.46 milles, \$817,341.20; Bellechasse: 251.94 milles, \$505,842.17; Berthier: 142.31 milles, \$482,243.88; Bonaventure: 239.87 milles, \$202,783.51; Brôme: 145.70 milles, \$515,065.46; Chambly: 132.80 milles, \$994,829.59; Charlevoix: 149.44 milles, \$250,392.30; Châteauguay: 272.84 milles, \$1,201,332.49; Champlain: 214.64 milles, \$620,885.22; Chicoutimi: 392.93 milles, \$1,771,001.33; Compton: 262.85 milles, \$881,062.22; Deux-Montagnes: 196.65 milles, \$1,159,931.53; Dorchester: 199.59 milles, \$473,269.05; Drummond: 180.07 milles, \$507,139.99; Frontenac: 204.42 milles, \$897,822.23; Gaspé: 320.03 milles, \$302,524.45; Hull: 223.64 milles, \$382,614.87; Huntingdon: 350.58 milles, \$1,169,984.78; Iberville: 169.31 milles, \$469,914.96; Iles-de-la-Madeleine: 49.95 milles, \$99,107.51; Jacques-Cartier: 145.1 milles, \$646,037.15; Joliette: 170.81 milles, \$564,911.26; Kamouraska: 340.24 milles, \$472,859.21; Labelle: 157.09 milles, \$93,584.49; Lac-St-Jean: 479.22 milles, \$1,742,556.34; Laprarie: 134.05 milles, \$613,569.96; L'Assomption: 164.03 milles,

\$442,240.39; Laval: 169.67 milles, \$1,298,078.93; Lévis: 174.87 milles, \$734,608.13; L'Islet: 264.84 milles, \$424,274.69; Lotbinière: 272.70 milles, \$974,524.99; Maskinongé: 80.18 milles, \$199,314.97; Matane: 153.68 milles, \$121,134.08; Matapédia: 117.35 milles, \$275,464.46; Mégantic: 161.51 milles, \$630,565.29; Missisquoi: 275.25 milles, \$727,579.71; Montcalm: 199.39 milles, \$432,589.97; Montmagny: 209.29 milles, \$373,738.17; Montmorency: 126.6 milles, \$546,128.51; Napierville: 131.00 milles, \$618,649.06; Nicolet: 175.95 milles, \$844,398.28; Papineau: 250.85 milles, \$770,111.37; Pontiac: 172.89 milles, \$215,965.94; Portneuf: 262.68 milles, \$873,053.17; Québec: 167.34 milles, \$1,222,306.34; Richelieu: 42.94 milles, \$217,172.62; Richmond: 195.64 milles, \$734,474.02; Rimouski: 212.63 milles, \$223,291.09; Rouville: 227.47 milles, \$1,050,479.80; Saguenay: 43.55 milles, \$53,700.41; Shefford: 175.84 milles, \$534,284.79; Sherbrooke: 69.69 milles, \$252,160.98; Soulanges: 92.27 milles, \$361,837.82; Stanstead: 169.49 milles, \$529,745.96; St-Hyacinthe: 151.54 milles, \$461,569.20; St-Jean: 171.32 milles, \$606,959.75; St-Maurice: 85.58 milles, \$390,952.21; Témiscamingue: 174.88 milles, \$122,409.48; Témiscouata: 616.74 milles, \$428,950.36; Terrebonne: 243.89 milles, \$1,266,035.39; Vaudreuil: 150.12 milles, \$919,303.80; Wolfe: 202.71 milles, \$712,161.12; Verchères: \$188.47 milles, \$951,200.90; Yamaska: 91.77 milles, \$270,962.29.

Question par M. Guertin.—1. Quelle est la longueur de la route de la mine Waite-Montgomery au point de raccordement avec le chemin allant de Macamic à Rouyn?

2. Combien a coûté cette route?

3. Les travaux ont-ils été accordés par soumissions ou autrement?

4. Quels ont été les soumissionnaires et pour quels montants dans chaque cas: *a.* pour le défrichement et la mise en forme; *b.* pour le gravelage?

5. A qui fut accordé le contrat dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 3.5 milles.

2. Les travaux sont en cours d'exécution.

3. Des soumissions ont été demandées et le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

4.—	<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>Total</i>
F.-X. Dorval . .	\$8,276.80	\$9,623.50	\$ 17,900.30
Ed. Lemire	8,600.00	9,304.05	17,904.05
A. J. Kennedy &			
A. G. Morrison .	14,156.40	11,380.45	25,536.85
Jos. Lafrenière .	11,800.00	11,302.30	23,102.30

5. Un seul contrat a été accordé à Monsieur F.-X. Dorval pour la somme de \$17,900.30.

Question par M. Guertin.—1. Quand les travaux de construction du chemin Témiscamingue via Fabre ont-ils été commencés?

2. Combien de milles de chemins ont été faits à date?

3. Quel a été le mode de contribution du gouvernement ?
4. Quelle a été la part: *a.* du gouvernement; *b.* de la municipalité ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le département de la voirie a commencé ses travaux de construction le 18 mai 1929.
2. 17 milles.
3. et 4. Les travaux ont été faits et payés par le gouvernement.

Question par M. Guertin.—1. Combien le gouvernement a-t-il à date de bureaux de placement ?

2. Quelle est l'adresse et la date de l'ouverture de chacun d'eux ?
3. Combien de positions ont été accordées à date par chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. 7.
2. Montréal: 97, Notre-Dame-Est, le 3 avril 1911; Québec: 229, rue St-Paul, le 18 avril 1911; Sherbrooke: 31A rue King, le 21 août 1912; Trois-Rivières: 25, rue Des Forges, le 7 avril 1919; Hull: 195, rue Principale, le 11 avril 1929; Rouyn: 79, rue Principale, le 1er août 1929; Amos, 1ère Avenue, le 18 octobre 1929.
3. Voir rapports annuels du département.

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date "L'Autorité Company" a-t-elle déposé, la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David:

1. et 2. Impossible de répondre, cette compagnie n'existe pas.

Question par M. Lafleur.—Quelle est la longueur des chemins améliorés des cités et villes de la province, outre les 13,652 milles mentionnés à la page 14 du Rapport du ministre de la Voirie, 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1,405.72 milles.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il reçu d'une dame Campbell une réclamation pour gravier pris sur une propriété dans le comté de Papineau ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date le gouvernement a-t-il reçu cette réclamation ?

3. Qu'a décidé le gouvernement à ce sujet ?
4. Combien avait-on pris de verges de gravier ?
5. Combien le gouvernement a-t-il payé à la réclamante ?
6. Quand ce paiement a-t-il été fait ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.
2. En janvier 1930.
3. Le gouvernement a décidé de payer.
4. Environ 200 verges cubes.
5. et 6. Madame Campbell n'a pas retourné la réquisition officielle que le département lui a adressée le 8 juin 1930 pour signature; elle n'a pas non plus répondu à la lettre que notre ingénieur, M. Bourgault, lui écrivait à ce sujet le 17 juillet 1930. Le département attend cette réquisition pour la payer.

Question par M. Blain.—1. Quelle somme représentent les mandats émis et non payés au 31 décembre 1930 pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1930?

3. Quels sont les emprunts temporaires qui ont été contractés pour la période du premier janvier au 31 décembre 1930?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. \$726,786.69.
2. \$10,028,393.27 soutirés.
3. \$3,000,000.00 empruntés le 30 juin 1930 et remboursés le 3 juillet 1930.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 63) intitulé: "Loi concernant la radio".

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 62) intitulé: "Loi concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration à Québec".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont la Chambre a été saisie, le mercredi 21 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province", rapportée du comité plénier et lue une première et une seconde fois le jeudi 22 janvier dernier.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise en délibération.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à subventionner la radiodiffusion de programmes éducationnels, est d'avis que le choix de ces programmes devra être confié à une Commission compétente et absolument indépendante, qui prenne les mesures requises pour en faire profiter toutes les parties de la province, et que les émissions radiophoniques dites de "L'Heure Provinciale" ne devront jamais être employées pour les fins politiques quelles qu'elles soient.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,

Guertin,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—9.

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bullock,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Cantin,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Piché,</i>
<i>David,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Vautrin.—48.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après d'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est reçu et lu une première fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise au voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 39) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement aux expropriations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Cantin,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>David</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Grant,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Vautrin.—44.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Blain,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Smart.—7.</i>
<i>Gault,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement de la province-a-t-il fait reconstruire un pont sur la rivière Mitis, comté de Matane ?

2. Dans l'affirmative: *a.* Par qui a-t-il été construit; *b.* quel a été le coût de ce pont ?

3. Un autre pont a-t-il été construit sur la même rivière à environ un mille plus haut ?

4. Dans l'affirmative: *a.* par qui a-t-il été construit; *b.* quel a été le coût des travaux; *c.* quel a été le coût des expropriations ?

5. Quelle est l'importance respective de ces deux ponts sur la rivière Mitis ?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Non.

2.

3. Non.

4.

5.

Question par M. Thurber.—1. Combien de municipalités ont bénéficié des avantages de la Loi du Chômage ?

2. Quel a été le montant que la province a contribué ?

3. Combien de demandes ont été refusées par le Comité du Chômage ?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. 1012, au 6 février 1931.

2. Le crédit de la province, à date est engagé pour un montant de \$3,184,442.50.

3. 278.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant l'article 754 du Code municipal".

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du code municipal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes".

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:
Copie de toute correspondance et documents entre la municipalité de Hull-Ouest et le comité du Chômage.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Blain, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:
Copie de toute correspondance avec le gouvernement de cette province, un de ses membres ou employés ainsi que de tout document et de tout jugement des tribunaux, relativement à l'aviation en cette province.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:
Copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc., entre Monsieur Albert Nault, colon de Ville-Marie, et le gouvernement ou aucun de ses membres, spécialement l'honorable Premier Ministre.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné que, vu que le bill (No 101) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs du bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Congrégation des Ursulines de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 11 FÉVRIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné que les articles 510, 511, 513 et 514 des règles et règlements soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la "Eastern Townships Agricultural Association", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 147, intitulé: "Loi amendant la charte de la "Eastern Townships Agricultural Association".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Crépeau, en conséquence, présente un bill (No 147) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Eastern Townships Agricultural Association", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

Bill 142.—Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 115.—Loi concernant la succession de Olivier Faucher.

L'honorable M. Mercier dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Dix-neuvième rapport de la Commission des Eaux Courantes de Québec, 1930. (*Document de la session No 40*).

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Smart, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure: *a.* pendant les six premiers mois de l'exercice en cours; *b.* du 31 décembre 1930 exclusivement à date; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

L'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, dépose:

Réponse à un Ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour production de:

Un état indiquant: 1. Quel sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure: *a.* pendant les six premiers mois de l'exercice en cours; *b.* du 31 décembre 1930 exclusivement à date; 2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun dans chacune de ces périodes: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers.

(Document de la session No 41).

Question par M. Bastien.—Quelles sommes le gouvernement de cette province a-t-il dépensées pour les institutions de charité: pour les années suivantes: 1890, 1900, 1910, 1920, 1930 ?

Réponse par l'honorable M. David:

1890.....	\$ 52,825.00
1900.....	44,570.75
1910.....	55,828.75
1920.....	77,245.00
1930.....	2,738,608.70

Question par M. Plante.—Le gouvernement de cette province a-t-il pris des mesures préventives contre la diphtérie dans la province; si oui, quelles sont-elles ?

Réponse par l'honorable M. David:

Oui; immunisation générale de la population d'enfants dans toutes les unités sanitaires.

Question par M. Plante.—Quelle somme globale le gouvernement de cette province a-t-il versée aux institutions de charité depuis l'établissement de la loi de l'Assistance Publique ?

Réponse par l'honorable M. David:

\$15,100,416.07.

Question par M. Vautrin.—1. Combien y avait-il de lits à la disposition des tuberculeux dans la province en 1920 ?

2. Combien y avait-il de lits à la disposition des tuberculeux dans la province en 1930.

Réponse par l'honorable M. David:

1. En 1920, 200.
2. En 1930, 1750.

Question par M. Dugas.—Combien le gouvernement de cette province dépensait-il pour la santé publique: *a.* en 1920; *b.* en 1930 ?

Réponse par l'honorable M. David:

- a.* En 1920, \$119,694.40.
- b.* En 1930, \$544,488.80.

Question par M. Plante.—1. Combien y avait-il d'unités sanitaires dans la province en 1920 ?

2. Combien y en avait-il en 1930 ?

3. Combien de comtés ruraux sont maintenant couverts par les unités sanitaires ?

4. Quel pourcentage de la population rurale représentent ces comtés ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. En 1920, aucune.

2. En 1930, 23.

3. 29.

4. 47% de la population rurale et semi-urbaine.

Question par M. Authier.—1. Combien y avait-il de dispensaires anti-tuberculeux dans la province de Québec : *a.* en 1920 ; *b.* en 1930 ?

2. Combien le Gouvernement de cette province accordait-il à ces dispensaires : *a.* en 1920 ; *b.* en 1930 ?

3. Quel est le nombre de personnes qui ont consulté ces dispensaires, en 1930 ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. *a.* En 1920, 2 ; *b.* en 1930, 20.

2. *a.* En 1920, rien ; *b.* en 1930, \$82,594.86.

3. 30,279 personnes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 97) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

Lesdits amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé : "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission Métropolitaine de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps ; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président temporaire du comité plénier fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Ledit président temporaire du comité plénier fait alors rapport :

Le député de Trois-Rivières, se basant sur l'article 27 des règlements, prétend que le député de St-Jacques comme président des comités

de la Chambre ne peut prendre part à ce débat. J'ai renvoyé le point d'ordre en m'appuyant sur l'article 31 qui dit que le président des comités peut, sans consulter le comité qu'il préside, se faire suppléer.

Le député de Trois-Rivières en appelle de ma décision.

Et la question est soumise aux voix par l'Orateur comme suit :

"La décision du président temporaire du comité plénier sera-t-elle celle de cette Chambre"; la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Baillargeon,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bernard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Moreau (Lac-St-Jean),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreault (Rimouski),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Piché,</i>
<i>David,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Laperrière,</i>	<i>Vautrin.—42.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Blain,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Crépeau,</i>	<i>Renaud,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Tremblay.—10.</i>

Ladite décision est ainsi maintenue.

L'ordre du jour appelle de nouveau, la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission Métropolitaine de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 143) intitulé: "Loi concernant la coporation du village d'Asbestos".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que tout fonctionnaire ou employé public faisant partie du personnel du service civil depuis au moins quinze ans qui acceptera un emploi ou une charge du gouvernement à laquelle la Loi des pensions (Statuts refondus, 1925, chapitre 11) ne s'applique pas, sera réputé, pour les fins de ladite loi, faire partie du personnel du service civil pourvu qu'il continue à contribuer à la pension au moyen de la retenue annuelle de 3% ou de 5% suivant qu'il aura commencé à faire partie du personnel du service civil avant ou après le 21 décembre 1916.

Résolu, 2.—Que, cependant, si la loi qui régit l'emploi ou la charge que ce fonctionnaire ou employé public accepte prévoit une pension pour le titulaire, celui-ci pourra opter pour les fins de sa pension entre les dispositions de ladite Loi des pensions ou celles de l'autre.

Résolu, 3.—Que cette option sera exercée au moyen d'un avis écrit au trésorier de la province dans le mois qui suivra cette nomination.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 14, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le ministre du travail qui sera nommé en vertu de la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions recevra le traitement fixé par l'article 6 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1925, chapitre 6).

Résolu, 2.—Que le secrétaire et tous les autres officiers, commis et messagers, ainsi que tous les autres employés nécessaires à la bonne administration du département du travail, qui seront nommés en vertu des dispositions de la section 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions recevront le traitement qui leur sera assigné suivant la Loi du service civil, ou, selon le cas, suivant la Loi du service extérieur (Statuts refondus 1925, chapitres 10 et 10A.)

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné que les articles 410, 510, 511, 513 et 514 des règles et règlements soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Frédéric Francis Langan et al", concernant la succession de feu James McCready, que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 145, "Loi concernant la succession de feu James McCready".

Ladite pétition, est en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Blain, en conséquence, présente un bill (No 145) intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 12 FÉVRIER 1931

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Marchand, secondé par M. Bouthillier, il est—

Ordonné que les articles 510, 511, 513, 514 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de Garantie de titre et de fiducie du Canada demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte pour lui permettre d'augmenter son capital-actions.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

Bill 37.—Loi modifiant la loi des assurances de Québec.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 81.—Loi concernant la faillite de la caisse d'économie des cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février 1924.

Bill 173.—Loi modifiant la loi des chemins de fer de Québec.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "Mount Sinaï Sanatorium", demandant l'adoption d'une loi validant les titres à sa propriété.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 144) "Loi ratifiant et confirmant le titre de "The Mount Sinaï Sanatorium" l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Lemieux (Gaspé), il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la succession de Olivier Faucher" a été rejeté, les droits que les promoteurs du bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 187) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des baux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant les articles 87 et 196 du Code de procédure civile"

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les articles 11 et 30 de la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant l'article 177 de la Loi des chemins de fer de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 40, intitulé: "Loi concernant les bombes lacrymogènes".

Bill No 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne".

Bill No 51, intitulé: "Loi modifiant l'article 29 du Code de procédure civile".

Bill No 105, intitulé: "Loi constituant en corporation "Barclays Trust Company of Canada".

Bill No 121, intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie".

Bill No 136, intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation du collège commercial de Saint-Césaire."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 90, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke".

Bill No 95, intitulé: "Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte des Neiges et leurs subdivisions".

Bill No 102, intitulé: "Loi ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle".

Bill No 104, intitulé: "Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke" et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 95) intitulé: "Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte des Neiges et leurs subdivisions", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle", et lesdits amendement sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 104) intitulé "Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Ordonné que la séance soit suspendue jusqu'à neuf heures du soir, ce jour.

Neuf heures du soir,

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 13 FÉVRIER 1931

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De la Corporation de Garantie de titre et de fiducie du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte pour lui permettre d'augmenter son capital-actions.—M. Marchand.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 222) intitulé : "Loi modifiant l'article 408 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Cohen ait la permission de présenter un bill (No 193) intitulé : "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs relativement à la création de certains fonds".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 191) intitulé : "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 192) intitulé : "Loi modifiant l'article 802 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 194) intitulé : "Loi modifiant la loi de l'*habaes corpus*".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1931, pour :

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1928 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1931 exclusivement, se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province.

(Document de la session No 42).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1931, pour :

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1928 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1931 exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province.

(Document de la session No 43).

Question par M. Tremblay.—1. Depuis la réponse du 4 février 1930 de quelles industries la Commission *re* salaires minimum des femmes a-t-elle déterminé les salaires et dans quelles cités et villes pour chaque cas ?

2. Quel salaire minimum a été fixé dans chaque cas pour chaque cité ou ville ?

3. Qui est le président de ladite commission et qu'a-t-il retiré à date : *a.* en salaire ; *b.* en dépenses de voyages ou autrement ?

4. Qu'a coûté à date ladite commission ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1. et 2. Toutes les ordonnances rendues par la commission du salaire minimum des femmes depuis la réponse du 4 février, 1930, (Journaux de l'Assemblée législative, pages 91, 92 et 93, 1930) sont citées avec détails au rapport général du Ministre des Travaux Publics et du Travail, 1930, pages 74, 75 et 79).

3. M. Gustave Francq ; *a.* \$4,000.00 ; *b.* \$792.90.

4. \$13,423.60, depuis le 4 février 1930.

Sur la motion de M. Dufour, secondé par M. Desmarais, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 138) intitulé : "Loi constituant en corporation "Les Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général :

Bill (No 187) intitulé : "Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des baux".

Bill (No 188) intitulé : "Loi modifiant les articles 87 et 196 du Code de procédure civile".

Bill (No 189) intitulé : "Loi modifiant les articles 11 et 30 de la Loi des droits sur les successions".

Bill (No 190) intitulé : "Loi modifiant l'article 177 de la Loi des chemins de fer de Québec".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier: entretien (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Alexandra Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile St-Joseph du Bon-Pasteur 1730 rue Fullum (Antérieurement Hospice St-Joseph du Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile de St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Catholic Sailors' Club", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Church Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Joseph, Sœurs Grises, rue Cathédrale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maladies indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Dispensary", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Sailors' Institute", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Old Brewery Mission", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Orphelinat St-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Prisoners' Aid Association", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt dollars

soit ouvert à Sa Majesté pour "St. Patrick's Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sheltering Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour L'Alliance Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des dames charitables de l'Orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital Général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant par deux mille deux cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Œuvre du Patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Ouvroir des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Patronage Laval, 40 Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Quebec Seamen's Institute", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salvation Army", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital de Beauceville, Co. Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital N.-D. de la Protection, Ste-Marie, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat St-Joseph, Co Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu-de-Valleyfield, Co. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence de Lanoraie, Co. Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, (Longueuil), Co. Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Co. Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Youville de St-Benoît, Co. des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital, Co. Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Joseph de Lachine, Co. Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Jardin de l'Enfance St-Joseph, Joliette, Co. Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Orphelinat de la Providence Ste-Elizabeth, Co. Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, St-André, Co. Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Anne-de-la-Pocatière, Co. Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-André-Avelin, Co. Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de Laprairie, Co. Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence, L'Assomption, Co. L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice de la Providence, St-Henri-de-Mascouche, Co. L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Antoine, St-Lin, Co. L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison de la Providence, St-Vincent-Paul, Co. Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Joseph de la Délivrance, Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Joseph de la Délivrance, (section orphelinat), Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu, Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Édouard, Co. Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, St-Jean-Deschailons, Co. Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Ursule, Co. Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Sœurs de la Charité, (antérieurement "Children's Hospital"), St-Louis, Black-Lake, Co. Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice Ste-Elizabeth-de-Farnham, Co. Missiquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice St-Célestin, Co. Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Casimir, Co. Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital de Magog, Co. Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Brehmer Rest", Ste-Agathe-des-Monts, Co. Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hospice des Dominicains du Rosaire, Co. Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital St-Victor, Belœil, Co. Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

67. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Lachine General Hospital", Co. Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

68. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Greffier de la couronne en chancellerie et un commis traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend le nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il desire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant l'article 7 de la Loi de la division territoriale".

L'honorable M. Moreau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publiques en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill, est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 147) intitulé: "Loi amendant la charte de la "Eastern Townships Agricultural Association".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 145) intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready".

Bill (No 144) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de "The Mount Sinai Sanatorium".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 17 FÉVRIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que les articles 506 à 508, 510, 511, 513 et 514 des règles et règlements soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de La Corporation de la ville d'East-Angus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte; que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 149, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville d'East-Angus".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Drouin, en conséquence, présente un bill (No 149) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de East Angus", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Saurette, secondé par M. Dugas, il est—

Ordonné que les articles 500, 510, 511, 513 et 514 des règles et règlements soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "District of Bedford General Hospital" et "Perkins Hospital Corpora-

tion", demandant l'adoption d'une loi les amalgamant sous le nom de "Brome-Missisquoi Perkins Hospital", que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 148, intitulé: "Loi constituant en corporation Brome-Missisquoi Perkins Hospital".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lu et reçue.

M. Saurette, en conséquence, présente un bill (No 148) intitulé: "Loi fusionnant *The District of Bedford General Hospital* et *The Perkins Hospital Corporation* sous le nom de *Brome-Missisquoi-Perkins Hospital*", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 141.—Loi constituant en corporation la Congrégation des Ursulines de Québec.

Et avec des amendements le bill suivant:

Bill 89.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Ordonné que M. Marchand ait la permission de présenter un bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Poulin ait la permission de présenter un bill (No 196) intitulé: "Loi modifiant l'article 227 du Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 225) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 197) intitulé: "Loi abrogeant l'article 87a du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 226) intitulé: "Loi modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant l'article 1530 du Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fortin ait la permission de présenter un bill (No 186) intitulé: "Loi détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 avril 1930, pour:

Un état indiquant:

1. En outre des 80,188 milles carrés présentement affermés, y a-t-il eu d'autres limites à bois d'affermées dans le passé, si oui, dire en quelles années elles l'ont été?

2. Quelles ont été les limites qui ont été louées pour la coupe du bois avant et depuis la Confédération donnant pour chacune la date et le mode de location, à qui loué, la superficie originale en milles carrés, la prime d'affermage par mille carré et le montant payé pour la prime d'affermage.

3. Quels sont les détenteurs actuels des limites à bois qui ont été affermées avant et depuis la Confédération et quelles en sont les superficies actuelles?

4. Quelles sont les limites à bois qui ont été annulées ou abandonnées depuis la Confédération?

Un état indiquant:

En quelles années, le 80,188 milles carrés des forêts de notre province ont-ils été affermés et combien de milles carrés ont-ils été affermés, chacune desdites années.

(Document de la session No 44).

Question par M. Crépeau.—Combien le gouvernement avait-il de gardes-chasse et de gardes-pêche à son emploi en 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

Sans salaire: 349; avec salaire: 151.

Question par M. Lafleur.—1. Depuis quand le département des pêcheries a-t-il affecté quelque somme d'argent soit pour détruire le marsouin dans les eaux de cette province, soit pour étudier les meilleurs moyens à prendre pour le chasser ou l'utiliser au point de vue commercial ?

2. Quelle somme a été ainsi dépensée à date ?

3. Combien de marsouins ont été: *a.* tués; *b.* capturés à date ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. 1928.

2. \$56,615.80.

3. D'après les rapports que nous avons eus, un nombre considérable de marsouins ont été atteints par des balles et sont allés mourir dans le golfe ou ont été entraînés par les courants: ce qui tend à rendre toute statistique incertaine. D'une façon précise, le département peut cependant affirmer que 329 marsouins ont été pris ou tués.

Question par M. Lafleur.—Quel a été, au point de vue commercial, le résultat des études faites et des sommes dépensées par le département des pêcheries pour utiliser le marsouin au point de vue commercial ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

La question qui se posait était surtout de tenir les marsouins éloignés des endroits fréquentés par la morue.

D'après le témoignage d'un grand nombre de pêcheurs, on aurait réussi en les chassant, à écourter la durée annuelle de leur séjour le long des rives de la Côte-Nord.

Quant à l'utilisation commerciale des marsouins, elle semble très difficile à cause de leur grande méfiance et de l'incertitude de leur présence d'une année à l'autre dans les endroits où l'on s'organise pour les capturer.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1910, concernant les lots 8 et 9 du canton Clyde.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1931, pour:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1920 inclusivement

jusqu'au 1er janvier 1928 exclusivement, se rapportant à la coupe du bois dans cette province. (*Document de la session No 45*).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administratiou, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comptes en suspens, (Colonisation, etc.) pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs relativement à la création de certains fonds".

M. Cohen propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant l'article 228 du Code municipal".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant l'article 802 du Code de procédure civile".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'*habeas corpus*".

M. Fisher propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 janvier 1931, pour:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1920 inclusivement jusqu'au 1er janvier 1928 exclusivement se rapportant à la perception des droits de coupe en cette province.

(Document de la session No 46).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 18 FÉVRIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Bouthillier, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que les articles 506, 510, 511, 513 et 514 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Saint-Jean demandant l'adoption d'une loi concernant la canalisation, le détournement et l'assainissement du ruisseau Jackwood, que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 150, intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.

Ladite pétition, est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bouthillier, en conséquence, présente un bill (No 150) intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant: Bill 145.—Loi concernant la succession de feu James McCready.

Question par M. Lafleur.—Combien le gouvernement a-t-il de vérificateurs pour contrôler la vente de la gasoline et la perception de la taxe de 5 sous le gallon?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
Six.

Question par M. Lafleur.—Depuis la réponse du 2 avril 1930, combien la Commission des Liqueurs a-t-elle payé ou avancé à date à M. Jules Desmarais pour traitement, salaire, gratification, honoraires, dépenses, frais de voyage ou autrement, outre les \$10,223.55 qu'elle lui avait alors déjà payés ou avancés?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

La Commission n'a rien payé à Monsieur Jules Desmarais mais elle a payé au bureau l'égal de Desmarais & Deserres la somme de six mille (\$6,000.00) dollars.

Question par M. Crépeau.—Combien le gouvernement avait-il de gardes-feux à son emploi 1930?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

Deux mille deux cent quatre-vingt-onze (2,291). Ce chiffre ne comprend pas les 2,108 gardes-feux à l'emploi des associations de protection et les 296 à l'emploi des concessionnaires non affiliés, dont la nomination est faite par le Ministre des Terres.

Question par M. Tremblay.—1. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement depuis qu'elle existe à date?

2. Pour quels travaux, constructions, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1.	\$3,365,844.29.	
2.	Entrepôt de Montréal	\$ 1,269,683.40
	“ Québec	784,125.40
	Achat d'un terrain à Québec	29,322.00
	“ “ “ “	7,500.00
	Achat d'obligat. de la prov. de Québec	1,243,906.25
	Frais d'enregistrement, timbres, etc., sur ces obligations	97.16
	Entrepôt de Québec (annexe)	31,210.08
		<hr/>
		\$ 3,365,844.29

Question par M. Tremblay.—1. Combien a coûté le restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, du 1er mai 1929 au 30 avril 1930 et combien a-t-il rapporté?

2. Même question, du 30 avril 1930 à date?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. \$2,701.37. Rien.

2. \$2,147.99. Rien.

Question par M. Guertin.—1. Quel est le nombre de chevaux-vapeur développés actuellement au pouvoir des Quinze?

2. Quel est le nombre de ces chevaux-vapeur exportés en Ontario?

3. Combien l'exploitation de ce pouvoir d'eau a-t-elle rapporté au gouvernement en 1929-30?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 40,000 H.P.

2. 9,329.71 H.P.

3. \$89,764.86.

Question par M. Lafleur.—1. Quelles sommes M. A.-P.-B. Williams a-t-il reçues du gouvernement depuis le 1er janvier 1930, en sus de son traitement de \$6,000., comme assistant-trésorier de la province?

2. Pour quel objet ces sommes lui ont-elles été payées?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1.—	2.—
\$ 650.00	Traitement comme secrétaire du bureau de la trésorerie.
1,083.33	Honoraires <i>re</i> requêtes spéciales, droits sur les successions.
200.00	Honoraires provenant des honoraires des licences de mariages.
1,129.10	Dépenses de voyages. Au 31 janvier, 1931.

Question par M. Lafleur.—1. De qui le gouvernement a-t-il acheté ou racheté des obligations ou débetures depuis le 1er janvier 1929 pour les fins des fonds d'amortissement ou pour d'autres fins ?

2. Quelles obligations a-t-il achetées ou rachetées ?

3. Quel prix a-t-il payé pour chaque obligation ?

4. Par l'intermédiaire de qui l'achat ou le rachat s'est-il fait dans chaque cas ?

5. Quelle commission le gouvernement a-t-il payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. et 3.—

Quantité	Émission par	Taux	Échéance	Prix
<i>De A. E. Ames & Company, Montréal:—</i>				
100,000	Dominion du Canada,	5	Oct. 15, 1943.	100.
£ 2,554.4	Province de Québec,	a 3	Janv. 20, 1955.	78.
14,000	" " "	4	Fév. 1, 1958.	90.
£ 1,650:	" " "	a 4½	Janv. 1, 1954.	94.50
£ 2,000:	" " "	a 4½	Janv. 1, 1954.	95.50
11,000.	Cité de Sherbrooke,	5	Janv. 2, 1937-47	100.00
14,000.	Dominion du Canada,	5½	Nov. 1, 1934.	102.15
59,900.	Cité de Grand'Mère,	5	Juin 15, 1942 à déc. 15, 1948.	99.75
15,000.	Commission scolaire de la ville de Saint-Laurent.	5	Juil. 1, 1954.	99.75
5,000.	Province de Québec,	4½	Mars 2, 1950.	98.25
1,000.	" " "	4½	Mars 2, 1950.	98.
100,000.	Dominion du Canada,	5½	Nov. 1, 1934.	101.50
5,000.	Province de Québec,	4½	Mars 2, 1950.	96.75
500.	" " "	4½	Mars 2, 1950.	97.
2,000.	" " "	4½	Juil. 1, 1956.	98.
2,000.	Hôpital protestant des aliénés, Verdun,	4½	Sept. 1932.	97.75
£ 1,000:	Province de Québec,	a 4½	Janv. 1, 1954.	93.50
73,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	108.1875
1,000.	" " "	6	Juin 1, 1930.	100.50
400,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	110.
100,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	107.25
400,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	107.1875
£ 5,682.12	" " "	a 3	Janv. 20, 1955.	73.50
17,000.	Ville de Sainte-Anne de Bellevue,	5	Juil. 1, 1934-37.	97.25
112,000.	Province de Québec,	a 4½	Juin 1, 1946.	107.25
1,000.	" " "	4½	Mars 2, 1950.	94.50
£ 2,970:	" " "	a 3	Janv. 20, 1955.	73.
<i>Crédit Anglo-Français, Ltd., Québec:—</i>				
2,100.	Province de Québec,	5	Mai 1, 1936.	100.
£ 1,148.8	" " "	a 3	Jan. 20, 1955.	75.
500.	" " "	6	Juin 1, 1930.	100.25
300.	" " "	6	Juin 1, 1930.	100.
£ 2,000:	" " "	a 4½	Janv. 1, 1954.	91.58
<i>Dominion Securities Corporation Limited, Montreal:—</i>				
29,000.	Province de Québec,	a 4½	Juin 1, 1946.	106.75
£ 2,197.16	" " "	a 3	Janv. 20, 1955.	73.
3,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	109.
1,000.	" " "	a 4½	Juin 1, 1946.	105.25

Quantité	Émission par	Taux	Échéance	Prix
<i>Banque de Montréal:—</i>				
50,000.	Province de Québec,	4	Fév. 1, 1958.	87.
£ 4,900:	" " "	a 4½	Janv. 1, 1954.	95.
2,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	108.50
70,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	107.75
£ 4,300:	" " "	4	Mars 1, 1934.	95.50
25,000.	" " "	4½	Mars 2, 1950.	97.25
£ 9,068.8	" " "	a 3	Janv. 20, 1955.	73.50
40,000.	Dominion du Canada.	4½	Sept. 1, 1940.	95.
1,300.	Province de Québec,	5	Mai 1, 1938.	100.
100,000.	" " "	a 4½	Juin 1, 1946.	106.50
178,000.	" " "	a 4½	Juin 1, 1946.	107.
63,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	107.
8,000.	Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville de Longueuil,	5	Mai 1, 1940-49.	98.
45,000.	Province de Québec,	4½	Mars 2, 1950.	97.50
8,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	107.625
5,000.	" " "	4	Fév. 1, 1958.	86.25
£ 1,861.4	" " "	a 3	Janv. 20, 1955.	75.
20,000.	" " "	a 5	Mars 15, 1943.	107.50
<i>McLeod Young Weir & Co. Ltd., Montréal:—</i>				
750,000.	Province de Québec,	a 5	Mars 15, 1943.	107.1875
<i>Geo. Cloutier, Québec:—</i>				
400.	Province de Québec,	5	Mai 1, 1936.	100.
<i>L.-G. Beaubien & Co., Québec:—</i>				
£ 316.16	Province de Québec,	a 3	Janv. 20, 1955	72.269
<i>L'Aide au Samatorium du Lac-Edouard:—</i>				
350,000.	L'Aide au Sanatorium du Lac-Edouard,	5	Sept. 1, 1930-49.	98.
<i>Harris, Forbes & Co. Ltd., Montréal:—</i>				
102,000.	Province de Québec,	a 4½	Juin 1, 1946.	108.
<i>A. S. Law, Québec:—</i>				
1,000.	Province de Québec,	4½	Mars 2, 1950.	96.75
10,000.	" " "	6	Juin 1, 1930.	100.20
<i>Banque de la Nouvelle-Ecosse, Québec:—</i>				
20,000.	Province de Québec,	6	Juin 1, 1930.	100.50
<i>Lagueux & Darveau, Québec:—</i>				
6,000.	Province de Québec,	6	Juin 1, 1930.	100.
<i>Bell Gouinlock & Co., Toronto:</i>				
£ 14,600:	Province de Québec,	a 4½	Janv. 1, 1954.	95.

Quantité	Émission par	Taux	Échéance	Prix
<i>Williamson, Plow, Sykes & Co., Toronto:—</i>				
£ 2,500:	Province de Québec,	a 4½	Janv. 1, 1954.	95.50
<i>Bray, Caron & Dubé, Ltée, Québec:—</i>				
1,000.	Province de Québec,	6	Juin 1, 1930.	100.125
<i>W. C. Pitfield & Co., Montréal:</i>				
900.	Province de Québec,	5	Mai 1, 1936.	100.
2,500.	" " "	6	Juin 1, 1930.	100.375
<i>Hanson Bros. Inc., Montréal:—</i>				
25,000.	Province d'Ontario,	4	Mai 15, 1940.	91.33
25,000.	" " "	4	Mai 15, 1945.	88.85
15,000.	" " "	4	Mai 15, 1963.	83.64
<i>Wood Gundy & Co. Ltd., Montréal:—</i>				
1,000.	Province de Québec,	a 4½	Juin 1, 1946.	95.
<i>R.-P. Landry, Québec:—</i>				
1,000.	Province de Québec,	6	Juin 1, 1930.	100.
<i>Mead & Co. Ltd., Montréal:—</i>				
£ 3,623.8	Province de Québec,	a 3	Janv. 20, 1955.	73.50
<i>Royal Securities Corporation Ltd., Québec:—</i>				
15,000.	Province de Québec,	a 5	Mars 15, 1943.	112.

NOTE:—a Obligations non sujettes aux droits sur les successions.

4. et 5. Les achats ont été effectués, dans chaque cas, par le département du trésor, directement des bureaux de courtiers et des personnes, tel qu'indiqué sur la liste. Le gouvernement ne s'est servi d'aucun intermédiaire et n'a payé aucune commission.

Question par M. Tremblay.—1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1930 ?

2. Combien dans la cité de Québec ?

3. Combien dans le reste de la province ?

4. Combien de transports de licences de tavernes ont-ils été accordés dans la même année: a. dans la cité de Montréal; b. dans la cité de Québec; c. dans le reste de la province ?

5. Combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 314.
2. 61.
3. 248.
4. *a.* 42; *b.* 3; *c.* 29.
5. 51.

Question par M. Blain.—1. Combien de visites de commissions scolaires, autres que celles de Montréal et Québec, ont été faites à chaque année depuis 1920, sur la demande de l'honorable secrétaire de la province?

2. Combien de ces visites, à chaque année depuis 1920, portaient:
a. sur l'administration des deniers de la commission? *b.* sur les livres, registres et archives?

3. Faut-il interpréter la réponse de l'honorable ministre des affaires municipales, au sujet des 661 visites d'inspecteurs-vérificateurs faites dans les commissions scolaires, telle que consignée aux Journaux de l'Assemblée Législative pour le 15 janvier 1931 (pages 56 et 57), comme voulant dire qu'aucune de ces visites, spécialement quant aux livres, registres et archives, ne pouvait être faite par les inspecteurs d'écoles de la province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 1920, aucune.
1921, aucune.
1922, aucune.
1923, aucune.
1924, aucune.
1925, 19
1926, 115
1927, 59
1928, 162
1929, 148
1930, 158

661

2. *a.* et *b.* Toutes.
 3. Non.
-

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu que cette chambre invite le gouvernement de cette province à faire les démarches nécessaires pour transformer le parc de la Montagne Tremblante en parc national.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 197) intitulé: "Loi abrogeant l'article 87*a* du Code de procédure civile".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*".

M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant l'article 1530 du Code civil".

M. Dugas propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 186) intitulé: "Loi détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales".

M. Fortin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 226) intitulé: "Loi modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la motion est mise en délibération.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Fisher:

Que tous les mots après "Que" soient remplacés par les suivants:

"Ce bill soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instruction de l'amender:

1° De façon à autoriser le ministre à imposer une pénalité pour refus de fournir les statistiques demandés, suivant la clause 1 de l'article 4 du chapitre 95a;

2° En ajoutant, après la clause 2 dudit article 4, le suivant:

3^c Il est chargé de s'enquérir des différents taux de rémunération payés aux ouvriers dans les différents métiers et industries de la province;

De s'enquérir et faire rapport sur la possibilité d'établir de nouvelles industries dans la province chaque fois que la matière première peut être fournie dans cette province ou qu'il y a émigration des artisans experts ou chaque fois que des circonstances ou des raisons spéciales pourraient faciliter l'établissement de telles industries;

De s'enquérir et faire rapport sur la législation sociale et ouvrière dans les autres provinces et les autres pays et faire les recommandations et suggestions qu'il croira bon;

Faire rapport de tous changements suggérés aux lois sociales existantes ou faire l'adoption de nouvelles lois chaque fois qu'une requête à cet effet est présentée par une organisation ouvrière ou corps public ou aucune autre personne;

S'enquérir et faire rapport sur les conditions sanitaires et autres questions affectant la santé, le confort et le bien-être des travailleurs".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Fisher,
Gault,
Guertin,*

*Houde,
Lafleur,
Smart,
Tremblay.—9.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bernard,
Bouthillier,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Drouin,
Dufour,
Dugas,*

*Grant,
Laferté,
Lahaie,
Laperrière,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,*

Farand,
Francœur,
Frigon,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,

Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—48.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est de nouveau soumise à la Chambre.

M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain :

Que tous les mots après "Que" dans la motion, soient remplacés par les suivants :

Que ce bill soit renvoyé de nouveau au Comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant l'article 35 par le suivant :

"La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

L'honorable M. Taschereau objecte que l'on ne peut présenter un pareil amendement sans le consentement du Lieutenant-gouverneur, parce qu'il concerne les prérogatives de la Couronne.

M. l'Orateur déclare l'amendement irrégulier parce qu'il viole à la fois les articles 435 et 670 du règlement.

Et appel de la décision de l'Orateur étant fait, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Baillargeon,
Bédard,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bouthillier,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Dansereau,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Francœur,
Frigon,
Gagnon,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Lamoureux,

Laperrière,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Samson,
Saurette,
Savoie,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—43.

CONTRE

Messieurs :

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,*

*Guertin,
Houde,
Laflour,
Smart,
Tremblay.*—10.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.
Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants :

Bill 9, intitulé : "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province".

Bill 37, intitulé : "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Bill 39, intitulé : "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement aux expropriations".

Bill 60, intitulé : "Loi modifiant la Loi des pensions."

Bill 80, intitulé : "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

Bill 119, intitulé : "Loi ratifiant le titre de "Canadian Copper Refiners, Limited", à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est".

Bill 128, intitulé : "Loi permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Masabky, de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant :

Bill No 83, intitulé : "Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 83) intitulé : "Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation la Congrégation des Ursulines de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 149) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville d'East-Angus".

Bill (No 148) intitulé: "Loi constituant en corporation "Brome-Missisquoi Perkins Hospital".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill 85, intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve".

Bill 108, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies "Price Brothers & Company, Ltd", et "The Kenogami Land Company, Ltd", au sujet des taxes payables par ces deux compagnies.

Bill 109, intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la "Canadian Transcontinental Airways Limited", pendant un certain nombre d'années."

Bill 120, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude, en ce qui regarde certains emplacements de la dite ville."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 85) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies "Price Brothers & Company, Ltd", et "The Kenogami Land Company, Ltd.", au sujet des taxes payables par ces deux compagnies", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 109) intitulé: "Loi confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la "Canadian Transcontinental Airways, Limited", pendant un certain nombre d'années", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude, en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est aux mise voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance depuis le premier janvier 1929 entre le gouvernement et toutes personnes concernant une enquête par la Commission des Incendies sur un incendie dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comté d'Yamaska.

M. Blain propose, secondé par M. Duplessis:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis le 1er janvier 1927, concernant le maire de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

Et la motion est mise en délibération.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 222) intitulé: "Loi modifiant l'article 408 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal'

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, et les Statuts réformés, 1925, relativement aux droits civils de la femme",

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert

à Sa Majesté pour Aide à l'industrie des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 19 FÉVRIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 190.—Loi modifiant l'article 177 de la Loi des chemins de fer de Québec.

Et avec des amendements:

Bill 50.—Loi modifiant l'article 7 de la Loi de la division territoriale.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 188.—Loi modifiant les articles 87 et 196 du Code de procédure civile.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 147.—Loi modifiant la charte de l'Association agricole des cantons de l'Est.

Et avec des amendements, le bill suivant:

Bill 143.—Loi concernant la corporation du village d'Asbestos.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Crépeau.—Quelle était la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année scolaire de 1885-86; *b.* pour l'année scolaire de 1886-87; *c.* pour l'année scolaire de 1887-88; *d.* pour l'année scolaire de 1888-89; *e.* pour l'année scolaire de 1889-90; *f.* pour l'année scolaire de 1890-91; *g.* pour l'année scolaire de 1891-92; *h.* pour l'année scolaire de 1892-93; *i.* pour l'année scolaire de 1893-94; *j.* pour l'année scolaire de 1896-97; *k.* pour l'année scolaire de 1897-98; *l.* pour l'année scolaire de 1898-99; *m.* pour l'année scolaire de 1899-1900?

Réponse par l'honorable M. David:

a. 1885-86, pas de statistique; *b.* 1886-87, pas de statistique; *c.* 1887-88, pas de statistique; *d.* 1888-89, \$121.00; *e.* 1889-90, \$123.00; *f.* 1890-91, pas de statistique; *g.* 1891-92, \$129.00; *h.* 1892-93, \$128.00; *i.* 1893-94, \$132.00; *j.* 1896-97, \$124.00; *k.* 1897-98, \$126.00; *l.* 1898-99, \$131.00; *m.* 1899-1900, \$127.00.

Question par M. Crépeau.—1. Combien a coûté en 1929-30 chaque unité sanitaire: *a.* au gouvernement; *b.* au comté ou groupe de comtés où elle a été établie?

2. Depuis la réponse du 4 mars 1930, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans la province?

3. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?

4. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. David:

	<i>a.</i>	<i>b.</i>
1. Beauce.....	\$ 8,793.71	\$3,437.80
Chicoutimi.....	9,352.28	2,527.01
Frontenac.....	1,247.19	.....
Joliette.....	8,126.91	900.00
Lac-St-Jean.....	7,687.84	5,292.73
L'Assomption-Montcalm.....	5,242.60	2,689.97
Lotbinière.....	6,315.18	.....
Lévis.....	5,711.10	.....
L'Islet-Kamouraska.....	5,441.90	.....
Matane.....	8,030.22	.....
Matapédia.....	5,114.76	.....
Mégantic.....	8,780.10	.....
Nicolet.....	8,032.37	2,000.00
Rimouski.....	1,243.79	.....
St-Jean-Iberville.....	6,396.41	3,796.23
St-Hyacinthe-Rouville.....	8,452.12	2,310.88
Témiscouata.....	6,970.43	3,025.00
Terrebonne.....	8,253.08	2,641.34
Témiscamingue.....	7,279.37	2,697.16

(1) A partir de 1891-92, cette moyenne de traitement concerne les institutrices brevetées seulement.

En ce qui concerne les unités sanitaires de Frontenac, Lotbinière, Lévis, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapédia, Mégantic et Rimouski, les montants dus par les comtés n'avaient pas encore été perçus par le Service Provincial d'Hygiène au 30 juin 1930, alors que l'année financière de ces unités ne concorde pas avec celle du gouvernement. Certains autres comtés comme Joliette, Nicolet, Témiscamingue, Chicoutimi, n'avaient pas complété leur paiement.

2. et 3. Lévis, 10 mars 1930; Matapédia, 10 mars 1930; Frontenac, 1er mai 1930; Rimouski, 1er mai 1930; Châteauguay-Laprairie-Napierville, 1er septembre 1930; Argenteuil, 1er septembre 1930; Bonaventure, 1er novembre 1930; Labelle, 1er novembre 1930.

4. *Lévis*:—

1 officier médical à	\$ 3,000.00
2 infirmières à	1,200.00
1 secrétaire à	420.00
1 inspecteur sanitaire à	1,500.00

Matapédia:—

1 officier médical	3,000.00
2 infirmières à	1,200.00
1 inspecteur sanitaire	1,500.00
Une secrétaire	420.00

Frontenac:—

1 officier médical	3,000.00
3 infirmières à	1,200.00
1 inspecteur sanitaire	1,500.00
Une secrétaire	420.00

Rimouski:—

1 officier médical	3,000.00
2 infirmières à	1,200.00
1 inspecteur sanitaire	1,500.00
Une secrétaire	420.00

Châteauguay-Laprairie-Napierville:—

1 officier médical	3,000.00
2 infirmières à	1,200.00
1 inspecteur sanitaire	1,500.00
Une secrétaire	480.00

Argenteuil:—

1 officier médical	3,000.00
2 infirmières à	1,200.00
1 inspecteur sanitaire	1,500.00
Une secrétaire	420.00

Bonaventure:—

1 officier médical	3,000.00
3 infirmières à	1,200.00
1 inspecteur sanitaire	1,500.00
Une secrétaire	600.00

Labelle:—

1 officier médical	3,000.00
2 infirmières à	1,200.00
1 inspecteur sanitaire	1,500.00
Une secrétaire	420.00

Question par M. Crépeau.—Quelles sommes d'argent les contribuables et les institutions scolaires indépendantes ont-elles payées année par année, pour toutes fins scolaires depuis 1920; *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province et quel est, année par année depuis 1920, le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et les institutions indépendantes comparativement aux sommes payées par le gouvernement: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?

Réponse par l'honorable M. David:

Il est impossible de répondre à cette question, certaines institutions indépendantes d'enseignement de Montréal et de Québec ne faisant pas rapport de leurs dépenses annuelles.

Question par M. Blain.—1. La Compagnie "Provincial Transport Co." a-t-elle déposé un sommaire conformément à l'article 103 de la loi des compagnies depuis la réponse de l'honorable Secrétaire de la province en date du 27 janvier 1931 (page 96 des Journaux de l'Assemblée législative)?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date? *b.* quels étaient les noms des directeurs? *c.* leurs adresses?

3. Dans la négative, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. *a.* le 12 février 1931; *b.* Messieurs J.-H. Fortier, J.-E. Savard, H. R. Mallison, Beaudry Leman, Col. J. E. Hutchison, W. S. Hart, P. S. Gregory, Errol McDougall, K.C.; *c.* a-s P.-T. Légaré & Compagnie, Québec; Insurance Exchange Building, Montréal; Montreal Tramways, Montréal; Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal; Montreal Tramways, Montréal; Room 611 Power Building, Montréal, Room 611, Power Building, Montréal; 120 St. James Street, Montréal.

3.

Question par M. Blain.—1. Sur la somme de \$4,480,490.00 mentionnée aux Journaux de l'Assemblée législative (page 103) en réponse à une question du 28 janvier 1931, comme dépensée par le gouvernement pour les fonds de l'instruction publique: *a.* quelle somme et quel pourcentage de cette somme relevaient de la juridiction exclusive du conseil de l'instruction publique; *b.* quelle somme et quel pourcentage de cette somme relevaient de la juridiction de l'un ou de l'autre des ministres du cabinet exécutif?

2. Quels sont les ministres chargés de l'administration des sommes mentionnées au paragraphe *b* de la réponse à la question ci-dessus?

3. Pour quelle somme, chacun, et pour quel pourcentage, chacun?

4. Pour quelles fins, chacun?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* \$2,606,289.94 soit environ 58%; *b.* \$1,874,200.06 soit environ 42%.

2. Le secrétaire de la province; le secrétaire de la province et le Conseil des ministres.

3. Le secrétaire de la province pour \$591,690.75 soit environ 13%; le secrétaire de la province et le Conseil des ministres pour \$1,282,509.31 soit environ 29%.

4. Le secrétaire de la province:

- \$ 64,000.00—Encouragement à la littérature, aux beaux-arts, achat de livres de récompense, reliure, etc.
 38,530.58—Écoles du soir dans la province.
 17,612.94—Archives.
 28,000.00—Statistiques.
 20.23—Concours scientifiques et littéraire.
 294,527.00—Assistance aux corporations rurales suivant les dispositions de la loi 17 Geo. V, chapitre 39.
 149,000.00—Construction de nouvelles académies pour garçons

\$ 591,690.75

Le secrétaire de la province et le Cabinet des Ministres:

- \$ 503,066.48—Fonds des écoles élémentaires en vertu de la loi S. R. 1925, chapitre 133.
 25,000.00—Institut pédagogique de Montréal en vertu de la loi S.R. 1925, chapitre 137.
 55,800.00—Bourses post-scolaires en vertu de la loi S.R. 1925, chapitre 140, art. 2.
 5,000.00—Académie de Musique de Québec en vertu de la loi S.R. 1925, chapitre 139, art. 2.
 4,000.00—Monument National de Montréal, sujet aux conditions de l'arrêté ministériel No 187, du 29 mai 1896.
 300,000.00—Octroi à l'Université de Montréal, en vertu de la loi 19 Georges V, chapitre 3.
 25,000.00—Octroi à l'Université McGill, en vertu de la loi 19 George V, chapitre 4.
 250,000.00—Octroi à l'Université Bishop, Lennoxville, en vertu de la loi 20 George V, chapitre 10 et ordre-en-conseil No 993, 1930.
 92,142.83—Écoles des beaux arts de Québec et de Montréal en vertu de la loi 12 George V, chapitre 55, article 12.
 22,500.00—Écoles des arts et métiers en vertu de la loi 19, Georges V, chapitre 47.

\$1,282,509.31

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il révoqué la Commission de quelque inspecteur d'écoles, d'après les formalités des articles 31 et 32 de la loi de l'instruction publique, depuis 1920 inclusivement ?

2. Si oui, de combien d'inspecteurs d'écoles ?

3. Si oui, pour quelle cause dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. David:

Non.

Question par M. Blain.—1. A quelle date la compagnie Adélaïde Deslauriers, Limitée a-t-elle déposé le dernier sommaire conforme à la loi des compagnies ?

2. Quels étaient: *a.* les noms; *b.* les adresses des directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 27 août 1930.
2. *a.* Adélard Deslauriers, J.-Achille Plamondon, Arthur Corriveau;
b. 171 Boulevard Langelier; 224 rue Richardson; 192 avenue Brown, Québec.

Question par M. Blain.—1. Quel était en 1896 le nombre d'élèves inscrits: *a.* dans les écoles élémentaires de la cité de Montréal; *b.* dans les écoles élémentaires de la cité de Québec?

2. Quel était, en 1929, le nombre d'élèves inscrits: *a.* dans les écoles élémentaires de la cité de Montréal; *b.* dans les écoles élémentaires de la cité de Québec?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* 32,602 élèves; *b.* 11,013 élèves.
2. *a.* 147,866 élèves; *b.* 24,344 élèves.

Question par M. Guertin.—1. Y a-t-il un nommé Trefflé Doyon, de Deschaillons, à l'emploi du ministère de la voirie, dans le comté de Lotbinière?

2. Si oui, est-il sujet britannique ou sujet américain?
3. Par qui ce monsieur a-t-il été recommandé?
4. Est-ce que ce monsieur Trefflé Doyon, s'il n'est pas sujet britannique, sera maintenu dans sa position le printemps prochain ou si cette position sera donnée à un canadien, sujet britannique.

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. M. Trefflé Doyon a été à l'emploi du ministère de la voirie temporairement, comme chauffeur de camion, durant les étés de 1927, 1928, 1929 et 1930.
2. Le ministère de la voirie l'ignore.
3. Par l'honorable J.-N. Francœur.
4. Le ministère de la voirie prendra des informations et décidera ensuite de ce qu'il y a lieu de faire.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, en date du 10 février, 1931, pour copie de toute correspondance et documents entre la municipalité de Hull-Ouest et le comité du Chômage.

(Document de la session No 47).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats".

M. Casgrain propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 196) intitulé: "Loi modifiant l'article 227 du Code municipal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 18 février courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis le 1er janvier 1927, concernant le maire de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter annuellement une somme n'excédant pas deux cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, pour accorder une prime aux municipalités de ville, de village ou rurales, qui se protègent d'une manière efficace contre les incendies, à la satisfaction du commissaire des incendies de la province, au lieu de la somme de cent cinquante mille dollars déjà autorisée par l'article 11 de la Loi de la prévention des incendies (Statuts refondus, 1925, chapitre 180,) tel qu'amendé par l'article 5 de la loi 18 George V, chapitre 65 et par l'article 1 de la loi 20 George V, chapitre 79.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la loi de la prévention des incendies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise en délibération,

Un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 145) intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps: puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 150) intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood".

M. Bouthillier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau ce dette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1931 inclusivement jusqu'au 17 février 1931, se rapportant au département des Terres et Forêts.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazo-line".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 20 FÉVRIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 181.—Loi modifiant l'article 361 du Code de procédure civile.

Bill 182.—Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile.

Bill 195.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 194.—Loi modifiant la Loi de l'*habeas corpus*.

Bill 196.—Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.

Bill 197.—Loi abrogeant l'article 87a du Code de procédure civile.

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant l'article 2 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Le fonds des écoles élémentaires produit-il un revenu annuel net de cent quatre-vingt mille dollars ?

2. Si oui, depuis quand ?

3. Si non, le gouvernement accorde-t-il régulièrement au fonds des écoles élémentaires une somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, à même le fonds consolidé du revenu de la province ?

4. Dans un cas comme dans l'autre, quelle répartition, en valeur et en pourcentage, le gouvernement a-t-il ordonné, pour chaque année depuis 1920, d'employer à même ce fonds des écoles élémentaires pour améliorer la condition des institutrices ?

5. Même question, pour les sommes et le pourcentage ordonnés dans le but d'aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières: *a.* dans toute la province; *b.* dans la cité de Montréal; *c.* dans la cité de Québec ?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Non.

2. Répondu par 1.

3. Le gouvernement vote \$325,000.00 chaque année pour les fonds des écoles élémentaires. Pour l'année 1929-30 le gouvernement a voté la somme de \$295,000.00 pour les mêmes fins dans le budget supplémentaire.

4. Les \$325,000.00 sont destinés à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des écoles. Les institutrices bénéficient de cet octroi par la jouissance d'un local plus confortable.

Le gouvernement vote chaque année une somme de \$56,000.00 pour primes de longs services; 10, 15 et 20 ans d'enseignement.

Un autre montant de \$20,000.00 par année est voté pour primes de succès dans l'enseignement aux instituteurs et institutrices.

Le gouvernement accorde de plus une somme de \$225,000.00 par année pour inciter les Commissions scolaires à payer de meilleurs salaires aux institutrices ainsi qu'un montant de \$20,000.00 par année pour encourager les commissions scolaires à retenir les services de maîtres et à leur payer des salaires appropriés.

5. Le gouvernement ne fait pas de distinction entre les classes ouvrières et les autres classes de la société et il n'a pas de statistique particulières ni aux unes ni aux autres de ces classes.

Question par M. Blain.—M. Henri Boisvert, J.-A. Rémillard, Alphonse Huot, Henri Tardif et Joseph-P. Roy, qui, à la page 351 des Comptes Publics pour l'exercice finissant le 30 juin 1930, sont désignés comme assistants-régistrateurs du bureau d'enregistrement de Québec et M. Nap. Bissonnette, commis-caissier, sont-ils les six députés régistrateurs ainsi désignés dans la réponse du 20 janvier 1931, inscrite à la page 75 des Journaux de l'Assemblée législative, page 69, 20 janvier 1931 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Oui.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 62, intitulé: "Loi concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration à Québec

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à construire, dans la cité de Québec, un édifice destiné aux divers services de l'administration du gouvernement de la province, sur le site qu'il choisira, et que cet édifice sera construit suivant les plan et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour la construction de cet édifice, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation les immeubles nécessaires ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles; que toute expropriation nécessitée aux fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 230,) *mutatis mutandis*, et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi des chemins de fer, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

Résolu, 3.—Que le coût de la construction de cette édifice, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, ne devra pas excéder la somme de huit cent cinquante mille dollars.

Résolu, 4.—Que pour assurer l'acquisition des terrains nécessaires et la construction de cet édifice et pour pourvoir à son aménagement et à son ameublement, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les sommes requises pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de huit cent cinquante mille dollars, le coût de ces acquisitions et construction; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra pour les mêmes fins autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout la somme de huit cent cinquante

mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Résolu, 5.—Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à ou aux endroits qu'il indiquera.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant l'article 7 de la division territoriale".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 147) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires catholiques romaines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institutions protestantes, S. R., 1925, ch. 133, art. 464 et ch. 134, art. 5, tel que modifié par les lois 17 Geo. V, ch. 40, s. 1 et 19 Geo. V, c. 31, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "McGill University", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de "Bishop's College", Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et cours professionnels, S. R. 1925, ch. 136, art. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il desire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 24 FÉVRIER 1931

Prière.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Phaneuf, il est—

Ordonné que les articles 506, 510, 511, 513, 514 et 516 des règlements de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jacques Hébert, Errol Languedoc et William Bayliss, demandant la constitution en corporation de "Montreal North-Western Railway", que la présente pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 151, intitulé: "Loi constituant en corporation "Montreal North Western Railway".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Authier, en conséquence, présente un bill (No 151) intitulé: "Loi constituant en corporataion "The Montreal North-Western Railway," qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 186.—Loi détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce, et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 187.—Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des baux.

Bill 189.—Loi modifiant les articles 11 et 30 de la Loi des droits sur les successions.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 148.—Loi fusionnant "The District of Bedford General Hospital" et "The Perkins Hospital Corporation" sous le nom de "Brome-Missisquoi-Perkins Hospital".

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 223) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 44."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Francœur ait la permission de présenter un bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 227) intitulé: "Loi modifiant l'article 4 de la Loi de la chasse."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 228) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Quelles étaient à la fin de chaque exercice financier, depuis 1920-21, le résidu annuel et le résidu cumulatif des sommes non distribuées par le surintendant de l'Instruction publique à même le fonds des écoles publiques voté chaque année par la Législature ?

2. A quelles fins ces sommes doivent-elles et peuvent-elles servir ?

Réponse par l'honorable M. David :

1.—1920-21:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Con. de l'Inst. publ.	\$1,371. 10
“ “ “ protestant “ “ “	218. 76

1921-22:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Con. de l'Inst. publ.	1,881. 92
“ “ “ protestant “ “ “	300. 27

1922-23:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Cons. de l'Inst. publ.	3,702. 08
“ “ “ protestant “ “ “	590. 66

1923-24:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Cons. de l'Inst. publ.	7,269. 81
“ “ “ protestant “ “ “	778. 25

1924-25:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Cons. de l'Inst. publ.	5,921. 92
“ “ “ protestant “ “ “	655. 90

1925-26:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Cons. de l'Inst. publ.	4,573. 01
“ “ “ protestant “ “ “	669. 71

1926-27:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Cons. de l'Inst. publ.	2,711. 57
“ “ “ protestant “ “ “	289. 46

1927-28:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Cons. de l'Inst. publ.	8,095. 59
“ “ “ protestant “ “ “	840. 58

1928-29:

1929-30:—

Déposé au crédit du Comité catholique du Cons. de l'Inst. publ.	747. 94
---	---------

2. Voir à la fin de chaque “Etats financiers” du Surintendant, pour les dites années.

Question par M. Gagnon.—Combien d'animaux ont été déclarés tuberculeux par les inspecteurs vétérinaires provinciaux depuis le 1er juillet 1927 à venir au 1er janvier 1931 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

4,939 tuberculeux.

Question par M. Sauvé.—1. Combien y avait-il de beurreries, dans le comté des Deux-Montagnes: *a.* en 1920; *b.* en 1925; *c.* en 1926; *d.* en 1927; *e.* en 1928; *f.* en 1929; *g.* en 1930.

2. Même question pour le comté de Laval.

3. Même question pour le comté de l'Assomption.

4. Même question pour le comté d'Argenteuil.
5. Même question pour le comté de Chambly.
6. Même question pour le comté de Verchères.

Réponse par l'honorable M. Godbout:

	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d</i>	<i>e</i>	<i>f</i>	<i>g</i>
	En 1920	1925	1926	1927	1928	1929	1930
1. Deux-Montagnes:	13	10	10	11	11	11	11
2. Laval:	1	0	1	1	0	0	0
3. L'Assomption:	19	18	16	12	13	13	12
4. Argenteuil:	0	2	2	2	2	2	2
5. Chambly:	0	1	1	1	1	1	1
6. Verchères:	8	7	7	7	7	7	7

Question par M. Tremblay.—1. Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec; *a.* du 1er mai 1929 au 1er mai 1930; *b.* du 1er mai 1930 au 1er janvier 1931?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* du 1er mai 1929 au 1er mai 1930; *b.* du 1er mai 1930 au 1er janvier 1931?

3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.: *a.* du 1er mai 1929 au 1er mai 1930; *b.* du 1er mai 1930 au 1er janvier 1931?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1er mai 1929 au 1er mai 1930; *b.* du 1er mai 1930 au 1er janvier 1931?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1er mai 1929 au 1er mai 1930; *b.* du 1er mai 1930 au 1er janvier 1931?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. *a.* \$27,539,966.43; *b.* \$16,886,207.72.
2. *a.* \$57,533.35; *b.* \$50,075.00.
3. *a.* \$936,822.77; *b.* \$988,816.31.
4. *a.* \$76,908.80; *b.* \$41,538.20.
5. *a.* \$17,859.99; *b.* \$13,174.45.

Question par M. Houde.—Qu'a rapporté chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, restaurants, colporteurs, etc.", du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1930?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Permis, droits, etc., Commission des Liqueurs.....	\$ 833,333.34
Hôtels.....	12,175.72
Restaurants.....	11,914.48
Maisons de logement.....	4,209.80
Billards-Quilles.....	29,784.43
Colporteurs et véhicules.....	16,174.04
Poudre.....	114.80
Buanderies.....	6,832.68
Encanteurs (Licences et droits).....	5,524.07

Courtiers.....	8,460.00
Distributeurs automatiques.....	916.00
Bureaux de placement.....	1,031.00
Bureaux de prêts.....	.....
Prêteurs sur gages.....	.....
Échange de films.....	155.00
Amende et Frais.....	902.45
	<hr/>
	\$ 931,527.81

Question par M. Houde.—Qu'a rapporté en 1929-30 chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale: "Licences: hôtels, restaurants, colporteurs, etc"., tel qu'il appert à la page 12 des Comptes Publics 1929-1930?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Permis, droits, etc., Commission des Liqueurs.....	\$1,849,781.15
Hôtels.....	62,047.36
Restaurants.....	47,019.89
Maisons de logement.....	9,936.75
Billards-Quilles.....	69,754.58
Colporteurs et Véhicules.....	49,080.06
Poudre.....	954.20
Buanderies.....	27,087.50
Encanteurs (Licences et droits).....	16,655.97
Courtiers.....	100,978.52
Distributeurs automatiques.....	5,977.32
Bureaux de Placement.....	1,640.00
Bureaux de Prêts.....	100.00
Prêteurs sur gages.....	4,020.00
Echange de Films.....	2,685.00
Amendes et Frais.....	893.10
	<hr/>
	\$2,248,611.40

Question par M. Blain.—1. Combien de fermes dans la province ont été mises en vente par l'entremise du ministère de l'agriculture en 1929 et en 1930?

2. Combien de fermes ont été vendues?

3. Combien: *a.* dans les vieilles paroisses? *b.* dans les régions de colonisation?

4. Combien de propriétaires de fermes le ministère de l'agriculture a-t-il mis en communication avec des acheteurs possibles, en 1929 et en 1930?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 7,833 propriétaires de fermes, en 1929, et 60, en 1930, ont informé le ministère de l'Agriculture que leurs propriétés étaient à vendre.

2. et 3. Le gouvernement n'en est pas informé.

4. 178, en 1929 et 36, en 1930, par communications écrites, à part des renseignements verbaux donnés par les agronomes et les autres officiers du département.

Question par M. Duplessis.—Depuis le premier janvier 1926 au 18 février 1931: *a.* Combien la province a-t-elle payé à la Cie Aérienne Franco-Canadienne ou à la Compagnie Aérienne Française, à même les crédits du département des Terres et Forêts; *b.* Quels est le montant total de tous les contrats ou transactions intervenus entre la province et les dites compagnies;

Réponse par l'honorable M. Mercier:

a. \$1,121,352.00; *b.* \$1,348,490.00; *c.* Oui.

L'honorable M. Francœur propose, secondé par l'honorable M. David, qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 232, intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province."

Et la motion est mise en délibération.

M. Duplessis objecte que le projet de résolutions dont il est question dans la motion ne peut être renvoyé au comité plénier parce qu'il n'est pas imprimé et n'a pas été distribué dans les deux langues.

M. l'Orateur prend la question en délibéré.

M. Poulin propose, secondé par M. Plante:

Que, vu le besoin dans lequel se trouvent les colons des régions de colonisation du nord de Montréal, vu l'importance qu'il y a d'établir une grande voie de communication directe entre Montréal et la région de l'Abitibi et de rendre ainsi plus facile l'exploitation de la forêt qui recule vers le nord, vu aussi le manque, dans la région ouest de la province, d'un parc où le public puisse aller pêcher et chasser, cette Chambre invite le gouvernement à prolonger immédiatement la route Montréal-Mont-Laurier jusqu'à la principale route est-ouest de l'Abitibi et à créer sur le parcours de cette route nouvelle un parc réservé comme endroit de pêche et de chasse pour les citoyens de la province.

La motion est mise en délibération.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Dansereau, secondé par M. Lamoureux, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1929-1930.
(*Document de la session No 48*).

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bill privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 83) intitulé: "Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant l'article 361 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu un troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill doit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant l'article 2 de la Loi des cités et villes.

Bill (No 225) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant l'article 7 de la Loi de la division territoriale".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Houde, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 11 février 1930, (Documents de la session No 45), combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la voirie a-t-il donnés relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: *a.* le nom de l'entrepreneur; *b.* la date du contrat; *c.* le prix du contrat; *d.* le nom de la route; *e.* la nature des matériaux employés.

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un Ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour production:

Un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 11 février 1930, (Documents de la session No 45), combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la voirie a-t-il donné relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: *a.* le nom de l'entrepreneur; *b.* la date du contrat; *c.* le prix du contrat; *d.* le nom de la route; *e.* la nature des matériaux employés.
(Document de la session No 49).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, 13 Geo. V, ch. 36, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée. Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 25 FÉVRIER 1931

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité fait rapport que M. St-Pierre, l'avocat de la cité de Montréal produit devant le Comité la déclaration annexée au présent rapport et le parrain du bill. M. Houde déclare que la cité de Montréal abandonne et discontinue ledit Bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Votre comité recommande aussi de prolonger au 12 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur Bills Privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte la recommandation concernant la prolongation des délais relatifs à la réception des rapports du comité, chargé de l'étude des bills privés, et concernant le paiement des droits additionnels, le tout tel qu'indiqué audit rapport.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Tremblay, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne relativement à l'acquisition des Ponts Bélair et David, dans les comtés de Terrebonne et Laval, ainsi que du pont de Bellefeuille, dans les comtés de Deux-Montagnes et Laval, et tout autre, dans l'Ile Jésus et l'Ile de Montréal.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de la liste de paie pour l'année 1929 pour les travaux de colonisation faits dans le canton de Langis, paroisse de St-Vianney, comté de Matapédia, sous la surveillance de Omer Paulin, Jos. Verreault et Octave Leclerc.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 148) intitulé: "Loi fusionnant "The District of Bedford General Hospital" et "The Perkins Hospital Corporation" sous le nom de "Brome-Missisquoi-Perkins Hospital".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 26 FÉVRIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 52.—Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement aux droits civils de la femme.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 131.—Loi constituant en corporation "St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal".

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 146.—Loi modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.

Bill 183.—Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.

Bill 199.—Loi modifiant l'article 1530 du Code civil.

Bill 200.—Loi modifiant l'article 2 de la Loi des cités et villes.

Et avec des amendements:

Bill 140.—Loi constituant en corporation la Corporation de Crédit et d'Entreposage (Credit & Warehousing Corporation).

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 191.—Loi modifiant l'article 228 du Code municipal.

Bill 192.—Loi modifiant l'article 802 du Code de procédure civile.

M. Delisle, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 12 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur Bills Privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des Bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité fait rapport que le préambule du bill (No 117), intitulé: "Loi constituant en corporation "The Saint John of Suchawa Bukwenian Orthodox Church of Lachine", n'a pas été prouvé à sa satisfaction la preuve apportée ayant été contradictoire.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Combien le gouvernement a-t-il retiré de revenus dans le comté de Témiscamingue pour: *a.* la coupe de bois; *b.* les mines; *c.* les pouvoirs d'eau; *d.* les licences d'automobiles; *e.* la taxe de gazoline en 1929-30?

2. Même question pour 1928-29 ?

3. Même question pour 1927-28 ?

4. Même question pour 1926-27 ?

5. Même question pour 1925-26 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

	a.	b.	c.	d.	e.
1.—1929-30:	317,081.23	335,820.24	106,815.86	17,610.20	7,026.85
2.—1928-29:	339,062.48	146,358.42	107,909.50	15,348.35	3,226.39
3.—1927-28:	250,000.28	69,371.99	107,727.60	8,444.85	(1)
4.—1926-27:	266,323.06	88,103.48	128,358.28	6,995.05	(1)
5.—1925-26:	354,105.86	52,146.68	101,446.36	5,482.30	(1)

(1) Pour ces années, la taxe de gazoline a été payée à des agents résidents en dehors du comté de Témiscamingue.

Question par M. Guertin.—1. Combien de saisies ont été opérées dans le district de Hull du 1er janvier 1930 au 31 décembre 1930, en vertu de la loi de la Chasse ?

2. Quel sont dans chaque cas: a. les objets saisis; b. le nom de la personne en possession des objets; c. le nom de l'agent du gouvernement qui a opéré la saisie; d. l'amende imposée; e. la disposition faite des objets saisis ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1 et 2:—13.

Agent du gouvernement	Nom des personnes poursuivies	Objets saisis.	Amendes impo- sées.	Disposition des objets saisis.
J.-U. Delisle vs Clinton Richard		Viande d'orignal et de chevreuil.	\$25.00	Remis aux pauvres.
Frank Lafrenière vs Sam Beaudoin		Viande de chevreuil dans ses chantiers.	\$100.00	" "
Frank Lafrenière vs Madore Lemieux		Viande d'orignal dans ses chantiers.	Prison.	" "
Frank Lafrenière vs Adél. Duquet		Une arme à feu dans ses chantiers.	\$100.00	Arme à feu remise à son propriétaire.
Frank Lafrenière vs Edmond Tessier		Une carabine dans son camp de chantier.	Prison.	Entre les mains du garde-chasse.
J.-E. Gendron vs MM. Bond, Lavoie et Lefebvre.		Chasse avec lumières à projection, saisie de trois carabines et de deux lumières à projection.	\$100.00 chacun.	Armes à feu remises à leurs propriétaires et lumières à projection confisquées.
William P. Martin vs A.-L. Raymond		Possession illégale d'un quartier de venaison.	\$25.00 et frais.	Distribué aux institutions de charité.
William P. Martin vs Henri		Perdrix gardées illégalement pour fins de vente.	\$23.00 et frais.	" "
William P. Martin vs Joseph Labelle		" " "	\$6.00 et frais.	" "
William P. Martin vs A.-D. Labelle.		" " "	\$33.00 et frais.	" "
William P. Martin vs Standish Hotel s/d S. J. Davidson.		Saisie de truites et achigans.	\$25.00 et frais.	" "
William P. Martin vs Country Club, a/s M. Maloney, Gér.		Saisie de 353 perdrix gardées illégalement pour fins de vente.	\$353.00	" "
William P. Martin vs H. Monette & Co.		Saisie d'un filet...	\$5.00	Filet entre les mains du garde-chasse Martin

Question par M. Duplessis.—Jusqu'au premier janvier 1931, quel est le montant dépensé ou payé par la province à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, relativement à la question du Labrador au sujet de laquelle le Comité Judiciaire du Conseil Privé a rendu jugement en 1927 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Tous les montants payés jusqu'au 30 juin 1930 apparaissent aux Comptes Publics; depuis cette date jusqu'au 1er janvier 1931, rien n'a été payé.

Question par M. Duplessis.—Jusqu'au premier janvier 1931, quel est le montant dépensé ou payé par la province, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, relativement aux contestations qui se sont élevées au sujet de l'entrée dans cette province du T. N. & O. Railway Company et au sujet de la cause qui a été jugée par le Comité judiciaire du Conseil Privé en 1926 et dans laquelle cause le Procureur Général de la Province de Québec était l'appelant et "The Nipissing Central Railway Company" et le Procureur Général du Canada étaient les intimés ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Tous les montants payés jusqu'au 30 juin 1930 apparaissent aux Comptes Publics; depuis cette date jusqu'au 1er janvier 1931, rien n'a été payé.

Question par M. Blain.—1. De nouvelles représentations ont-elles été faites au gouvernement concernant les taux de péage sur le pont de Québec depuis la réponse donnée aux questions de l'honorable M. Francœur, à la séance du 4 février 1930, (Journaux de l'Assemblée législative, pages 84 et 85) ?

2. Dans l'affirmative, par qui et quand ?

3. Quelle attitude entendent prendre à ce sujet *a.* le gouvernement de cette province ? *b.* l'honorable M. Francœur ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1. Oui, avant le 15 juillet 1930.

2. Dominion Commercial Travellers' Association, le 7 mai 1930. Levis Tramways Company, le 12 mai 1930; 15 propriétaires d'autobus, le 15 mai 1930; M. J.-E. Grégoire, avocat, le 8 juillet 1930.

3. *a.* et *b.* Le 15 juillet 1930, le tarif des péages sur ce pont a été modifié.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état démontrant.—1. Quelle a été la somme accordée à chacune

des municipalités du comté de Témiscamingue en 1929-30 pour: *a.* l'agriculture; *b.* la colonisation; *c.* la voirie; *d.* les écoles; *e.* toute autre fin ?

2. Même question pour 1928-29 ?

3. Même question pour 1927-28 ?

4. Même question pour 1926-27 ?

5. Même question pour 1925-26 ?

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour:

État démontrant: 1. Quelle a été la somme accordée à chacune des municipalités du comté de Témiscamingue en 1929-30 pour: *a.* l'agriculture; *b.* la colonisation; *c.* la voirie; *d.* les écoles; *e.* toute autre fin ?

2. Même question pour 1928-29 ?

3. Même question pour 1927-28 ?

4. Même question pour 1926-27 ?

5. Même question pour 1925-26 ?

(Document de la session, No. 50).

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1931, pour: copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province depuis le 1er janvier 1931 inclusivement jusqu'au 17 février 1931, se rapportant au département des Terres et Forêts.

(Document de la session No 51).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 janvier 1931 pour: copie de toute correspondance, documents et particulièrement de la liste de paie fournie par ou couvrant le travail du cantonnier Zoël Langlois, de Fabre, Co. Témiscamingue, pour les mois d'août et novembre 1930.

(Document de la session No 52).

L'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, propose:

Que cette Chambre, dans le but de protéger le développement rationnel de nos ressources naturelles et par là nos ouvriers et nos cultivateurs, exprime le vœu que le Gouvernement Fédéral prohibe l'importation en Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays. Que cette Chambre exprime également l'opinion que la propagande bolchévique en Canada est de nature à nuire à l'esprit d'ordre et de respect des lois civiles et religieuses qui caractérise notre population.

La motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Blain, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 24 février courant:

Que, vu le besoin dans lequel se trouvent les colons des régions de colonisation du nord de Montréal, vu l'importance qu'il y a d'établir une grande voie de communication directe entre Montréal et la région de l'Abitibi, et de rendre ainsi plus facile l'exploitation de la forêt qui recule vers le nord, vu aussi le manque, dans la région ouest de la province d'un parc où le public puisse aller pêcher et chasser, cette Chambre invite le gouvernement à prolonger immédiatement la route Montréal-Mont-Laurier jusqu'à la principale route est-ouest de l'Abitibi et à créer sur le parcours de cette route nouvelle un parc réservé comme endroit de pêche et de chasse pour les citoyens de la province.

Et les débat se continue.

Sur la motion de M. Tremblay, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la loi de la gazoline".

L'honorable M. Perrault propose que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 46, intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité.

L'honorable M. Taschereau propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Mercier: que tous les mots après "Que, dans la motion principale soient remplacés par les suivants:

“La Chambre ne se forme pas en comité plénier, mais que le bill 46, intitulé: “Loi des accidents du travail, 1931”, soit maintenant lu une seconde fois”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 27 FÉVRIER 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 58.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.

L'honorable M. Taschereau, du comité du Code municipal, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 222.—Loi modifiant l'article 408 du Code municipal.

Et avec des amendements:

Bill 57.—Loi modifiant le Code municipal.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 184.—Loi modifiant le Code municipal relativement à l'exercice du droit de retrait.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport de la Commission du lac Saint-Jean, chargé de l'arbitrage des dommages causés par la compagnie qui a inondé les terres riveraines du lac?

2. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date? *b.* quand a-t-il été ou sera-t-il imprimé?

3. Dans la négative, comment le gouvernement a-t-il contrôlé l'efficacité de la loi qui créait cette commission d'arbitrage?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. *a.* 3 décembre 1928; *b.* n'a pas été imprimé.

3.

Question par M. Houde.—1. Quelle était la dette consolidée brute de la province de Québec, le 31 décembre 1930 ?

2. Quelle était la dette consolidée nette, à la même date ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. La dette consolidée brute de la Province au 31 décembre, était de \$76,735,291.58.

2. La dette consolidée nette à la même date, était de \$54,147,526.84.

Question par M. Houde.—Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province, le 31 décembre 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

PASSIF:—

Dette consolidée due.....	\$ 76,735,291.58	
Moins:—		
Fonds d'amortissement.....	\$ 8,570,154.36	
Paievements différés <i>re</i> obligations émises à la Ban-		
d'Hochelaga en vertu de la loi de la Législature		
de Québec, 14 George V, chapitre 3, payables		
par versements annuels de \$124,172.40	14,017,610.38	
	22,587,764.74	
		54,147,526.84
Puissance du Canada, balance de compte au 31		
décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada, Prix de la propriété achetée		
pour le chemin de fer Q.M.O. & O.Ry.....		25,000.00
Prêts de la Puissance du Canada <i>re</i> Logements		
ouvriers.....		5,418,512.72
Dépôts en fidéicomis.....		4,234,483.20
Mandats non payés.....		726,786.69
Fonds de l'assistance publique.....		1,265,416.77
Avances de la banque.....		10,343,687.80
		\$ 77,635,023.65

ACTIF:—

Puissance du Canada: part de Québec au fonds		
des écoles communes.....	\$ 1,187,781.37	
Argent en banques.....	320,294.53	
Diverses avances par la province de Québec.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice.....	2,670,239.96	
Endiguement des eaux de la rivière St-François.....	794,092.18	
Endiguement des eaux des rivières Ste-Anne et		
Savane.....	285,713.69	
Endiguement des eaux du lac Kénogami.....	4,648,613.42	
Endiguement des eaux de la rivière Métis.....	274,634.26	
Endiguement des eaux de la rivière du Nord.....	34,113.67	
Sanatorium à Ste-Agathe des Monts: agrandisse-		
ment: avances autorisées par la loi 9 Geo. V,		
chap. 4.....	180,000.00	
Construction d'une annexe au Palais de Justice de		
Montréal: avances autorisées par la Loi 10		
Geo. V, chap. 4.....	4,989,074.08	
Construction d'une annexe au Palais de Justice de		
Québec: avances autorisées par la Loi 12 Geo.		
V, chap. 3.....	1,100,497.87	
Nouvelle prison, district de Montréal: avances		
autorisées par la Loi 7 Ed. VII, chap. 36.....	4,035,647.07	
Palais de Justice et prison, district de Montcalm:		
avances autorisées par la Loi 1 Geo. V, chap. 8.....	86,555.24	
Palais de Justice et prison, district de Roberval:		
avances autorisées par la Loi 2 Geo. V, chap. 6.....	39,979.30	
Construction d'un Palais de Justice et d'une pri-		
son, district d'Abitibi, à Amos: avances auto-		
risées par la Loi 11 Geo. V, chap. 13.....	98,480.16	

Palais de Justice et prison, district d'Abitibi à Rouyn, avances autorisées par la Loi 17 Geo V, chap. 8.....	2,748.45	
Construction d'un Palais de Justice et d'une prison à St-Jérôme: avances autorisées par la Loi 12 Geo. V, chap. 21.....	166,973.17	
Construction d'un Palais de Justice et d'une prison à Campbell's Bay: avances autorisées par la Loi 13 Geo. V, chap. 16.....	165,147.24	
Palais de Justice et prison à Ville-Marie: avances autorisées par la loi 17 Geo. V, chap. 7.....	5,993.85	
Construction d'un Musée d'Histoire naturelle à Québec: avances autorisées par la Loi 13 Geo. V, chap. 3.....	1,424,468.58	
Musée d'Histoire naturelle, Québec, ameublement avances autorisées par 29 Geo. V, chap. 64.....	2,609.75	
Prison du district de Montréal, construction de l'aile B.....	49,593.00	
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des Hautes Études Commerciales, Montréal.....	45,000.00	
Construction et ameublement de l'École des gardes-forestiers: avances autorisées par R.S., 1925, chap. 48.....	8,780.32	
Installation et ameublement de l'École de papeterie: avances autorisées par S.R., 1925, chap. 48.....	21,539.00	
Achat d'une propriété 89a du cadastre quartier est, Montréal, pour servir de Morgue, autorisé par arrêté Ministériel No 711, du 30 avril 1925.....	55,000.00	
Propriété: 73, Grande Allée, Québec, pour servir de logement à la Commission des accidents du travail, autorisé par arrêté ministériel No 868 du 16 mai 1928.....	56,972.24	
Construction de ponts à l'Île Perrot, avances autorisées par la loi 11 Geo. V, chap. 9.....	731,793.77	
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 Geo. V, chap. 4.....	446,868.88	
Loi des accidents du travail, 18 Geo. V, chap. 79, sec. 10.....	67,404.36	
Restauration et amélioration de l'ancienne partie du palais de Justice de Québec: avances autorisées par 18 Geo. V, chap. 3.....	2,551,878.40	
Palais de Justice de Québec, ameublement: avances autorisées par 20 Geo. V, chap. 6.....	109,845.08	
Chemin carrossable du pont de Québec pour la circulation des véhicules: avances autorisées par la Loi 19 Geo. V, chap. 6.....	400,000.00	
Prison des femmes, Québec: avances autorisées par 19 Geo. V, chap. 10.....	37,262.60	
Endiguement des eaux de la rivière Gatineau.....	47,040.27	
Commission du prêt agricole Canadien, capital-action: souscription autorisée par 18 Geo. V, chap. 30.....	44,096.00	
Prêts aux municipalités, <i>re</i> habitations salubres.....	6,918,512.72	
		34,212,681.77
Excédent du passif sur l'actif au 31 décembre 1930 représenté par d'autres dépenses, au compte du capital, moins, surplus en revenu consolidé depuis la Confédération.....		43,422,341.88

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant l'article 1530 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant l'article 2 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement au drainage des terres".

M. Dugas propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement aux droits civils de la femme".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

L'honorable M. Laferté propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Laferté informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que nonobstant toute disposition à ce contraire, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter la période de temps pendant laquelle il est permis de tuer l'ours dans tels districts électoraux qu'il peut de temps en temps déterminer.

Résolu, 2.—Que le ministre pourra payer, à même les revenus provenant de la mise à exécution de la Loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86), une prime à toute personne, habitant la province, qui lui prouvera, de la manière ci-après déterminée, avoir tué un ou plusieurs ours dans les limites des endroits fixés par le ministre et dont les noms sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

Résolu, 3.—Que le montant de cette prime sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 4.—Que pour obtenir la prime, cette personne devra nettoyer et envoyer à ses frais au département, la peau complète de l'ours, y compris celle du crâne, avec une déclaration, suivant la formule prescrite par le ministre, attestée sous serment devant un juge de paix, déterminant le lieu et la date où il aura tué cet ours ou ces ours.

Résolu, 5.—Que cette peau, après avoir été marquée de la manière indiquée par le ministre, sera retournée à l'expéditeur aux frais du département de la colonisation, de la chasse et des pêcheries.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi constituant en corporation de Crédit et d'Entreposage (Credit & Warehousing Corporation)".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'hydroplans, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La dite résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 237) intitulé: "Loi modifiant la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 3 MARS 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 225.—Loi modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant l'article 571c de la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés agricoles et laitières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abeilles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 229) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 234) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7 relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 235) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1930.
(Document de la session No 53).

Question par M. Guertin.—1. Combien y a-t-il de milles de chemins de colonisation de première classe dans la province, tel que défini par le chapitre 76 des Statuts refondus de Québec, 1925, loi concernant les chemins de colonisation?

2. Même question pour les chemins de deuxième classe.

3. Même question pour les chemins de troisième classe.

4. A quelle date le Lieutenant-Gouverneur en conseil a-t-il préparé ces listes?

5. Combien de milles de chemins ont été transférés de la première à la deuxième classe, par arrêté en conseil depuis la confection de la dernière liste?

6. Même question pour les chemins de la deuxième à la troisième classe.

7. Combien y a-t-il, dans chacun des comtés de Hull, Papineau et Pontiac, de milles de chemins: *a.* de la première classe; *b.* de la deuxième classe; *c.* de la troisième classe?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. 1,641.42 milles.

2. et 3. Depuis l'organisation du département de la Voirie, c'est ce dernier département qui s'occupe des chemins pour la construction desquels il y a une contribution locale ou municipale, le département de la colonisation se chargeant des chemins de première classe dans les régions de colonisation.

4. 29 octobre, 1930.

5. et 6. Répondu par 2 et 3.

7. Chemin de première classe, dans Hull 24.77; dans Papineau 18.22 et dans Pontiac 12.88.

Question par M. Houde.—1. Quel est le nombre de résidants de la province de Québec qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province: *a.* en 1928; *b.* en 1929; *c.* en 1930; pour émigrer aux États-Unis?

2. Quel est le nombre d'anciens résidants de la province qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province: *a.* en 1928; *b.* en 1929; *c.* en 1930 pour revenir demeurer dans cette province?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Le gouvernement l'ignore.

2. Le gouvernement l'ignore. Il sait cependant que, par les soins du service du rapatriement, 628 personnes ont été rapatriées en 1928, 851 en 1929 et 4,319 en 1930.

Question par M. Renaud.—1. A quelle date et à qui le contrat de construction de la route entre les lots 35 et 36 des rangs 4 et 5, canton Blais, St-Tharcissius, comté de Matapédia, a-t-il été accordé?

2. A quel prix?

3. Cette route est-elle terminée? et dans l'affirmative, combien a-t-elle coûté au gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Le département n'a pas accordé de contrat pour une route entre les lots 35 et 36 des rangs 4 et 5 de Blais, mais un contrat a été accordé le 10 septembre 1930 à M. Adélarde Bélanger pour la construction d'une route entre les lots 35 et 36 des rangs 3 et 4 de Blais.

2. \$11,400.00.

3. Non et le département n'a encore rien payé.

Question par M. Guertin.—1. Monsieur Alfred Roy, d'Amos, comté d'Abitibi, a-t-il été à l'emploi du gouvernement durant l'année 1930?

2. Dans l'affirmative, quels étaient: *a.* ses fonctions; *b.* son salaire?

3. Combien cet employé a-t-il reçu comme dépenses de voyage durant chaque mois de l'année 1930?

4. Est-il encore à l'emploi du gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Oui.

2. *a.* Inspecteur pour travaux de drainage; *b.* \$125.00 par mois.

3. Du 3 mai au 27 juin, 1930, \$384.60; du 1er au 30 juillet, \$302.25; du 4 au 30 août \$230.70; du 2 au 29 septembre, \$201.90; du 1er au 28 octobre, \$182.60; du 4 au 29 novembre, \$143.25. Dans ces montants, sont comprises certaines dépenses de bureau.

4. Non.

Question par M. Guertin.—1. Quelle sont les institutions de charité auxquelles les perdrix, saisies dans le district de Hull, ont été distribuées dans chacune des causes mentionnées à la réponse du 26 février dernier?

2. Combien ont été distribuées à chacune d'elles dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. et 2. Hospice St-Antoine: 2 boîtes contenant des lièvres, des perdrix, de la venaison et du poisson; Refuge de Sœurs Bonneau: une boîte de perdrix et de venaison; Frères St-Jean de Dieu: Boîte de perdrix.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 février dernier :

Que le bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations" soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

M. l'Orateur rend sa décision sur l'objection soulevée, le 24 février 1931, par M. Duplessis lorsque l'honorable M. Francœur a proposé qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 232, intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province":

"Objection a été faite à la motion parce que le projet de résolutions qu'elle mentionne n'est pas imprimé ni distribué en français et en anglais en conformité avec l'article 440 des règlements de cette Chambre.

"Voici la décision à laquelle j'en suis venu:

"L'article 440 des règlements de la Chambre se lit comme suit:

"440. Les projets de résolutions qui doivent être examinés en comité plénier sont imprimés et distribués en français et en anglais avant d'être renvoyés au comité."

"Il s'agit pour moi de décider si la motion de l'honorable ministre constitue un renvoi actuel des résolutions à un comité plénier. Si j'en viens à une conclusion affirmative le point d'ordre aura été soulevé avec droit; si je conclus négativement le point d'ordre devra être renvoyé et la Chambre pourra procéder sur la motion de M. Francœur.

"La difficulté soulevée par ce point d'ordre est plus apparente que réelle. Elle procède du fait que l'on est généralement sous l'impression qu'il existe en permanence, durant toute session, un comité plénier qui prend en considération toutes les affaires de la même nature que celle mentionnée dans la motion qui fait l'objet du présent point d'ordre.

"Or nos règlements décrètent clairement qu'un comité plénier spécial et temporaire doit être formé pour chaque affaire que la Chambre veut étudier en comité général de ses membres moins celles du ressort du comité des subsides et de celui des voies et moyens qui sont des comités permanents.

"A la page 79 des Règlements on lit la note suivante:

"2. Il y a trois classes de comités pléniers: le comité des *subsides* et le comité des *voies et moyens*, qui connaissent de certaines matières de finances et les comités *pléniers en général*, qui connaissent de toutes les autres matières et qu'on appelle aussi comités *généraux*. Le comité des subsides

et le comité des voies et moyens sont permanents: ils durent tout le temps de la session; les autres comités pléniers sont spéciaux et temporaires: chacun de ceux-ci prend fin avec l'étude de l'affaire qui lui a été renvoyée."

"Qu'est-ce qu'un comité *plénier*. Un comité plénier c'est tous les membres de la Chambre siégeant dans la Chambre même sous la présidence d'un membre autre que l'orateur pendant une de ses séances alors qu'elle est suspendue.

"Si l'on réfère à Cushing on constate que pour instituer (appoint) un comité plénier la Chambre doit décider: 1° Qu'un sujet particulier sera soumis à la considération d'un comité de toute la Chambre et 2° qu'à un jour spécifié ou immédiatement elle se constituera en comité de toute la Chambre pour prendre en considération ce sujet particulier. Quand ces deux conditions sont remplies le comité plénier spécial et temporaire est créé.

"S'il pouvait y avoir quelque doute à ce sujet il serait dissipé par la dernière phrase du numéro 1970 de Cushing:

"Cette dernière résolution est équivalente en même temps à la nomination des membres constituant un comité élu et à l'ordre établissant "le temps et le lieu où il siégera."

"Notre article 272 reproduit sous une autre forme le numéro 1970 de Cushing: "Un comité plénier est institué par une résolution portant que "la Chambre se formera, immédiatement ou à une date définie, en comité "plénier pour prendre en considération quelque sujet déterminé." Le comité plénier est donc constitué dès que la résolution est adoptée qu'il se mette en fonctions immédiatement ou à une date future seulement. Comme un comité plénier ne peut pas être institué sans qu'une affaire lui soit renvoyée il s'ensuit donc que dès qu'il est institué le renvoi de l'affaire qui lui est ou lui sera soumise a eu lieu.

"Dans le cas actuel ce sont des résolutions qui feront l'objet de l'étude du comité plénier qu'on propose d'instituer. Comme l'article 440 exige que le projet des résolutions qui doivent être considérées par un comité plénier soit imprimé avant d'être renvoyé à un comité de cette nature, il est clair que le comité plénier ne peut pas être institué avant que cette formalité ne soit remplie, du moment que la Chambre n'est pas unanime à laisser se continuer l'usage établi de n'exiger l'impression des résolutions que lors de l'ouverture de la séance du comité plénier.

"Il faut distinguer entre la formation de la Chambre en comité plénier et l'institution ou la création du comité plénier. Il n'est pas nécessaire que la Chambre se forme actuellement en comité plénier pour qu'un comité plénier soit institué, l'article 272 déjà cité décrète qu'un comité plénier est institué alors que la Chambre ne doit se former en comité plénier qu'à une date future.

"Quant au renvoi de l'affaire il doit nécessairement avoir lieu avant la formation définitive du comité plénier. La note 3 de l'article 272 l'établit clairement. "3. Avant de se former en comité pour prendre une "affaire en considération, la Chambre doit d'abord décider de renvoyer "cette affaire à un comité plénier et fixer un temps auquel la Chambre "se formera en comité pour examiner cette affaire. Bourinot, troisième

“édition page 517; Cushing, 9ème édition numéro 1970; Desjardins, “Décisions des orateurs de Québec, page 876.”

“Le renvoi a donc nécessairement lieu avant la formation de la Chambre en comité. Cela est tellement vrai que quand la résolution, comportant, comme c’est le cas de celle que nous étudions actuellement, la formation en comité plénier à une date future vient comme ordre du jour l’orateur ne peut pas proposer que la Chambre se forme en comité mais il est astreint par le règlement à ne soumettre que la motion: *Que je quitte maintenant le fauteuil*, et ce pour que la Chambre se trouve suspendue pendant que siégera le comité institué.

“Quand la Chambre a ordonné de se former en comité à une date future, “écrit Bourinot, le greffier lit l’ordre quand il est atteint, et l’orateur posera “alors la question formelle: “*Il est proposé que je quitte maintenant le fauteuil.*” Cette disposition est reproduite par notre article 273. Je ne puis admettre que c’est au moment où l’orateur quitte le fauteuil que l’affaire ou les résolutions sont renvoyées au comité plénier.

“Il est vrai que la pratique constante depuis de très nombreuses années a été de n’exiger l’impression des résolutions qu’avant leur première lecture en comité plénier, mais devant une règle aussi formelle que celle édictée par l’article 440, je crois devoir suivre le principe cité à la page 308 de Bourinot qui veut qu’une règle formelle ou un simple ordre temporaire de la Chambre prévalent invariablement sur les usages et les précédents.

“Pour ces diverses raisons, je maintiens le point d’ordre qui a été soulevé en faisant remarquer toutefois que ma décision ne changera rien, en pratique, dans l’expédition des affaires de même nature que celle mentionnée dans la motion de l’honorable ministre car, rien dans nos règlements ne force le proposeur d’une résolution décrétant une dépense quelconque ou une imposition de charges publiques à ne proposer sa motion qu’à un jour ultérieur comme cela doit être fait en Angleterre en vertu de l’article 71 des Ordres Permanents et du Parlement Canadien par l’article 77 des règlements de la Chambre des Communes. Ces dispositions n’existent pas dans nos règlements.

“Comme rien n’empêche l’honorable ministre de proposer, dès que ses résolutions seront imprimées, que la Chambre se forme immédiatement en comité il pourra le faire à la prochaine séance, s’il le juge à propos, de la même façon qu’il aurait pu le faire si le point d’ordre n’était pas maintenu.”

L’ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 17) intitulé: “Loi modifiant la Loi de la gazoline”.

L’honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l’adopte. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes les listes de paye, du département de la Voirie, concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, sous la direction ou la surveillance de M. Édouard-Charles Lafrenière, de la dite paroisse, et cela à partir du 31 décembre 1928 au 2 janvier 1931.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 24 février dernier:

Que, vu le besoin dans lequel se trouvent les colons des régions de colonisation du nord de Montréal, vu l'importance qu'il y a d'établir une grande voie de communication directe entre Montréal et la région de l'Abitibi, et de rendre ainsi plus facile l'exploitation de la forêt qui recule vers le nord, vu aussi le manque, dans la région ouest de la province d'un parc où le public puisse aller pêcher et chasser, cette Chambre invite le gouvernement à prolonger immédiatement la route Montréal-Mont-Laurier jusqu'à la principale route est-ouest de l'Abitibi et à créer sur le parcours de cette route nouvelle un parc réservé comme endroit de pêche et de chasse pour les citoyens de la province.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 151) intitulé: "Loi constituant en corporation "la Montreal North Western Railway".

M. Authier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Lafleur:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre:

a. Regrette que le gouvernement ait toujours négligé d'adopter les mesures nécessaires pour assurer un juste salaire aux ouvriers;

b. Déclare inefficace et illusoire l'arrêté adopté par le Conseil Exécutif, le 24 avril 1929, et approuvé le même jour, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour donner effet à une résolution de l'Assemblée législative, en date du 14 avril 1908, relativement aux salaires des ouvriers;

c. Invite le gouvernement de cette Province à adopter des mesures appropriées et efficaces pour assurer un juste salaire aux ouvriers employés à l'exécution des travaux publics de cette province et à remplir sans plus de délai, la promesse faite dans le discours du Trône du 3 mars 1908, de demander aux deux Chambres "de voter une loi assurant un salaire convenable aux ouvriers qui exécutent des contrats publics ou des travaux subventionnés par l'Etat".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Gault,
Guertin,*

*Lafleur,
Sauvé,
Smart.—7*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bédard,
Bernard,
Bissonnet,
Casgrain,
Charbonneau,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Francœur,
Frigon,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,*

*Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux, (Wolfe)
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Samson,
Thisdel,
Thurber,
Turcotte.—41.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-huit mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

Ordonné que la seconde lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERDREDI 4 MARS 1931

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

Bill 132.—Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada", comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

Bill 93.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Bill 150.—Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 231) intitulé: "Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait la lieu à prochaine séance.

Question par M. Houde.—Quel est le nombre d'automobiles de touristes qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province: a. en 1928; b. en 1929; c. en 1930?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

<i>Points d'entrée:</i>	<i>a. en 1928</i>	<i>b. en 1929</i>	<i>c. en 1930</i>
Abercorn.....	24,382	25,977	22,423
Armstrong.....	14,007	15,896	16,690
Athelstan.....	219	485	683
Beebe Jct.....	5,285	5,854	5,997
Cantic (Lacotte Jct).....	6,906	5,795	32,387
Clarenceville.....	1,357	1,355	1,697
Comins Mills.....	10,312	16,774	11,549
Covey Hill.....	1,912	1,289	1,231
Cross Point.....	1100	3,350	5,000
Dundee.....	10,932	16,378	22,519
Escourt.....	47	12	14
Franklin Centre.....	1,188	987	1,191
Frelighsburg.....	15,896	17,290	15,148
Frontier (Hemmingford).....	865	512	421
Hemmingford.....	5,649	5,493	6,005
Herdman.....	8,336	8,261	9,825
Herreford Road.....	31,413	30,427	42,539
Highwater.....	24,675	23,268	26,132
Hull.....	17,000	30,000	35,000
Lacolle.....	71,147	91,710	67,543
Mansonville.....	3,952	3,612	6,018
Matapédia.....	2,400	7,500	10,000
Montréal.....	191	255	255
Noyan.....	10,312	16,733	14,629
Philipsburg.....	1,047	55,079	72,597
Pointe-Fortune.....	15,000	16,200	18,000
Rivière-Beaudette.....	50,000	64,800	72,000
Rock-Island.....	79,336	81,468	80,409
Stanhope.....	31,778	30,389	32,089
St-Agnès-de-Dundee.....	80	117	135
St-André Road (Henrysburg).....	7,778	11,297	18,677
St-Armand.....	4,126	6,170	4,300
St-Camille.....	60	141	.....
St-Pamphile.....	.....	9	344

St-Régis.....	14,003	17,796	17,143
Ste-Rose-du-Déglé.....	2,300	7,500	9,000
St-Zacharie.....	1,515	1,301	1,310
Trout River.....	27,507	31,495	30,732

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le premier janvier 1928, combien la “Beauharnois Light, Heat & Power Company” a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit ?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après ?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province ?

4. Dans l'affirmative, *a.* quelle somme ? *b.* pourquoi ?

Réponse à l'honorable M. Mercier :

1. \$500,000.00 à titre de cautionnement ; \$60,200 à titre de loyers et honoraires.

2. A l'échéance.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le 1er janvier 1928, combien la “Beauharnois Electric Company, Limited”, a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit ?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après ?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province ?

4. Dans l'affirmative, *a.* quelle somme ? *b.* pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. Rien.

2. Répondu par 1.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le premier janvier 1928, combien la “Beauharnois Power Syndicate” a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit ?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après ?

3. Ladite compagnie doit-elle à la province ?

4. Dans l'affirmative, *a.* quelle somme ? *b.* pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. Rien.

2. Répondu par 1.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le premier janvier 1928, combien la “Beauharnois Power Corporation” a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit ?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après?
3. Ladite compagnie doit-elle à la province?
4. Dans l'affirmative, *a.* quelle somme? *b.* pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Rien.
2. Répondu par 1.
3. Non.
4. Répondu par 3.

Question par M. Duplessis.—1. Depuis le premier janvier 1928, combien la "Marquette Investment Corporation" a-t-elle payé à la province, à quelque titre que ce soit?

2. Ces paiements ont-ils été faits à l'échéance ou après?
3. Ladite compagnie doit-elle à la province?
4. Dans l'affirmative, *a.* quelle somme? *b.* pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Rien.
2. Répondu par 1.
3. Non.
4. Répondu par 3.

Sur la motion de M. Cantin, secondé par M. Power, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne depuis le 1er janvier 1929, suggérant l'établissement de l'assurance obligatoire sur les automobiles ou d'autres modifications à la loi des véhicules-moteurs.

M. Plante propose, secondé par M. Grant:

Que le rapport du comité des bills privés, sur le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", ne soit pas considéré maintenant, mais reste déposé sur la table de cette Chambre jusqu'au 4 mars prochain.

M. Blain objecte que la motion est irrégulière parce qu'elle est rédigée dans la forme négative, en violation de l'article 141 du règlement.

M. l'Orateur déclare la motion irrégulière parce que, proposant de garder le rapport sur le bureau de la Chambre jusqu'au 4 mars, 1931, elle se trouve à n'avoir aujourd'hui, ni objet ni raison d'être.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant l'article 1530 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 225) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. McDonald, il est—
Ordonné que, vu que le bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation "St. Annunciation Russian Greek Orthodox Church of Montreal" a été rejeté, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 143) intitulé: "Loi concernant la corporation du village d'Asbestos".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

Bill No 91, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 18 février, 1931, pour: copie de toute correspondance depuis le premier janvier 1929, entre le gouvernement et toutes personnes concernant une enquête par la Commission des Incendies sur un incendie dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comté d'Yamaska.

(Document de la session No 54).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 février, 1931, pour: copie de toutes correspondances depuis 1927, entre le gouvernement et toute personne relativement à l'acquisition des Ponts Bélair et David, dans les comtés de Terrebonne et Laval, ainsi que du pont de Bellefeuille, dans les comtés de Deux-Montagnes et Laval, et tout autre dans l'Ile Jésus et l'Ile de Montréal. *(Document de la session No 55).*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies".

Bill No 14, intitulé: "Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements."

Bill No 20, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Bill No 50, intitulé: "Loi modifiant l'article 7 de la Loi de la division territoriale".

Bill No 62, intitulé: "Loi concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec".

Bill No 135, intitulé: "Loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water and Power Company" et "The Laurentide Company, Limited", pour fins scolaires à Grand'Mère".

Bill No 175, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 82, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

Bill No 92, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Arthur Roy".

Bill No 98, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

Bill No 137, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la loi cons-

tituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal", et les dits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 92) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Arthur Roy", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 137) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 225) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci

n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du budget rapportée du comité des subides et lue la première et la seconde fois le vendredi, le 27 février dernier.

L'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, propose: Que cette Chambre adopte maintenant ladite résolution.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution du budget rapportée du comité des subsides et lue une première fois, le mardi 3 mars courant.

La résolution est, en conséquence lue une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendeent.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 72) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 222) intitulé: "Loi modifiant l'article 408 du Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspecteur des écoles supérieures protestantes—Traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation spéciale à l'enseignement protestant dans la province, pour être appliquée tel que recommandée par une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique. (Paie—ment sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles: Inst. cath. pour garçons, Montréal, 25,000.00; Int. cath. pour filles, Montréal, \$25,000.00; Institut Nazareth, Montréal, \$25,000.00; Institut McKay, Montréal, \$4,600.00; "Montreal Ass'n for the Blind", \$8,000.00; "Quebec Ass'n for the Blind", \$2,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, tel

qu'approuvé par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1932.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des S. R., 1925, ch. 133, art. 542, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant du conseil de l'instruction publique, aide supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 5 MARS 1931

Prière.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes ou des représentations concernant J. B. Verdon, poursuivi au sujet des articles 26 et 27 de la loi des véhicules automobiles ?

2. Dans l'affirmative: *a.* Quand; *b.* De qui ?

3. Quelle était la nature de ces plaintes et de ces représentations ?
4. Qu'a décidé le gouvernement à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.
2. a. Le 27 décembre 1930; b. de J.-E.-C. Bumbray, avocat, Montréal.
3. Au sujet de la visibilité des plaques à une distance de cent pieds.
4. Le gouvernement considère que ces dispositions de la loi sont explicites et d'exécution facile.

Question par M. Crépeau.—1. Sur les \$16,687,297 qui, d'après l'Annuaire Statistique de Québec, 1930, page 119, formant, pour l'année 1919-20, les contributions générales scolaires payées par les contribuables et les institutions scolaires indépendantes subventionnées, quelles sommes d'argent les contribuables et lesdites institutions scolaires indépendantes ont-ils payées: a. dans la cité de Montréal; b. dans la cité de Québec; c. dans le reste de la province ?

2. Même question pour les \$19,771,508.00 de l'année 1920-21 ?
3. Même question pour les \$21,367,788.00 de l'année 1921-22 ?
4. Même question pour les \$22,135,158.00 de l'année 1922-23 ?
5. Même question pour les \$24,141,063.00 de l'année 1923-24 ?
6. Même question pour les \$25,209,251.00 de l'année 1924-25 ?
7. Même question pour les \$25,016,896.00 de l'année 1925-26 ?
8. Même question pour les \$25,823,855.00 de l'année 1926-27 ?
9. Même question pour les \$26,729,566.00 de l'année 1927-28 ?

Réponse par l'honorable M. David:

L'État Financier des Corporations Scolaires et les "Statistiques de l'Enseignement" contiennent certains détails au sujet des questions ci-dessus mais comme il y a plusieurs institutions indépendantes d'enseignement de Québec et de Montréal qui ne font pas de rapport, il nous est impossible de fournir une réponse adéquate à ces questions.

Question par M. Crépeau.—1. Dans les \$19,201,406 qui, d'après l'Annuaire Statistique de Québec, 1930, page 119, formant le grand total des contributions scolaires pour l'année 1919-20, quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et les institutions indépendantes comparativement aux sommes payées par le gouvernement: a. dans la cité de Montréal; b. dans la cité de Québec; c. dans le reste de la province ?

2. Même question pour les \$22,122,978.00 de l'année 1920-21 ?
3. Même question pour les \$23,972,197.00 de l'année 1921-22 ?
4. Même question pour les \$25,396,269.00 de l'année 1922-23 ?
5. Même question pour les \$27,917,738.00 de l'année 1923-24 ?
6. Même question pour les \$28,980,668.00 de l'année 1924-25 ?
7. Même question pour les \$28,816,441.00 de l'année 1925-26 ?
8. Même question pour les \$29,807,608.00 de l'année 1926-27 ?
9. Même question pour les \$30,881,878.00 de l'année 1927-28 ?

Réponse par l'honorable M. David:

L'État Financier des Corporations Scolaires et les "Statistiques de l'Enseignement" contiennent certains détails au sujet des questions ci-dessus, mais comme il y a plusieurs institutions indépendantes d'enseignement de Québec et de Montréal qui ne font pas de rapport, il nous est impossible de fournir une réponse adéquate à ces questions.

Question par M. Duplessis.—Depuis le premier janvier 1920, jusqu'au 18 février 1931: *a.* Combien la Province a-t-elle payé ou dépensé, à même les crédits du département des terres et forêts, pour arpentage; *b.* Quel est le montant total de tous les contrats intervenus entre la Province et toute personne, compagnie ou corporation, au sujet d'arpentages; *c.* Tous les contrats ont-ils été accordés sans demande de soumission?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. \$3,871,110.52.
2. \$3,472,158.95.
3. Oui.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du budget rapportée du comité des subsides et lue la première fois, le mardi 3 mars courant; lue la seconde fois, le mercredi 4 mars courant.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 41, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David, informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts contractés par la corporation de l'école polytechnique, n'excédant pas en tout cinq cent mille dollars, mentionnés dans l'article 6a de la loi 57 Victoria, chapitre 23, tel qu'édicte par la loi qui accompagne la présente résolution, pourvu que la corporation assure ses édifices pour les trois quarts de leur valeur et transporte au gouvernement les polices constatant ces assurances, et à toutes autres conditions qu'il fixera.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 234) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 234, intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les octrois que la ville de Terrebonne reçoit du gouvernement de la province à titre de protection contre l'incendie, pourront être appliqués, en tout ou en partie, au profit des victimes de la conflagration du 1er décembre 1922.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 234), intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 234) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 170, intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

Bill No 181, intitulé: "Loi modifiant l'article 361 du Code de procédure civile".

Bill No 195, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes, relativement à la présentation des candidats".

Bill No 200, intitulé: "Loi modifiant l'article 2 de la Loi des cités et villes".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 237) intitulé: "Loi modifiant la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Blain propose, secondé par M. Duplessis: qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne depuis le 1er janvier 1920 concernant le Manoir de Montebello.

Et la motion est mise en délibération.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Dillon, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Question par M. Duplessis.—1. Quelles sommes d'intérêts le gouvernement a-t-il payées aux banques sur emprunts temporaires: *a.* en 1925-26; *b.* en 1926-27; *c.* 1927-28; *d.* 1928-29; *e.* 1929-30; *f.* depuis le 1er juillet 1930?

2. Quelles sommes d'intérêts le gouvernement a-t-il payées aux banques sur les avances qu'elles lui ont faites: *a.* en 1925-26; *b.* 1926-27; *c.* 1927-28; *d.* 1928-29; *e.* 1929-30; *f.* depuis le 1er juillet 1930?

3. Quels taux d'intérêt les banques ont-elles chargés sur ces avances?

4. Quels taux d'intérêt les banques allouent-elles au gouvernement sur ses dépôts courants?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. *a.* \$103,082.19; *b.* \$13,630.51; *c.* \$18,287.58; *d.* \$4,098.36; *e.* \$904.20; *f.* \$1,233.00

2. *a.* \$167,010.49; *b.* \$220,125.79; *c.* \$223,736.80; *d.* \$19,308.29; *e.* \$87,285.84; *f.* \$124,267.81.

3. 5% à 5½% par année.

4. 3% par année.

Question par M. Duplessis.—1. Des scellés ont-ils été apposés sur certaines voûtes, chambres, bureaux ou pièces du département du trésor, depuis le 1er juillet 1929?

2. Dans l'affirmative: *a.* par qui; *b.* à la demande de qui; *c.* pour quels motifs?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui, sur la voûte.

2. *a.* par les inspecteurs; *b.* du sous-trésorier de la province; *c.* en attendant la vérification des valeurs mobilières.

Question par M. Blain.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'abolir la charte de surintendant de l'Instruction publique et de confier ces fonctions au Secrétaire de la province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Non.

Question par M. Duplessis.—Quels emprunts temporaires le gouvernement a-t-il contractés depuis le 1er juillet 1920, avec indication dans chaque cas : *a.* du montant emprunté; *b.* de la date de l'emprunt; *c.* du banquier qui l'a consenti; *d.* de l'intérêt stipulé; *e.* de la date où il a été remboursé; *f.* des fins particulières pour lesquelles il a été contracté ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Montants	Date de l'emprunt	Banquier	Date des remboursements	Raisons
1,000,000...	Juin 29, 1921...	Banque de Montréal...	Juil. 18, 1921...	Dans chaque cas, ces emprunts ont été contractés pour faire face à l'insuffisance du revenu consolidé, provenant de dépenses au compte du capital pour lesquelles le droit d'emprunt n'a pas été exercé.
1,000,000...	Juin 29, 1921...	" "	Août 18, 1921...	
1,000,000...	Juin 27, 1924...	" "	Juil. 8, 1924...	
2,000,000...	Juin 27, 1924...	" "	Août 30, 1924...	
2,000,000...	Juin 27, 1924...	Banque d'Hochelaga...	Oct. 30, 1924...	
1,000,000...	Juin 30, 1925...	Banque de Montréal...	Juil. 7, 1925...	
1,500,000...	Juin 30, 1925...	" "	Sept. 1, 1925...	
2,000,000...	Juin 30, 1925...	Banque Can. Nat'le...	Sept. 30, 1925...	
1,000,000...	Nov. 7, 1925...	" "	Janv. 7, 1926...	
1,000,000...	Nov. 7, 1925...	" "	Fév. 8, 1926...	
1,000,000...	Nov. 7, 1925...	Banque de Montréal...	Janv. 7, 1926...	
2,000,000...	Nov. 7, 1925...	" "	Fév. 8, 1926...	
1,500,000...	Juin 29, 1926...	" "	Juil. 2, 1926...	
3,500,000...	Juin 29, 1926...	" "	Juil. 9, 1926...	
500,000...	Juin 29, 1926...	" "	Juil. 29, 1926...	
4,000,000...	Juin 29, 1926...	Banque Can. Nat'le...	Juil. 9, 1926...	
500,000...	Juin 29, 1926...	" "	Juil. 29, 1926...	
2,000,000...	Juin 29, 1927...	" "	Juil. 4, 1927...	
875,000...	Juin 29, 1927...	" "	Juil. 11, 1927...	
500,000...	Juin 29, 1927...	" "	Juil. 13, 1927...	
1,500,000...	Juin 29, 1927...	Banque de Montréal...	Juil. 4, 1927...	
875,000...	Juin 29, 1927...	" "	Juil. 13, 1927...	
1,000,000...	Juin 29, 1927...	" "	Sept. 30, 1927...	
2,500,000...	Juin 30, 1928...	" "	Juil. 6, 1928...	
2,500,000...	Juin 30, 1928...	Banque Can. Nat'le...	Juil. 6, 1928...	
1,000,000...	Juin 29, 1929...	" "	Juil. 2, 1929...	
1,000,000...	Juin 29, 1929...	Banque de Montréal...	Juil. 2, 1929...	
3,000,000...	Juin 30, 1930...	" "	Juil. 3, 1930...	

Question par M. Lafleur.—1. A quelle date la Commission des li-
queurs de Québec a-t-elle acheté des obligations de la province pour une
somme de \$1,243,906.25 ?

2. De qui a-t-elle acheté ces obligations et par l'intermédiaire de
qui ?

3. Quel prix a-t-elle payé pour chacune de ces obligations ?

4. Quelles sont ces obligations ?

5. La Commission est-elle encore en possession de toutes ces obliga-
tions ?

6. Dans le cas où la Commission ne serait plus en possession de ces
obligations : *a.* quand les a-t-elle vendus ? *b.* à qui ; *c.* à quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 10 février 1930, \$750,000.00 et 8 avril 1930, \$400,000.00.
2. \$750,000.00 de McLeod, Young Weir, & Co., Montréal et \$400,000.00 de A. E. Ames & Co. Ltd, Montréal. Ces deux achats ont été autorisés par l'hon. A. R. McMaster, trésorier de la province.
3. \$750,000.00 à 107 $\frac{3}{8}$ et l'intérêt accru; \$400,000.00 à 110 et l'intérêt accru.
4. Obligations de la province de Québec à 5% exemptes des droits sur les successions, dues le 15 mars, 1943.
5. Non.
6. Ayant été achetées par le département du trésor, des obligations nous ont été remises, pour le prix qu'elles ont coûté, le 12 mai 1930.

Question par M. Lafleur.—1. Quelle était l'occupation de M. A.-P.-B. Williams avant de devenir l'assistant-trésorier de la province ?

2. En quelle qualité M. Williams a-t-il reçu \$1,283.33 d'honoraires, du 1er janvier 1930 au 31 janvier 1931, ainsi qu'il est dit dans une réponse du 18 février 1931 ?

3. En quels endroits et à quelles dates M. Williams a-t-il fait les voyages au sujet desquels la province lui a payé \$1,129.10 pour dépenses de voyages, du 1er janvier 1930 au 31 janvier 1931 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Courtier de placements.
2. \$200.00 administration des licences de mariages; \$1,083.33 comme commissaire en vertu de la Loi des droits sur les successions. S.R.Q. 1925, chap. 29, art 14, paragraphe 10.
3. Montréal, aller et retour:

Du 10 au 13 janvier 1930.
“ “ “ “ Du 17 au 20 janvier 1930.
“ “ “ “ Du 24 au 27 janvier 1930.
“ “ “ “ Du 31 janvier au 3 février 1930.
“ “ “ “ Du 7 au 10 février 1930.
“ “ “ “ Du 14 au 17 février 1930.
“ “ “ “ Du 21 au 25 février 1930.
“ “ “ “ Du 28 février au 3 mars 1930.
“ “ “ “ Du 7 au 10 mars 1930.
“ “ “ “ Du 14 au 17 mars 1930.
“ “ “ “ Du 28 au 31 mars 1930.
“ “ “ “ Du 4 au 7 avril 1930.
“ “ “ “ Du 11 au 14 avril 1930.
“ “ “ “ Du 17 au 22 avril 1930.
“ “ “ “ Du 25 au 29 avril 1930.
“ “ “ “ Du 2 au 5 mai 1930.
“ “ “ “ Du 9 au 12 mai 1930.
“ “ “ “ Du 16 au 19 mai 1930.
“ “ “ “ Du 23 au 26 mai 1930.
“ “ “ “ Du 30 mai au 4 juin 1930.
“ “ “ “ Du 6 au 9 juin 1930.

Montréal, aller et retour:	Du 13 au 16 juin 1930.
"	" Du 20 au 25 juin 1930.
"	" Du 27 au 30 juin 1930.
"	" Du 4 au 7 juillet 1930.
"	" Du 11 au 14 juillet 1930.
"	" Du 17 au 20 juillet 1930.
"	" Du 25 au 28 juillet 1930.
"	" Du 1er au 4 août 1930.
"	" Du 12 au 15 septembre 1930.
"	" Du 19 au 22 septembre 1930.
"	" Du 26 au 29 septembre 1930.
"	" Du 3 au 6 octobre 1930.
"	" Du 10 au 13 octobre 1930.
"	" Du 17 au 20 octobre 1930.
"	" Du 24 au 27 octobre 1930.
"	" Du 31 octobre au 4 novembre 1930.
"	" Du 14 au 17 novembre 1930.
"	" Du 21 au 24 novembre 1930.
"	" Du 28 novembre au 1er décembre 1930
"	" Du 5 au 9 décembre 1930.
"	" Du 12 au 15 décembre 1930.
"	" Du 19 au 22 décembre 1930.
"	" Du 23 au 29 décembre 1930.
"	" Du 31 déc. 1930 au 12 janvier 1931.
"	" Du 16 au 19 janvier 1931.
"	" Du 23 au 26 janvier 1931.

Question par M. Blain.—Combien y avait-il d'agriculteurs dans la province en 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

143,259, d'après les rapports municipaux reçus au cours de l'année 1930.

Question par M. Renaud.—1. Combien le ministère de l'Agriculture a-t-il dépensé à date pour achats, réparations et entretien d'automobiles ?

2. Quel est le nombre d'automobiles appartenant au ministère de l'agriculture ?

3. Ces automobiles sont-elles réparées au garage de la pépinière de Deschambault ?

4. Qu'ont coûté: a) l'entretien; b) les réparations pour l'exercice finissant le 30 juin 1930 ?

5. Même question depuis le 1er juillet 1930 à date ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. \$693,508.40 (depuis 1917).

2. 101.

3. Oui.

4. *a.* \$32,715.37; *b.* \$11,521.17.

5. *a.* \$31,230.30; *b.* \$9,484.78.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 92) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Arthur Roy", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 137) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: "Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

Bill No 178, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill, est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 26 février dernier;

Que cette Chambre, dans le but de protéger le développement rationnel de nos ressources naturelles et par là nos ouvriers et nos cultivateurs, exprime le vœu que le Gouvernement Fédéral prohibe l'importation en Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays. Que cette Chambre exprime également l'opinion que la propagande bolchévique en Canada est de nature à nuire à l'esprit d'ordre et de respect des lois civiles et religieuses qui caractérise notre population.

Et le débat continu.

M. Blain, secondé par M. Renaud, propose par voie d'amendement:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant tous les mots après "cette Chambre" dans la première ligne de la dite motion et en y ajoutant les mots suivants: "désireuse de protéger le développement

rationnel de nos ressources naturelles et par là nos ouvriers et nos cultivateurs, et, de plus, exprimant l'opinion que la propagande bolchévique en Canada est de nature à nuire à l'esprit d'ordre et de respect des lois civiles et religieuses qui caractérise notre population, approuve et félicite le gouvernement fédéral actuel d'avoir prohibé l'importation en Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays''.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,*

*Guertin,
Houde,
Renaud,
Tremblay.—8.*

CONTRE

Messieurs :

*Bastien,
Bédard,
Bernard,
Charbonneau,
Cohen,
David,
Desmarais,
Dillon,
Dugas,
Frigon,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,*

*Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
McDonald,
Mercier,
Paquet,
Plante,
Power,
Savoie,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—30.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

*Bastien,
Bédard,
Bernard,*

*Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),*

Charbonneau,
Cohen,
David,
Desmarais,
Dillon,
Dugas,
Frigon,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,

McDonald,
Mercier,
Paquet,
Plante,
Power,
Savoie,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Tremblay,
Turcotte,
Vautrin.—31.

CONTRE

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,

Guertin,
Houde,
Renaud.—7.

La motion est ainsi adoptée.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 6 MARS 1931

Prière.

Ordonné que M. Vautrin ait la permission de présenter un bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, complète la réponse qu'il a faite le jeudi le 5 mars courant, à une question de M. Duplessis au sujet des emprunts temporaires. L'intérêt stipulé a été le suivant:

c. Emprunts 20 juin, 1921.....	6%
Emprunts 27 juin 1924 et 29 juin 1929.....	5½%
Balance.....	5%

Question par M. Lafleur.—1. M. Philias Nolin, de Lévis, a-t-il été commis à l'entrepôt de la Commission des Liqueurs ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date a-t-il été nommé à cette position ?

3. A-t-il été suspendu de ses fonctions et dans l'affirmative à quelle date et pour quelles raisons ?

4. A-t-il été réinstallé et, dans l'affirmative quand et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Pas commis, mais contremaître.

2. Le 15 mars 1923.

3. Non.

4. Répondu par 3.

Question par M. Tremblay.—Quelles sont les personnes que la Commission des liqueurs de Québec a nourries au restaurant qu'elle maintient au Pied-du-Courant, à Montréal, lequel restaurant, d'après les réponses données en cette Chambre, le 6 février 1929, le 11 février 1930, et le 18 février 1931, a coûté \$9,708.19 et n'a rien rapporté depuis le premier mai 1927 au 18 février 1931. ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Durant l'heure du lunch, la Commission sert gratuitement le thé et le café à tous ses employés qui désirent en avoir.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 202) intitulé : "Loi modifiant l'article 571c de la Loi des cités et villes".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 64) intitulé : "Loi modifiant la Loi des sociétés agricoles et laitières".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 225) intitulé : "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

L'honorable M. Godbout propose que le bill soit lu une deuxième fois.

Le motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant l'article 177 de la Loi des chemins de fer de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 66) intitulé: "Loi modifiant la Loi des abeilles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 73) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 227) intitulé: "Loi modifiant l'article 4 de la loi de la chasse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des S. R., 1925, ch. 133, arts 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, \$125,000.00; d'au moins deux cent cinquante dollars, \$60,000.00; d'au moins deux cent soixante et quinze dollars, \$30,000.00.00; d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, \$10,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière à être

fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Rapports du département, (Instruction publique) annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 déc. 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du Mérite scolaire, 18 Geo. V, chap. 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Centralisation des écoles protestantes rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal: sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel No 187, du 29 mai 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cents mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris \$500. pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement de l'orateur du Conseil législatif, S. R., 1925, ch. 3, art. 13, amendé par 18 Geo. V, ch. 12, s. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-deux mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R., 1925, ch. 3, art. 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Achat de livres (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt cinq mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement, S. R., 1925, ch. 10, art. 36 tel que modifié par la loi 16 Geo. V, ch. 14, s. 16, (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Barreau de la province de Québec: aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Officier spécial, côte nord du St-Laurent, traitement et dépenses de voyage (arrêté ministériel No 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Royal Military College of Canada Rifle Association", pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Directeur de bourses pour aider les élèves à suivre des cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Archives de la province de Québec, impression, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathecona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Last Post Fund"—(4ième de 10 versements annuels, O.C. 1264-1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des Étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provencher d'Histoire Naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ass. des Maréchaux-Ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 10 MARS 1931

Prière.

Ordonné que M. Lemieux (Gaspé) ait la permission de présenter un bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 239) intitulé: "Loi modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 28, constituant en corporation le Synode de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 238) intitulé: "Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Combien de demandes d'emprunt ont été faites à la Commission du Prêt Agricole, dans les comtés de Pontiac, Hull et Papineau, depuis la mise en opération de la loi du Prêt Agricole jusqu'au 31 décembre 1930?

2. Combien de ces demandes d'emprunt ont été accordées et effectuées, et pour quel montant, pour chacun des trois comtés sus-mentionnés?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le gouvernement n'a pas les données suffisantes pour répondre à cette question, le Prêt Agricole relevant du gouvernement fédéral.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il payé, depuis la réponse du 28 février 1930, quelque somme d'argent pour dommages causés par l'inondation du lac Saint-Jean, au printemps de 1928?

2. Dans l'affirmative: *a.* à qui; *b.* dans quelles paroisses?

3. Quel montant total le gouvernement se trouve-t-il ainsi à avoir payé par suite de cette inondation: *a.* en indemnités pour dommages causés? *b.* en frais de toute nature pour la commission du lac Saint-Jean? *c.* en dépenses d'autre nature?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
Non.

Question par M. Blain.—1. Des 500 municipalités qui n'avaient pas payé leurs intérêts dus en vertu de la Loi des bons chemins, d'après les Journaux de l'Assemblée législative (1928, pages 67 à 70); 1929, pages 99 et 100; 1930, pages 128 à 130), combien ont dû être poursuivies par le gouvernement de la province?

2. Quelles sommes totales, pour chaque année depuis la mise en vigueur de la Loi des bons chemins, ont été réclamées par le gouvernement des municipalités qui refusaient de payer leurs intérêts?

3. Quelles sommes totales ont été perçues de la sorte, chaque année, des municipalités poursuivies?

4. Quels étaient les frais d'avocats et les honoraires de cour, pour chaque année, ainsi chargés aux municipalités poursuivies?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Cinq municipalités.

2. En 1918: \$13,571.16; En 1924: \$43,620.44; En 1925: \$52,758.16; En 1926: \$2,483.09; En 1927: \$4,046.26; En 1928: \$3,670.63;

3. En 1918: \$13,571.16; En 1924: \$14,968.28; En 1925: \$67,525.38; En 1926: \$9,060.72; En 1927: \$17,298.99; En 1928: \$4,159.32; En 1929: \$504.00.

4. En 1918: \$301.60; En 1924: \$375.45; En 1925: \$683.50; En 1926: \$241.26; En 1927: \$202.25; En 1928: \$228.05.

Question par M. Houde.—1. Le ministre de la voirie a-t-il reçu en 1929 une délégation relativement aux projets de route Senneterre-Mont-Laurier?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Le ministre de la voirie a-t-il approuvé ce projet?

4. Dans l'affirmative, qu'a-t-il fait relativement à cette question?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. Dans le cours de l'automne 1929.

3. Le ministre de la voirie s'est montré sympathique au projet.

4. Aucun travail n'a encore été entrepris.

Question par M. Houde.—1. A quelle date la "Macurban Asphalt, Limited", a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 1er octobre 1930.
2. *a.* John I. MacDonald, E.-H. Falardeau et Thos. F. Spellane; *b.* 2020 Avenue Union, Montréal; 9 rue Duquette, Montréal; 43 Avenue Arlington, Westmount.

Question par M. Houde.—1. Depuis la réponse du 4 février 1930, combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la voirie a-t-il accordés à "L'Amiésite Asphalt, Ltd."?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Aucun contrat n'a été accordé par le ministère de la voirie à l'Amiésite Asphalt, Ltd., depuis la réponse du 4 février 1930.

Question par M. Houde.—1. Depuis la réponse du 4 février 1930, combien de contrats le gouvernement ou le ministre de la voirie a-t-il accordé à "Macurban Asphalt, Ltd."?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

- 1 et 2. Les contrats accordés à "Macurban Asphalt, Ltd", depuis la réponse du 4 février 1930, sont mentionnés dans l'état produit sur le bureau de la Chambre, documents de la session No 49, le 24 février 1931.

Question par M. Houde.—1. A quelle date la "Amiesite Asphalt, Limited", a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 1er octobre 1930.
2. *a.* John I. McDonald, Armand Sicotte, Thos F. Spellane; *b.* 2020 Avenue Union, Montréal; 745 Davaar Avenue, Outremont; 43 Avenue Arlington, Westmount.

Question par M. Blain.—Le gouvernement estime-t-il toujours qu'il n'est pas dans l'intérêt public de donner les noms des municipalités auxquelles il a refusé des demandes d'emprunt, comme l'indiquait sa réponse en date du 28 février 1930 (Journaux de l'Assemblée législative, 1930, page 171)?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Oui, plus que jamais.

Question par M. Lafleur.—1. Outre les sommes de \$1,500 et de \$5,000 que l'Institut Scientifique Franco-Canadien a reçues du gouvernement en 1929-30 et en 1930-31, ainsi qu'il appert à la réponse du secrétaire de la province inscrite aux Journaux de l'Assemblée législative du 27 janvier 1931, page 116, l'Institut Scientifique Franco-Canadien a-t-il reçu les \$5,000 qui paraissent lui avoir été payés en 1926-27 (pages 378 des Comptes Publics); les \$6,500 qui paraissent lui avoir été payés en 1927-28 (pages 346 des Comptes Publics); les \$8,500. qui paraissent lui avoir été payés en 1928-29 (page 356 des Comptes Publics) et les \$4,000 qui paraissent lui avoir été payés en 1929-30 (page 401 des Comptes Publics) ?

2. Qui a été secrétaire de l'Institut Scientifique Franco-Canadien depuis sa fondation ?

3. Quelle somme le secrétaire a-t-il reçue chaque année ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Oui. Ces sommes ont été payées à même l'octroi fédéral accordé à la province de Québec pour favoriser l'enseignement technique au Canada (Statuts révisés 1927, chapitre 193).

2. Monsieur Edouard Montpetit. Depuis 1926.

3. \$600.00 par année.

Question par M. Tremblay.—1. M. Edouard Montpetit, secrétaire de l'Université de Montréal, est-il directeur ou professeur à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, et si oui, quelles sommes a-t-il reçues chaque année à ce sujet ?

2. M. Edouard Montpetit est-il directeur ou professeur à l'École Polytechnique de Montréal, et si oui, quelles sommes a-t-il reçues chaque année à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Professeur et ses appointements depuis 1910 ont été les suivants : 1910-11, \$1,500.00; 1911-12, \$1,800.00; 1912-13, \$1,800.00; 1913-14, \$1,800.00; 1914-15, \$1,800.00; 1915-16, \$2,400.00; 1916-17, \$3,000.00; 1917-18, \$3,000.00; 1918-19, \$3,000.00; 1919-20, \$3,000.00; 1920-21, \$3,000.00; 1921-22, \$3,000.00; 1922-23, \$3,000.00; 1923-24, \$3,000.00; 1924-25, \$3,333.33; 1925-26, \$3,500.00; 1926-27, \$3,500.00; 1927-28, \$3,500.00; 1928-29, \$3,500.00; 1929-30, \$3,500.00; 1930-31, \$3,500.00.

2. Professeur, depuis 1911 et ses appointements depuis cette date ont été les suivants : 1911-12, \$48.00; 1912-13, \$130.00; 1913-14, \$95.00; 1914-15, \$115.00; 1915-16, \$102.60; 1916-17, \$134.70; 1917-18, Rien; 1918-19, Rien; 1919-20, \$200.50; 1920-21, Rien. 1921-22, 136.50; 1922-23, \$132.60; 1923-24, \$143.00; 1924-25, \$84.50; 1925-26, \$280.00; 1926-27, \$270.00; 1927-28, \$150.00; 1928-29, \$430.00; 1929-30, \$570.00.

Question par M. Blain.—1. M. Edouard Richer, de Sainte-Thérèse, a-t-il été à l'emploi du gouvernement comme émetteur ou percepteur en vertu de la loi des véhicules-automobiles durant l'année 1930 ?

2. Dans l'affirmative, quand a-t-il reçu sa nomination ?

3. Avait-il fourni des cautions, et, si oui, un monsieur Guidoz, marchand de piano de Sainte-Thérèse, est-il l'un des cautions ?

4. Le dit Edmond Richer a-t-il été destitué et si oui quand et pourquoi ?

5. A-t-il fait un rapport de tout l'argent qu'il a reçu dans l'exercice de ses fonctions ?

6. Est-il encore à l'emploi du gouvernement et dans l'affirmative, depuis quand et quel sont ses fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui.

2. Le 20 mai, 1929.

3. Un seul cautionnement; d'une compagnie de garantie, suivant la loi.

4. Oui, le 29 octobre, 1930, parce qu'il ne s'était pas conformé aux règlements du Bureau du Revenu, concernant les émissions et les remises des perceptions faites.

5. Non.

6. Non.

Question par M. Renaud.—1. Les liqueurs enivrantes saisies chez Louis Sylvestre entrepreneur de chemins, le 31 janvier, 1931, lors des élections municipales à la mairie de la ville de Joliette, ont-elles été saisies par les autorités fédérales ou par la Commission des Liqueurs de Québec ?

2. Quelle quantité de liqueurs enivrantes a été ainsi saisie ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Cette saisie n'a pas été faite par des inspecteurs de la Commission des Liqueurs de Québec.

2. Le gouvernement l'ignore.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables".

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 176) intitulé: "Loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise en délibération.

M. Taschereau (Bellechasse) propose par voie d'amendement, secondé par M. Rochette:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bullock,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Cantin,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>David,</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Power,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Rochette,</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Grant,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Laperrière,</i>	<i>Turcotte.—44.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bercovitch,</i>	<i>Gault,</i>
<i>Blain,</i>	<i>Guertin,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Houde,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tremblay.—10.</i>

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois dans six mois.

L'honorable M. David propose, secondé par l'honorable M. Francœur:

Que cette Chambre a appris avec plaisir que le Gouvernement du Canada avait, par arrêté pris le 27 février 1931, prohibé l'importation au Canada des produits russes qui font concurrence à ceux de notre pays et réalisé ainsi le vœu exprimé dans une motion que le secrétaire de la Province a, le 30 janvier 1931, déposée sur le bureau de cette Chambre au nom du Gouvernement de Québec.

La motion est mise en délibération.

Et un débat s'élève.

M. Dugas propose par voie d'amendement, secondé par M. Charbonneau:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Que le Gouvernement du Canada soit prié d'accorder son attention à la deuxième partie de la motion du 30 janvier 1931 et soit prié aussi de prendre les moyens nécessaires pour enrayer la propagande russe dans notre pays."

Et le débat se continue.

M. Casgrain propose par voie d'amendement à l'amendement, secondé par M. Bergeron:

Que l'amendement en discussion soit amendé en y ajoutant les mots suivants:

"Qu'il plaise au gouvernement du Canada d'édicter ou prendre à ce sujet les mesures nécessaires dans le plus bref délai possible."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et l'amendement ainsi amendé étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

Et, alors, la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations"

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

M. Grant propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 235) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de la dite résolution soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 11 MARS 1931

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill 149.—Loi modifiant la charte de la ville de East Angus.

Bill 103.—Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 144.—Loi modifiant et confirmant le titre de "The Mount Sinai Sanatorium" à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Question par M. Duplessis.—1. De quelle banque le gouvernement a-t-il emprunté, le samedi, 30 juin 1930, les trois millions qu'il a remboursés le mardi 3 juillet 1930 ?

2. Où est localisée la succursale de cette banque où ledit emprunt a été contracté ?

3. Par qui a été signé le document constatant ledit emprunt ?

4. Quel a été le taux de l'intérêt stipulé ?

5. Pour quel terme l'emprunt a-t-il été fait ?

6. Quel numéro porte le mandat émis le 3 juillet 1930, pour rembourser ledit emprunt de trois millions ?

7. En tenant compte des mandats ou chèques émis, quelle était la balance du fonds consolidé au revenu : *a.* le 30 juin 1930 ; *b.* le 3 juillet 1930 ?

8. Quelle était la balance des fonds en fidéicomis : *a.* le 30 juin 1930 ; *b.* le 1er juillet 1930 ; *c.* le 2 juillet 1930 ; *d.* le 3 juillet 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. De la Banque de Montréal.

2. A Québec.

3. Par l'assistant-trésorier de la province et par l'auditeur de la province.

4. Cinq pour cent par année.

5. Trois jours.

6. Vingt-cinq.

7. *a.* Balance au débit \$504,910.18; *b.* accord des mandats en cours, et des chèques, non établi journallement. Balance de crédit, à l'exclusion des mandats en cours \$1,718,303.37.

8. *a.* \$6,107,796.26; *b.* \$6,107,796.26; *c.* \$6,134,026.38; *d.* \$6.142,-746.44.

Question par M. Houde.—1. A quelle date la "Robertson & Janin, Limited" a-t-elle déposé, la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 de la Loi des compagnies de Québec ?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs ?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Voir Journaux de l'Assemblée législative du 4 février 1930, page 85.

2.

Question par M. Duplessis.—1. A quelle date le trésorier a-t-il racheté les obligations de la province, des bons du trésor ou autres effets, depuis le 1er janvier 1929, avec indication dans chaque cas: *a.* de l'obligation, du bon ou de l'effet racheté; *b.* du prix payé; *c.* de la partie à qui le prix a été payé ?

2. A quelle date le Lieutenant-Gouverneur en Conseil a-t-il approuvé chacun de ces rachats ?

3. A quelle date chaque obligation, bon ou effet racheté a-t-il été annulé par l'auditeur ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1.—	a.	b.	c.
Description de l'obligation.	Prix.		A qui payé.
Emprunt 10 Geo. V, chap. 3; \$2,500,000. d'obligations 6% dues le 1er juin 1930.			
Janv. 21, 1929.	1,000.00	100.50	A. E. Ames & Co., Ltd., Montréal.
Fév. 4, 1929.	20,000.00	100.50	Banque de la Nouvelle-Ecosse, Québec.
Mars, 1, 1929.	2,500.00	100.375	W. C. Pitfield & Co., Ltd., Montréal.
Avril 2, 1929.	500.00	100.25	Crédit Anglo-Français, Ltée, Québec.
Jun 21, 1929.	1,000.00	100.125	Bray, Caron & Dubé, Ltée, Québec.
Jul. 2, 1929.	300.00	100.00	Crédit Anglo-Français, Ltée, Québec.
x Jul. 3, 1929.	10,000.00	100.20	A. S. Law, Québec.
Jul. 16, 1929.	1,000.00	100.00	Lagueux & Darveau, Québec.
Mars 3, 1930.	5,000.00	100.00	Lagueux & Darveau, Québec.
Sept. 5, 1929.	1,000.00	100.00	R. P. Landry, Québec.
Jun 1, 1930.	100,100.00	100.00	Trésorier provincial, Québec.
xx Jun 1, 1930.	2,332,100.00	100.00	Banque de Montréal, Québec.
Emprunt 10 Geo. V, chap. 6, modifié par 13 Geo. V, chap. 2, 5,000,000 obliga- tion s5% dues le 15 mars 1943.			
xxx Jun 30, 1930.	750,000.00	107.1875	McLeod Young, Weir & Co., Ltd., Montréal.
Jun 30, 1930.	400,000.00	110.	A. E. Ames & Co., Ltd., Montréal.
2.—			
x Jun 19, 1928.			
xx Jun 19, 1928, juin 17, 1929 et juin le 5, 1930.			
xxx Jun le 23, 1930.			

3.—

x Juillet le 15, 1930 par les officiers du département du Trésor.

xx \$2,328,100. annulées par la banque aussitôt rachetées. \$4,000.00 non encore présentées à la banque pour rachat.

xxx Janvier le 23, 1931.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 3 mars 1931, de déposer sur le bureau de la Chambre: copie de toutes les listes de paye, du département de la Voirie, concernant les travaux exécutés dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, sous la direction ou la surveillance de M. Édouard-Charles Lafrenière, de la dite paroisse, et cela à partir du 31 décembre 1928 au 2 janvier 1931.

(Document de la session No 56).

M. Plante propose, secondé par M. Poulin :

Que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité des bills privés en général sur le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", soit renvoyé au dit comité avec instruction :

(a) d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans ledit bill No 100;

(b) d'étudier ces représentations;

(c) de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

Et la motion étant mise en délibération,

Un débat s'élève.

Du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné que le débat soit suspendu.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 17, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline".

Bill No 41, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'école polytechnique".

Bill No 52, intitulé: "Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1926, relativement aux droits civils de la femme".

Bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés agricoles et laitières".

Bill No 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

Bill No 66, intitulé: "Loi modifiant la Loi des abeilles".

Bill No 67, intitulé: "Loi modifiant la Loi de sociétés d'agriculture".

Bill No 72, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

Bill No 73, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose".

Bill No 74, intitulé: "Loi modifiant la Loi des unités sanitaires".

Bill No 140, intitulé: "Loi constituant la Corporation de Crédit et d'Entreposage (Credit & Warehousing Corporation)."

Bill No 141, intitulé: "Loi constituant en corporation la Congrégation des Ursulines de Québec."

Bill No 146, intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada".

Bill No 174, intitulé: "Loi modifiant l'article 398 du Code municipal."

Bill No 225, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 227, intitulé: "Loi modifiant l'article 4 de la Loi de la chasse."

Bill No 234, intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 89, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield".

Bill No 145, intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready."

Bill No 147, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'Est."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 145) intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 147) intitulé: "Loi modifiant la charte

de l'Association agricole des Cantons de l'Est", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur un message reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'rateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 3 Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques.
- 4 Loi validant la Loi des inhumations et des exhumations.
- 5 Loi modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile.
- 6 Loi modifiant la Loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.
- 7 Loi modifiant la Loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin, dans le district de Québec.
- 8 Loi concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité.
- 9 Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province.
- 12 Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.
- 13 Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.
- 14 Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements.
- 16 Loi concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne.
- 17 Loi modifiant la Loi de la gazoline.
- 18 Loi modifiant la Loi de la voirie.
- 19 Loi modifiant la Loi des jurés.
- 20 Loi modifiant la Loi de la chasse.
- 23 Loi concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet.
- 25 Loi modifiant l'article 618 du Code de procédure civile.
- 28 Loi modifiant la Loi des employés publics.
- 29 Loi modifiant la Loi de tempérance de Québec.
- 37 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.
- 39 Loi modifiant la Loi de la voirie relativement aux expropriations.
- 40 Loi concernant les bombes lacrymogènes.
- 41 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école polytechnique.
- 42 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville d'Isle Maligne.
- 43 Loi autorisant un octroi au Conservatoire national de musique.
- 50 Loi modifiant l'article 7 de la Loi de la division territoriale.
- 51 Loi modifiant l'article 29 du Code de procédure civile.

-
-
- 52 Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement aux droits civils de la femme.
 - 60 Loi modifiant la Loi des pensions.
 - 62 Loi concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration, à Québec.
 - 64 Loi modifiant la Loi des sociétés agricoles et laitières.
 - 65 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.
 - 66 Loi modifiant la Loi des abeilles.
 - 67 Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture.
 - 72 Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.
 - 73 Loi modifiant la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose.
 - 74 Loi modifiant la Loi des unités sanitaires.
 - 75 Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
 - 76 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire.
 - 77 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen.
 - 78 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire.
 - 79 Loi constituant en corporation "La Congrégation de la Fraternité sacerdotale".
 - 80 Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.
 - 83 Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal.
 - 84 Loi concernant la succession de feu Joyn Dwane.
 - 85 Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.
 - 86 Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Île Dorval.
 - 87 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.
 - 88 Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus.
 - 89 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.
 - 90 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.
 - 91 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
 - 92 Loi concernant la succession de feu Arthur Roy.
 - 95 Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions.
 - 96 Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale.
 - 97 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.
 - 98 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.
 - 101 Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.
 - 102 Loi ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.

-
- 104 Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à "Montreal Airdrome, Limited".
 - 105 Loi constituant en corporation "Barclays Trust Company of Canada".
 - 106 Loi constituant en corporation "Les Cisterciens de Val-d'Espoir".
 - 107 Loi constituant en corporation "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi" à Gaspé.
 - 108 Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies "Price Brothers & Company, Ltd." et "The Kenogami Land Company, Ltd.", au sujet des taxes payables par ces deux compagnies. *fa. ... faire certains travaux*
 - 109 Loi confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe pour fins de taxes à la "Canadian Transcontinental Airways, Limited", pendant un certain nombre d'années.
 - 110 Loi concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne.
 - 113 Loi modifiant la charte de La corporation de Notre-Dame-du-Chemin.
 - 114 Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.
 - 116 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 118 Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.
 - 119 Loi ratifiant le titre de "Canadian Copper Refiners, Limited", à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.
 - 120 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude, en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.
 - 121 Loi modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.
 - 122 Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul.
 - 123 Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930.
 - 124 Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Etienne-des-Grès et une résolution, en date du 4 novembre 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité.
 - 126 Loi ratifiant certains règlement, résolution et contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited".
 - 127 Loi ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la "Donnacona Paper Company, Limited".

-
- 128 Loi permettant à Antoun Georges Musakeby *alias* Antoine Georges Massabky de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey.
- 129 Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.
- 130 Loi légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge.
- 133 Loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell Taylor.
- 134 Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.
- 135 Loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water and Power Company" et de "Laurentide Company, Limited", pour fins scolaires, à Grand'Mère.
- 136 Loi modifiant la charte de la Corporation du collège commercial de Saint-Césaire.
- 137 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières.
- 138 Loi constituant en corporation "les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé."
- 140 Loi constituant la Corporation de Crédit et d'Entreposage (*Credit & Warehousing Corporation*).
- 141 Loi constituant en corporation la Congrégation des Ursulines de Québec.
- 145 Loi concernant la succession de feu James McCready.
- 146 Loi modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.
- 147 Loi modifiant la charte de l'Association agricole des Cantons de l'est.
- 170 Loi modifiant la Loi du barreau.
- 174 Loi modifiant l'article 398 du Code municipal.
- 175 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.
- 178 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables.
- 181 Loi modifiant l'article 361 du Code de procédure civile.
- 195 Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats.
- 200 Loi modifiant l'article 2 de la Loi des cités et villes.
- 225 Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.
- 227 Loi modifiant l'article 4 de la Loi de la chasse.
- 234 Loi modifiant la Loi 13 George V, chapitre 7 relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Et à leur retour,

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal."

M. Plante propose et la motion est mise en délibération:

"Que cette Chambre adopte maintenant les amendements".

Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour:

"Que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité des bills privés en général sur le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", soit renvoyé audit comité avec instruction:

(a) d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans ledit bill No 100;

(b) d'étudier ces représentations;

(c) de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

Et le débat se continue.

M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M. Fisher:

Que tous les mots après le mot "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, désireuse de sauvegarder l'autonomie de la cité de Montréal, et vu l'abandon et le désistement annexés au rapport du comité des bills privés en général fait à la Chambre le 25 février 1931, concernant le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", ordonne le retrait dudit bill."

Et le débat se continue.

L'honorable M. Taschereau objecte que l'amendement est irrégulier parce qu'un avis n'en a pas été donné.

M. l'Orateur prend la question en délibéré.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 12 MARS 1931

Prière.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Lemieux (Wolfe), il est—

Ordonné que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514, et 516 des règlements de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The American Can Company" demandant la ratification du règlement No 1110 de la cité de Montréal, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill (No 152) intitulé: "Loi concernant "The American Can Company".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Cohen, en conséquence, présente un bill (No 152) intitulé: "Loi concernant "The American Can Company", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Phaneuf, il est—

Ordonné que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514 et 516 des règlements de cette Chambre soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Les Œuvres de Notre-Dame de la Merci, demandant la ratification de contrats d'échange de certains immeubles avec la cité de Montréal et la radiation de certaines servitudes grevant les immeubles de la pétitionnaire, que la présente pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill (No 153) intitulé: "Loi concernant les Œuvres de Notre-Dame de la Merci".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Vautrin, en conséquence, présente un bill (No 153) intitulé: "Loi concernant les Œuvres de Notre-Dame de la Merci" qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 179.—Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.

Et sans amendement: Bill 235.—Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe

1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Delisle, du comité des Règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 20 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Questions par M. Blain.—1. Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger de toutes les compagnies à fonds social le respect de l'article 103 ou de l'article 187 de la Loi des compagnies, qui oblige au dépôt annuel d'un sommaire au bureau de secrétaire de la province?

2. Si oui, pourquoi?

3. Sinon, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Non, car ces deux articles ont été abrogés par la Législature (20 Geo. V, chap. 87, sec. 2) et deviendront inopérants par la mise en vigueur de cette loi.

Question par M. Guertin.—Du 1er janvier 1920 au 1er janvier 1931, quel montant total a été payé par la province pour toutes causes quelconques à M. Charles Lanctôt, actuellement assistant procureur-général de cette province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Du 1er janvier 1920 au 30 juin 1930: voir Comptes Publics; du 1er juillet 1930 au 1er janvier 1931: honoraires dans diverses causes \$8,800.

Question par M. Duplessis.—1. Le gouvernement de la province s'est-il jamais adressé aux tribunaux pour se protéger contre les empiètements du gouvernement de Terre-Neuve sur le territoire de la province communément appelé Labrador?

2. Qui a été chargé de cette poursuite?

3. Qu'en est-il résulté?

4. Combien la province a-t-elle payé à ce sujet?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. MM. J.-E. Bédard, C.R., Honoré Gervais, C.R., C.-E. Dorion, C.R., Aimé Geoffrion, C.R., et Charles Lanctôt, C.R.

3. A la suggestion de l'honorable ministre de la Justice, M. C.-J. Doherty, contenue dans une lettre datée le 15 juillet 1913, le gouvernement de Québec a consenti à laisser en suspens la cause du Procureur Général de Québec vs Grand River Pulp Company en attendant la décision dans la cause des frontières du Labrador.

4. Voir les Comptes Publics.

Question par M. Duplessis.—1. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée aux Commissions scolaires de Montréal pour leurs écoles élémentaires: *a.* en 1896; *b.* en 1897; *c.* en 1929; *d.* en 1930?

2. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée aux Commissions scolaires de Québec pour leurs écoles élémentaires: *a.* en 1896; *b.* en 1897; *c.* en 1929; *d.* en 1930?

Réponse par l'honorable M. David:

	<i>Subvention annuelle</i>	<i>Retenues fonds de pension</i>	<i>Montant payé</i>
1. <i>a.</i>	\$ 19,681.64	\$ 3,382.50	\$ 16,299.14
<i>b.</i>	19,681.64	3,572.24	16,109.40
<i>c.</i>	71,686.16	65,615.70	6,070.46
<i>d.</i>	72,581.16	65,956.53	6,624.63
2. <i>a.</i>	5,878.66	198.34	5,680.32
<i>b.</i>	5,878.66	175.56	5,703.10
<i>c.</i>	10,425.48	5,298.41	5,127.07
<i>d.</i>	10,478.46	5,503.66	4,974.80

Question par M. Houde.—Quel est l'état des recettes et des dépenses du 1er juillet 1930 au 31 décembre 1930?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

RECETTES DU 1er JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1930:

Puissance du Canada.....	\$ 1,157,898.51
Terres et Forêts.....	3,666,697.16
Mines, Pêches et Chasse.....	287,664.71
Administration de la Justice.....	473,196.43
Timbres d'enregistrement.....	170,462.05
Licences.....	931,527.81
Loi des liqueurs alcooliques—Compte de la vente.....	4,000,000.00
Loi des vues animées, revenu.....	15,314.24
Taxes sur les corporations commerciales.....	3,307,417.28
Droits sur les successions.....	3,341,040.71
Droits sur certains transports de propriétés.....	27,894.93
Taxes en vertu de 12 Geo. V, chap. 90 (Saisine).....	14,583.33
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.....	220,470.17

Loi des véhicules automobiles..	493,055.14
Gazoline—droits et honoraires	3,027,118.10
Loi de la protection des édifices contre le feu S.R.Q., 1925, chap. 178.—Honoraires.	144,766.37
Inspection des hôtels et maisons de pension—Honoraires..	2,334.00
Loi des mécaniciens de machines fixes de Québec—Honoraires.	22,034.45
Commission des services publics de Québec—Honoraires.	8,626.30
Loi des détectives particuliers..	1,034.00
Fonctionnaires publics, honoraires, etc.	198.45
Législation	2,796.26
Asiles d'aliénés	127,346.04
Écoles de réforme et d'industrie.	11,300.78
Gazette officielle..	27,028.42
Revenu casuel..	115,627.81
Contribution au fonds de pension du service civil.	45,614.44
Loi des assurances—revenu.	19,596.52
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu.	1,601.75
Travaux et édifices publics, loyers.	537.30
Intérêt sur prêts et dépôts	242,212.83
Intérêt sur fonds placés en fidéicommis	182,870.32
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Vict., chap. 2, sect. 5.	5,520.74
Primes, escompte et change.	330.02
Taxes sur subventions de chemin de fer	12,516.69
Crédits pour la dette publique en vertu de 7 Ed. VII, chap. 2.	1,394.13
Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins (13 Geo. V, chap. 34, arts 31 et 32).	279,991.05
Contributions municipales en vertu de 7 Geo. V, chap. 10 sect 2., (13 Geo. V, chap. 34, sect. 59 et 63).	5,448.05
Taxes en vertu de la Loi de la prévention des incendies, S.R.Q., 1925, chap. 180.	12,375.63
Recettes totales ordinaires	\$ 22,407,442.92
Fonds de l'assistance publique, revenu.	847,657.47
Prêt aux municipalités <i>re</i> logements salubres.	338,590.00
Endiguement des eaux du lac Kénogami	67.75
Timbres judiciaires—Avances aux officiers publics.	314.60
Loi des bons chemins, 1912	38,919.59
Païement différés—La Banque d'Hochelaga 14 Geo. V, chap. 3.	125,000.00
Fonds en fidéicommis.	948,917.46
Grand total	\$ 24,706,909.79

PAIEMENTS DU 1^{er} JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1930:

Dette publique..	\$ 1,452,230.37
Législation	348,898.54
Gouvernement Civil:—	
Salaires des départements.	962,585.66
Dépenses contingentes des départements.	101,044.68
Administration de la justice.	1,389,215.56
Instruction publique, etc..	2,742,066.18
Hygiène.	368,012.77
Colonisation, etc.	1,338,139.89
Pêcheries, chasse et service d'enregistrement (cadastre)	417,795.89

Travaux publics et travail:	
Ordinaires	1,448,566.89
Travail	140,702.66
Agriculture	1,512,622.74
Chemins et mines—Construction, réparation et entretien	5,759,604.73
" " " —Suppression des traverses à niveaux	42,420.46
" " " —Nouveau pavage	1,979,117.78
" " " —Mines et comptes en suspens	252,610.61
Terres et Forêts	1,510,351.96
Asiles d'aliénés	723,880.93
Écoles de réforme et d'industrie	224,450.51
Institutions de bienfaisance	25,290.00
Charges sur le revenu	961,595.15
Services divers	493,947.81

Total des paiements ordinaires et extraordinaires. \$ 24,195,151.77

Loi des bons chemins 1912	1,937,781.84
Fonds de l'assistance publique	1,829,654.37
Palais de justice de Québec—Restauration et amélioration	322,796.56
" " " " —Ameublement	49,342.28
Prison: district de Montréal, aile	49,593.00
Construction du palais de justice et prison, Ville-Marie	56.40
Prison des femmes: Construction	14,108.30
Endiguement des eaux de la rivière St-Maurice	40,202.02
Propriété pour la Commission des Accidents du Travail	316.72
Commission du prêt agricole Canadien, capital-actions	33,996.00
Emprunts de la Puissance du Canada re logements salubres	338,590.00
Musée d'histoire naturelle, Québec—construction	241,773.81
" " " " —ameublement	2,609.75
Pont de Québec, construction d'une route carrossable	71,734.33
Emprunts temporaires	3,000,000.00
Fonds en fidéicommis	2,824,472.42
Grand total	\$ 34,952,179.57

Question par M. Houde.—1. A quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours ?

2. A quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Recettes ordinaires, six mois au 31 décembre 1930.	\$ 22,407,442.92
Paiements ordinaires et extraordinaires, six mois au 31 décembre 1930	24,195,151.77
2. Recettes totales, six mois au 31 décembre 1930.	24,706,909.79
Total des paiements, six mois au 31 décembre 1930	34,952,179.57

Question par M. Renaud.—1. Le gouvernement ou l'un de ses membres ou l'un de ces ministères a-t-il garanti certaines sommes d'argent à la Coopérative Fédérée de Québec ou à un créancier ou à des créanciers de ladite coopérative ou à propos de transactions de ladite coopérative ?

2. Dans l'affirmative à qui dans chaque cas ?
3. A quelle date dans chacun des cas ?
4. Pour quelles fins dans chacun des cas ?
5. A quel titre dans chacun des cas ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. Le Ministre de l'Agriculture a garanti un emprunt de \$500,000 conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, section 3.
2. A la Banque Canadienne Nationale.
3. Le 14 février 1931.
4. et 5. Garantie donnée pour fins générales, en vertu de la loi 20 George V, chapitre 7, section 3.

Question par M. Smart.—1. Sur le montant de \$500,000.00, voté pour la construction d'entrepôts pour l'emmagasiner des produits agricoles, tel qu'autorisé par la loi 20 George V, chapitre 7, section 2, quel est le montant total qui a été dépensé au 31 décembre 1930 ?

2. Où sont situés ces entrepôts, si on en a construit quelques-uns ?
3. Quel est le coût de chacun de ces entrepôts ?
4. Ces entrepôts sont-ils tenus au nom du gouvernement ? Sinon, au nom de quelle personne ou de quelles personnes sont-ils tenus ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. 2. 3. et 4. Aucun montant n'a été dépensé pour la construction d'entrepôts, tel qu'autorisé par la loi 20 George V, chapitre 7, section 2.

Question par M. Smart.—1. Sur le montant de \$750,000.00 voté par la loi 20 George V, chapitre 7, section 3, pour être prêté à la Société coopérative fédérée ou donné sous forme de garantie à ladite compagnie, quel est le montant : *a.* qui a été prêté ou *b.* pour lequel le ministre de l'agriculture s'est porté garant, au 31 décembre 1930 ?

2. Dans l'affirmative, quelle garantie possède le gouvernement pour les dites avances ainsi faites ou les montants pour lesquels il s'est porté garant ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 2. Aucun montant n'avait été prêté ou garanti au 31 décembre 1930, en vertu de la loi 20 George V, chapitre 7, section 3.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pendant la présente session de la législature.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pendant la présente session de la législature.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pendant la présente session de la législature.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pendant la présente session de la législature.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-huit dollars et vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour concours littéraires ou scientifiques, pendant la présente session de la législature.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec, pendant la présente session de la législature.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pendant la présente session de la législature.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres pendant la présente session de la législature.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pendant la présente session de la législature.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qui désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdits résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 149) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de East Angus".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 48) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 228) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec."

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution rapportée du comité des subsides et lue la première et la seconde fois le mardi 10 mars courant.

L'honorable M. Mercier propose:

Que cette Chambre adopte maintenant ladite résolution.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport sur les Sociétés de secours mutuels, 1930 (opérations de 1929).

(Document de la session No 57).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 13 MARS 1931

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 49.—Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.

Et avec amendements:

Bill 46.—Loi des accidents du travail, 1931.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 201.—Loi modifiant le Code municipal, relativement au drainage des terres.

Question par M. Duplessis.—1. Le gouvernement a-t-il étudié ou fait étudier l'opportunité de changer sa tenue des livres ou son système de vérification des comptes publics ?

2. Si non, le gouvernement se propose-t-il de faire ou de faire faire cette étude ?

3. Si ladite étude a été faite, qui l'a faite ?

4. Si ladite étude doit être faite, qui la fera ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. et 2. Oui.

3. et 4. Hon. G. W. Scott et continue encore.

Question par M. Duplessis.—En tenant compte des mandats émis et impayés, quelle était la balance du fonds consolidé du revenu le dernier jour de : *a.* juin 1930 ; *b.* juillet 1930 ; *c.* août 1930 ; *d.* septembre 1930 ; *e.* octobre 1930 ; *f.* novembre 1930 ; *g.* décembre 1930 ; *h.* janvier 1931, *i.* février 1931.

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Notre position envers les banques en ce qui concerne notre Capital ainsi que nos recettes ordinaires et nos dépenses combinées sont comme suit :

<i>a.</i> \$ 504,910.18	Debit.	<i>e.</i> \$ 9,526,965.14	Débit.
<i>b.</i> 1,919,282.65	"	<i>f.</i> 10,789,850.45	"
<i>c.</i> 4,494,025.32	"	<i>g.</i> 10,750,179.96	"
<i>d.</i> 5,878,699.15	"	<i>h.</i> 9,176,887.41	"
		<i>i.</i> 9,195,755.91	"

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement sait-il si un ou des aubains ont été nommés à la charge de gérant de la cité d'Arvida ?

2. Si oui, qui étaient ce ou ces gérants ?

3. Existe-t-il d'autres municipalités de la province, où le système de gérant est appliqué, qui ait nommé un aubain à cette fonction et dans l'affirmative, quelle est ou quelles sont les municipalités ?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de supprimer ce pouvoir de nommer un aubain gérant d'une municipalité de la province ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

4. Ce pouvoir est accordé à la cité d'Arvida par la loi 16 George V, chapitre 78, section 36.

Question par M. Blain.—1. Quelle fut, pour chaque année, depuis le 24 mars 1926 jusqu'au 1er février 1931, la population totale de la cité d'Arvida ?

2. Quelle fut l'évaluation foncière des biens immobiliers de la cité d'Arvida, pour chaque année depuis 1926 ?

3. Quelle somme globale représentaient, chaque année, les biens immobiliers exempts de taxes municipales ?

4. A part les compagnies industrielles situées et opérant sur le territoire de la cité d'Arvida, combien de personnes, d'après les dernières statistiques reçues par le gouvernement, étaient : *a.* propriétaires ; *b.* locataires ?

5. Quelle somme globale représentaient, chaque année, les biens immobiliers sujets aux taxes municipales ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 1926.....	Pas de rapport.
1927.....	3,000 (approximatif).
1928.....	3,500
1929.....	2,000
1930.....	2,000
2. 1927.....	\$6,000,000
1928.....	4,170,639
1929.....	4,177,131
1930.....	4,176,931
3. 1927.....	Pas de rapport.
1928.....	\$245,900
1929.....	112,051
1930.....	112,051
4. a. 1927.....	Pas de rapport.
1928.....	40
1929.....	43
1930.....	46
b. Pas de rapport.	
5. 1927.....	\$6,000,000
1928.....	3,924,739
1929.....	4,065,080
1930.....	4,064,880

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement sait-il qui a été élu, le 1er février 1931, comme échevin de la cité d'Arvida, à la première élection générale tenue en vertu de la loi 16 Geo. V, ch. 78 ?

2. Cet échevin est-il un aubain ou un sujet britannique ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Monsieur Joseph-Louis Fay.

2. Canadien-français, sujet britannique.

Question par M. Blain.—1. Le rapport des vérificateurs des comptes de la municipalité d'Arvida a-t-il été transmis chaque année, depuis 1926, au ministre des affaires municipales, avec le certificat du trésorier de la municipalité ?

2. A quelle date, chaque année ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui.

2. Le 22 novembre 1928, pour la période du 1er avril 1927 au 30 juin 1928; Le 7 novembre 1929, pour la période du 1er juillet 1928 au 30 juin 1929; Le 3 octobre 1930 pour la période du 1er juillet 1929 au 30 juin 1930.

Question par M. Blain.—1. Le ministre des affaires municipales a-t-il reçu quelque demande de délai additionnel, en vertu de l'article 70 de la loi constituant la cité d'Arvida, pour l'accomplissement de quelque disposition de la Loi des cités et villes ?

2. Si oui: *a.* à quelle date; *b.* sur quels points; *c.* et quelle fut la réponse dans chaque cas, affirmative ou négative?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Non.

Question par M. Sauvé.—1. La route Saint-Eustache-Lachute est-elle entretenue cet hiver par le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il autorisé quelqu'un à entretenir ladite route? Et si oui, qui a-t-il autorisé?

4. Le gouvernement a-t-il reçu des protestations contre l'entretien de cette route, cet hiver?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Cette route n'est pas dans le circuit régulier des chemins d'hiver entretenus par le département de la voirie. A la demande de MM. Eugène Bellefeuille, G. Dansereau et du Dr Pager, le 13 janvier 1931, le département de la voirie a consenti à faire passer sur cette route un chasse-neige, mais cela sans nuire aux opérations régulières du département.

3. Répondu aux Nos 1 et 2.

4. Non.

Question par M. Sauvé.—1. Le département de la voirie a-t-il reçu des plaintes depuis le 1er janvier 1931, au sujet de la façon dont la route Montréal-Sainte-Rose est entretenue?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et de qui ces plaintes ont-elles été reçues?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. Répondu au No 1.

Question par M. Blain.—1. Le ministre de la Colonisation a-t-il concédé une étendue de terre dans le comté de Gaspé en vertu de la loi 19 Geo. V, chapitre 5?

2. Si oui, combien d'acres?

3. La concession a-t-elle été faite aux religieux cisterciens directement ou à quelque personne en fidéicommiss, et dans ce dernier cas, à qui?

4. Quelles ont été les conditions de cet octroi pour fins d'agriculture et de colonisation?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Oui.

2. 1800.

3. En fidéicommiss à la Corporation Episcopale de Gaspé.

4. Les Révérends Pères sont tenus de fonder et de maintenir un établissement de leur Ordre, de construire les édifices nécessaires, de recruter des orphelins et des jeunes gens pour leur procurer l'enseignement agricole, de défricher et de mettre en culture, dans un délai de cinq ans, une proportion égale au cinquième de l'étendue des terres octroyées.

M. Guertin propose, secondé par M. Fisher:

Que cette Chambre exprime le vœu que le bail consenti par le gouvernement au Club Abitibi Fish and Game, pour les droits de pêche ou de chasse, sur les lacs Des Ormeaux, Barbue, Victoria, Des Rats et autres dans les cantons de Northfield et Hincks du comté de Hull, ne soit pas renouvelé à son expiration le 31 décembre prochain.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Laferté, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Bernard, secondé par M. Authier, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation du Collège commercial de St-Césaire", a pour objet de favoriser l'instruction, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du billet qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspections, explorations, etc., pendant la présente session de la législature.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes, pendant la présente session de la législature.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pendant la présente session de la législature.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 230, intitulé: "Loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer".

L'honorable M. Laferté propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Laferté informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter, modifier et abroger des règlements concernant la mise en conserves du poisson, des mollusques et des crustacés et concernant également l'inspection des fabriques de mise en conserves du poisson, des mollusques et des crustacés et de ces produits de la mer destinés au marché.

Résolu, 2.—Que les règlements visés par la résolution précédente pourront prévoir l'émission de permis au coût n'excédant pas un dollar, leur renouvellement ainsi que l'imposition de pénalités pour infractions aux dispositions de ces règlements.

Résolu, 3.—Que les dépenses occasionnées pour la mise à exécution de ces règlements seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 4.—Que ces règlements et les modifications qui pourront y être apportées, entreront en vigueur quinze jours après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Laferté ait la permission de présenter un bill (No 230) intitulé: "Loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 10 février 1931 pour production de copie de toute correspondance avec le gouvernement de cette province, un de ses membres ou employés ainsi que de tout document et de tout jugement des tribunaux, relativement à l'aviation en cette province. (*Document de la session No 58*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 10 février 1931, pour production de copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc., entre Monsieur Albert Nault, colon de Ville-Marie, et le gouvernement ou aucun de ses membres, spécialement l'honorable Premier Ministre. (*Document de la session No 59*).

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 186) intitulé: "Loi détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix de la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 239) intitulé: "Loi modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le Synode de Montréal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 235) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comptes en suspens (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 16 MARS 1931

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Ordonné que M. Taschereau (Bellechasse) ait la permission de présenter un bill (No 206) intitulé: "Loi modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Drouin ait la permission de présenter un bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Combien est alloué pour usage d'automobile aux employés du département de la Voirie se servant de leurs propres autos dans l'accomplissement de leurs fonctions ordinaires?

2. Même question pour le département de la Colonisation.

3. Même question pour le département du Procureur-général

4. Même question pour le département des Terres et Forêts.

5. Même question pour le département du Secrétaire.

6. Même question pour le département de l'Agriculture.

7. Même question pour le département des Travaux-Publics.

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. .05, .07.07½ du mille.

2. .10 par mille sur les grandes routes et .15 et .20 par mille sur les chemins non améliorés. Allocation fixe de \$720.00 par année pour certain chefs de districts.

3. Rien.

4. Les montants payés par le Ministère des Terres et Forêts varient suivant les conditions qui existent dans chaque endroit, la nature des routes parcourues dans les différents districts sous régie, le genre de travail et les difficultés qui se rencontrent sur le terrain.

Une indemnité est accordée de 10 à 20 cents du mille, avec ou sans allocation spéciale mensuelle. Cette allocation, lorsqu'elle est accordée va de \$10.00 à \$25.00.

Lorsque le trajet parcouru par l'officier est sur des chemins parallèles aux chemins de fer, cette allocation au mille n'est que de 4 cents.

Dans d'autres cas où il n'est pas accordé d'indemnité suivant le millage, une allocation mensuelle est consentie à certains officiers obligés de se procurer des voitures lourdes, et de faire du transport de matériel

et d'équipes. Dans ces cas où l'on doit tenir compte à la fois du dur usage imposé aux machines et de la dépréciation qui en résulte, l'allocation est de \$10.00, \$15.00, \$20.00 et \$25.00 par mois, et pour deux catégories particulières d'officiers obligés de parcourir de longs trajets, de \$50.00 et \$60.00.

Pour ce qui regarde le Service de la Protection, les allocations ne sont payées que durant la saison de Prévention, c'est-à-dire, quatre ou six mois au plus. Quant aux allocations spéciales consenties par le Service Forestier, leur durée n'est que de six mois au plus par an.

Tous les autres frais contingents sont à la charge du propriétaire de machine, et le ministère n'encourt aucune autre dépense et n'assume aucune responsabilité.

5. Service provincial d'hygiène:

Officiers médicaux et inspecteurs sanitaires, allocation annuelle de \$720.00.

Infirmières des unités sanitaires, allocation annuelle de \$600.00

Autres officiers .10 du mille.

Instruction publique:

Inspecteurs d'écoles, .12 du mille.

6. Agronomes: .12 par mille pour les premiers 900 milles par mois, .10 pour tout millage subséquent, .15 par mille dans les districts d'Abitibi et de Témiscamingue.

Instructeurs (sans restriction):— .12 du mille.

7. .10 par mille.

Question par M. Duplessis.—1. L'ameublement de l'ancienne partie du Palais de Justice de Québec a-t-il été renouvelé en entier?

2. Qu'a-t-on fait de l'ancien ameublement de cette partie du Palais de Justice?

3. Le gouvernement a-t-il fait des avances pour le renouvellement de cet ameublement, depuis le 31 décembre 1930, alors que les avances précédemment faites s'élevaient à \$109,845.08?

4. Qui a fait ou fourni cet ameublement nouveau?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Non.

2. Une partie a été utilisée pour meubler les bureaux temporaires pendant les réparations et la balance mise en réserve. Lorsque les réparations ont été terminées, une grande partie des meubles a été utilisée pour les bureaux du Palais de Justice; une autre partie a servi à meubler suivant les demandes, les Palais de Justice ruraux et le reste est maintenant en réserve pour répondre aux demandes.

3. Aucune avance n'a été faite.

4. J.-A. Bernard; A. Deslauriers, Limitée; Brunelle & Bouchard, Limitée; Cie de Marbre et de Pierre, Limitée; Marceau & Fils, Limitée; Gauthier & Frère, Enreg.; Offices Specialty Mfg. Co.; The C. L. Turnbull Co., Ltd.; Henri Duclos, Limitée; La Cie Paquet, Limitée; Goulet & Bélanger, Limitée; C.-Aug. Labrecque; Dominion Rubber Co. Ltd.; Myrand & Pouliot, Limitée; Marier & Tremblay, Limitée; Jos. Villeneuve, Limitée; A.-A. Falardeau; Lewis Bros., Limited; Cyrille Duquet, Limitée; Jules Gauvin, Enrg.; J.-Alex. Cardinal; Alyre Prévost.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il utilisé, depuis le 18 mars 1930, les services de l'agence G.-H. Rioux ou du dénommé G.-H. Rioux ?

2. Si oui, quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à date à agence ou au dit G.-H. Rioux ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

M. Rioux n'est plus à l'emploi de la province depuis le 1er janvier 1930 et l'Agence à la tête de laquelle il était n'existe plus. En outre, il n'est pas dans l'intérêt de la justice de faire connaître les noms de ces détectives dans les investigations criminelles, non plus que la nature et l'étendue de leurs services.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi des agents généraux de manière à augmenter le traitement de l'agent général de la province dans le royaume de Belgique ?

2. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de pourvoir au remplacement de l'ancien agent général de la province en Belgique ?

3. Le gouvernement a-t-il reçu des candidatures pour ce poste ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de changer le lieu de résidence de l'agent général de la province en Belgique de manière à le fixer en dehors de Belgique et dans l'affirmative, où veut-il fixer ce lieu de résidence ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Non.

2. L'agence est exercée, depuis la mort de M. Langlois par M. D. de Bellefroid d'Oudoumont à la satisfaction du gouvernement.

3. Non.

4. Non.

Question par M. Tremblay.—1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet du travail de construction d'un pont à Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean, au moyen d'un octroi de \$4,000 d'argent du chômage ?

2. Dans l'affirmative, de quelle nature sont ces plaintes ?

3. Qui sont les signataires de ces plaintes ? Si assermentées, devant quel magistrat l'ont-elles été ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1. Oui.

2. Des journaliers se plaignant qu'ils n'avaient été employés que quelques jours et remplacés par des cultivateurs. Ils demandaient au Comité du Chômage d'intervenir auprès de la municipalité, ce qui a été fait.

3. Une anonyme. Une autre signée par Messieurs Philippe Savard, Philippe Côté, Edmour Audet, Paul Bouchard, Charles Harvey. Pas assermentées.

Question par M. Houde.—1. Monsieur P. E. Wilson est-il à l'emploi du gouvernement de la province ?

2. Dans l'affirmative, depuis quand ?

3. Quelles sont ses fonctions ?

4. Quel est son salaire ?

5. Combien ledit P. E. Wilson a-t-il reçu du gouvernement en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement depuis qu'il est au service du gouvernement jusqu'à date pour les divers emplois qu'il a occupés ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui.

2. Le 15 décembre 1926.

3. Inspecteur au service du transfert des valeurs et des licences de courtiers dans toute la province.

4. \$2,400.

5. Jusqu'au 30 juin 1930, voir Comptes Publics; depuis le 1er juillet 1930: \$450. pour dépenses de voyage relatives à ses inspections en outre de son salaire.

Question par M. Blain.—1. Combien a coûté, à la date du 31 décembre 1930, le chemin carrossable du pont de Québec ?

2. Le montant de \$400,000.00, voté en 1929, sera-t-il suffisant ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

1. \$400,000.00.

2. Oui.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 24 mars 1930 jusqu'au 30 juin 1930 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure;

2. Combien, au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers ?

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour production:

Un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 24 mars 1930 jusqu'au 30 juin 1930 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure;

2. Combien, au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers ?

(Document de la session No 60).

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 149) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de East Angus".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill est maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 152) intitulé: "Loi concernant "The American Can Company".

Bill (No 153) intitulé: "Loi concernant les Œuvres de Notre-Dame-de la Merci".

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1927, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1929, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Guertin, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1929, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1931, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département.

Sur la motion de M. Drouin, secondé par M. Samson, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 88) intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus," a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné qu'à partir de mardi le 17 mars courant, la Chambre tiendra deux séances tous les jours, excepté le samedi et le dimanche: la première de trois à six heures du soir, et la seconde de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution du Comité des subsides:

"Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille neuf cents dollars pour Inspections, explorations, etc. (Travaux publics), pendant la présente session de la législature, rapportée dudit comité et lue la première fois, le vendredi 13 mars courant.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution du comité des subsides:

Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars pour Ponts et Routes (Travaux Publics), pendant la présente session de la législature, rapportée dudit comité et lue la première fois, le vendredi, 13 mars courant.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution du comité des subsides:

"Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars pour Palais de Justice et Prisons, entretien et réparations, (Travaux Publics), pendant la présente session de la Législature", rapportée dudit comité et lue la première fois, le vendredi 13 mars courant.

La résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 5, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner au trésorier de la province de distraire, chaque année, du fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires pour former des fonds d'amortissement suffisants pour payer les intérêts annuels et rembourser, à son échéance, le capital de tout emprunt de la province fait par émission d'obligations remboursables à une date déterminée, ou, selon le cas, suffisants pour

payer à leur échéance les intérêts annuels et rembourser la partie du capital de tout emprunt de la province, fait par émission d'obligations rachetables par séries, aux différentes époques auxquelles cette partie du capital est remboursable.

Résolu, 2.—Que les versements annuels destinés à chacun de ces fonds, ainsi que les intérêts annuels qu'ils produisent, devront être placés ou déposés par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions, et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Question par M. Renaud.—1. De quelle date à quelle date, ou de quelles dates à quelles dates, le gouvernement de cette province a-t-il fait subir aux troupeaux l'épreuve de la tuberculine et dans quels comtés?

2. Combien d'animaux ont ainsi subi l'épreuve de la tuberculine dans chacun de ces comtés?

3. Combien d'animaux ont été condamnés dans chacun de ces comtés?

4. Quel est le montant de l'indemnité que le gouvernement a accordée à ceux dont les animaux avaient été condamnés?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Du 23 avril 1923 à ce jour.

2. et 3.—Comtés:—Bovins éprouvés:—Tuberculeux:

Abitibi, 4,146, 130; Argenteuil, 11,663, 34; Arthabaska, 16,026, 218; Bagot, 4,689, 85; Beauce, 8,134, 195; Beauharnois, 1,599, 53; Bellechasse, 9,648, 606; Berthier, 5,372, 43; Bonaventure, 240, 12; Brome, 424, 25;

Chambly, 2,365,157; Champlain, 3,780, 51; Charlevoix, 702, 36; Châteauguay, 839, 27; Chicoutimi, 6,429, 1,009; Compton, 541, 83; Deux-Montagnes, 22,801, 357; Dorchester, 16,187, 734; Drummond, 13,419, 373; Frontenac, 9,606, 176; Gaspé, 83; Hochelaga, 2,912, 34; Hull, 2,515, 13; Huntingdon, 94, 2; Iberville, 3,546, 64; Jacques-Cartier, 2,668, 288; Joliette, 7,018, 116; Kamouraska, 11,954, 477; Labelle, 3,220, 32; Lac-St-Jean, 19,132, 1516. Laprairie, 1,225, 12; L'Assomption, 11,431, 522; Laval, 2,703, 426; Lévis, 12,049, 723; L'Islet, 3,813, 36; Lotbinière, 7,342, 58; Maisonneuve, 297, 62; Maskinongé, 1,544, 16; Matane 3,655, 194; Matapédia, 1,718, 93; Mégantic, 26,487, 225; Missisquoi, 5,648, 149; Montcalm, 2,445, 36; Montmagny, 10,370, 425; Montmorency, 1,785, 107; Napierville, 698, 5; Nicolet, 11,514, 98; Papineau, 7,971, 92; Portneuf, 4,795, 73; Québec, 435, 25; Richelieu, 3,758, 21; Richmond, 8,550, 678; Rimouski, 7,288, 71; Rouville, 3,578, 117; Saguenay, 558, 27; Shefford, 7,466, 466; Sherbrooke, 86, 13; Stanstead, 204, 30; Soulanges, 188, 1; St-Hyacinthe, 735, 51; St-Jean, 921, 38; Témiscouata, 10,414, 66; Terrebonne, 13,376, 579; Témiscamingue, 2,468, 29; Trois-Rivières et St-Maurice, 6,785, 18; Vaudreuil, 228, 3; Verchères, 2,847, 25; Wolfe, 13,179, 139; Yamaska, 5,029, 132; Abattoirs, 239, 29. Total des bovins éprouvés, 397,774; Total des bovins tuberculeux, 12,856.

4. Aucune indemnité n'a été payée.

Question par M. Blain.—Combien, d'après les renseignements les plus complets et les plus récents obtenus par le ministère de l'agriculture, y aurait-il de fermes à vendre actuellement dans la province ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

Le ministère de l'Agriculture n'a pas fait d'enquête, depuis l'an dernier, à ce sujet. Il a constaté que beaucoup de cultivateurs, qui offraient leurs fermes à vendre, demandaient des prix trop élevés ou étaient sous l'impression que le gouvernement désiraient les acheter.

Question par M. Sauvé.—1. A quelle date, le gouvernement a-t-il envoyé à Ottawa les listes-requêtes des comtés de l'Assomption et d'Argenteuil demandant que les dits comtés soient érigé en zones contre la tuberculose bovine ?

2. A quelle date le gouvernement, soit directement ou par ses agronomes, avait-il reçu lesdites listes-requêtes ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. Les listes-requêtes des cultivateurs des comtés d'Argenteuil et de l'Assomption ont été transmises au ministre fédéral de l'Agriculture en même temps que les demandes officielles de création de zones pour ces comtés soit le 7 février 1930, pour Argenteuil, et le 10 octobre 1930 pour l'Assomption.

2. Le 20 décembre 1927 pour Argenteuil et le 13 mai 1930 pour l'Assomption.

Question par M. Renaud.—1. Depuis le 4 avril 1930 le gouvernement ou l'un de ses membres ou l'un de ses ministères, a-t-il promis certains montants d'argent à la Coopérative Fédérée de Québec ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?
3. Pour quelles fins ?
4. A quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. Oui.
2. et 3. \$84,488.17, représentant 1% du chiffre des ventes pour l'année 1929; \$72,185.85, représentant 1% du chiffre des ventes pour l'année 1930; \$69,051.59, en remboursement de diverses réclamations
4. Promis au cours de 1929 et 1930, mais confirmés par lettre le 13 février 1931.

Question par M. Gault.—1. Durant les trois dernières années la Société Coopérative Fédérée a-t-elle acheté du beurre ou du fromage fabriqué en Nouvelle-Zélande ou en Australie ?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité dans chaque cas ?
3. Quelle quantité de beurre avions-nous le 31 décembre 1928, et quelle en était la valeur ?
4. Même question pour le 31 décembre 1929 ?
5. Même question pour le 31 décembre 1930 ?
6. Combien de livres de fromage avions-nous, le 31 décembre 1929, et quelle en était la valeur ?
7. Même question pour le 31 décembre 1929 ?
8. Même question pour le 31 décembre 1930 ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. et 2. Le gouvernement l'ignore.
3. 4. 5. 6. 7. et 8. Ces questions ne sont pas suffisamment explicites.

Question par M. Blain.—1. Le montant de \$50,000.00 autorisé par la loi 17 Geo. V, ch. 24, a-t-il été entièrement dépensé par le ministère de l'agriculture ?

2. Dans l'affirmative, la Coopérative Fédérée de Québec a-t-elle touché quelque partie de cette somme ?

3. Si oui: *a.* laquelle; *b.* à quelle date; *c.* pour quelles fins; *d.* à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. Entièrement dépensé au cours de la dernière année fiscale.
2. et 3. Non.

Question par M. Blain.—1. Le montant de \$500,000 octroyé par la loi 19 Geo. V, ch. 2, pour fins agricoles a-t-il été entièrement payé par le trésorier au ministre de l'agriculture ?

2. La Coopérative Fédérée a-t-elle bénéficié, directement ou indirectement, de quelque somme que ce soit à même ce montant ?

3. Si oui, pour quelles fins, à quelles conditions et sous quel contrôle ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Non.
2. et 3. Non.

Question par M. Guertin.—1. Qui est cantonnier de Sainte-Geneviève-de-Batiscan ?

2. A quelle date a-t-il été nommé et quel est son salaire ?
3. Combien de temps a-t-il travaillé en 1930 et de quelle date à quelle date ?
4. Même question pour 1931 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Aucun cantonnier n'a encore été nommé pour 1931 à Sainte-Geneviève-de-Batiscan.
2. En 1930, le cantonnier a été M. Albert St-Arnaud, nommé le 18 février 1930, au salaire de \$0.30, \$0.40 ou \$0.50 de l'heure, suivant qu'il aurait travaillé seul, avec une voiture et un cheval, ou avec une voiture et deux chevaux. Cette échelle de salaires a été portée à \$0.35, \$0.45 et \$0.55 à partir du premier août 1930.
3. 1,732 heures; du 14 avril au 26 novembre.
4. Répondu au No 1.

Question par M. Blain.—1. Le ministre de l'agriculture a-t-il reçu de la Société Coopérative Fédérée des agriculteurs de la province de Québec une demande d'emprunt, suivant l'autorisation de la loi 20, George V, chapitre 7, article 3 ?

2. Si oui, quelle fut la réponse du ministre et sur quelles raisons s'appuyait-elle ?
3. Si non, quelle attitude entend prendre le ministre de l'agriculture pour aider financièrement cette société ?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Oui.
2. et 3. Un emprunt de \$500,000 a été garanti.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 17 MARS 1931

Prière.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Bercovitch, il est—

Ordonné que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514 et 516 des règlements de cette Chambre soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Henry Birks & Sons, Limited", demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'acte de vente entre "Henry Birks & Sons, Limited" et la Cité de Montréal passé devant Jean Beaudoin, N.P., le 26 juillet 1930, et que la présente pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 154, intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente et cession par la cité de Montréal à "Henry Birks & Sons, Limited" et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Cohen, en conséquence, présente un bill (No 154) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente et cession par la cité de Montréal à "Henry Birks & Sons, Limited" et déclarant fermée une certaine lisière de terrain", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 11.—Loi modifiant les articles 2174*a* et 2175 du Code civil.

Bill 239.—Loi modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation Le Synode du diocèse de Montréal.

Et avec des amendements:

Bill 56.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires.

Bill 177.—Loi modifiant le Code municipal relativement aux taxes.

Bill 193.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec, relativement à la création de certains fonds.

Bill 202.—Loi modifiant l'article 571*c* de la Loi des cités et villes.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 198.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 34.—Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.

M. l'Orateur rend la décision suivante relativement au Point d'Ordre soulevé, le mercredi 11 mars courant, par l'honorable M. Taschereau, sur l'amendement de M. Tremblay proposant que la Chambre ordonne le retrait du bill (No 100) "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal"

bill mentionné dans le Rapport du comité des bills publics en général, présenté le 25 février dernier—cet amendement ayant été proposé à la motion de M. Plante, demandant de renvoyer de nouveau ce bill audit comité.

Suivant avis qu'il a donné, monsieur Plante propose :

Que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité des bills privés en général sur le bill No 100, intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", soit renvoyé audit comité avec instruction :

(a) d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans le dit bill No 100;

(b) d'étudier ces représentations;

(c) de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

Monsieur Tremblay propose en amendement :

Que tous les mots après le mot "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacé par les suivants :

"Cette Chambre, désireuse de sauvegarder l'autonomie de la cité de Montréal, et vu l'abandon et le désistement annexé au rapport du comité des bills privés en général fait à la Chambre, le 25 février 1931, concernant le bill No 100, intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", ordonne le retrait du dit bill."

Objection est faite par l'honorable Monsieur Taschereau que cet amendement n'est pas dans l'ordre, en raison du fait qu'il devrait être précédé d'un avis parce qu'il amende une instruction en la convertissant en une proposition nouvelle.

Objection est faite par Monsieur Duplessis au droit de soulever le point d'ordre ci-dessus, à ce moment, parce que ce droit serait contraire à l'article 185 des Règlements de la Chambre décrétant qu'une violation de l'ordre ou des règlements ne peut être signalée qu'à l'instant où elle s'est produite.

Il me faut d'abord décider la question soulevée par Monsieur Duplessis.

L'article 185 ne s'applique pas au cas actuel qui est une objection de procédure parlementaire. L'article 185 s'applique dans les cas seulement où la question d'ordre est soulevée pour empêcher un député de s'écarter de la question, de causer du désordre ou employer des expressions anti-parlementaires. Si l'on consulte Cushing dans toute la sous-section comprenant les numéros 1457 jusqu'à 1471 inclusivement, publiés aux pages 567 à 572 de la 9ème édition, et traitant d'une question d'ordre, nulle part on ne voit qu'une question d'ordre ou de violation de règlements dans le sens de la procédure, doit être soulevée au moment précis où le manquement à l'ordre, dans le sens d'ordonnance, se produit. Au contraire, on verra dans cet auteur que lorsque le mot "ordre" est pris dans le sens de décorum, que le breach of order ou la violation de l'ordre doit être signalée au moment où le député s'écarte de la question, brise le décorum ou emploie des expressions anti-parlementaires. (Bourinot, 485, 486,—May 349).

Je ne puis admettre la théorie que, cette expression étant employée dans le sens de procédure, un député ne puisse pas signaler un manque-

ment à la procédure et aux règlements parlementaires lorsqu'il s'aperçoit qu'une question ou une motion est contraire aux Règlements de la Chambre, même s'il n'a aperçu cette irrégularité que subséquentement à l'instant même où le manquement à la procédure a originé. Ce serait admettre qu'une question irrégulière ou hors d'ordre deviendrait régulière tout simplement par le fait qu'on aurait manqué de signaler l'irrégularité dès sa première origine.

L'esprit de cette clause c'est qu'un député doit s'objecter à un manquement à l'ordre ou aux règlements pendant que la violation de l'ordre ou des règlements existe; il ne peut plus s'objecter quand la violation de l'ordre ou du règlement a cessé.

Je renvoie donc l'objection soulevée par Monsieur Duplessis.

Me référant au point d'ordre soulevé par l'honorable Monsieur Taschereau, à l'effet que la motion en amendement devrait être précédée d'un avis, j'ai à décider si cet amendement est de nature à convertir la motion principale en une question nouvelle.

Un avis de motion est nécessaire dans le cas d'une résolution contenant une instruction parce qu'une motion de cette nature est considérée comme une motion de fond (substantive motion) qui exige toujours un avis préalable.

Ces résolutions comportant une instruction sont tellement de la nature d'une motion de fond, qu'il a été décidé qu'un amendement ne faisant qu'étendre l'instruction devrait être lui-même précédé d'un avis de motion. May, écrit qu'un avis de motion est en outre nécessaire quand l'amendement comporte une proposition entièrement nouvelle à celle faite par la motion principale. La raison de la nécessité de cet avis provient du fait qu'une motion en amendement changeant la nature de la motion principale est considérée comme une nouvelle motion de fond (substantive motion) exigeant la formalité d'un avis préalable. Voici ce qu'écrit May: "Un avis est nécessaire, non seulement dans les cas d'une instruction, mais aussi dans les cas d'amendements à une instruction, lesquels, s'ils sont agréés, agrandiraient la portée de l'instruction, ou convertiraient cette instruction en une proposition nouvelle. Dans le cas d'une instruction à un comité ayant à considérer un bill privé, un amendement ne peut pas même être proposé sans avis; pour changer la forme d'une instruction impérative qui se trouve à l'affiche des avis en une instruction simplement permissive." (May, pages 482, 483).

L'amendement proposé par Monsieur Tremblay est-il une motion amendant une instruction et la convertissant en une proposition nouvelle?

La motion principale qui est complexe peut se diviser en deux motions; une de renvoi à un comité permanent, et l'autre d'instruction. A mon sens, la motion d'instruction est la plus importante des deux, et le renvoi au comité n'a lieu que secondairement pour permettre à la Chambre de se renseigner sur l'opportunité qu'elle pourrait avoir de poursuivre l'étude du bill numéro 100 en entendant des témoins.

L'amendement de Monsieur Tremblay faisant disparaître tous les mots dans la motion principale après le mot "Que", il s'ensuit que les deux questions de la motion principale sont amendées en les faisant disparaître complètement.

La question d'instruction qui est pour moi la plus importante des deux est-elle changée en une question nouvelle? Il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet, car le pouvoir d'entendre et de recevoir des représentations au comité des bills privés est remplacé par un ordre de retrait du dit bill.

Pour ces raisons, je crois que l'amendement de Monsieur Tremblay portant sur une instruction et changeant cette instruction en une question tout-à-fait nouvelle devrait être précédé d'un avis de motion, et je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable Monsieur Taschereau.

Et appel de la décision de l'Orateur étant fait, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bercovitch,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Cohen,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Laperrière,*

*Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Rochette,
Samson,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—47.*

CONTRE

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault.*

*Guertin,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—9*

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

Question par M. Blain.—1. Quelle sanction le gouvernement a-t-il appliquée contre la Corporation des obligations municipales, Limitée, dont il est question aux pages 372 et 373 des Journaux de l'Assemblée législative de 1930, pour ne pas avoir transmis au bureau du secrétaire de la province, entre le 30 décembre 1924 et le 28 avril 1928, le sommaire exigé par la loi des compagnies ?

2. Quelle action le gouvernement a-t-il prise contre la même compagnie, pour ne pas avoir mentionné d'autre nom de directeur, dans le sommaire déposé le 29 juin 1929, que le nom de René Dupont ?

3. Quand cette action a-t-elle été prise ?

4. En vertu de quelle loi et contre qui ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Aucune, car beaucoup de compagnies même de bonne foi omettent de faire ce rapport.

2. Le fait qu'il n'y a eu qu'un directeur ne donne lieu à aucune procédure pénale.

3.

4.

Question par M. Houde.—Quels sont les contrats accordés jusqu'à date par le gouvernement à la compagnie Adélard Deslauriers, Limitée et quel montant a été payé dans chaque cas, y compris les "extras" ?

Réponse par l'honorable M. Francœur :

Depuis la réponse apparaissant aux Journaux de l'Assemblée législative du 4 février 1930, Au musée provincial; Restauration du Palais de Justice Québec; Ameublement du Palais de Justice, Québec.

Au musée provincial :

Montant payé	\$ 196,166.78
Restauration du Palais de Justice, Québec :	
Montant payé	97,377.70
Ameublement du Palais de Justice, Québec :	
Montant payé	31,094.14

Question par M. Crépeau.—Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à la compagnie "Le Soleil, Limitée", depuis le 6 mars 1930 au 30 juin 1930: a. pour impression et reliure; b. pour annonce et publicité; c. pour autres fins ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

<i>Impression et reliure</i>	<i>Annonces et publicité</i>	<i>Autres frais</i>
<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>
\$ 97,310.82	\$ 455.45	\$ 288.95

Question par M. Blain.—1. Combien de résolutions de municipalités scolaires pour consolidation de dettes flottantes ont été soumises, à chaque année, à l'approbation du gouvernement, depuis le 22 mars 1928 ?

2. *a.* Combien ont été approuvées totalement: *b.* combien partiellement chaque année?

3. Pour quels montants chaque année?

4. Pour combien d'années étaient faites ces consolidations dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Du 22 mars au 1er juillet 1928.....	2
Du 1er juillet 1928 au 1er juillet 1929.....	16
Du 1er juillet 1929 au 1er juillet 1930.....	8
Du 1er juillet 1930 à date.....	5
2. <i>a.</i> Du 22 mars 1928 au 1er juillet 1929.....	2
Du 1er juillet 1928 au 1er juillet 1929.....	16
Du 1er juillet 1929 au 1er juillet 1930.....	8
Du 1er juillet 1930 à date.....	4
<i>b.</i> Une en 1930.	
3. Du 22 mars au 1er juillet 1928.....	\$ 16,844.25
Du 1er juillet 1928 au 1er juillet 1929.....	458,875.00
Du 1er juillet 1929 au 1er juillet 1930.....	71,700.00
Du 1er juillet 1930 à date.....	189,800.00
4. Du 22 mars 1928 au 1er juillet 1928.....	2 pour 40 ans
Du 1er juillet 1928 au 1er juillet 1929.....	3 " 40 "
	4 " 30 "
	1 " 28 "
	1 " 25 "
	2 " 24 "
	2 " 20 "
	1 " 12 "
	1 " 10 "
	1 " 5 "
Du 1er juillet 1929 au 1er juillet 1930.....	1 " 30 "
	1 " 25 "
	1 " 22 "
	2 " 20 "
	1 " 17 "
	1 " 16 "
	1 " 13 "
Du 1er juillet 1930 à date.....	1 " 40 "
	1 " 25 "
	1 " 23 "
	2 " 20 "

Question par M. Blain.—1. A quelle date a paru l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* établissant l'approbation par le gouvernement de l'affiliation de l'École des Hautes Études Commerciales à l'Université de Montréal?

2. Cette approbation a-t-elle été donnée après la recommandation de chacun des deux comités de l'instruction publique?

3. Quelles ont été les conditions de cette affiliation?

4. Les biens de l'École des hautes Études commerciales demeurent-ils la propriété de la Corporation des Écoles Techniques ou Professionnelles?

Réponse par l'honorable M. David:

1. L'affiliation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal à l'Université Laval de Montréal fut autorisée par la loi 4 Geo. V, chapitre 27, (février 1914). L'Arrêté ministériel approuvant cette affiliation date du 6 avril 1915, il fut publié à la *Gazette officielle de Québec*, le 10 avril 1915 (p. 1015).

En vertu de la charte de l'Université de Montréal le 14 février 1920 (10 Geo. V, ch. 38, art. 7). l'École des Hautes Études est devenue affiliée à la nouvelle université.

2. Oui. Elle fut recommandée par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique le 25 septembre 1914 et par le comité catholique du même conseil le 3 février 1915.

3. L'école accepte tous les règlements généraux de l'Université tels qu'approuvés par Rome à la date de l'affiliation ou qui le seront dans la suite. L'École accepte en particulier:

a. De faire ratifier par le chancelier de l'université la nomination de son directeur et de tous ses professeurs;

b. De faire contresigner tous ses diplômes par le recteur et le secrétaire général de l'université;

c. De convoquer le recteur à toutes les réunions de sa commission d'étude, dite conseil de perfectionnement où il aura voix consultative.

L'Université maintient de son côté les articles de sa charte relatifs à la représentation de l'École dans son sénat académique et sa commission des études, avec droit de délibération dans cette dernière.

4. Oui.

Question par M. Duplessis.—Depuis le 1er janvier 1924 jusqu'au 1er février 1931:

1. Des scellés ont-ils été apposés sur des voûtes, chambres, bureaux ou pièces du département du Trésor?

2. Dans l'affirmative: a. Par qui; b. A la demande de qui; c. Pour quels motifs; d. A quelle date; e. Pendant combien de temps dans chaque cas?

3. Où sont actuellement déposées les valeurs mobilières du gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Voir réponse dans les Journaux de l'assemblée législative du 5 mars 1931.

2. a. b. c. Voir réponse dans les Journaux de l'assemblée législative du 5 mars 1931.

d. 2 juillet, 1930 au 14 juillet 1930.

3. The Royal Trust Company et "Le Trust Général du Canada".

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du comité des subsides lue la seconde fois, le lundi 16 mars courant.

L'honorable M. Taschereau propose:

Que cette Chambre adopte maintenant la résolution.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 222, intitulé: "Loi modifiant l'article 408 du Code municipal".

Bill No 237, intitulé: "Loi modifiant la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés."

L'honorable M. Laferté dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport sur le Rapatriement dans la province de Québec, 1930.

(Document de la session No 61.)

A six heures, M. l'Orateur, prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 242) intitulé: "Loi concernant le lot No 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il versé, quelque somme à l'Université de Montréal, en vertu de la loi 10 George V, chapitre 8? Laquelle?

2. A-t-il versé ces sommes en cinq versements annuels, suivant cette loi, ou, suivant la loi 11 George V, chapitre 3, lui a-t-il remis le total de l'octroi en un seul paiement?

3. Mêmes questions pour les octrois autorisés en faveur de l'université Laval et de l'université McGill, par la dernière loi mentionnée?

4. Y a-t-il eu quelque condition imposée au versement de ces octrois? Si oui, lesquelles?

5. Le gouvernement a-t-il versé quelque somme à l'université de Montréal en vertu de la loi 19 George V, chapitre 3?

6. Pour quelle date le gouvernement a-t-il promis la somme d'un million, que cette loi l'autorise à verser à l'université de Montréal?

7. Quelles sont les conditions, telles que prévues cette fois par la loi 19 George V, chapitre 3, que le gouvernement a posées, à l'octroi de ce million?

8. Est-ce que quelqu'une de ces conditions prévoit l'autorisation ou la défense, pour les membres du personnel de l'université de Montréal, de participer à la politique active?

9. Même en l'absence de toute promesse ou de tout versement fait jusqu'ici en vertu de la loi 19 George V, chapitre 3, le gouvernement voit-il quelque objection à ce que des membres du personnel de l'université de Montréal s'occupent activement de politique: a. en faveur du gouvernement actuel; b. contre le gouvernement actuel?

Réponse par l'honorable M. Taschereau.:

1. Oui. \$200,000.00.

2. Deux versements; l'un de \$200,000, tel qu'indiqué dans la réponse au No 1; l'autre de \$800,000 en obligations de 5½%.

3. \$1,000,000. d'obligations à 5½% à chaque université, en un seul versement.

4. Conditions *re* Université de Montréal: "Pour aider à l'établissement d'une université".

Conditions *re* Universités McGill et Laval: "Pour être appliqué au développement de l'Éducation en général."

5. Oui, \$1,000,000.00.

6. Payé, 21 juin 1929, \$500,000.

Payé, 19 octobre 1929, \$200,000.

Payé, 10 mai 1930, \$100,000.

Payé, 16 juillet 1930, \$200,000.

7. Pour aider à son établissement, et à la reconstruction de ses bâtiments.

8. Non.

9. Aucune objection pour ou contre le gouvernement; le gouvernement croit à la liberté de penser sur les questions politiques.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant les articles 2174*a* et 2175 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 239) intitulé: "Loi modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation Le Synode du diocèse de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 240) intitulé: "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles".


Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance. 

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 18 MARS 1931

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 54.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill (No 208) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dugas ait la permission de présenter un bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant l'article 41 de la loi des véhicules automobiles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fortin ait la permission de présenter un bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bédard ait la permission de présenter un bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant l'article 28 de la Loi de la commission des services publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—Pour combien de fermes à vendre le ministère de l'Agriculture a-t-il mis en 1930 leurs propriétaires en communication avec des acheteurs possibles?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

Les renseignements demandés ont déjà été donnés le 24 février 1931, en réponse à une interpellation de M. Blain.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que la "Gazette" ou "The Gazette Printing Company, Limited" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Assemblée législative, 1930: 10 février, \$1,516.02; 30 juin, \$669.75; 30 juin, \$969.45.

Élections:—1929: 17 juillet, \$30.00; 1930: 11 juin, \$45.00.

Dépenses contingentes:—Département du Secrétaire provincial, 1930: 15 janvier, \$255.00.

Administration de la Justice:—Greffier de la paix, Québec, 1930: 9 avril, \$9.00; Greffier des appels, Montréal, 1929: 21 novembre, \$12.00; Shérif, Montréal, 1930: 27 juin, \$250.00; Divers, Justice: 1929: 12 août, \$40.20.

École des Beaux-Arts de Montréal, 1929: 13 décembre, \$25.00.

Hygiène publique de Québec, 1929: 17 octobre, \$9.00.

Travaux publics et Travail, 1929: 15 août, \$12.00; 15 mai, \$12.00.

Agriculture, 1929: 11 septembre, \$2.25; 18 décembre, \$9.00; 18 décembre, \$36.00; 1930: 15 janvier, \$350.00; 15 janvier, \$9.00.

Voirie et Mines, 1929: 12 juillet, \$12.00; 10 août, \$27.00; 19 septembre, \$12.30; 8 octobre, \$11.10; 30 septembre, \$11.40; 4 octobre, \$11.40 6 novembre, \$21.00; 12 novembre, \$10.50; 1930: 8 janvier, \$9.00; 5 avril,

\$9.00; 28 mai, \$12.60; 18 juin, \$11.40; 1929: 11 juillet, \$40.86; 7 août, \$1,355.28; 12 août, \$157.13; 4 septembre, \$42.87; 11 septembre, \$4.18; 26 septembre, \$14.58; 26 octobre, \$0.95; 7 novembre, \$7,114.95; 25 novembre, \$83.33; 1930: 30 avril, \$37.25; 28 mai, \$9,886.01; 18 juin, \$9,734.37; 30 juin, \$21,980.24.

Terres et Forêts, 1929: 9 décembre, \$250.00; 1930: 10 janvier, \$9.00; 14 janvier, \$250.00; 1930: 18 janvier, \$45.00; 21 janvier, \$9.00; 13 mai, \$5.00; 26 mai, \$89.95.

Colonisation, Chasse et Pêcheries, 1929: 17 décembre, \$18.00; 23 décembre, \$9.00; 27 décembre, \$9.00.

Bureau du Revenu, 1929: 5 juillet, \$100.80.

Timbres, Licences, etc., 1929: 13 août, \$229.38; 1930: 11 janvier, \$202.17.

Agent-Général de la Province à Londres, 1929: 14 décembre, \$9.00.

Commission des Eaux Courantes de Québec, 1930: 19 février, \$600.75.

Question par M. Blain.—1. Dans combien de municipalités scolaires le gouvernement a-t-il organisé jusqu'ici des écoles d'arts et métiers prévues par la loi 18 George V, chapitre 47, article 3?

2. Quelles sont, dans chaque cas, ces municipalités scolaires et ces écoles d'arts et métiers?

3. Dans combien de municipalités scolaires le gouvernement a-t-il l'intention d'organiser de ces écoles d'arts et métiers?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Dans 17 municipalités.

2. Coaticook, Joliette, Lachine, Lévis, Montréal, Québec, Rivière-du-Loup, Rock Island, Ste-Agathe-des-Monts, St-Georges de Beauce, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Sherbrooke, Trois-Rivières, Warwick.

3. Le gouvernement considèrera les demandes qui seront faites.

Question par M. Blain.—1. Le système d'éducation de la cité d'Arvida a-t-il été approuvé par le surintendant de l'Instruction Publique?

2. Comment a été organisé ce système scolaire?

3. En quoi consistait-il?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. De la même manière que dans les autres municipalités scolaires de la province.

3. Répondu par 2. •

Question par M. Sauvé.—1. Des agronomes du gouvernement ont-ils recueilli ou recueillent-ils actuellement des signatures des cultivateurs des comtés des Deux-Montagnes et de Terrebonne aux fins d'obtenir l'érection des dits comtés en zones contre la tuberculose bovine?

2. Dans l'affirmative où en sont-ils avec ce travail ?
3. Ces dits agronomes ont-ils fait rapport au gouvernement ?
4. Dans l'affirmative quel est ce rapport ?

Réponse par l'honorable M. Godbout :

1. Oui.
2. Dans Terrebonne, les requêtes, demandant l'établissement d'une zone, sont signées pour les paroisses de Ste-Anne-des-Plaines, Ste-Thérèse, St-Janvier, Ste-Sophie (New Glasgow), partie de St-Jérôme, partie de la paroisse de Terrebonne, partie de Ste-Agathe et partie de St-Faustin; dans Deux-Montagnes, les requêtes sont signées pour St-Augustin, Ste-Scholastique, St-Benoit, St-Placide, St-Eustache, St-Hermas et St-Canut.
3. Oui.
4. Voir réponse 2.

Question par M. Blain.—1. Est-ce que la commission des écoles catholiques de Montréal a utilisé les pouvoirs accordés par la loi 19 Geo. V, chapitre 47, aux fins de réduire le montant des amortissements annuels sur les emprunts au total de \$9,477,000.00, mentionnés dans cette loi ?

2. Si oui, quelle somme le trésorier de la cité de Montréal a-t-il remboursé en conséquence à la commission des écoles catholiques de Montréal ?

3. Quel était le montant total des amortissements annuels, nécessaires au remboursement de ces divers emprunts avant le 1er juillet 1929 ?

4. Quel est le montant total de ces amortissements annuels depuis l'émission de nouvelles obligations en vertu de cette loi ?

5. Le ministre des affaires municipales a-t-il approuvé l'émission de nouvelles obligations en vertu de cette loi ?

6. Si oui, pour quel montant, à quel taux, pour quelle échéance et à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. La loi 19 Geo. V, chapitre 47, a été appliquée.
2. Le Trésorier de la cité de Montréal a remboursé conformément aux dispositions de cette loi la somme de \$1,320,109.54.
3. Montant total des amortissements annuels nécessaires au remboursement de ces divers emprunts avant le premier juillet 1929, \$195,-731.64.
4. Montant total des amortissements annuels sur ces divers emprunts basés sur 40 ans, \$76,536.47: Il est à remarquer qu'aucune émission de nouvelles obligations en vertu de cette loi n'a été faite. Le premier renouvellement ne requerra l'émission de nouvelles obligations pour une période de 20 ans que le premier février 1943.
5. et 6. Répondu par le No 4.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Guertin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état démontrant: A quelle date ont été payées les diverses sommes que la compagnie "Le Soleil, Limitée" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour un état démontrant: A quelle date ont été payées les diverses sommes que la compagnie "Le Soleil, Limitée" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé.
(*Document de la session No 62.*)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 48, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Bill No 53, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations".

Bill No 93, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Bill No 199, intitulé: "Loi modifiant l'article 1530 du Code civil".

Bill No 230, intitulé: "Loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer."

Bill No 235, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées."

A six heures, M. l'Orateur, prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. Duplessis se plaint que le bill No 198, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*", bien qu'il ait été rapporté par le comité des bills publics en général à la première séance du 17 mars, n'a pas encore été inscrit sur le feuillet pour étude en comité plénier suivant les prescriptions de l'article 461 du règlement.

M. l'Orateur se réserve d'examiner la question.

Question par M. Duplessis.—Quel était le déficit du fonds consolidé du revenu quand le gouvernement a contracté son emprunt temporaire de \$3,000,000 le 30 juin 1930?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Il n'y avait pas de déficit dans le fonds consolidé du revenu au 30 juin 1930.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 46, intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le gouvernement de la province et une commission permanente de ce gouvernement engagée dans une industrie prévue par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront considérés comme employeurs au même titre que les particuliers et soumis aux dispositions de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, quand ils exploiteront une industrie énumérée dans les cédules 1 ou 2 de ladite loi.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à payer annuellement à la Commission des accidents du travail de Québec, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent mille dollars à titre de contribution à ses dépenses.

Résolu, 3.—Que, si le 1er septembre, 1931, ou ultérieurement, la commission n'a pas les fonds nécessaires pour payer les compensations ou les dépenses prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, chaque fois que la commission lui en fera la demande, autoriser le trésorier de la province à lui avancer à même le fonds consolidé du revenu les sommes requises, et que les sommes ainsi avancées seront remboursées au trésorier de la province par la commission et seront versées au fonds consolidé du revenu.

Résolu, 4.—Que, jusqu'au 1er septembre, 1931, les traitements des commissaires continués en fonction en vertu de l'article 116 de la loi qui accompagne les présentes résolutions et de leurs remplaçants, ainsi que les dépenses de logement et d'ameublement de la commission seront à la charge du gouvernement de la province et seront payés à même le fonds consolidé du revenu; et que à compter de cette dernière date, ces traitements et ces dépenses seront payés à même le fonds d'accident, tel que prévu par ladite loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

L'ordre appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable Taschereau propose que l'orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Tremblay:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides au gouvernement de Sa Majesté, est d'avis que le salaire de 25 cents de l'heure, ou moins, payé par le gouvernement à certains de ses employés, particulièrement à ceux qui travaillent sur les routes, est insuffisant et devrait être immédiatement augmenté;

De plus, cette Chambre réproouve les méthodes régulières de paye suivies par le ministère de la voirie, par lesquelles les employés sont payés mensuellement et à la fin du mois qui suit celui durant lequel ils ont été employés, ces employés étant ainsi obligés d'attendre jusqu'à deux mois avant de toucher leur salaire;

Et, en conséquence, cette Chambre demande l'adoption immédiate d'un système de paye semi-mensuelle, les salaires devant être versés aussitôt que possible après la fin de la période.

Et la Chambre continue de siéger jusqu'après minuit.

Jeudi, 19 mars 1931.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Blain,
Guertin,
Houde,*

*Renaud,
Tremblay.— 5.*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Bouthillier,*

*Laperrière,
Leduc,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McDonald,*

*Bullock,
Charbonneau,
Delisle,
Dillon,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Frigon,
Gagnon,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,*

*Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Samson,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—38.*

Et l'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à minuit et vingt minutes, jeudi matin, s'ajourne à ce jour.

JEUDI 19 MARS 1931

Prière.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Poulin, il est—

Ordonné que les articles 500, 506, 510, 511, 513, 514 et 516 des règlements de cette Chambre soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "L'Institut de Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal", demandant l'adoption d'une loi concernant la fermeture d'une partie de ruelle, etc., et que la présente pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 155, intitulé: "Loi concernant la fermeture d'une partie de ruelle située en arrière des lots du Boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286 des plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis, etc.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Plante, en conséquence, présente un bill (No 155) intitulé: "Loi concernant la fermeture d'une partie de ruelle située en arrière des lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivi-

sion 286 des plans et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, etc, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 154.—Loi ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons, Limited, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.

Et avec des amendements:

Bill 152.—Loi concernant "The American Can Company".

Bill 153.—Loi concernant Les Œuvres de Notre Dame de la Merci.

Bill 185.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 44.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquières.

L'honorable M. Francœur, du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le troisième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 151.—Loi constituant en corporation "The Montreal North Western Railway".

M. l'Orateur rend la décision suivante sur la question soulevée par M. Duplessis à la deuxième séance d'hier, mercredi.

Se levant, au cours de la deuxième séance du 18 mars, avant de passer aux Affaires du Jour, Monsieur Duplessis se plaint du fait que le bill No 198 n'a pas encore été inscrit sur l'Ordre du Jour, et ce contrairement à l'article 116 du règlement de la Chambre.

Il s'agit d'abord pour moi de décider du droit que pouvait avoir monsieur Duplessis de soulever cette question à ce moment.

Je crois que monsieur Duplessis ne pouvait alors se lever pour débattre cette question comme point d'ordre. L'article 185 du règlement décrète qu'une violation de l'ordre ou du règlement ne peut être signalée qu'à l'instant où elle se produit.

Par la décision que j'ai rendue à la première séance du 17 mars, j'ai interprété cet article en émettant l'opinion qu'il signifiait qu'on pouvait soulever un point d'ordre sur une violation du règlement de la Chambre tant et aussi longtemps qu'elle durait. Dans le cas actuel, la violation du règlement n'a duré tant et aussi longtemps qu'a duré la première séance qui a suivi le rapport du comité élu qui avait été chargé du bill No 198, car l'article 116, cité par monsieur Duplessis, se lit comme suit: "Les bills "rapportés par les comités élus sont inscrits au feuillet de la séance "suivante".

Le droit de faire inscrire, par l'Orateur, le bill No 198 sur un point d'ordre s'est trouvé éteint avec la fin de la deuxième séance du 17 mars, le bill ayant été rapporté par le comité des bills publics à la première séance du 17 mars.

Je crois, cependant, que monsieur Duplessis avait le droit, au moment où il s'est plaint d'une violation du règlement de la Chambre, de se lever sur une question de privilège et de demander une décision de l'Orateur sur le sujet de sa plainte.

Le bill No 198 est un bill public et devait être rapporté par le comité élu auquel il a été renvoyé, et inscrit au feuillet de la séance qui a suivi son rapport.

Les auteurs sont unanimes à déclarer qu'un comité élu n'a pas le droit de rejeter un bill public ni ordonner son retrait.—Bourinot, page 660: "Every committee on a public bill is bound to report thereon, as the House alone has the power to prevent its passage or order its withdrawal".

Depuis plusieurs années, il a été de pratique constante de ne pas inscrire au feuillet de la séance suivante les bills publics désapprouvés par le comité auquel ils avaient été référés. Cette procédure, en contradiction avec le règlement de l'Assemblée, pouvait être régulière tant et aussi longtemps qu'elle se faisait avec le consentement unanime de la Chambre: "Du consentement de tous les députés présents, la Chambre peut faire tout acte qui est de sa compétence, nonobstant tout règlement ou usage contraire." (Reed, No 24).

Dans mon opinion, ce consentement peut être exprès ou tacite. Je ne crois pas, cependant, qu'un usage établi, par consentement unanime, puisse prévaloir à l'encontre d'une règle formelle du règlement. Du moment qu'un député s'objecte à une procédure établie par l'usage, mais contraire au règlement, c'est son privilège indiscutable de le faire, et l'Orateur doit faire observer le règlement.

A l'avenir, à moins que la Chambre n'en ordonne autrement, les prescriptions de l'article 116 devront être mises en vigueur par l'officier chargé de préparer le feuillet de la Chambre.

Comme il n'y a aucun règlement permettant à l'Orateur d'ordonner en ce moment, la ré-inscription du bill No 198 qui est disparu du feuillet en vertu d'un usage établi par le consentement unanime de la Chambre, il pourra l'être sur motion à l'effet de fixer un autre jour pour sa prise en considération par un comité plénier. Il me semble que le bill No 198 doit, en ce moment, être assimilé à un bill public qui est disparu de l'ordre du jour quand un comité plénier, ne désirant pas procéder plus longtemps sur un bill soumis à sa considération, décide que le Président quitte le fauteuil. Bourinot, à la page 667 indique la procédure à suivre pour faire revivre un bill disparu de l'Ordre du Jour par suite de cette décision ou du manque de quorum du comité plénier: "Consequently the bill may be subsequently revived by a motion, without notice, to fix another day for the committee, and the proceedings are resumed at the point where they were previously interrupted". (Voir aussi, sur la question de l'avis, Bourinot chapitre XVI, No XVIII, page 679).

M. Duplessis propose, secondé par M. Blain:

Que le bill No 198, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure

civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*” soit inscrit au feuillet pour étude en comité plénier.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l’adopte.

Question par M. Duplessis.—1. Quelles sont les personnes, sociétés, compagnies ou corporations qui ont travaillé, à quelque titre que ce soit, dans l’intérêt de notre province, à la préparation de la cause relative à la frontière du Labrador, laquelle cause a été jugée par le Comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté, en 1927 ?

2. Quelles sont les personnes qui sont allées à Londres pour surveiller les intérêts de notre province au sujet de ladite cause ?

3. Quelles sont les personnes qui ont représenté ou surveillé les intérêts de notre province, à Londres, lors de l’audition de ladite cause devant le Comité judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté ?

Réponse par l’honorable M. Taschereau :

1. Les personnes suivantes : Sir Horace Archambault, M. L.-J. Cannon, C.R., Sir Lomer Gouin, l’honorable L.-A. Taschereau, C.R.; MM. Charles Lanctôt, C.R.; Aimé Geoffrion, C.R.; Jean Bouffard, C.R.; et Pierre-Georges Roy, archiviste, ont coopéré à la préparation de la cause avec les ministres de la Justice du Canada, les sous-ministres de la Justice l’honorable M. E. L. Newcombe, C.R., maintenant juge de la Cour Suprême, et M. W. Stuart Edwards, C.R., sous-ministre actuel de la Justice; M. C. P. Plaxton, C.R., des techniciens, des géographes, des archivistes et l’honorable Sir Charles Russell, à Londres.

2. L’honorable L.-A. Taschereau, C.R., M. Charles Lanctôt, C.R., et M. Aimé Geoffrion, C.R.

3. La province n’était pas partie à la cause devant le Conseil Privé mais M. Aimé Geoffrion et M. Maurice Alexander ont plus spécialement, comme avocats du Canada, représenté les intérêts de la province conjointement avec le Très Honorable H. P. Macmillan, C.R. (du Barreau écossais), le Très Honorable C. J. Doherty, C.R., (du Barreau Canadien), M. H. Stuart Moore et M. C. P. Plaxton, C.R., (du Barreau Canadien), les autres avocats du Canada. M. Charles Lanctôt, C.R., a dû revenir au Canada avant l’audition.

Question par M. Duplessis.—1. Le gouvernement de la province a-t-il entamé des négociations avec le gouvernement de Terre-Neuve relativement à la fixation de la frontière entre Terre-Neuve et le Canada dans le Labrador, et si oui, à quelle date ?

2. Le gouvernement de la province a-t-il proposé au gouvernement de Terre-Neuve de soumettre à l’arbitrage du Comité Judiciaire du Conseil privé de Sa Majesté, la question de la fixation de cette frontière, et si oui, à quelle date ?

3. Si une telle proposition a été faite, a-t-elle été acceptée par le gouvernement de Terre-Neuve ? Dans l’affirmative à quelle date ?

Réponse par l’honorable M. Taschereau :

1. 2. et 3. Le gouvernement de la province n’a pas entamé de négociations avec le gouvernement de Terre-Neuve relativement à la fixation des frontières entre le Canada et Terre-Neuve dans le Labrador.

Il appert de nos dossiers qu'à la suite de représentations faites par l'Assistant-Procureur-Général d'alors, M. L.-J. Cannon, C.R., au ministre de la Justice, le 16 novembre 1904, à l'occasion de la coupe de bois qui avait eu lieu sur les terres auxquelles la province de Québec prétendait avoir droit, le gouvernement du Canada a commencé des négociations avec le gouvernement de la Colonie de Terre-Neuve.

Le gouvernement du Canada a continué ces négociations jusqu'à ce qu'après bien des difficultés de la part du gouvernement de Terre-Neuve et des objections de la part de celui de Québec, qui désirait être admis à la référence devant le Conseil Privé comme partie au litige, un arrêté en conseil eut été adopté par le gouvernement du Canada pour exprimer le consentement de ce gouvernement à ce que la question des frontières entre le Canada et Terre-Neuve fût déferée au Conseil Privé.

Cet arrêté en conseil est en date du 12 juin, 1919, et a été adopté sur un rapport du ministre de la Justice suppléant de cette époque.

Le gouvernement de la province de Québec a, au cours de ces négociations, insisté pour être reçu comme partie à l'arbitrage devant le Conseil Privé. Le gouvernement du Canada par son ministre de la Justice n'a pu accéder à cette demande parce que le Canada seul avait la capacité requise pour représenter les provinces dans tout débat avec l'étranger ou avec les autres dominions.

Le 2 octobre 1912, le ministre de la Justice, l'honorable Charles J. Doherty, envoya une communication à Sir Lomer Gouin, alors Premier Ministre et Procureur-Général, dans laquelle se trouve ce qui suit :

"While I fully recognize the interest of your Province in the case I suppose it is clear that in any question affecting Canada and especially one concerning its boundaries the Federal Government must necessarily deal with any outside Government and I am not sure that it is technically possible for the Provincial Government to be a party to these proceedings between the Dominion Government and that of Newfoundland. So far, however, as this Government is concerned, I do not see that it can have any objection to the Province being a party, if you think this necessary. In that case your Government should, as it seems to me, at the proper time, make application to the Committee for leave to be added as a party.

"We shall, of course, be anxious in any case to have assistance from you in dealing with the matter and will give you every information of what is done. It is for this purpose that I am writing to let you know that I think it will now be necessary to enter into Agreement with the Government of Newfoundland, settling the Question to be referred and the procedure to be followed before the Privy Council."

Le 25 octobre 1912, l'honorable M. Doherty adressa une lettre à Sir Lomer Gouin, dans laquelle se trouve ce qui suit :

"Your remark as to naming some of the Counsel if the Committee decline to admit Quebec as a party seems to be not unreasonable, but I presume you would intend that counsel named by the province would also be paid by the province."

Après cette lettre, les représentants du Procureur-Général de la province continuèrent à coopérer avec les avocats du Canada pour arriver à une entente avec Terre-Neuve relativement à la rédaction de la soumission qui devait être faite au Conseil Privé.

Lorsque dans le discours du trône du 3 mars 1908, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur déclarait que son gouvernement n'avait pas cessé les négociations qu'il avait précédemment entamées relativement à la fixation de la frontière entre Terre-Neuve et le nôtre, il parlait des négociations avec le gouvernement du Canada dont il est question dans la présente réponse.

Question par M. Guertin.—1. Quelles sont: *a.* les routes; *b.* les ponts, qui ont été construits entièrement aux frais du gouvernement dans le cours de l'année 1930 à l'exclusion des travaux de colonisation?

2. Quel est le coût dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. <i>a.</i> Approches du pont de Montréal.....	\$ 936,020. 28
Route Lévis-Fort Covington: section Contre-cœur-Sorel.....	11,849. 79
Route Québec-Chicoutimi—tour du Lac-St-Jean Québec:	
Section Québec-Lac-St-Jean.....	159,477. 83
“ Petit-Saguenay à Grande-Baie.....	129,384. 46
“ canton Kénogami.....	10,627. 29
“ St-Alexis-de-la-Grande-Baie: chemin de la Batture.....	10,407. 19
Route St-Siméon-Baie-Ste-Catherine.....	8,922. 26
Boulevard Perron:	
Section Cap-des-Rosiers: portage La Rancelle	33,110. 31
“ Percé: chemin des Falls.....	34,079. 77
Route Montréal-Hull-Aylmer-Pembroke: approches du pont Lachapelle.....	20,638. 59
Route Montréal-Mont-Laurier-Maniwaki-Hull: approches du pont Viau.....	47,346. 76
Route Buckingham-Mont-Laurier: section Val-des-Bois à Mont-Laurier.....	140,602. 57
Route Fabre-Témiscaming.....	63,963. 67
Route St-Tite-La-Tuque.....	60,821. 14

b. Répondu par le département des travaux publics.

2. Répondu au No 1. *a.* Le montant mentionné pour chacune des routes énumérées dans la réponse 1. *a.* est celui payé par le département de la voirie durant l'année de calendrier 1930.

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. *a.* Réponse à être donnée par le Ministre de la Voirie.

b. Pont à St-Luc, comté St-Jean, sur rivière aux Iroquois. Pont sur Rivière Raquette à Ste-Madeleine de Rigaud, comté de Vaudreuil. Pont du Canal, à St-Bruno, comté de Chambly, Site-Route Montréal-St-Hyacinthe. Pont Dupuis à St-Philippe, comté Laprairie, Pont sur Rivière Esturgeon, à Ste-Martine, comté Châteauguay, Site-Route Montréal.

2. \$19,806.72; \$5,938.10; \$5,800.00; \$7,717.00; \$7,854.00.

Question par M. Guertin.—1. Quels sont les hôpitaux, les institutions de bienfaisance ou les maisons d'éducation auxquels le gouvernement, depuis le 1er janvier 1930, a accordé ou promis d'accorder des octrois pour constructions, agrandissement, amélioration, etc., avec entente que seuls les matériaux canadiens et la main-d'œuvre canadienne seront employés?

2. Quelle est l'entente écrite à cet effet?

3. Quel montant a été octroyé ou promis, et à quelle date dans chaque cas?

4. Quels sont les hôpitaux, les institutions de bienfaisance ou les maisons d'éducation auxquels le gouvernement, depuis le 1er janvier 1930, a accordé ou promis d'accorder des octrois pour construction, agrandissement, amélioration, etc., sans entente que seuls les matériaux canadiens et la main-d'œuvre canadienne seront employés?

5. Quel montant a été octroyé ou promis, et à quelle date dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le gouvernement n'intervient pas dans les contrats accordés par les institutions d'hospitalisation, de charité ou scolaires, même quand il leur accorde des octrois.

2. 3. 4. et 5. Répondu par 1.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné qu'à partir de vendredi, le 20 mars courant, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième de huit heures et demie à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 193) intitulé: "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le Bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant l'article 571c de la Loi des cités et villes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 46, intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931", rapportées du comité plénier et lues la première et la seconde fois, le mercredi 18 mars courant.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier du bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 56) "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal, relativement au drainage des terres".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec des amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de la province pendant la présente session de la Législature, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme n'excédant pas \$420,838.25.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Ladite résolution est lue une première fois comme suit:

Résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de la province pendant la présente session de la Législature, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme n'excédant pas \$420,838.25.

Ladite résolution est lue une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau, trésorier de la province, ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la Législature".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que "L'Abeille", "L'Abeille et L'Érable" ou "L'Abeille, Enr." a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

*Réponse par l'honorable M. Taschereau:**Agriculture:—*

1929— 8 août	\$ 88.50
28 août	550.32
1930—24 janvier.....	7.70
5 avril	100.00

Voirie et Mines:—

1930—22 mai.....	40.00
------------------	-------

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que "L'Autorité Nouvelle" ou "L'Autorité Company" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

*Réponse par l'honorable M. Taschereau:**Elections:—*

1930—14 juin.....	\$15.00
-------------------	---------

*Dépenses contingentes:—**Dépt. du Secrétaire provincial:—*

1929—30 juillet	150.00
1930—15 janvier	150.00

Travaux Publics et Travail:—

1929 1 juillet.....	50.00
---------------------	-------

Ecole des Beaux-Arts de Montréal:—

1930—19 avril	11.20
---------------------	-------

Travaux Publics et Travail:—

1930—25 juin.....	75.00
-------------------	-------

Agriculture:—

1929—18 décembre.....	2.50
-----------------------	------

Voirie et Mines:—

1929—12 juillet	5.00
16 juillet	10.00
10 août	15.00
19 septembre	5.00
8 octobre.....	5.00
19 octobre.....	10.00
6 novembre.....	8.75
12 novembre.....	5.00
5 décembre.....	10.00
31 décembre.....	150.00
1930—17 janvier.....	5.00
18 juin.....	10.00
30 juin.....	100.00

Terres et Forêts:—

1929—13 septembre	75.00
16 novembre.....	3.75
1930— 5 février.....	75.00

Colonisation, Chasse et Pêcheries:—

1929— 5 juillet.....	150.00
21 décembre.....	2.50
1930— 4 avril.....	150.00

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 142, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser".

Bill No 143, intitulé: "Loi concernant la corporation du village d'Asbestos".

Bill No 148, intitulé: "Loi fusionnant le "District of Bedford General Hospital" et la "Perkins Hospital Corporation" sous le nom de Brome Missisquoi-Perkins Hospital".

Bill No 186, intitulé: "Loi détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales".

Bill No 190, intitulé: "Loi modifiant l'article 177 de la Loi des chemins de fer de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 228) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 245) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

Sur la motion de M. Lemieux (Gaspé), secondé par M. Vautrin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 122) intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs Saint-Paul", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Côté, secondé par M. Vautrin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 106) intitulé: “Loi constituant en corporation les Cisterciens de Val-d’Espoir”, a pour objet l’expansion d’œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leurs soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

Sur la motion de M. Côté, secondé par M. Vautrin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 107) intitulé: “Loi constituant en corporation les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé”, a pour objet l’expansion d’œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 79) intitulé: “Loi constituant en corporation La Congrégation de la Fraternité sacerdotale”, a pour objet une œuvre religieuse, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

Conformément à l’ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 11 mars courant:

Que cette Chambre adopte maintenant les amendements apportés par le Conseil législatif au bill (No 82) intitulé: “Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal”.

Et le débat se continue.

M. Vautrin propose par voie d’amendement, secondé par M. Delisle:

Que tous les mots après “Que”, dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif avec les amendements suivants:

1. Le paragraphe 5 est retranché.

2. Le paragraphe 6 est retranché.

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre l’adopte.

Et la motion principale ainsi amendée est mise aux voix, la Chambre l’adopte.

L’amendement est, en conséquence, adopté.

Résolu qu’un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements au bill (No 82) intitulé: “Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal”, avec un amendement.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi concernant "The American Can Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 154) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente et cession par la cité de Montréal à "Henry Birks & Sons, Limited" et déclarant fermée une certaine lisière de terrain".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de "The Mount Sinai Sanatorium", à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts".

Sur la motion de M. Cohen, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre continue à siéger après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 20 mars 1931.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cinq millions neuf cent dix-sept mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour construction, réparation et entretien des chemins, S. R., 1925, ch. 91, art. 74, tel qu'amendé par 18 Geo. V, ch. 35, sec. 65, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Et la Chambre, ayant siégé jusqu'à minuit et trente-neuf minutes, vendredi matin, s'ajourne.

VENREDI 20 MARS 1931

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trentième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill No 144.—Loi modifiant et confirmant le titre de "The Mount Sinai Sanatorium" à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 246) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 247) intitulé: "Loi concernant la silicose."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Blain ait la permission de présenter un bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant l'article 20 de la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 250) intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. La somme de \$50,000 autorisée par la loi 18 Geo. V, chapitre 2, pour fins de rapatriement des canadiens émigrés, a-t-elle été entièrement dépensée, chaque année, depuis 1928?

2. Combien de familles et combien de personnes ont été rapatriées en vertu de cette loi: *a.* en 1928; *b.* en 1929 et *c.* en 1930?

3. A combien par tête revenait le rapatriement de ces personnes, à chaque année depuis 1928?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Sommes dépensées, année par année, pour le rapatriement:

du 1er avril au 31 décembre 1928: \$79,302.91

du 1er janv. au 31 décembre 1929: 105,047.77

du 1er janv. au 31 décembre 1930: 187,962.77

2. Du mois d'avril 1928 au 31 décembre 1928, 115 familles agricoles composées de 628 personnes.

Du 1er janvier au 31 décembre 1929, 165 familles agricoles, composées de 851 personnes.

Du 1er janvier 1930 au 31 décembre 1930, 347 familles agricoles composées de 1708 personnes.

3. \$126.29 par tête pour la première année;

\$124.61 par tête pour la deuxième année;

\$110.00 par tête pour la troisième année.

Question par M. Guertin.—1. Qui est actuellement propriétaire du lot No 30 du troisième rang de la seigneurie de Pabos, comté de Gaspé?

2. Ledit propriétaire a-t-il obtenu ce lot sur certificat de défrichement ou en payant une somme déterminée par acre?

3. Quelle somme totale ledit propriétaire a-t-il payée pour ce lot?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Le gouvernement l'ignore.

2. et 3. Ce lot a été patenté par un ordre-en-conseil en date du 11

novembre 1919 en faveur de M. Robert Molloy, moyennant un prix additionnel de \$3.00 de l'acre, soit \$318.00.

Question par M. Guertin.—1. Quel a été le coût des travaux de la route entre les lots Nos 35 et 36 des rangs 4 et 5 du canton Blais, comté de Matapédia, en septembre 1930 ?

2. Par qui ou sur la surveillance de qui ces travaux ont-ils été faits ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Un contrat, au montant de \$11,400.00 a été accordé le 10 septembre 1930, pour l'ouverture d'une route entre les lots 35 et 36 des rangs 3 et 4, mais comme les travaux ont été faits en septembre et en octobre et qu'aucun montant n'a été payé, l'ouvrage n'étant pas terminé, le département n'a pas fait d'évaluation spéciale pour la partie des travaux exécutés en septembre.

2. Albert Francœur.

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 244) intitulé: "Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques".

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution du Budget rapportée du comité des subsides et lue la première fois le jeudi 19 mars courant.

La résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Ordonné que l'adoption de la résolution soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche".

L'honorable M. Laferté propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est soumise à la Chambre:

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots: "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Frigon,
Gault,
Guertin,*

*Houde,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—10.*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Bastien,
Bernard,*

*Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Mercier,*

*Casgrain,
Charbonneau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Fortin,
Gagnon,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lapierre,*

*Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Power,
Saurette,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau, (Montmorency),
Thisdel,
Vautrin.—30.*

Et l'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Tremblay, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, etc., depuis 1929 inclusivement, entre le gouvernement et toute personne relativement à l'indemnité accordée aux cultivateurs dont les troupeaux ont été abattus à la suite de la tuberculisation.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Tremblay, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, etc., depuis 1929, entre le gouvernement et toute personne relativement à une prime pour la production du beurre dans les beurreries de la province.

À une heure M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Guertin.—1. Le gouvernement a-t-il acheté ou a-t-il l'intention d'acheter d'un monsieur Samuel Lafontaine, de Matane, une maison privée?

2. Si oui, à quelles fins cette propriété servira-t-elle?

3. Quel prix le gouvernement a-t-il ou doit-il payer pour cette propriété?

4. Quelle est l'évaluation municipale de cette maison, y compris le terrain?

5. Quelle est l'évaluation des travaux de transformation à faire subir à cette bâtisse?

6. Qui a recommandé cette transaction?

7. A quelle date commenceront les travaux de réfection et d'aménagement?

8. Des soumissions seront-elles demandées pour ces travaux?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Non.

2. 3. 4. 5. 6. 7. et 8. Répondu par 1.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que le "Bulletin de la Ferme" ou le "Bulletin de la Ferme, Limitée", a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Agriculture, 1929: 13 juillet, \$300.00; 23 juillet, \$365.00; 7 août, \$200.00; 1er octobre, \$200.00; 9 octobre, \$387.08; 16 octobre, \$304.86; 29 novembre, \$317.72; 19 décembre, \$100.00; 1930: 21 janvier, \$300.00 19 mai, \$286.70; 4 juin, \$8.00.

Colonisation, Chasse et Pêcheries, 1929: 2 octobre, \$34.57; 3 octobre, \$16.23; 30 octobre, \$17.65; 31 octobre, \$48.92; 31 octobre, \$116.55; 6 décembre, \$43.68; 12 décembre, \$44.17; 17 décembre, 211.82.

Services divers, 1930: 23 avril, \$6,000.00.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que le "Bulletin", ou "A.-P. Pigeon", ou "A.-P. Pigeon, Limitée" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, 1930: 1er mai, \$4,392.45; 30 juin, \$7,282.49.

Élections, 1929: 17 juillet, \$10.00; 1930: 11 juin, \$15.00.

Dépenses Contingentes:—Département du Secrétaire Provincial, 1929: 30 juillet, \$128.00; 1930: 24 avril, \$130.35.

Administration de la Justice:—Greffier, Cour de Circuit, Montréal, 1929: 30 septembre, \$162.80; 31 décembre, \$1,146.90; 1930: 31 mars, \$559.30; 30 juin, \$301.90.

Greffier de la Paix, Montréal, 1929: 30 septembre, \$75.00; 31 décembre, \$35.00; 1930: 31 mars, \$162.50; 30 juin, \$70.00.

Greffier des Appels, Montréal, 1929: 30 septembre, \$51.00; 31 décembre, \$93.50; 1930: 31 mars, \$226.50; 30 juin, \$119.00.

Shérif, Montréal, 1929: 26 septembre, \$14.00; 1930: 14 février, \$60.00; 28 mars, \$8.50.

École des Beaux-Arts, Montréal, 1930: 24 avril, \$15.00.

Agriculture, 1929: 18 décembre, \$2.50.

Voirie et Mines, 1929: 12 juillet, \$9.00; 10 août, \$31.00; 4 septembre, \$50.00; 19 septembre, \$9.00; 4 octobre, \$31.00; 19 octobre, \$9.00; 6 novembre, \$10.00; 12 novembre, \$10.00; 1930: 28 mai, \$11.00.

Terres et Forêts, 1929: 24 septembre, \$100.00.

Colonisation, Chasse et Pêcheries, 1929: 5 septembre, \$150.00; 16 décembre, \$14.00.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que “La Riposte” a reçues du gouvernement pendant l’exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l’honorable M. Taschereau:

Administration de la Justice:—

Shérif-Montréal:—

1929—30 décembre.....	\$ 45.00
-----------------------	----------

École des Beaux-Arts de Montréal:—

1929—14 novembre.....	2.00
-----------------------	------

Question par M. Blain.—Est-ce l’intention du gouvernement d’autoriser l’affiliation de l’une ou de l’autre des écoles techniques de la province, ou de l’une ou de l’autre des écoles des beaux-arts de Québec ou de Montréal? à l’Université de Montréal; ou à l’Université Laval? Pourquoi?

2. Si oui, cette affiliation devra-t-elle être approuvée par le gouvernement? après recommandation de chacun des deux comités du conseil de l’instruction publique?

3. Quelles en seront les conditions?

Réponse par l’honorable M. David:

1. Cette question n’est pas à l’étude dans le moment.

2. et 3. Répondu par 1.

Question par M. Duplessis.—1. Quelles sont les causes et procédures pour lesquelles Monsieur Maurice Alexander, avocat, a reçu \$1,379.70, en 1925?

2. Combien a-t-il reçu pour chacune de ces causes et procédures?

Réponse par l’honorable M. Taschereau:

1. Dans *re* The United Manufacturing Co. et St. Maurice Power Co. Limited et The Attorney General of Quebec, et dans *re* The Dominion Government et The Attorney General of Quebec et The Nipissing Central Railway Co.

2. 135 guinées dans chacune de ces causes.

Question par M. Duplessis.—1. Quels sont les noms et adresse des personnes qui ont représenté le gouvernement de Québec et le gouvernement d’Ottawa aux deux conférences qui ont eu lieu au sujet des fron-

tières du Labrador et à l'occasion desquelles la province a payé \$141.34 au Ritz-Carlton, de Montréal, et \$551.80 au Windsor Hotel, de Montréal (Comptes-publics 1926-27, p. 160) ?

2. A combien se sont élevées les dépenses de chacune de ces personnes ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Il n'y a eu qu'une seule conférence et les personnes qui ont représenté le gouvernement d'Ottawa étaient : le très honorable M. H. P. Macmillan, le très honorable M. C. J. Doherty, M. W. Stuart Edwards, C.R., sous ministre de la Justice et M. C. P. Plaxton, C.R.

Les personnes déléguées par le gouvernement de Québec pour agir comme avocats du Canada et qui ont pris part à cette conférence sont M. Charles Lanctot, C.R. et M. Aimé Geoffrion, C.R.

La province de Québec, ainsi que c'est l'usage, a payé les dépenses d'hôtellerie des représentants du Canada, ne résidant pas à Montréal, à l'Hôtel Windsor et les dépenses d'hôtellerie de M. Lanctot, ainsi que les frais encourus pour la réception des représentants du Canada, ont été payés au montant indiqué à l'Hôtel Ritz-Carlton.

2. Il est impossible d'attribuer à chacune de ces personnes le montant des dépenses encourues.

Question par M. Poulin.—1. Dans la ville de Montréal :—

a. Quels sont les travaux qui ont été entrepris à date par la Ville de Montréal pour remédier à la crise du chômage, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage ?

b. Quels sont les travaux qui, à date, ont été commencés et sont actuellement terminés, sous l'empire desdites lois ?

c. Quel est le coût approximatif de chacun de ces travaux ?

2. Dans chaque entreprise commencée à date par la Ville de Montréal pour venir en aide aux chômeurs, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage :

a. Combien d'ouvriers ont été employés sur chaque entreprise ?

b. Quels sont les noms de ces employés ?

c. La Ville de Montréal soumet-elle une liste de paye au gouvernement provincial ou à la Commission provinciale du chômage relativement à ces entreprises ?

3. Quelles sommes d'argent ont été dépensées jusqu'à date par la Ville de Montréal pour chaque entreprise commencée dans le but de venir en aide aux chômeurs, sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage ?

4. Quel est le montant total des sommes d'argent que la Ville de Montréal a reçues, à date, pour l'exécution de ces entreprises sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage :

a. En secours direct.

b. En secours indirect ?

5. Quelles sont les institutions industrielles, manufacturières, de charité, philanthropiques ou autres, qui ont reçu, à date, de la Ville de Montréal, des sommes d'argent pour remédier au chômage sous l'empire desdites lois ?

6. Les travaux, entreprises, etc., que la Ville de Montréal devait faire sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage sont-ils tous commencés à date; et sinon, dans quelle proportion ces travaux, entreprises, etc., ont-ils été commencés?

7. A quelle date la Ville de Montréal a-t-elle commencé des travaux, entreprises, etc., sous l'empire desdites lois, pour remédier au chômage dans les limites de son territoire?

8. Le gouvernement provincial a-t-il chargé quelqu'un de surveiller pour son compte les travaux entrepris par la Ville de Montréal pour remédier au chômage sous l'empire des lois fédérale et provinciale du chômage?

9. La Ville de Montréal a-t-elle tout l'argent nécessaire pour terminer les travaux commencés, sous l'empire desdites lois pour remédier au chômage; et sinon, la Ville de Montréal a-t-elle fait une ou plusieurs demandes de montants additionnels pour terminer lesdits travaux?

10. Combien de chômeurs ont été secourus par la Ville de Montréal sous l'empire desdites lois:

a. En janvier, 1931;

b. En février, 1931;

c. En mars, 1931?

11. Etant donné le nombre des chômeurs, ainsi secourus par la Ville de Montréal en janvier 1931 et en février 1931, et en mars 1931, combien de jours d'ouvrage ces ouvriers ont-ils reçus de la Ville de Montréal?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. a. ignore; b. ignore; c. ignore.

2. a. Ignore; b. Ignore; c. Cette liste est exigée, aucun reçue à date.

3. Ignore.

4. a. Montant autorisé \$450,000.00. Rapport pour \$396,000.00 dont \$64,000.00 maintenant payées et des comptes reçus récemment pour \$300,000.00; b. La ville de Montréal est autorisée à dépenser \$3,500,000.00. Aucun compte reçu à date.

5. Conseil central de la St-Vincent-de-Paul. . \$ 290,600.00

Montreal Council of Social Agencies 78,100.00

Federation of Jewish Philanthropies 27,300.00

Total \$ 396,000.00

6. On l'ignore.

7. On l'ignore.

8. Non.

9. Ignore. Toutefois la ville de Montréal a fait une demande pour une somme additionnelle pour \$500,000.00.

10. a. En travail, 43; en secours direct, 44,005; b. en travail, 645; en secours direct, 45,253; c. Pas de rapport.

Notes:—Ces chiffres, à la réponse 10, sont donnés d'après les rapports reçus et ne comprennent pas les repas et couchers gratuits.

11. Janvier 1,333

Février 4,578

Mars Aucun rapport.

Question par M. Lafleur.—1. La route de Drummondville à Montréal est-elle complètement gravelée ?

2. Dans la négative, quelles sont les parties qui ne le sont pas et combien de milles dans chaque cas ?

3. Des représentations ont-elles été faites au ministre de la voirie à ce sujet, et dans l'affirmative, par qui et à quelle date ?

4. Quelle a été la réponse du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. 3. et 4. Répondu au No 1.

Question par M. Tremblay.—1. Le conseil de comté de Bagot a-t-il demandé l'an dernier un octroi de 50% pour faire les travaux de gravelage, dans les routes neuves situées dans les limites des municipalités de Saint-Simon et Saint-Liboire ?

2. Dans l'affirmative, quand ?

3. Qu'a répondu le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. Par une résolution adoptée le 12 mars 1930.

3. Le Département de la Voirie a répondu qu'il notait cette demande et verrait ce qui pourrait être fait lors de la distribution des octrois de voirie.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du Comité des subsides, lue une seconde fois à la première séance de ce jour.

Résolu que cette Chambre adopte ladite résolution.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 228, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le droit prévu par les dispositions de l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 55, soit imposé sur le coût de chaque repas d'un dollar ou plus servi au public dans tous les hôtels et restaurants de la

province, sauf ceux situés en dehors des cités et villes et offrant au public l'usage de moins de trente cinq chambres.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 228) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 228) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 185) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 27, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les membres de la Commission des services publics de Québec demeureront en fonction durant bonne conduite, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra les destituer sur une adresse conjointe du Conseil législatif et de l'Assemblée législative; et que, en cas de vacance parmi les membres par décès, destitution ou autrement, il pourra nommer une autre personne pour remplir toute telle vacance.

Résolu, 2.—Que les membres de ladite Commission des services publics de Québec à l'exception du président, dont le traitement est déterminé par l'article 22 de la Loi de la Commission des services publics de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 17,) tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 16, section 5, recevront annuellement une rémunération de sept mille dollars chacun.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la commission des services publics".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 244, intitulé: "Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques".

L'honorable M. Godbout propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Godbout informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que "L'Événement" ou "La Cie de l'Événement" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, 1930: 16 janvier, \$1,147.41; 18 mars, \$941.33; 24 avril, \$4,907.31; 30 juin, \$6,506.73.

Dépenses contingentes, Dépt. du Secrétaire-Provincial, 1929: 30 juillet, \$250.00; 12 septembre, \$250.00; 12 décembre, \$250.00.

Administration de la Justice, Shérif de Québec, 1929: 16 septembre, \$5.00.

École des Beaux-Arts de Québec, 1929: 12 décembre, \$4.20.

Travaux Publics et Travail, 1929: 9 octobre, \$100.00.

Agriculture, 1929: 1er août, \$500.00; 23 août, \$586.67; 5 septembre, \$250.00; 12 octobre, \$250.00; 15 octobre, \$201.26; 2 novembre, \$200.00; 16 décembre, \$450.00; 19 décembre, \$36.00; 1930: 16 janvier, \$250.00; 6 février, \$152.17; 22 mars, \$4.00; 12 avril, \$2.00; 9 mai, \$350.00.

Voirie et Mines, 1929: 5 juillet, \$250.00; 6 juillet, \$6.00; 21 août, \$250.00; 11 septembre, \$250.00; 4 octobre, \$250.00; 8 octobre, \$2.00; 25 novembre, \$457.38, 1930: 8 janvier, \$12.00; 14 février, \$200.00; 25 février, \$1.75; 12 mai, \$250.00; 14 mai, \$100.00; 18 juin, \$261.00; 30 juin, \$500.00.

Terres et Forêts, 1929: 14 décembre, \$12.00; 14 décembre, \$250.00; 1930: 28 février, \$200.00; 12 mai, \$150.00; 30 juin, \$250.00.

Colonisation, Chasse et Pêcheries, 1929: 2 juillet, \$250.00; 9 juillet, \$416.66; 12 août, \$416.66; 12 septembre, \$416.66; 11 octobre, \$416.66; 15 novembre, \$416.66; 2 décembre, \$250.00; 9 décembre, \$416.66; 17 décembre, \$18.00; 1930: 13 janvier, \$416.66; 4 février, \$416.66; 25 février, \$250.00; 3 mars, \$416.66; 7 avril, \$416.66; 8 mai, \$416.66; 21 mai, \$5.00; 22 mai, \$150.00; 9 juin, \$416.66.

Bureau du Revenu, 1929: 9 juillet, \$8.40; 9 juillet, \$15.64; 9 juillet, \$6.17; 6 septembre, \$252.51; 6 septembre, \$7.17; 13 septembre, \$369.34; 1930: 16 janvier, \$8.75; 20 juin, \$16.76.

Divers en général, 1929: 20 août, \$250.00; 4 novembre, \$450.00; 1930: 11 février, \$250.00; 21 mai, \$350.00.

Commission des Services Publics de Québec, 1929: 21 novembre, \$26.00.

Restauration et amélioration de l'ancienne partie du Palais de Justice de Québec, 1930: 11 juin, \$17.25.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 mars 1931, pour copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1929, inclusivement jusqu'au 1er janvier 1931, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (*Document de la session No 62*).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 mars 1931, pour copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1926, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1927, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant le dit département. (*Document de la session No 63*).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 mars 1931, pour copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1er janvier 1927, inclusivement, jusqu'au 1er janvier 1929, concernant le département des Terres et Forêts et se rapportant à toutes remises ou réductions, partielles ou totales, des amendes ou pénalités pour infractions aux lois et règlements affectant ledit département. (*Document de la session No 64*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 2 avril, 1930, pour un état démontrant ce qu'a rapporté: *a.* en 1920-21; *b.* en 1921-22; *c.* en 1922-23; *d.* en 1923-24; *e.* en 1924-25; *f.* en 1925-26; *g.* en 1926-27; *h.* en 1927-28, chacune des sources de revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc." tel qu'il appert à la page 8 des Comptes Publics 1924-25 et à la page 6 des Comptes Publics de chacun des autres exercices. (*Document de la session No 65*).

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 243) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

En conséquence, il présence ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 132, intitulé: "Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec".

Bill No 150, intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood."

Bill No 172, intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 132) intitulé: "Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec, et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 150) intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 172) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district de Dorchester, pour toutes les fins", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Duplessis, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 132) intitulé: "Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec", a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux et d'œuvres de bienfaisance, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Saurette, secondé par M. Charbonneau, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 148) intitulé: "Loi fusionnant "The District of Bedford General Hospital" et "The Perkins Hospital Corporation" sous le nom de "Brome-Missisquoi-Perkins Hospital", a pour objet de favoriser une œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bouthillier, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 150) intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jack-wood", a pour objet de favoriser l'hygiène publique et en même temps remédier au chômage, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 244, intitulé: "Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est opportun de propager l'emploi des engrais chimiques et de la chaux;

Attendu qu'il est aussi opportun d'indemniser les propriétaires pour la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou d'aider au remplacement de ces animaux ainsi abattus; qu'il soit en conséquence:

Résolu, 1.—Qu'un montant de trois cent mille dollars, sera affecté pour aider les cultivateurs de cette province à acheter ou transporter les engrais chimiques et la chaux nécessaires à l'augmentation du rendement de leurs terres et les indemniser de la perte de leurs animaux de race bovine abattus comme tuberculeux ou les aider à remplacer ces animaux ainsi abattus.

Résolu, 2.—Que le trésorier de la province sera autorisé à verser cette somme de trois cent mille dollars au ministre de l'agriculture, à même le fonds consolidé du revenu, sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 244) intitulé: "Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille deux cent soixante-quatre dollars et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des Hautes Études Commerciales: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École Technique de Hull: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prison, Sweetsburg: réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 155) intitulé: "Loi concernant la fermeture d'une partie de ruelle située en arrière des lots du Boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286 des plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côté Saint-Louis, etc."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 23 MARS 1931

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 233) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux arrondissements scolaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Tremblay.—1. Lucien Pinard a-t-il été à l'emploi de la Commission des Liqueurs de cette province?

2. Dans l'affirmative, quand est-il entré en fonctions?

3. Quelles ont été ses fonctions?

4. Quel a été son salaire?

5. Combien de temps a-t-il exercé ses fonctions?

6. Combien ledit Lucien Pinard a-t-il reçu de la Commission des liqueurs en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement durant le temps qu'il a été au service de ladite commission pour les divers emplois qu'il a occupés?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. En février, 1925.

3. Avocat de la Commission des Liqueurs de Québec dans les causes intentées par elle.

4. Aucun salaire n'est attaché à cette position.

5. Depuis février, 1925.

6. Honoraires judiciaires: \$14,950.00; extra-judiciaires: \$2,517.65; déboursés: \$1,982.66.

Question par M. Guertin.—1. Quels sont: *a.* les agents (avec adresse); *b.* les compagnies à qui ont été payés les \$51,719.45 pour primes d'assurances, tel qu'il appert à la page 13 du Rapport du Ministre du Travail et des Travaux Publics, 1930, dans tous les cas de la liste détaillée qui précède la récapitulation mentionnée à ladite page 13.

Réponse par l'honorable M. Francœur :

<i>b.</i> <i>Nom de la compagnie</i>	<i>a.</i> <i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
Guardian Ass. Company,	Alard, C.	Montréal.
Atlas Ass. Company,	Alarie, J.-B.-A.,	"
Queen Ins. Company,	Angers, P.-A.,	Beauceville.
Essex & Suffolk Equit,	Allen, G. E.,	Trois-Rivières.
Employers' Liability,	Belleau-Auger,	Québec.
Provident Ass. Company,	"	"
Ins. Company of Canada,	"	"
Prudential Ass. Company,	"	"
Neward Fire, Ins. Company,	"	"
Liverpool, London & Globe,	"	"
Cie des Ass. du Canada,	"	"
La Nationale de Paris,	"	"
Continental Ins. Company,	Bergeron, F.-X.,	Roberval.
Fire Ass'n of Philadelphia,	Boutin, P.-A.,	Québec.
Home Ins. Company,	"	"
National Union Fire,	"	"
Mount-Royal Ass.,	"	"
Royal Exchange Ins.,	"	"
La Prévoyance,	"	"
The Provident Ass.,	Bernard, Ed.	"
Merchant Marine Ins.,	Baxter,	Trois-Rivières.
Employer's Liability,	"	"
Dominion of Canada Ass.,	Bégin, P.-P.,	Québec.
State Ass. Company,	Bray, H.	"
Guardian Ass. Company,	"	"
Liverpool, London & Globe,	"	"
Employer's Liability,	"	"
Insurance Company of N.A.	"	"
Atlas Ins. Company,	Berthiaume, R.,	Montréal.
Western Ass. Co'y.,	Bickerdike, R.,	"
Mercantile Fire, Ins.,	Beauchemin, M.,	"
Royal Ins. Company,	Bouchard, Adj.,	Roberval.
Security Ins. Company,	Bédard, R.,	Québec.
Union Ass. Company,	Bernard, Albert,	Montréal.
Sun. Ins. Company,	Caron, C.-E.,	Trois-Rivières.
Phoenix Ass. Company,	Chevalier, J.-B.,	Montréal.
La Nationale de Paris,	Clément, J.-B., Inc.	"
La Cie d'Ass. du Canada,	"	"
Fire Ins. Company,	"	"
American Equitable,	"	"
Continental Ins. Co'y.,	"	"
Queensland Ins. Co'y.,	Côté, J.-B.,	"
Atlas Ass., Company,	Crépault, Isidore,	"

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
London Underwriters,	Conway & Conway,	Sherbrooke.
Globe Rutger Fire,	" "	"
National Fire Ins.,	Clément, Melle C.,	Montréal.
Saint Paul Fire & Marine,	Côté, G.-J.-Ern.,	Québec,
Union Ass. Society,	Côté, S. Z.,	Rimouski.
New-Hamsphire, Fire Ins.,	Courteau, G.-J.,	Montréal.
British & European,	Dechêne & Dechêne,	Québec.
Yorkshire Ins. Co.,	Desaulniers, J.,	Montréal.
Globe Rutger Fire Ins.,	Deserres, J.-E.,	"
La Foncière,	" "	"
New-Hampshire Fire Ins.,	DeGrandpré, R.,	"
Century Ins. Co.,	Demers, Albert,	Québec.
Phonix Ass. Co.,	Delisle, J.-H.,	Roberval.
Continental Ins. Co.,	Demers, Albert,	Québec.
National Union Fire Ins.,	Drouin & Drouin,	"
Fire Ass. of Philadelphia,	" "	"
La Prévoyance,	Duval, Jos.,	"
Atlas Ass. Co.,	DeRousselle, A.,	Montréal.
Scottish National Union,	Esinhart & Evans,	"
Western Ass. Co.,	Godin, Alfred,	Québec.
Phoenix Ass. Co.,	Gaudreau, L.-G.,	Montréal.
British Union Fire Ass.,	Ginn, J.-O.,	Richmond.
Norwick Union Fire Ins.,	Gordon Spohn & Co.,	Montréal.
Scotish Union National,	Gomery, B.-V.,	"
Palatine Ins. Co.,	Gagnon, C.,	Québec.,
Globe Rutger Fire Ins.,	Gagnon & Cloutier,	"
Security Ins. Co.,	" "	"
Maryland Ins. Co.,	" "	"
Stanstead Sherbrooke,	Givernaud Inc.,	"
Anglo Scottish G. Com.	Garneau, Ed.,	Montréal.
London, Ass. Co.,	Giroux & Côté,	Québec.
Sun Ins. Co.,	" "	"
New Hampshire Ins. Co.,	" "	"
Yorkshire Ins. Co.,	" "	"
Occidental Fire Ins.,	Gauvin, Elz.,	"
Franklin Fire Ins.,	Garneau, R.,	"
Maryland Ins. Co.,	Grenier, Gus.,	Plessisville.
Stanstead-Sherbrooke Ins.,	" "	"
North British Mercantile,	" L.-H.,	"
Queen Ins. Co.,	" "	"
Firemen's Fire Ins.,	Gourdeau, F.-B.,	Québec.
L'Union Cie D'Ass.,	Gagnon, J.-P.-A.,	Montréal.
Royal Ins. Co.,	Gouin, A. J. & Cie.,	Trois-Rivières.

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
Yorkshire Ins.,	Gravel A.-I. & Fils,	Trois-Rivières.
Royal Exchange Ass.,	" " "	"
Occidental Fire Ins.,	Howard Tracy,	Montréal.
British Canadian Ins.,	Hallé, J.-O.,	Québec.
La Prévoyance,	Hamel, H.-P.,	"
Hudson Bay Ins. Co.,	Hébert C.-D. & Fils,	Trois-Rivières.
Liverpool London & Globe,	Jacques, Nap.,	Shawinigan.
British Under. Agency,	Jobin, A.-E.,	Québec.
Scotish Union & National,	Jacobs, B. W.,	Montréal.
" " "	Lamontagne, C.,	"
Guardian Ass. Co.,	Langlois, H.-H.,	Sherbrooke.
Westchester Fire Ins.,	" E.-J.,	Montréal.
Royal Exchange Ins.,	Lachance, J.-Eug.,	Québec.
Ins. Company State Pens.,	Lavoie & Lesage,	"
British Colonial Fire Ins.,	" " "	"
London Lancashire Ins.,	Legault, Alf.,	Montréal.
New-Hampshire Fire Ins.,	Laviolette-Forget,	"
Royal Scottish,	Laurent, J.,	"
Liverpool-London & Globe,	Laurin, Cy.,	"
British Oak. Ins.,	Leclerc, Eug., Ltée.	Québec.
Queensland Ins. Co.,	" " "	"
Quebec Fire Ins.,	" " "	"
British Colonial Fire Ins.,	Lemieux, Adj.-J.,	"
St. Paul Fire & Marine,	Lortie, Jean,	"
Queensland Ins., Co.,	Leblanc, O.,	Montréal.
British Colonial Ins.,	Levasseur, P.-H.,	Québec.
Palatine Ins. Co.,	Lewis-Appedale-Henson,	Montréal.
Canada Fire Ass.,	Love, Alex.,	Québec.
Union Ass. Society,	Mullins, J.-P.,	Bromptonville.
Cie d'Ass. Mont-Royal,	" " "	"
Canada Ass. & Fire,	Massey, G. M.,	Québec.
Scottish Union & National,	Mahony T. H. & Co.,	"
Commercial Union Ass.,	Marois & Beaudette,	Montréal.
London Lancashire,	Massé, G.,	St-Jean.
London Canada, Ins.,	McOuat, J.,	Brownsburg.
British Colonial Ins.,	Meunier, T.,	Montréal.
Phoenix Ass. Co.,	Morin & Morin,	St-Hyacinthe.
Commercial Union Ass.,	Marcotte, Arthur,	Québec.
Phoenix Ass. Co.,	" " "	"
Norwick Union Fire,	Martel, J.-E.,	Roberval.
Rhode-Island Ins.,	Miville, J.-L.,	Québec.
New-Hampshire Fire Ins.,	Milot, J.-A.-F.,	Louiseville.
Commercial Union Ass.,	Normandin, L.-P.,	Montréal.
Phoenix Ass. Co.,	O'Halloran & Veautelet,	"

b.	a.	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
Hartford Fire Ins.,	Philps,	Huntingdon.
Citizens Ins.,	"	"
Century Ins. Co.,	Pouliot, D.-I., Ltée.	Québec.
General Fire Corporation,	" "	"
National Ben. Franklin,	" "	"
Dominion Fire Ins.,	" "	"
Firemen's Ins. Co.,	" "	"
Quebec Fire Ins.,	" "	"
New-Hampshire Fire Ins.,	Pagé, A.-H.,	Knowlton.
Cie d'Ass. Mont-Royal,	" F.,	Montréal.
Quebec Fire Ins.,	Poulin, Arthur,	Québec.
British General Ins.,	Pratte & Côté,	Québec.
New-York Underwriters,	" "	"
Atlas Ass. Co.,	" "	"
Autocar Fire & Acc.,	" "	"
Scottish Metropolitan,	Payette, F.,	Sherbrooke.
Western Ins. Co.,	"	"
Cie Trans-Canada,	Pelland, J.-A.,	Montréal.
London Canada Ass.,	Philbrick, E.-E.,	Danville.
La-Prévoyance,	Pigeon, J.-H.,	Montréal.
Queensland Ins. Co.,	Paquet, A.-E.,	Québec.
Quinn Ins. Co.,	Quinn Agency,	Montréal.
Mount Royal Ass.,	Roy, J.-N.,	Québec.
State Ass. Co.,	" "	"
Liverpool London & Globe,	Reinhardt, L. A.,	"
Northern Ass. Co.,	Reid F.-G.,	Montréal.
London Lancashire Ass.,	Richard, L.-W.,	Grand'Mère.
Provident Ass. Co.,	Rinfret, Rol.,	Montréal.
Union Ass. Co.,	Rousseau, J.-E.,	Trois-Pistoles.
Globe Indemnity,	Roy J.-Eug. & Cie.,	Québec.
Rhode Island Ass.,	" " "	"
Cie d'Ass. du Canada,	Rainville, Paul,	Montréal.
London Ass.,	Raphael H. W.,	"
Dominion of Canada G. Acc.,	Roberts, E.,	"
Cie d'Ass. Générales,	Racine, Pierre,	Québec.
North British & Mercantile,	Scott Art. E.,	"
Phoenix Ass. Co.,	Simard, Art., Enreg.,	Montréal.
London Ass. Co.,	Starnes, H.-K.,	"
Security Ins. Co.,	Starks, A.,	"
Liverpool, London & Globe,	Spenard, Art.,	Trois-Rivières.
British America,	" "	"
General Fire Ins.,	" "	"
Cie d'Ass. Mont-Royal,	Soc. d'Administration,	Montréal.

<i>b.</i>	<i>a.</i>	
<i>Nom de la compagnie</i>	<i>Agent</i>	<i>Résidence</i>
Glens Falls Ins.,	Tessier-Fages,	Québec.
Queens Ins. Co.,	" "	"
Imperial Underwriters,	" "	"
Scotch Canadian Ins.,	" "	"
Imperial Ins. Co.,	" "	"
La Prévoyance,	" "	"
United British Ins.,	Taskers,	Montréal.
Prudential Ass. Co.,	Tremblay,	"
Queen Ins. Co.,	Tourigny, Roger,	Victoriaville.
Ocean Acc. Gua.-Corp'n.,	Tremblay, Aug.,	"
Union Ass. Society.,	Véronneau, L.,	Yamaska.
Guardian Ass.,	Vallée, J.-A.,	Montréal.
Quebec Fire Ins.,	Vallerand, A.,	Québec.
Yorkshire Ins. Co.,	Wickman & Wickman,	Montréal.
Great American Ass.,	" "	"
Rochester Underwriters,	" "	"
Commercial Union Ass.,	Walker, G.-J.,	La Chute.
Security Ins. Co.,	Walsh M. J. & Sons.,	Montréal.

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état démontrant: Quelle a été la somme globale des octrois accordés à chacune des municipalités du comté de Témiscouata pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929; *d.* en 1930.

L'honorable M. Laferté dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un Ordre de cette Chambre, en date de ce jour, relatif à

Un état démontrant: Quelle a été la somme globale des octrois accordés à chacune des municipalités du comté de Témiscouata pour aide à la colonisation, travaux de voirie ou autrement: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929; *d.* en 1930. (*Document de la session No 66*).

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Laferté, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 243) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale".

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi des Syndicats professionnels".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 242) intitulé: "Loi concernant le lot No 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le vendredi, 13 mars courant:

Que cette Chambre exprime le vœu que le bail consenti par le gouvernement au Club Abitibi Fish and Game, pour les droits de pêche ou de chasse, sur les lacs Des Ormeaux, Barbue, Victoria, Des Rats et autres dans les cantons de Northfield & Hincks du comté de Hull, ne soit pas renouvelé à son expiration le 31 décembre prochain.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prison, Rivière-du-Loup: réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par M. Blain.—1. Le gouvernement a-t-il créé le "fonds éducationnel" prévu par la loi 16 George V, ch. 45?

2. Ce fonds ne peut-il bénéficier qu'aux institutions d'enseignement primaire et d'enseignement universitaire?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention d'en étendre l'application aux collèges classiques? Pourquoi?

4. Quelles sommes ont été perçues, chaque année depuis le 24 mars 1926, pour créer ce fonds éducationnel, en vertu de droits imposés: *a.* sur le bois destiné à la fabrication de la pulpe ou du papier; *b.* sur les revenus bruts du développement de l'énergie électrique servant à manufacturer les

produits de la forêt; *c.* sur les forces hydrauliques possédées ou exploitées en vertu de titres de la couronne; *d.* sur toute compagnie d'utilité publique?

5. Ces sommes sont-elles sous la juridiction exclusive du gouvernement?

6. Est-ce l'intention du gouvernement d'en attribuer une partie ou la totalité aux comités catholique et protestant de l'instruction publique?

7. Quelles institutions enseignantes de la province ont bénéficié, chaque année depuis 1926, de ce fonds éducationnel?

8. Pour quels montants? A quelles conditions, pour quelles fins, dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Non.

2. Voir section 7 de la loi ci-dessus.

3. Le gouvernement fera connaître ses intentions lorsque le fonds sera créé.

4. Rien.

5. Voir la loi ci-dessus.

6. Le gouvernement fera connaître ses intentions lorsque le fonds aura été imposé et prélevé.

7. Aucune.

8. Répondu par 7.

Question par M. Blain.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de prohiber l'exportation de l'énergie électrique dans les autres provinces du Canada?

2. Quelle quantité d'énergie électrique est actuellement exportée de la province dans: *a.* la province d'Ontario; *b.* la province du Nouveau-Brunswick?

3. La permission d'exporter de l'énergie électrique dans les provinces voisines ne contribue-t-elle pas à attirer dans ces provinces voisines des capitaux et des industries qui, autrement, seraient tentés de se fixer dans notre province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Le gouvernement fera connaître ses intentions en temps et lieu.

2. *a.* De l'usine des Quinze: 9330 H.P. (1930); De l'usine de Paugan, 102,040 H.P. (1930); *b.* de l'usine de Mitis: 1000 H.P. (1926).

3. Cette question demande une expression d'opinion à laquelle le gouvernement n'est pas tenu de répondre. Voir articles 565 des règlements.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur-suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que la résolution du Budget qui a été adoptée par le Comité des subsides, le vendredi 20 mars 1931, à la troisième séance, et qui porte: "Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932", soit rescindée.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que le "Nouvelliste" ou la "Cie de Publication Le Nouvelliste, Limitée" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Administration de la Justice: Divers, Justice, 1929: 12 août, \$19.60.

Travaux Publics et Travail, 1929: 7 octobre, \$26.88.

Voirie et Mines, 1929: 7 septembre, \$200.00.

Terres et Forêts, 1929: 26 septembre, \$122.40; 25 octobre, \$39.20; 26 novembre, \$78.40; 1930: 25 juin, \$15.12; 30 juin, \$20.00.

Bureau du Revenu, 1929: 9 juillet, \$20.16.

Commission des Eaux Courantes, 1930: 17 avril, \$219.91.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que "L'Éclaireur" ou "L'Éclaireur, Limitée" a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, 1929: 19 août, \$2,000.00; 3 octobre, \$2,000.00.

Dépenses contingentes, Département des Travaux Publics et du Travail, 1929: 23 juillet, \$12.00; 1930, 8 mai, \$4.00.

Agriculture, 1929: 1er août, \$4.00; 4 novembre, \$70.20; 18 décembre \$4.00; 1930: 8 janvier, \$99.95; 14 mai, \$51.84; 17 juin, \$445.42.

Voirie et Mines, 1929: 19 septembre, \$6.20; 25 novembre, \$7.00; 31 décembre, \$4.00; 1930: 17 avril, \$267.50.

Terres et Forêts, 1929: 26 novembre, \$4.00.

Colonisation, Chasse et Pêcheries, 1930: 13 janvier, \$8.00.

Archives provinciales, 1929: 17 juillet, \$2,000.00.

Fonds pour promouvoir l'hygiène dans certaines municipalités de la province, 1929: 25 octobre, \$63.15; 1930: 21 janvier, \$1,285.60.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que “La Tribune” ou “La Tribune, Limitée” a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, 1930: 1er mai, \$6.269.47; 30 juin, \$6.695.59.

Dépenses contingentes, Département du Secrétaire-Provincial, 1929: 29 juillet, \$120.00.

Administration de la Justice, Shérif, district de St-Francois, 1929: 30 décembre, \$4.35; 1930: 30 juin, \$10.00.

Divers, Justice, 1929: 12 août, \$21.00.

Agriculture, 1929: 1er août, \$60.00; 18 décembre, \$13.00.

Terres et Forêts, 1929: 28 août, \$5.00.

Colonisation, Chasse et Pêcheries, 1929: 9 décembre, \$5.00.

Bureau du Revenu, 1929: 5 juillet, \$50.40; 29 juillet, \$255.04; 30 juillet, \$569.50; 13 août, \$254.09; 14 août, \$23.82; 14 août, \$638.26; 5 septembre, \$471.62; 10 septembre, \$101.52; 11 septembre, \$955.32; 13 septembre, \$52.96; 14 septembre, \$406.72; 3 octobre, \$206.22; 4 octobre, \$1,592.13; 16 octobre, \$123.15; 18 novembre, \$69.13; 26 novembre, \$73.41; 6 décembre, \$101.60; 30 décembre, \$158.12; 1930: 21 janvier, \$161.57; 4 février, \$470.91; 5 février, \$1,847.41; 7 février, \$3,039.70; 12 février, \$655.72; 25 février, \$615.59; 26 février, \$678.93; 27 février, \$18.59; 1er mars, \$68.67; 19 mars, \$100.40; 20 mars, \$53.18; 28 avril, \$412.62; 29 avril, \$1,501.72; 9 mai, \$602.72; 9 mai, \$160.27; 4 juin, \$510.40; 5 juin, \$775.33.

Timbres, Licences, Etc., 1930: 15 avril, \$310.75; 1er mai, \$533.17; 8 mai, \$105.38.

Loi des vues animées de Québec, 1930: 20 février, \$5.00.

Question par M. Crépeau.—A quelle date ont été payées les diverses sommes que “Le Canada” ou la “Compagnie de publication du Canada, Limitée” a reçues du gouvernement pendant l'exercice 1929-30, avec indication, dans chaque cas, de la somme payée et du département intéressé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Élections, 1929: 17 juillet, \$20.00; 1930: 11 juin, \$30.00.

Dépenses contingentes, Département du Secrétaire Provincial, 1929: 29 juillet, \$420.00.

Administration de la Justice, Shérif, Montréal, 1929: 30 décembre, \$250.00.

Divers, Justice, 1929: 12 août, \$27.20.

Travaux Publics et Travail, 1929: 13 septembre, \$9.00; 13 septembre, \$9.00; 12 novembre, \$9.00.

Agriculture, 1929: 30 juillet, \$1,003.78; 23 août, \$1,955.28; 25 septembre, \$1,937.60; 23 octobre, \$1,983.58; 25 novembre, \$150.00; 27 novembre, \$1,983.30; 18 décembre, \$12.00; 19 décembre, \$1,938.15; 1930: 27 janvier, \$1,989.70; 7 avril, \$2,032.57; 12 avril, \$1,983.34; 2 mai, \$1,914.37; 6 juin, \$1,900.43.

Voirie et Mines, 1929: 12 juillet, \$6.60; 10 août, \$28.00; 19 septembre, \$7.80; 4 octobre, \$16.40; 1930: 30 janvier, \$29.20; 22 mars, \$12.00; 28 mai, \$7.00; 18 juin, \$246.40; 30 juin, \$521.90; 1929: 22 juillet, \$1,891.60; 30 juillet, \$638.53; 24 août, \$638.34; 28 août, \$638.09; 11 septembre, \$636.78; 28 septembre, \$430.98; 5 octobre, \$422.98; 28 octobre, \$411.91; 5 novembre, \$411.57; 5 décembre, \$382.14; 1930: 8 janvier, \$380.30; 18 février, \$388.94; 18 février, \$554.74; 27 mars, \$379.45; 28 mai, \$469.44; 27 mai, \$545.78; 18 juin, \$545.06.

Terres et Forêts, 1930: 18 mars, \$12.00.

Colonisation, Chasse et Pêcheries, 1930: 18 mars, \$18.00.

Bureau du Revenu, 1929: 5 juillet, \$56.00; 1930: 6 mars, \$18.00.

Commission des Services Publics de Québec, 1929: 19 septembre, \$18.00.

Commission des Eaux Courantes, 1930: 21 février, \$7.50.

Agent-Général de la province à Londres 1929: 20 novembre, \$6.00

Agent-Général de la Province en Belgique, 1929: 29 novembre, \$12.00.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 172) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 206) intitulé: "Loi modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 211), intitulé: "Loi modifiant l'article 20 de la Loi de l'instruction publique".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant l'article 28 de la Loi de la Commission des services publics".

M. Bédard propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 208) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant l'article 41 de la Loi des véhicules automobiles".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes".

M. Fortin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Loi des établissements industriels, S.R., 1925, ch. 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 24 MARS 1931

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente et unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill No 204.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.

Bill No 205.—Loi modifiant l'article 41 de la Loi des véhicules automobiles.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 211.—Loi modifiant l'article 20 de l'instruction publique.

Sur la motion de l'honorable M. Francœur, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 22, intitulé: "Loi concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer tous les officiers et employés nécessaires au bon fonctionnement de toute commission créée en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, lorsque la loi qui la crée n'y pourvoit pas; qu'il pourra également pourvoir à la rémunération de ces officiers et employés et que cette rémunération sera payable à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 151) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Montreal North-Western Railway".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Question par M. Duplessis.—Dans cette province, quelle est la valeur réelle de toutes les propriétés de la Commission des Liqueurs de Québec et qui bénéficient: *a.* d'exemption de taxes municipales; *b.* d'exemption de taxes scolaires?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. La Commission des Liqueurs à Montréal.....	\$ 1,269,683.40
La Commission des Liqueurs à Québec.....	852,157.48.

N. B.—Ces propriétés appartiennent au gouvernement et non à la commission; elles ne paient aucune taxe foncière ou scolaire, mais paient les taxes d'eau et taxes d'affaires.

Question par M. Duplessis.—Dans la cité de Québec, quelle est la valeur réelle:

1. De toutes les propriétés appartenant à la province et qui bénéficient: *a.* d'exemption de taxes municipales; *b.* d'exemption de taxes scolaires;

2. De toutes les propriétés appartenant à la Commission des Liqueurs de Québec et qui bénéficient: *a.* d'exemption de taxes municipales; *b.* d'exemption de taxes scolaires?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1 et 2.

<i>a et b.</i> Hôtel du Gouvernement.....	\$ 4,460,000.00
Annexe, rue Ste-Julie.....	1,464,611.96
Les Serres.....	50,000.00
Palais de Justice, Québec.....	3,217,439.00
Annexe Palais de Justice de Québec....	1,076,178.35
Commission des Accidents du Travail...	75,000.00
Prison de Québec.....	965,000.00
Commission des Liqueurs.....	852,157.48
Ecole Technique, Boulevard Langelier, Québec.....	559,342.30
École normale Laval, Chemin Ste-Foy..	260,000.00
Ecole des Arts et Manufactures, rue St- Joachim.....	85,116.81
Musée provincial.....	1,500,000.00

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Blain.—1. A quelle date la loi 7 Georges V, chapitre 49, créant la Corporation des écoles techniques ou professionnelles a-t-elle été mise en vigueur par proclamation?

2. A part les maires des cités de Québec, de Montréal et de Hull, quelles personnes composèrent cette corporation dès sa création? et depuis?

3. Quand expire le terme de cinq ans pour lequel des personnes furent nommées?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de nommer de nouveau les mêmes personnes, sauf les maires de Québec, de Montréal et de Hull à la fin du terme de cinq ans?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le premier novembre 1926 par proclamation publiée dans la *Gazette officielle*, le 23 octobre, page 3257.

2. Le secrétaire de la province; le directeur général de l'Enseignement Technique; le directeur de l'École des Hautes Études Commerciales; un représentant des Beaux-Arts de Québec et Montréal: M. C.

Maillard; un représentant de l'industrie et du commerce: M. E. McQuirk.

3. Le 1er novembre 1931.

4. Oui, y compris les maires de Québec, de Montréal et de Hull.

Question par M. Blain.—1. Est-ce que toutes les ventes, tous les baux et toutes les concessions de forces hydrauliques dans lesquelles la province est intéressée et qui ont été consentis le ou après le 24 mars 1926, contiennent une clause prohibant l'exportation d'énergie électrique en dehors du Canada?

2. Cette clause a-t-elle été exigée dans tous les renouvellements de contrats, lors de l'expiration du terme du contrat originaire?

3. Est-ce que la dénonciation des contrats existants le 24 mars 1926, faite au ministre des terres et forêts, a eu pour effet de soustraire les intéressés à cette prohibition d'exporter?

4. Si oui, combien de compagnies se sont prévaluées de ce droit de dénonciation?

5. Lesquelles?

6. A quelle date dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. Il n'y a pas eu de renouvellement.

3. Oui.

4. Une.

5. The Cedars Rapids Manufacturing Company.

6. 20 avril 1926.

Question par M. Tremblay.—1. A quelle date la "Beauharnois Light, Heat and Power Company", a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 2 octobre 1930.

2. *a.* Hon. W. L. McDougald, Hon. P. Paradis, M. R.-O. Sweezy, M. R. A. C. Henry, M. H. B. Griffith, M. M. W. Wilson, M. Aimé Geof-frion, M. S. Godin, Jr., M. J. H. Gundy, M. G. H. Montgomery, M. A. F. White; *b.* 360 St-Jacques-Ouest, Montréal; 17 St-Jacques, Québec; 660 Ste-Catherine-Ouest, Montréal; 660 Ste-Catherine-Ouest, Montréal; 660 Ste-Catherine-Ouest, Montréal; 360 St-Jacques-Ouest, Montréal; 112 St-Jacques-Ouest, Montréal; 107 Craig-Ouest, Montréal; 360 St-Jacques-Ouest, Montréal; 360 St-Jacques-Ouest, Montréal; 26 King-Est, Toronto.

Question par M. Tremblay.—1. A quelle date la "Beauharnois Power Corporation" a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Pas incorporée en vertu de la loi des Compagnies de Québec (ch. 223, S.R.Q. 1925).
2.

Question par M. Tremblay.—1. A quelle date la “Marquette Investment Corporation” a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 6 octobre, 1930.
2. *a.* R. O. Sweezy, R. W. Steele, F. S. Molson, H. B. Griffith, Henry Newman. *b.* 660 Ste-Catherine-Ouest, Montréal; 275 St-Jacques-Ouest, Montréal; 660 Ste-Catherine-Ouest, Montréal; 660 Ste-Catherine-Ouest, Montréal; 210 St-Jacques-Ouest, Montréal.

Question par M. Tremblay.—1. A quelle date la “Beauharnois Electric Co., Limited” a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Le 7 août, 1930.
2. *a.* R.-J. Beaumont, W. S. Hart, J. B. Challies, P. S. Gregory, Jas. Wilson; *b.* Tous de Montréal.

Question par M. Tremblay.—1. A quelle date la “Beauharnois Power Syndicate” a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 103 ou à l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Pas incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec (ch. 223, S.R.Q., 1925).
2.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 172) intitulé: “Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins.”

M. Taschereau (Bellechasse) propose “Que cette Chambre adopte maintenant les amendements”.

Et la motion étant mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant l'article 41 de la Loi des véhicules automobiles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant l'article 20 de la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 11 mars courant:

Que le rapport fait à la Chambre, le 25 février 1931, par le comité des bills privés en général sur le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", soit renvoyé audit comité avec instruction:

(a) d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans ledit bill No 100;

(b) d'étudier ces représentations;

(c) de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

Et le débat se continue.

M. Crépeau propose par voie d'amendement, secondé par M. Renaud:

"Que tous les mots après le mot "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, désireuse de sauvegarder l'autonomie de la cité de Montréal, et vu l'abandon et le désistement annexés au rapport du comité des b'ills privés en général fait à la Chambre, le 25 février 1931, concernant le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", ordonne le retrait dudit bill."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,*

*Guertin,
Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—10.*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bernard,
Bissonnet,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dugas,
Farand,
Francœur,
Gagnon,
Godbout,
Grant,*

*Laferté,
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreault (Rimouski),
Papineau,
Paquet,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—46.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

M. Duplessis fait objection que cette motion est irrégulière parce qu'un député ne peut proposer qu'une instruction au sujet de la même affaire et que la motion en discussion contient trois instructions.

M. l'Orateur prend la question en délibéré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 245, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec."

L'honorable M. Godbout propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Godbout informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'un montant de sept cent mille dollars sera affecté à l'établissement, l'agrandissement, l'aménagement et l'outillage d'écoles d'agriculture dans la province de Québec, au lieu du montant de six cent mille dollars déjà accordé par la loi 20 George V, chapitre 7, section 1, et que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de cette somme de sept cent mille dollars, sur les certificats du ministre de l'agriculture, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût des constructions ou défrayer celui des améliorations ci-dessus mentionnées.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Godbout ait la permission de présenter un bill (No 245) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur rend sa décision sur l'objection soulevée, ce jour, par M. Duplessis à la motion de M. Plante:

Que le rapport fait à la Chambre le 25 février, 1931, par le comité des bills privés en général sur le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", soit renvoyé audit comité avec instruction:

(a) d'entendre et de recevoir les représentations que pourra lui faire ou adresser toute partie intéressée à l'adoption de quelque disposition législative contenue dans ledit bill No 100;

(b) d'étudier ces représentations;

(c) de faire rapport de ses constatations, ainsi que de ses vues sur les représentations qui lui auront été faites ou adressées.

M. l'Orateur décide que la motion est régulière. Un député ne peut pas proposer plusieurs motions portant des instructions, mais il peut proposer une motion donnant à un comité instruction de faire plusieurs choses. Cf. May, 11 éd. p. 936, 943.)

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Farand,
Francœur,
Frigon,
Gagnon,
Godbout,
Grant,
Laferté,*

*Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Papineau,
Paquet,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmagny),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—46.*

CONTRE

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,*

*Guertin,
Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.*—10.

La motion est ainsi adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 11, intitulé: "Loi modifiant les articles 2174*a* et 2175 du Code civil".

Bill No 24, intitulé: "Loi concernant les Écoles Ménagères Provinciales".

Bill No 49, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930."

Bill No 239, intitulé: "Loi modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le Synode du diocèse de Montréal".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif au bill No 82, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal".

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Tremblay, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre toute personne et le gouvernement depuis le 1er janvier 1926, à date, au sujet de l'école No 4, municipalité d'Oka, comté des Deux-Montagnes.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 147) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association Agricole des Cantons de l'Est", a pour objet de favoriser l'agriculture dans cette province, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 151) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Montreal North-Western Railway".

Sur la motion de M. Authier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour étudier de nouveau ce bill.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi concernant les Œuvres de Notre-Dame de la Merci".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 226) intitulé: "Loi modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Godbout, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 233) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique relativement aux arrondissements scolaires".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi concernant certains asiles et autres institutions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. David secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 45) intitulé: "Loi concernant certains asiles et autres institutions".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*".

M. Duplessis propose:

Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Taschereau (Bellechasse) propose par voie d'amendement, secondé par M. Caron:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre se formera en comité dans six mois."

L'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Dugas,
Farand,
Francœur,

Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Samson,

*Frigon,
Gagnon,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Laperrière,*

*Savoie,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte.
Vautrin.—44.*

CONTRE

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,*

*Guertin,
Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—10.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, il est—
Ordonné que la Chambre se forme en comité dans six mois.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill (No 22) intitulé: "Loi concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés", rapportée du comité et lue la première et la seconde fois, ce jour.

L'honorable M. Taschereau, propose:

Que cette Chambre adopte maintenant la résolution, et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Cohen,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,*

*Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-St-Jean),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,*

*Dugas,
Farand,
Frigon,
Gagnon,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Lahaie,
Laperrière,*

*Power,
Samson,
Savoie,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—44.*

CONTRE

Messieurs :

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,*

*Guertin,
Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—10.*

La motion est ainsi adoptée.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 243, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les dispositions de la section I de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1925, chapitre 11,) s'appliqueront aux ingénieurs et inspecteurs de divisions qui sont attachés au département de la voirie et s'appliqueront également aux arpenteurs du service des arpentages dudit département.

Résolu, 2.—Que les officiers et employés visés par les articles 8 et 9 de ladite Loi des pensions seront admis à bénéficier des bonifications et des concours mentionnés dans cesdits articles, même s'ils ont été nommés avant d'avoir atteint l'âge de trente ans.

Résolu, 3.—Que la pension de tout fonctionnaire ou employé nommé depuis le 21 décembre, 1916, sera basée sur le nombre total d'années de services du fonctionnaire ou de l'employé, ainsi que sur la moyenne des traitements dont il aura joui pendant les trois dernières années qui auront précédé sa retraite; que la pension sera fixée à autant de cinquantièmes du traitement moyen que le fonctionnaire ou l'employé aura d'années de services et que, sauf les dispositions de l'article 32 de ladite Loi des pensions tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, la pension ne pourra en aucun cas excéder les trente-cinq cinquantièmes du traitement moyen.

Résolu, 4.—Qu'un fonctionnaire ou un employé nommé après le 21 décembre, 1916 sera admis à bénéficier des bonifications et des concours mentionnés aux articles 8, 9 et 10 de ladite Loi des pensions.

Résolu, 5.—Qu'il sera fait, sur le traitement de tout fonctionnaire ou employé public à qui s'applique le paragraphe 2 de la section I de ladite Loi des pensions, une retenue de cinq pour cent pendant les trois premières années et de trois pour cent pendant les années suivantes de son service, et que cette retenue sera versée mensuellement au fonds consolidé du revenu.

Résolu, 6.—Qu'à partir du premier jour du mois qui suivra la date du décès d'un fonctionnaire ou d'un employé public, la moitié de la pension que le défunt recevait, ou qu'il aurait été en droit de recevoir s'il avait été mis à sa retraite, sera payée à sa veuve sa vie durant et pendant viduité.

Résolu, 7.—Que, si la femme d'un fonctionnaire ou d'un employé public meurt avant lui, ou si, lui ayant survécu, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, la demi-pension sera payée à ceux des enfants de ce fonctionnaire ou de cet employé qui n'auront pas atteint l'âge de dix-huit ans, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge.

Résolu, 8.—Que la demi-pension mentionnée dans les résolutions 6 et 7 sera payée par mensualités et à terme échu, et courra jusqu'au premier du mois qui suivra la date du mariage ou du décès de la veuve, ou la date à laquelle les enfants du défunt auront atteint l'âge de dix-huit ans.

Résolu, 9.—Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront aux fonctionnaires ou employés publics en retraite, aux veuves de ces fonctionnaires ou employés, ou aux enfants qui, à la date de l'entrée en vigueur de ladite loi recevront une pension ou une demi-pension en vertu du paragraphe 2 de la section I de ladite Loi des pensions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 243) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 243) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 247) intitulé: "Loi concernant la silicose".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois, et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 246) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 226, intitulé: "Loi modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que la résolution soit retirée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 25 MARS 1931

Onze heures du matin.

Prière.

Question par M. Fisher.—1. M. Samuel Godd a-t-il été à l'emploi du gouvernement en qualité de cantonnier dans le comté de Huntingdon ?

2. Dans l'affirmative, quand est-il entré en fonction ?

3. Quel était son salaire ?

4. Est-il encore à l'emploi du gouvernement ?

5. Sinon, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. M. Samuel Todd (et non pas Godd) a été à l'emploi du gouvernement en qualité de cantonnier dans le comté de Huntingdon.

2. Au printemps de 1927.

3. \$0.30, \$0.40 ou \$0.50 de l'heure, suivant qu'il travaillait seul, avec une voiture et un cheval ou avec une voiture et deux chevaux.

4 et 5. M. Samuel Todd était à l'emploi du gouvernement en 1930, comme aide-cantonnier.

Question par M. Fisher.—Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer à élargir et repaver la route Huntingdon-Lacolle au cours de l'été prochain ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Le département de la voirie est disposé à continuer d'aider les municipalités à améliorer cette route.

Sur la motion de M. Lemieux (Gaspé), secondé par M. Côté, il est—
Ordonné que, vu que le bill (No 122) intitulé: "Loi constituant en corporation Les Sœurs Saint-Paul", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits additionnels que les promoteurs du bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 132) intitulé: "Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec" et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 151) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Montreal North-Western Railway".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 231) intitulé: "Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Guertin:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,
Guertin,

Houde,
Lafleur,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—12.

CONTRE

Messieurs :

Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bissonnet,
Bouthillier,
Bullock,
Cantin,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Dansereau,
David,
Desmarais,
Dillon,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,

Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Papineau,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,
Poulin,
Rochette,
Saurette,
Savoie,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—48.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 243) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

“Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 68.—“Loi modifiant la Loi des assurances de Québec”.

Bill 242.—“Loi concernant le lot No 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal”.

Et sans amendement:

Bill 155.—“Loi concernant la fermeture d’une partie de la ruelle située en arrière des lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis..

Les bills suivants sont rapportés à la Chambre:

Bill 209.—“Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes.

Bill 210.—“Loi modifiant l’article 28 de la Loi de la Commission des services publics.

Les promoteurs des bills suivants ont exprimé le désir de les retirer:

Bill 206.—Loi modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile.

Bill 233.—Loi modifiant la Loi de l’instruction publique, relativement aux arrondissements scolaires.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: “Loi concernant l’éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont”.

Sur la motion de l’honorable M. David, secondé par l’honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que l’ordre de cette Chambre, du mardi 24 février dernier, fixant la deuxième lecture du bill pour la prochaine séance soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 223) intitulé: “Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 44”.

Sur la motion de l’honorable M. David, secondé par l’honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que l’ordre de cette Chambre du mardi 24 février dernier fixant la deuxième lecture de ce bill pour la prochaine séance soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

A une heure, M. l’Orateur prononce l’ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Lafleur.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la voirie dans le comté de Saint-Hyacinthe en 1930 et dans quelles municipalités?

2. Quel montant a été dépensé dans chaque cas et à quelles conditions?

3. Mêmes questions pour l'année 1929?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. et 3.—

	Du 1er juillet 1929 au 30 juin 1930		Du 1er juillet 1930 au 24 mars 1931	
	Construc- tion à 50%	Réfection, drainage, entretien, aux frais du gouver- nement	Construc- tion à 50%	Réfection, drainage, entretien, aux frais du gouver- nement
St-Hyacinthe, cité,				\$ 68.74
La Providence, v.,	\$ 7 66.78	\$ 437.40		336.59
St-Denis, v.,		55.16		1,923.19
St-Joseph, v.,		1,924.35		900.14
Ste-Madeleine, v.,		256.90		2,406.04
St-Charles-sur-Richelieu, v.,		782.15		923.30
La-Présentation, p.,	9,499.08	1,579.01		4,131.57
St-Barnabé, p.,	519.25	373.75		260.10
St-Charles-de-la-Rivière-Chambly, p.,		3,607.03		2,191.32
St-Damase, p.,	6,270.08	38,761.46		15,549.67
St-Denis, p.,	13,958.97	2,526.76	\$ 15,634.42	5,939.73
Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, p.,	6,531.25	38,456.01		3,852.88
St-Hyacinthe-le-Confesseur, p.,	4,862.50	10,754.61		4,526.52
St-Jude, p.,	814.86			
Ste-Marie-Madeleine, p.,	6,744.68	11,899.67		4,993.44
St-Thomas-d'Aquin, p.,	6,568.00	4,264.12		3,308.05
St-Bernard, p.,	302.07			

Question par M. Lafleur.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la voirie dans le comté de Bagot en 1930 et dans quelles municipalités?

2. Quel montant a été dépensé dans chaque cas et à quelles conditions?

3. Mêmes questions pour l'année 1929?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. et 3.—

	Du 1er juillet 1929 au 30 juin 1930		Du 1er juillet 1930 au 24 mars 1931	
	Construc- tion à 50%	entretien, aux frais du gouver- nement	Construc- tion à 50%	entretien, aux frais du gouver- nement
St-Nazaire-d'Acton, p.,	\$ 500.00	\$ 350.29	\$ 500.00	\$ 989.71
St-Pie, p.,	9,732.91	2,168.39	3,000.00	3,766.23
St-Dominique, v.,		2,561.46		5,761.25
St-André-d'Acton, p.,		9,843.14	500.00	4,650.14
St-Liboire, v.,	278.12	711.57		712.23
St-Ephrem-d'Upton, p.,	834.61	1,657.47	1,000.00	887.47
St-Hugues, p.,	6,040.84	7,476.26		6,634.11
Acton-Vale, ville,		2,658.63		767.76
Ste-Rosalie, p.,	3,005.33	6,020.90	2,400.00	2,579.96
Ste-Christine, p.,	400.00	1,028.38	750.00	1,896.33
St-Théodore-d'Acton, p.,	1,285.56	94.44		305.13
St-Liboire, p.,	11,593.86	3,824.22	1,000.00	2,897.15
Upton, v.,		3,099.04		3,818.29
St-Simon, p.,		7,024.73		3,722.25
St-Dominique, p.,		14,029.53	750.00	7,045.04
St-Hugues, v.,		715.49		921.96
St-Pie, v.,	750.73	5,158.99		472.18
Ste-Hélène, p.,	1,067.61	627.20		450.26
Ste-Hélène, v.,		293.49		234.75

Question par M. Lafleur.—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour la voirie dans le comté de Drummond en 1930 et dans quelles municipalités?

2. Quel montant a été dépensé dans chaque cas et à quelles conditions?

3. Mêmes questions pour l'année 1929?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. et 3.—

	Du 1er juillet 1929 au 30 juin 1930		Du 1er juillet 1930 au 24 mars 1931	
	Construc- tion à 50%	Réfection, élargissement, entretien, aux frais du gouver- nement	Construc- tion à 50%	Réfection, élargissement, entretien, aux frais du gouver- nement
St-Edmond-de-Grantham, p.,		\$ 588.68		\$ 532.59
St-Lucien, p.,	\$ 505.75	106.52	\$ 800.00	966.34
Wickham-Ouest, v.,		1,422.69		56.50
Wickham-Ouest,	468.97	913.42	1,980.11	1,007.40

Drummondville, ville,		23,528.19		1,681.29
Grantham,	748.60	6,760.63	300.00	9,588.76
Notre-Dame-du-Bon-Conseil, p.,	1,890.86	3,610.96	3,699.35	3,866.95
St-Cyrille, v.,		2,581.15		2,109.15
Wickham, c.,	1,700.00	5,837.53	1,500.00	2,104.51
St-Germain-de-Grantham, p.,	1,019.83	7,303.82	1,159.66	17,295.50
St-Eugène-de-Grantham, p.,	2,133.20	3,392.64	2,498.35	1,548.68
Kingsey-Falls, v.,	600.00	815.94	600.00	920.23
Kingsey-Falls,		2,401.18	1,402.57	3,504.36
Wendover & Simpson,	1,467.54	12,288.70	2,754.66	17,165.13
Durham,	500.00	2,475.70	750.00	1,236.75
Kingsey,	3,050.87	2,097.43	3,083.76	1,729.89
Durham-Sud, v.,	165.52	284.28	75.00	251.03
Durham-Sud,	8,833.34	9,987.92	1,000.00	3,042.07
L'Avenir,	500.00	2,945.81	500.00	1,472.66
St-Joseph-de-Grantham, v.,	819.66	12.50		36.50

	Construct- tion à 75 %	Construc- tion à 75 %
St-Eugène-de-Grantham, p.,	\$ 1,416.35	\$ 783.27
St-Germain-de-Grantham, p.,	198.41	

Question par M. Guertin.—1. A quelle date J.-H. Laferté, qui apparaît aux Comptes publics (1930, page 325) à titre d'employé surnuméraire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province ?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi ?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail ?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas ?

5. Combien d'heures de travail a-t-il fournies au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement ?

6. Quelle somme globale le dénommé J.-H. LaFerté a-t-il reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés ?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Après avoir fait des affaires florissantes comme marchand général à Amqui et avoir subi des pertes considérables, M. Joseph-H. Laferté, a obtenu un modeste emploi temporaire comme messenger et ce, à la date du 6 mars 1930, avec un salaire de \$75.00 par mois, et ayant donné pleine et entière satisfaction à ses chefs de branche, ces derniers ont fortement recommandé sa permanence; vu les faits ci-haut mentionnés, le Conseil exécutif de cette province, le 30 octobre 1930, l'a nommé permanent avec un salaire annuel de \$1,000:

2. Par son ancien député, M. Jos. Dufour, son député actuel, M. Oscar Drouin, et par son curé, M. l'abbé A.-A. Godbout, de St-François d'Assise, Qué.

3. a. 53 ans; b. Québec; c. messenger; d. de neuf heures du matin à cinq heures du soir.

4 et 5. Il vient régulièrement au bureau; de plus, il se rend au bureau à 8.30 le matin afin d'aider à la préparation et à la distribution de la malle et il n'a pas pris, l'été dernier, les vacances auxquelles il avait droit.

6. Depuis son entrée en fonctions, il a retiré en tout et partout la somme globale de \$1,040.00 et n'a pas retiré un seul centin comme gratification, rémunération, dépenses de voyage ou autrement.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de "The Mount Sinai Sanatorium" à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière des lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 206) intitulé: "Loi modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 203) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité".

M. Vautrin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et un débat s'élève.

M. Caron propose par voie d'amendement, secondé par M. Thisdel: Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bédard,
Bergeron,
Bernard,
Blain,
Bouthillier,
Cantin,
Caron,
Casgrain,
Charbonneau,
Côté,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Duplessis,
Farand,
Fortin,
Frigon,
Gagnon,
Godbout,
Grant,*

*Guertin,
Houde,
Lamouerux,
Laperrière,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
McDonald,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Renaud,
Samson,
Saurette,
Sauvé,
Savoie,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—47.*

CONTRE

Messieurs:

*Bercovitch,
Bissonnet,
Bullock,
Cohen,*

*Lafleur,
Lahaie,
Lapierre,
Mercier,*

*Crépeau,
David,
Dillon,
Drouin,
Fisher,
Gault,
Laferté,*

*Papineau,
Plante,
Power,
Smart,
Tremblay,
Vautrin.—21.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 238) intitulé: "Loi modifiant la Loi des asiles d'alinés".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 229) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. Quand le Gouvernement a-t-il pris à sa charge la construction de la route Saint-Jean-Laprairie?

2. Quelle est: *a.* sa longueur; *b.* sa largeur?

3. Combien a été dépensé chaque année pour la construction de cette route depuis qu'elle est à la charge du gouvernement?

4. Cette route est-elle terminée?

5. Sinon, quand le sera-t-elle et quelle est la longueur inachevée?

6. Combien a été payé ou est dû à chacun des propriétaires riverains pour les terrains achetés en vue de l'élargissement de cette route?

7. Y a-t-il des offres faites par le gouvernement à des propriétaires riverains et qui n'ont pas encore été acceptées?

8. Dans l'affirmative, quels sont ces propriétaires et le montant offert dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Par l'honorable M. Perrault:

1. Le gouvernement n'a pas pris à sa charge la construction de cette route, mais il en a pris l'entretien aux dates suivantes, dans les municipalités ci-après désignées: Paroisse de Laprairie, 23 janvier 1924; Lacadie 23 janvier 1924; Paroisse de St-Luc, 23 janvier 1924; Conseil du comté de St-Jean (montée Fréchette), 19 mars 1925; Paroisse de St-Jean, 4 février 1926.

2. *a.* 12.53 milles; *b.* le gouvernement est en train de l'élargir à 66 pieds entre les clôtures.

3. Répondu au No 1.

4. La construction de cette route est terminée. Le gouvernement a commencé à l'élargir en 1928.

5. Répondu au No 4.

6. Mmes E. Normandin, \$760.20; P. Boyer, \$266.00; Anat. Papi-
neau, \$50.00; MM. Etienne Langlois, \$560.00; Jérémie Gagnon, \$500.00;
Omer Moquin, \$23.50; Jos. Portugias, \$518.74; Armand Sénécal, \$122.12;
Pierre Sénécal, \$682.20; Aimé Sénécal, \$1,005.60; Eugène Roy, \$1,138.04;
Siméon Pagé, \$60.00; Armand Mailloux, \$157.00; John H. Wing,
\$2,528.60; Thos. McDonnell, \$1,100.00; John Lécuyer, \$401.60; Aurèle
Marcil, \$1,222.00; Henri Courville, \$1,200.00; Hector Thibodeau, \$200.-
00; Charles Lamarre, \$400.00; Hormisdas Demers, \$800.00; F. & S.
Toupin, \$337.00; Léopold Moreau, \$1,000.00; Henri Dupuis, \$354.00;
Philéas Lévesque, \$800.00; J.-A. Lussier, \$335.00; Louis Giroux, \$500.00;
Sem Dupuis, \$636.00; Armand Bourdeau, \$666.00; Jos. Bourdeau,
\$1,970.80; Joseph Dupuis, \$46.20; Eugène Sénécal, \$4,927.40; Frs Am-
yot, \$968.38.

7. Oui.

8. MM. Alex. Gagnon, \$250.00; Edouard Roy, \$50.00; Joseph Cayer,
\$3,350.00; Léopold Raymond, \$4,000.00; Joseph Audette, \$3,000.00.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Question par M. Guertin.—1. Quand le gouvernement a-t-il pris à sa charge la construction de la route Saint-Jean-Rouses Point?

2. Quelle est: *a.* sa longueur; *b.* sa largeur?

3. Combien a été dépensé chaque année pour la construction de cette route depuis qu'elle est à la charge du gouvernement?

4. Cette route est-elle terminée?

5. Sinon, quand le sera-t-elle et quelle est la longueur inachevée?

6. Combien a été payé ou est dû à chacun des propriétaires rive-
rains pour les terrains achetés en vue de l'élargissement de cette route?

7. Y a-t-il des offres faites par le gouvernement à des propriétaires
riverains et qui n'ont pas encore été acceptées?

8. Dans l'affirmative, quels sont ces propriétaires et le montant
offert dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le gouvernement n'a pas pris à sa charge la construction de cette route, mais il en a pris l'entretien le 19 mars 1925.

2. *a.* 21.43 milles; *b.* Le gouvernement est en train de l'élargir à 66
pieds entre les clôtures.

3. Répondu au No 1.

4. La construction de cette route est terminée. Le gouvernement a
commencé à l'élargir en 1925.

5. Répondu au No 4.

6. Collège de St-Jean, \$125.00; Club Champlain, \$35.00; Alphonse Génier, \$200.00; F. Towner, \$376.51; E. Wagnard, \$6.00; Jos. O'Cain, \$209.40; Mme J.-A. Boulais, \$87.00; W. Roman, \$187.05; A. Lussier, \$68.00; G. Grenier, \$325.00; Lasnier & Galipeau, \$58.82; A. Racine, \$20.00; Algord Hébert, \$126.73; Henri Roman, \$296.70; Gustave Poirier, \$416.43; Commission scolaire de la paroisse de St-Jean, \$12.00; C. Poirier, \$333.25; Antoine Hébert, \$192.11; Gilles Hébert, \$385.55; E. Hébert, \$249.25; F. Poirier, \$246.70; O. Bisaillon, \$169.00; Dame Veuve P. Langlois, \$35.00; A. Therrien, \$132.00; J. Thibodeau, \$54.00; Charles Lord, \$305.15; David Lord, \$56.00; P. Oligny, \$347.00; Léon Pinsonnault, \$762.02; Euclide Therrien, \$200.00; J.-B. et A. Richard, \$412.40; Denis Ménard, \$595.25; J.-B. Dubois, \$441.28; Charles Poirier, \$207.69; E. Forgues, \$197.35; Dame Veuve Jos. Harbec, \$706.00; Elgon Lord, \$357.75; Vincent Poirier, \$300.58; W.-E.-C. Nolet, \$310.48; A.-L. Boissonnault, \$150.00; A. Gagnon, \$1,362.36; Alb. Gagnon, \$312.10; Alf. Girardin, \$208.03; F. Landry, \$224.38; H. Thibodeau, \$391.65; J.-M. Robert, \$204.00; Wilfrid Clément, \$119.72; Emile Clément, \$124.90; Jos. Clément, \$156.50; Mme J.-B. Savage, \$451.48; Damien Savage, \$230.00; H. Bisaillon, \$222.45; H.-J. Deneau, \$465.00; Wilfrid Bisaillon, \$407.30; Emile Perrier, \$305.35; Commission scolaire de St-Paul-de-l'Île-aux-Noix, \$89.37; P. Cloutier, \$225.75; F. Cloutier, \$265.95; A. Bisaillon, \$134.70; R. Poissant, \$1,301.90; F. Bisaillon, \$199.65; M. Tremblay, \$409.50; E. Girard, \$542.15; Mme. O. Demers, \$198.85; J. Trahan, \$724.05; A. Regnier, \$108.60; F. Langlois, \$431.73; J. Poirier, \$390.20; J.-A. Martin, \$162.00; Mme E. DeRostaing, \$50.00; H. Grégoire, \$478.00; Félix Hébert, \$140.00; J.-C. Wilson, \$264.00; Mme A.-G. Boudreau, \$1,469.20; P.-E. Boudreau, \$10.00; Omer Boudreau, \$5.00; H. Robitaille, \$609.25; D. Correau, \$2,000.00; Pierre Trahan, \$570.00; C. Boucher, \$1,058.22; Mme M. Ménard, \$2,400.00; J.-H. Dion, \$30.00; A. Balthazard, \$386.60; M. Bourgeois, \$1,093.60; Art. Martin, \$925.95; Aldor Martin, \$1,039.95; J.-B. Roy, \$3,194.65; Delphis Blain, \$902.00; H. Deshaies, \$700.00; Lacoursière & Lamy, \$3,774.23; Mme M. Higgs, \$284.00; J. Grenon, \$604.15; N. Duquette, \$460.40; Alp. Olivier, \$527.95; A. Ménard, \$486.75; W. Brisbin, \$15.00; J.-M. Gauthier, \$392.50; W. Peters, \$82.00; H. Gauthier, \$200.00; Jos. Grenon, \$61.45; N. Gagnon, \$190.42; E. Duquette, \$652.12; O. Girard, \$256.00; Mme Adol. Gervais, \$199.30; V. Champagne, \$263.00; Jos. et Lena Landry, \$13.00; Adéland Martin, \$490.75; James Boyce, \$207.05; Jos. Plante, \$157.25; R. Bédard, \$168.90; R. Deschênes, \$167.20; A. Bouthillier, (*) \$12,232.50; Succ. Geo. Lord (*) \$484.00; E. Robinson (*) \$2,272.00.

(*) En vertu d'un jugement de la Commission des Services publics.

7. Oui.

8. Victor Guertin, \$51.00; Club de Golfe St-Jean, \$80.00; Mme Trefflé Côté, \$202.00; Chs Hébert, \$515.00.

Question par M. Blain.—1. A quelle date le syndicat coopératif autrefois connu sous le nom "The Hebrew Loan Syndicate", a-t-il déposé, chaque année, chez le secrétaire de la province, une copie du compte rendu exigé par l'article 35 de la Loi des syndicats coopératifs?

2. A quelle date cet ancien syndicat coopératif, constitué en corporation avec des pouvoirs plus étendus par la loi 18 Geo. V, ch. 119, a-t-il transmis, chaque année, au département du secrétaire de la province, le sommaire exigé par l'article 187 de la Loi des compagnies de Québec ?

3. Quels étaient, chaque année, les noms et adresses des personnes qui étaient directeurs de la corporation nouvelle ou y occupaient une position similaire ?

4. Cette corporation est-elle maintenant liquidée ? Si oui, a-t-elle laissé un déficit ?

5. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet de cette corporation régie par la loi 18 Geo. V, ch. 119 ? Si oui, sur quoi portaient-elles et que demandaient-elles ?

6. Le gouvernement a-t-il fait vérifier l'accomplissement des formalités plus haut mentionnées à la question No 1, avant de laisser la Législature accorder les pouvoirs plus étendus contenus à cette loi 18 Geo. V, ch. 119 ?

7. Si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. et 2. Aucun dépôt du compte rendu n'a été fait chez le secrétaire de la province pendant que le syndicat a été régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, S.R.Q., 1909, articles 6762 à 6811, ni après qu'il est devenu régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, S.R.Q., 1925, chapitre 254, ni depuis qu'il a été régi par une charte spéciale, 18 Geo. V, ch. 119.

Le gouvernement n'a aucun pouvoir en vertu de ces deux premières lois de forcer un syndicat à faire le dit dépôt et toute personne peut poursuivre pour omission d'avoir fait le dépôt en vertu de la section 36 de 18 Geo. V, ch. 119, aucun pouvoir n'étant à ce sujet spécialement conféré au gouvernement.

3. Le gouvernement l'ignore.

4. Il y a eu des procédures en liquidation mais le gouvernement ne sait pas si elles sont terminées.

5. Oui. Elles portaient sur l'administration généralement et sur l'impossibilité dans laquelle étaient les déposants de se faire rembourser. Dès les premières plaintes, le gouvernement a chargé un des substituts du Procureur général à Montréal de faire les démarches et les procédures voulues pour sauvegarder les intérêts des déposants et de tous autres intéressés.

6. A l'époque où la Législature a été saisie du projet qui est devenu 18 Geo. V, ch. 119, le gouvernement n'avait aucun renseignement sur l'état des affaires de cette compagnie et la loi ne lui donnait aucun recours pour se faire rendre compte.

7.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 210) intitulé : "Loi modifiant l'article 28 de la Loi de la commission des services publics".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 69, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 240) intitulé: "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre le dit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le gouvernement soit autorisé à payer la différence, n'excédant pas un et demi (1½%) pour cent, entre l'intérêt annuel de cinq (5%) pour cent et celui chargé par la commission aux cultivateurs de la province sur le capital des prêts à eux faits ou qui leur seront faits en vertu des dispositions de la Loi du prêt agricole canadien.

Résolu, 2.—Que le trésorier de la province devra payer à qui de droit à même le fonds consolidé du revenu, sur demande du conseil provincial, la part contributoire du gouvernement sur ces versements.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, pour certaines fins".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 233) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, relativement aux arrondissements scolaires".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de la dite résolution soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 155) intitulé: "Loi concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière des lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis".

M. Plante propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

JEUDI 26 MARS 1931

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente, le trente-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 223.—Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 44.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 32.—Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal ou Outremont.

Ordonné que M. Charbonneau ait la permission de présenter un bill (No 212) intitulé: "Loi concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en société coopératives agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 213) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation des lignes de transmission".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Guertin ait la permission de présenter un bill (No 214) intitulé: "Loi abrogeant l'article 571c de la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants :

Bill No 27, intitulé : "Loi modifiant la Loi de la Commission des services publics.

Bill No 36, intitulé : "Loi modifiant la Loi de la pêche.

Bill No 47, intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.

Bill No 56, intitulé : "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires.

Bill No 58, intitulé : "Loi modifiant la Loi des cités et villes.

Bill No 177, intitulé : "Loi modifiant le Code municipal relativement aux taxes.

Bill No 185, intitulé : "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes.

Bill No 193, intitulé : "Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds.

Bill 201, intitulé : "Loi modifiant le Code municipal, relativement au drainage des terres.

Bill No 202, intitulé : "Loi modifiant l'article 571c de la Loi des cités et villes.

Bill No 244, intitulé : "Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill No 55, intitulé : "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers immédiatement requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la Législature" et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Question par M. Tremblay.—1. M. Edouard Montpetit, secrétaire de l'Université de Montréal, est-il encore à l'emploi du département des Terres et Forêts comme directeur de l'Heure Provinciale, et si oui, quelles sommes a-t-il reçues comme tel depuis le 1er juillet dernier ?

2. M. Edouard Montpetit a-t-il obtenu un congé pour aller en Europe, au cours de l'été 1930, et si oui, combien de temps a-t-il été absent ?

3. A quelle date M. Edouard Montpetit a-t-il été nommé président de la Commission des Assurances Sociales et quelles sommes a-t-il reçues depuis comme tel ?

4. La somme de \$4,000 que le gouvernement doit lui payer, comme président de la Commission des Assurances Sociales, comprend-elle ses dépenses de voyage, et si non, quelles sommes a-t-il reçues jusqu'à date comme dépenses de voyage ?

5. La somme de \$4,000 que le gouvernement doit payer à M. Edouard Montpetit, comme président de la Commission des Assurances Sociales, est-elle une indemnité annuelle ou une indemnité globale ?

6. Quel terme le gouvernement a-t-il fixé à la Commission des Assurances Sociales pour faire son rapport final?

7. M. Edouard Montpetit a-t-il été chargé de quelques missions en Europe, au cours de l'été dernier, et si oui, quelles sommes a-t-il reçues à ce sujet de la part du gouvernement?

8. M. Edouard Montpetit a-t-il été chargé par le gouvernement, ou par un de ses membres, de préparer, seul ou avec d'autres, un livre sur le parler des Canadiens français, et si oui, quelles sommes lui a été ou lui seront payées à ce sujet?

9. M. Edouard Montpetit a-t-il fait partie des jurys chargés de juger les concours pour les prix David, et si oui, quelles sommes a-t-il touchées à ce sujet?

10. A part les \$6,850 d'honoraires qu'il a reçus comme secrétaire de la Commission d'Enquête sur les écoles catholiques de Montréal, ainsi qu'il appert à la page 329 des Comptes publics de 1928, M. Edouard Montpetit a-t-il touché d'autres sommes en cette qualité, et si oui, lesquelles?

11. Pour quel objet M. Edouard Montpetit a-t-il reçu les \$3,000 qui, à la page 498 des Comptes publics de 1925, paraissent lui avoir été payés pour transport en Europe?

12. Pour quel objet M. Edouard Montpetit a-t-il reçu les \$1,000 qui, à la page 214 des Comptes publics de 1930, paraissent lui avoir été payés pour dépenses à même le crédit de l'"encouragement à l'agriculture en général"?

13. M. Edouard Montpetit qui, d'après les Comptes publics de 1928, page 348, aurait reçu \$1,200 pour conférences et dépenses de voyage *re: éducation technique*, est-il le même Edouard Montpetit qui aurait touché en 1930, \$1,000 à même le crédit de l'"encouragement à l'agriculture en général"?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui. Son traitement: \$125.00 par mois et \$45.00 pour trois communications radiophoniques, aux taux généralement établi de \$15.00 par communication.

2. Oui, pendant les vacances d'été.—Deux mois et demi, après avoir pris les dispositions nécessaires pour assurer le fonctionnement du service pendant son absence. Monsieur Montpetit, au cours de ce séjour, a étudié le régime de la radio en Europe.

3. Le 25 septembre 1930, sans avoir sollicité de près ni de loin cette situation.—\$1,277.78.

4. Comme pour ses autres collègues, cette somme ne comprend pas ses dépenses de voyage.—\$337.50.

5. Comme pour ses collègues, une indemnité annuelle mais temporaire.

6. Aucun, à cause de l'étendue du travail à faire et du territoire à parcourir, mais la composition de la Commission est une garantie qu'elle présentera les rapports sitôt l'enquête faite. La Commission est, temporaire.

7. A la demande de la Société pour le Développement de l'Enseignement commercial de Montréal (lettre du Colonel W. Bovey et de M. Henri Laureys). M. Montpetit a représenté le gouvernement de la province, à Copenhague, où se donnait un cours d'enseignement commercial. Il a profité de son séjour au Danemark pour étudier les méthodes agricoles de ce pays. Monsieur Montpetit a aussi fait une leçon sur le Canada économique à l'École d'Agriculture de Grignon, et participé au Congrès des Sociétés normandes, à Alençon.—Il a reçu \$1,000.00.

8. Avec l'honorable juge Adjutor Rivard, Louis-J. Dalbis et M. L. Philippe Geoffrion, M. Montpetit a été chargé d'écrire un ouvrage sur la défense de notre langue. M. Montpetit y a consacré plusieurs mois et a rédigé deux chapitres. Il n'a pas été payé pour ce travail.

9. Depuis la création du prix David, sauf un an, M. Montpetit a fait partie du jury sans aucun honoraire. Ce travail représente la lecture d'une soixantaine d'ouvrages, chaque fois, et l'assistance à plusieurs séances.

10. M. Montpetit n'a reçu aucune autre somme outre celle qui est indiquée et qui lui a été versée pour son travail de secrétaire pendant près de deux ans, le résumé de la preuve et la rédaction du rapport final.

11. Pour aller donner, à la demande de l'Université de Montréal, et sur l'invitation de l'Université de Paris, une série de cours en Sorbonne, sur l'évolution du Canada. Rien n'a été payé à M. Montpetit, pour le long travail de préparation de ces cours et l'œuvre de propagande canadienne-française en Europe.

12. La réponse est au No 7.

13. Oui. Pour ce qui est de 1930, voir réponse au No 7. Pour ce qui est de 1928, M. Montpetit a fait, sur invitation de l'Université de Bruxelles transmise à l'Université de Montréal, une série de cours de dix leçons sur le Canada français. Ces cours ont eu lieu à l'Université de Bruxelles.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution du Budget, laquelle a été lue la première et la seconde fois le mercredi 25 mars courant.

Résolu que cette Chambre adopte ladite résolution.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 229) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill (No 240) intitulé: "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts

agricoles", lesquelles ont été lues la première et la seconde fois le mercredi 25 mars courant.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 240) intitulé: "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 231) intitulé: "Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Lafleur.—1. Depuis le 1er janvier 1929 jusqu'au 1er janvier 1930, quelle somme le département de la voirie a-t-il donnée à quelque titre que ce soit à la municipalité de Saint-Laurent, comté de Matapédia?

2. Même question pour 1928-1929?

3. Même question pour 1927-1928?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. et 3. Le département de la voirie n'a rien payé à la municipalité de Saint-Laurent durant ces périodes.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 46, intitulé: "Loi des accidents du travail, 1931".

Bill No 57, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 46) intitulé: "Loi des accidents du travail 1931", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal", soient lus la première fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Question suivante de *M. Duplessis* :

Combien monsieur Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur-général, a-t-il reçu pour chacune des causes pour lesquelles le gouvernement lui a payé \$10,474.90, en 1928-29; \$8,900., en 1927-28; \$11,250 en 1926-27; \$6,100., en 1925-26; \$7,531.80, en 1924-25; \$10,619.50, en 1923-24; \$1,350., en 1922-23; \$4,600., en 1921-22 ?

L'honorable M. Taschereau propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Mercier :

Que la question soit convertie en Ordre de la Chambre pour production de documents.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Baillargeon,
Bercovitch,
Bernard,
Bouthillier,
Caron,
Casgrain,
Cohen,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Dufour,
Dugas,

Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Papineau,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,

*Farand,
Fortin,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Grant,*

*Poulin,
Power,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thurber,
Turcotte.—44.*

CONTRE

Messieurs :

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,
Gault,*

*Guertin,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—10.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, l'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, pour production :

Un état indiquant: Combien Monsieur Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur-général, a-t-il reçu pour chacune des causes pour lesquelles le gouvernement lui a payé \$10,474.90, en 1928-29; \$8,900., en 1927-28; \$11,250., en 1926-27; \$6,100., en 1925-26; \$7,531.80, en 1924-25; \$10,619.50, en 1923-24; \$1,350., en 1922-23; \$4,600., en 1921-22.
(*Document de la session No 67*).

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 69, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 92 de la Loi des licences de Québec (Statuts refondus 1925, chapitre 25,) s'appliqueront à toutes succursales établies dans cette province par un courtier, une société de courtiers ou une personne visés par lesdites dispositions, de même qu'à toutes compagnies ayant leur bureau chef dans cette province et y faisant le commerce de courtier pour le compte ou le bénéfice d'un courtier, d'une société de courtiers ou d'une personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors de la province.

Cependant les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au courtier, à la société de courtiers ou à la personne qui :

- a. est membre du Montreal Stock Exchange ou du Montreal Curb Market; ou,
 - b. est membre de la Investment Bankers Association of Canada.
- Résolution à rapporter.
-

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Rochette, secondé par M. Cohen, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 113) intitulé: "Loi modifiant la charte de La corporation de Notre-Dame-du-Chemin", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs du bill ont payés leur soient remboursés, déduction faite de tous les frais de traduction et d'impression.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 144) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de "The Mount Sinai Sanatorium" à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts" a pour objet de favoriser une institution de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau, relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit."

M. Drouin propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Caron propose par voie d'amendement, secondé par M. Thisdel :
Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot :
"maintenant" et en y ajoutant les mots : "dans six mois".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

*Baillargeon,
Bédard,
Bergeron,
Blain,
Cantin,
Caron,
Côté,
Dansereau,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Gagnon,
Godbout,
Grant,
Laperrière,*

*Leduc,
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McDonald,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Saurette,
Sauvé,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte.—34.*

CONTRE

Messieurs :

*Bastien,
Bercovitch,
Bernard,
Bissonnet,
Bouthillier,
Casgrain,
Charbonneau,
Cohen,
Crépeau,
David,
Dillon,
Drouin,
Duplessis,
Fisher,
Fortin,
Francœur,*

*Gault,
Gauthier,
Laferté,
Lahaie,
Lapierre,
Mercier,
Papineau,
Paquet,
Plante,
Poulin,
Power,
Renaud,
Smart,
Thurber,
Tremblay,
Vautrin.—32.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, il est
Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 228, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec".

Bill No 245, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 242) intitulé: "Loi concernant le lot No 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 149, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de East-Angus".

Bill No 152, intitulé: "Loi concernant la "American Can Company".

Bill No 154, intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à "Henry Birks & Sons, Limited" et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 149) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de East-Angus", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 154) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à "Henry Birks & Sons, Limited" et déclarant fermée une certaine lisière de terrain", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 152) intitulé: "Loi concernant la "American Can Company", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Renaud.—1. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative Fédérée de Québec depuis 1920 à date, à quelque titre que ce soit?

2. Pour quelles fins ces divers montants ont-ils été versés dans chaque cas?

3. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative Fédérée de Québec à quelque titre que ce soit, pendant le dernier exercice fiscal?

4. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés pour chaque cas?

5. Quel montant global le gouvernement a-t-il payé à la Coopérative Fédérée de Québec, à quelque titre que ce soit pendant les premiers six mois de l'exercice en cours?

6. Pour quelles fins ces montants ont-ils été versés dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. \$1,009,436.39.

2. Remboursement des dépenses *re*: fusion du Comptoir Coopératif de Montréal, de la Coopérative Centrale des Agriculteurs de Québec, de la Société Coopérative Agricoles des Producteurs de semences de Québec en la Coopérative Fédérée de Québec, \$2,630.40; Propagande agricole, \$192,768.06; Achat et construction d'entrepôts, \$81,660.83; Ferme de multiplication des semences à Ste-Rosalie, \$15,654.78; Avance pour la Coopérative de lait et crème de Montréal, \$31,000.00; Ouverture de nouveaux marchés, \$31,713.31; Organisation d'un département pour fruits et légumes, \$28,108.45; Station Avicole de Princeville, \$12,483.20; Publicité agricole, \$13,574.83; Livres de comptabilité et vérification des comptes des coopératives affiliées, \$6,584.10; Pour améliorer l'expédition du fromage d'exportation, \$27,000.00; Encouragement à la fabrication du beurre pasteurisé, \$29,187.25; Remboursement de primes aux fabricants de beurre et de fromage, \$45,488.25; Différence sur beurre pasteurisé et beurre No 1, \$13,472.69; Rapports éducationnels et classification du beurre et du fromage, \$14,660.96; Film éducationnel, \$16,581.44; Grains, patates, engrais, formoline, insecticides, etc., pour fermes et champs de démonstration et jardins scolaires, \$332,933.76; Achat de graines de semence pour distribution aux colons, \$110,976.27; Remboursement de sommes avancées à L.-O. Masson, officier des pêcheries maritimes, pour son automobile, \$2,384.73; Démonstration pour faire connaître le saumon de Gaspé, \$573.08.

3. \$116,065.49.

4. Propagande agricole, \$14,444.27; Achat et construction d'entrepôts, \$14,728.17; Vente de fruits et légumes classifiés, \$5,000.00; Maintien d'une ferme de multiplication des semences à Ste-Rosalie, \$1,401.64; Pour améliorer l'expédition du fromage d'exportation, \$5,000.00; Avance pour la Coopérative de lait et crème de Montréal, \$31,000.00; Remboursement de primes aux fabricants de beurre et de fromage, \$6,000; Encouragement à la fabrication du beurre pasteurisé, \$9,015.96; Publicité, \$117.60; Grains, patates, engrais, etc., pour fermes et champs de démonstration et jardins scolaires, \$26,178.51; Achat de graines de semence pour distribution aux colons, \$2,258.92; Remboursement de sommes avancées à L.-O. Masson, officier de pêcheries maritimes, pour son automobile, \$920.42.

5. \$84,278.24.

6. Propagande agricole, \$31,290.17; Achat et construction d'entrepôt, \$5,999.32; Ferme de multiplication des semences à Ste-Rosalie, \$439.90; Publicité agricole, \$3,984.05; Livres de comptabilité pour coopératives affiliées, \$1,073.30; Grains, engrais, etc., pour fermes et champs de démonstration, \$40,814.00; Remboursement de sommes avancées à L.-O. Masson, pour son automobile, \$677.50.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 214) intitulé: "Loi abrogeant l'article 571c de la Loi des cités et villes".

Sur la motion de M. Guertin, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 31) intitulé: "Loi prohibant certaines enseignes lumineuses servant à annoncer les liqueurs alcooliques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, école de médecine vétérinaire et école de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 27 MARS 1931

Onze heures de l'avant-midi.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 218) intitulé: "Loi modifiant l'article 54 de la Loi des asiles d'aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 219) intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des écoles de réforme".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 220) intitulé: "Loi modifiant l'article 18 de la Loi des écoles d'industrie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant l'article 34 de la Loi de l'assistance publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 236) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Quels sont les divers emprunts dont la Corporation des écoles techniques ou professionnelles a assumé le paiement du capital et des intérêts?

2. A quelle date chaque emprunt a-t-il été assumé par la Corporation?

3. Pour quelle somme globale le crédit de la province se trouve-t-il ainsi engagé par suite des garanties données par la province pour ces emprunts?

Réponse par l'honorable M. David:

1. École des Hautes Études Commerciales... \$600,000.00
 École Technique de Hull..... 365,000.00
 École Technique de Montréal..... 700,000.00
 École Technique de Québec..... 500,000.00
2. Le 7 mai 1928.
3. \$2,165,000.00.

Question par M. Duplessis.—1. A qui ont été payés les \$2,550 qui ont été avancés au département du procureur-général en 1926-27, relativement aux frontières du Labrador, aux écoles juives et autres affaires?

2. Combien a été payé dans chaque affaire?
3. Combien chaque personne qui a touché une partie de ces \$2,550 a-t-elle reçu?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1, 2 et 3. A l'honorable L.-A. Taschereau, pour rencontrer dépenses à Londres *in re*: Frontières du Labrador, \$1,500.00; à M. Charles Lantôt, à compte honoraires et dépenses *in re*: écoles juives et commissaires des écoles protestantes, \$800.00; à M. G.-L. Dussault, pour rencontrer des dépenses se rapportant à la conférence, à Montréal, des avocats et autres *in re*: Canada et Terre-Neuve, \$250.00.

Question par M. Guertin.—1. Henriette Michaud est-elle ou a-t-elle déjà été à l'emploi du gouvernement de cette Province?

2. Par qui a-t-elle été recommandée pour obtenir cet emploi?
3. Quelles ont été ses fonctions et ses heures régulières de travail durant tout le temps qu'elle a été à l'emploi du gouvernement?
4. A-t-elle suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?
5. Combien d'heures de travail a-t-elle fournies au cours de chaque année depuis qu'elle est à l'emploi du gouvernement?
6. Quelle somme globale Henriette Michaud a-t-elle reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'elle a occupés?

Réponse par l'honorable M. Francœur:

1. Oui. Depuis 1919.
2. Par l'Orateur du temps.
3. Secrétaire de l'Orateur et commis, à l'Assemblée législative, et à l'heure actuelle commis intermédiaire au département des Travaux publics, et ses heures de travail ont été celles fixées par le règlement du service civil.
4. Oui.
5. Les heures de travail exigées pour ses fonctions et le règlement.
6. Voir les Comptes publics annuels.

Question par M. Guertin.—1. A quelles dates Maurices Bergeron, qui apparaît aux Comptes publics (1930, page 104) à titre de commis supplémentaire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement ?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi ?

3. Quels sont : *a.* son âge ; *b.* son lieu de résidence ; *c.* ses fonctions ; *d.* ses heures régulières de travail, alors qu'il était au service du gouvernement ?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas ?

5. Combien d'heures de travail a-t-il donné au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement jusqu'à date ?

6. Quelle somme globale le dénommé Maurice Bergeron a-t-il reçue chaque année de calendrier en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage pour les divers emplois qu'il a occupés ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. A été à l'emploi du gouvernement au cours du mois de mai 1930.

2. Le Sous-secrétaire de la Province.

3. *a.* 25 ans ; *b.* Québec ; *c.* commis supplémentaire ; *d.* les heures déterminées par la loi.

4. A suivi ces heures réglementaires.

5. Répondu par 3.

6. En 1930. \$60.00.

Question par M. Guertin.—1. A quelles dates Paul Bergeron, qui apparaît aux Comptes publics (1930, page 104) à titre de commis supplémentaire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province ?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi ?

3. Quels sont : *a.* son âge ; *b.* son lieu de résidence ; *c.* ses fonctions ; *d.* ses heures régulières de travail, pour le temps qu'il a été au service du gouvernement ?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas ?

5. Combien d'heures de travail a-t-il fournies au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement ?

6. Quelle somme globale le dénommé Paul Bergeron a-t-il reçue chaque année de calendrier en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Premier juillet 1927.

2. Par le Sous-secrétaire de la Province.

3. *a.* 29 ans ; *b.* Monument, Comté de Québec ; *c.* commis supplémentaire ; *d.* les heures fixées par la loi.

4. A suivi ces heures.

5. Répondu par 3.

6. En 1927, \$506.00; en 1928, \$1,107.50; en 1929, \$942.25. Nommé permanent en juillet 1930, au service de l'enseignement ménager et des Écoles de Coupe, au salaire annuel de \$2,200.00.

Question par M. Guertin.—Des \$51,719.45 mentionnés dans la réponse du 23 mars 1931, quel montant a été payé en primes d'assurance à chacun des agents énumérés, aux pages 351 et suivantes des Journaux de l'Assemblée législative, 1931.

Réponse par l'honorable M. Francœur:

Agent et primes:—Allard, C., \$45.00; Allarie, J.-B.-A., \$356.35; Angers, P.-A., \$160.00; Allen, G.-E., \$45.00; Belleau & Auger, \$446.00; \$144.00, \$225.00, \$280.00, \$338.00, \$160.00, \$160.00, \$225.96; Bergeron, F.-X., \$80.00; Boutin, P.-A., \$403.50, \$115.50, \$93.00, \$90.00, \$180.00, \$1,142.02, Barnard, Ed., \$90.00; Baxter, \$45.00, \$25.45; Bégin, P.-P., \$162.00; Bray, H., \$180.00, \$300.00, \$140.00, \$160.00, \$320.00; Berthiaume, R., \$140.00; Bickerdike, R., \$72.00; Beauchemin, M., \$152.70; Bouchard, Adj., \$101.80; Bédard, R., \$70.00; Bernard, Albert, \$127.50; Caron, C.-E. \$45.00; Chevalier, J.-B., \$409.00; Clément, J.-E., Inc., \$1,208.63, \$1,265.00, \$300.00, \$120.00, \$120.00; Côté, J.-B., \$65.96; Crépeau, Isidore, \$298.00; Conway & Conway, \$210.00; \$127.25; Clément, C., Mlle, \$90.00; Côté, G.-J.-Ernest, \$867.62; Côté, S.-Z., \$684.63; Courteau, G.-J., \$70.00; Dechêne & Dechêne, \$385.00; Desaulniers, J., \$429.00; Deserres, J.-E., \$90.00, \$85.00; DeGrandpré, R., \$294.00; Delisle, J.-H., \$112.00; Demers, Albert, \$160.00, \$160.00; Drouin & Drouin, \$90.00, \$128.00; Duval, Jos., \$80.00; DeRousselle, \$40.50; Esinhart & Evans, \$210.00; Godin, Alfred, \$135.96; Gaudreau, L.-G., \$960.00; Ginn J.-O., \$266.00; Gordon, Spohn & Co., \$140.00; Gomery, B. V., \$210.00; Gagnon, C., \$117.00; Gagnon & Cloutier, \$90.00, \$96.00, \$144.00; Givernaude, Inc., \$120.00; Garneau, Ed., \$225.00; Giroux & Côté, \$170.00, \$330.00, \$45.00, \$240.00, Gauvin, Elz., \$128.00; Garneau, R., \$187.25; Grenier, Gus., \$90.00, \$90.00; Grenier, L.-H., \$90.00, \$160.00; Gourdeau, F.-B., \$240.00; Gagnon, J.-P.-A., \$127.25; Gouin, A.-J., & Cie, \$114.53; Gravel, A.-I., & Fils, \$267.22, \$267.23; Howard, Tracy, \$225.00; Hallé, J.-O., \$146.00; Hamel, H.-P., \$51.20; Hébert, C.-D., & Fils, \$101.80; Jacques, Nap., \$254.50; Jobin, A.-E., \$80.00; Jacob, B.-W., \$210.00; Lamontagne, C., \$670.00; Langlois H.-H., \$127.25; Langlois, E.-J., \$135.00; Lachance, J.-Eug., \$129.00; Lavoie & Lesage, \$465.00; \$540.00; Legault, Alf., \$645.00; Laviolette, Forget, \$70.00; Laurent, J., \$198.00; Laurin, Cy., \$135.00; Leclerc, Eug., Ltée, \$371.93, \$533.60, \$90.00; Lemieux, J.-Alf., \$170.00; Lortie, Jean, \$207.15; Leblanc, O., \$135.00; Levasseur, F.-H., \$90.00; Lewis, Appedaile Henson, \$45.00; Love, Alex., \$285.00; Mullins, J. P., \$108.00, \$182.00; Massey, G. M., \$335.00; Mahoney, T. H. & Co., \$90.00; Marois & Beudet, \$217.63; Massé, G., \$70.00; McOuat, J., \$280.00; Meunier, T., \$350.00; Morin & Morin, \$814.50; Marcotte, Arthur, \$208.00, \$208.00; Martel, J.-E., \$240.00; Miville, J.-L., \$160.00; Milot, J.-A.-F., \$101.80; Normandin, L.-P., \$194.60; O'Halloran & Vautelet, \$60.00; Philips, \$217.00, \$180.00; Pouliot, D.-I., Ltée, \$1,447.60, \$180.00, \$350.00, \$140.00, \$478.00, \$96.00; Pagé, A.-H.,

\$479.50; Pagé, F., \$1,190.00; Poulin, Arthur, \$208.73; Pratt & Côté, \$439.00, \$213.00, \$213.00, \$136.00; Payette, F., \$63.63, \$127.25; Pel-land, J.-A., \$560.00; Philbrick, E.E., \$294.00; Pigeon, J.-H., \$168.00; Paquet, A.-E., \$131.20; Quinn Agency, \$535.00; Roy, J.-N., \$630.00, \$270.00; Reinhart, L.-A., \$753.00; Reid, F.-G., \$135.00; Ricard, L.-W., \$111.00; Rinfret, Rol., \$307.50; Rousseau, J.-H., \$613.10; Roy, J.-Eug., & Cie, \$360.97; \$145.14; Rainville, Paul, \$168.00; Raphael, H. W., \$308.00; Roberts, E., \$126.00; Racine, Pierre, \$99.00; Scott, Art. E., \$554.00; Simard, Arthur, Enrg., \$429.00; Starnes, H. K., \$217.50; Starks, A., \$210.00; Spénard, Art., \$224.82, \$224.80, \$224.82; Société d'Administration, \$14.25; Tessier-Fages, \$300.00, \$1,416.00, \$157.50, \$157.50, \$127.25, \$77.50; Taskers, \$180.00; Tremblay, \$90.00, \$706.00; Tourigny, Roger, \$140.00; Tremblay, Aug., \$318.12; Véronneau, L., \$90.00; Vallé, J.-A., \$84.00; Vallerand, A., \$88.00; Wickham & Wickham \$120.00, \$60.00, \$364.00; Walker G.-J., \$770.00; Walsh, N. J., & Sons, \$2,800.00.

L'ordre du jour étant lu: Qu'il soit résolu:

Que le règlement de cette Chambre soit modifié en y insérant l'article suivant après l'article 458:

"458a. Quand un comité, permanent ou spécial, demande dans son rapport à être libéré de l'obligation de continuer l'étude d'un bill, ce bill ne peut être inscrit au feuillet des affaires, à moins d'un ordre spécial de la Chambre."

Que ce nouvel article du règlement entre en vigueur à l'ouverture de la prochaine session de la législature.

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Mercier:

"Que cette Chambre adopte maintenant la résolution".

Et la motion étant mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte. La résolution est, en conséquence, adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Francœur, il est—

Resolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant les articles 4 et 5 de la Loi de subventions aux collèges classiques".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 231) intitulé: "Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a

pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport sur les Compagnies d'Assurance, 1930 (Opérations de 1929).
Service des assurances, département du Trésor, province de Québec.

Document de la session No 68).

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Fisher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état détaillé de toutes les sommes qui ont été payées par la Province à monsieur Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur général, depuis le 30 juin 1917, pour quelque raison que ce soit, ainsi que copie de tout compte, pièce, arrêté en conseil, document, justifiant chacun des paiements qui lui ont été ainsi faits.

Question par M. Duplessis.—Pour quelle somme le crédit de la province est-il engagé dans chacun des objets suivants: *a.* Amélioration de la voirie; *b.* Construction ou aide à la construction d'institutions de bienfaisance (hôpitaux, hospices, asiles, refuges, etc.) ?

Réponse par l'honorable M. David:

a. Rien; *b.* Le Gouvernement a même le fonds de l'Assistance publique, a garanti l'intérêt et l'amortissement sur une somme de \$14,225,-140.00 représentant la construction ou aide à la construction d'institutions de bienfaisance (hôpitaux, hospices, asiles, refuges, etc.)

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 mars, 1931, pour copie de toute correspondance entre toute personne et le gouvernement depuis le 1er janvier 1926, à date, au sujet de l'école No 4, municipalité d'Oka, comté des Deux-Montagnes.

(Document de la session No 69).

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 231) intitulé: "Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs

*Authier,
Bergeron,
Bernard,
Casgrain,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Fortin,
Francœur,
Grant,*

*Laferté,
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
McDonald,
Mercier,
Messier,
Paquet,
Perrault,
Plante,
Samson,
Taschereau (Montmorency),
Turcotte,
Vautrin.—31.*

CONTRE

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Fisher,
Gault,*

*Guertin,
Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—8.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant les articles 4 et 5 de la Loi des subventions aux collèges classiques".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une somme de trois cent quinze mille dollars par année aux collèges classiques au lieu de la somme de trois cent cinq mille dollars fixée par l'article 3 de la Loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134,) telle que modifiée par les lois 17 George V, chapitre 40, section 1; 19 George V, chapitre 51, section 1, et 21 George V, chapitre (*insérer ici le numéro du chapitre du bill No 3*).

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra mettre annuellement à la disposition du comité protestant de l'instruction publique, pour distribution aux écoles protestantes, une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars, au lieu de la somme fixée par l'article 5 de ladite Loi des subventions aux collèges classiques, telle que modifié par la loi 19 George V, chapitre 51, section 2.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant les articles 4 et 5 de la Loi des subventions aux collèges classiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois."

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 218) intitulé: "Loi modifiant l'article 54 de la Loi des asiles d'aliénés".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 219) intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des écoles de réforme".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 220) intitulé: "Loi modifiant l'article 18 de la Loi des écoles d'industrie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 221) intitulé: "Loi modifiant l'article 34 de la Loi de l'assistance publique de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 209) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes."

Sur la motion de M. Fortin, secondé par M. Vautrin, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité plénier de la Chambre, à la présente séance.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 63) intitulé: "Loi concernant la radio".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 152) intitulé: “Loi concernant “The American Can Company”, a dû être présenté par suite du retrait du bill de la cité de Montréal, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolutions relatives au bill (No 63) intitulé: “Loi concernant la radio”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le coût du permis requis en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour avoir en sa possession et mettre en service ou avoir en sa possession avec l’intention de mettre en service soit un radio-transmetteur, soit un radio-récepteur ou soit les deux, sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devra pas excéder la somme de cent dollars pour un radio-transmetteur et vingt-cinq centins pour un radio-récepteur.

Résolu, 2.—Que tous les techniciens, officiers et employés nécessaires à la mise à exécution de ladite loi pourront être nommés suivant les dispositions de la Loi du service civil ou de la Loi du service extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitres 10 ou 10A).

Résolu, 3.—Que les dépenses occasionnées pour la mise à exécution de ladite loi seront payées par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des terres et forêts.

Résolutions à rapporter.

M. l’Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l’adoption desdites résolutions soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l’ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu’un crédit n’excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l’encouragement à l’agriculture en général pour l’exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu’un crédit n’excédant pas neuf cent trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le service de l’élevage y compris aide re-animaux tuberculeux, pour l’exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

SAMEDI 28 MARS 1931

Onze heures du matin.

Prière.

Question par M. Guertin.—1. Le docteur A. Lessard est-il à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* quelles ont été ses fonctions; *c.* quel est son lieu de résidence?

3. Quelle somme globale le dénommé docteur A. Lessard a-t-il reçue du gouvernement, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. *a.* et *b.* Depuis le 1er septembre 1921 comme directeur de l'Assistance publique et depuis le 1er juin 1922 comme directeur du Service provincial d'hygiène; *c.* Québec.

3. *Année* *Traitement* *Frais de voyages et de représentations*

1921.....	\$ 1,000.00	\$ 158.30
1922.....	5,166.66	732.07
1923.....	6,000.00	1,013.55
1924.....	6,000.00	878.27
1925.....	6,000.00	1,100.00
1926.....	6,000.00	700.00
1927.....	6,000.00	1,175.00
1928.....	6,000.00	3,700.00

(dont \$2,500.00 pour frais de voyage et de représentation de la province au Congrès de la tuberculose à Rome, au congrès des hygiénistes de France à Paris. Étude des œuvres sociales de Lyons et enquête sur l'Œuvre du Placement familial (Œuvre Gran-cher) en France.)

1929.....	6,000.00	900.00
1930.....	6,000.00	1,100.00

A titre de membre de la Commission des assurances sociales, position qu'il n'a nullement sollicitée, le docteur Lessard a, de plus, reçu, en 1930, \$381.95 comme traitement et \$100.00 comme avance pour frais de voyages.

Question par M. Guertin.—1. Louis Lessard est-il ou a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il données au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale Louis Lessard a-t-il reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, gratifications, rémunérations, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Il n'est pas à l'emploi du gouvernement, mais il l'a été par intervalles réguliers.

2. *a.* Depuis le 15 mai 1926 au 27 octobre 1930; *b.* par son député, et le trésorier provincial.

3. *a.* Le gouvernement l'ignore; *b.* Québec; *c.* Il n'occupe présentement aucune fonction; il était commis; *d.* A la demande de ses chefs et selon le travail à faire.

4. Oui.

5. Impossible de déterminer pour la période durant laquelle il a été à l'emploi du gouvernement.

6. Pour traitement, savoir: Année 1926, \$320.00; Année 1927, \$280.00; Année 1928, \$540.00; Année, 1929, \$405.00; Année, 1930, \$360.00. Aucune somme n'a été payée à cet employé durant ses fonctions à titre de gratification, rémunération ou dépenses de voyage.

Question par M. Guertin.—1. Quel système le gouvernement a-t-il mis en vigueur pour l'enregistrement des arrivées et des départs quotidiens des employés civils, dans chaque ministère?

2. Depuis quand ce système est-il en vigueur?

3. S'il n'est pas en vigueur dans chaque département, pourquoi?

4. Tous les employés y sont-ils assujettis?

5. Si non, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 2. 3. 4. et 5. Chaque département suit un système particulier, adapté au genre d'affaires qui s'y transige, pour assurer la présence des officiers et employés aux heures prescrites, et l'application de ce système est sous la surveillance du chef et du député-chef du département.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant l'article 28 de la Loi de la commission des services publics".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Ordonné que l'ordre soit déchargé.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province."

L'honorable M. Francœur propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Francœur informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Qu'elles sommes, octrois, subventions ou avantages, de quelque nature qu'ils soient, ont été promis depuis le premier juillet 1930, par le gouvernement ou par quelqu'un de ses membres, ou par quelque député ou fonctionnaire à la connaissance d'un membre du gouvernement, à des institutions d'enseignement ou de charité ou de bienfaisance de la province? (Enumérer chacune des sommes et la nature de chacun des avantages promis, et les nom et adresse de chacun des bénéficiaires.)

2. A quelle date ont été faites les promesses dans chaque cas?

3. Quand ont été ou seront consentis ces avantages?

4. A quelles conditions dans chaque cas?

5. En vertu de quelle loi ou arrêté ministériel ou autorisation dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. David:

Département de l'Assistance Publique:—

1. Le Gouvernement à même le fonds de l'Assistance publique, s'est engagé à garantir l'intérêt et l'amortissement sur une somme de \$175,000.00, en faveur de l'Hôtel-Dieu de Nicolet, sur une somme de \$155,000.00, en faveur de l'Hospice de Ste-Marie-de-Beauce et sur une somme de \$2,500,000.00, en faveur de l'Hôpital Universitaire de l'Université de Montréal.

2. Hospice Ste-Marie-de-Beauce, 6 février 1931; Hôtel-Dieu de Nicolet, août 1930; Hôpital Universitaire, à l'occasion du congrès des médecins de Langue-française d'Amérique.

3. Quand toutes les formalités nécessaires auront été remplies.
4. Aux conditions de la loi de l'Assistance publique et ses amendements.
5. Répondu par 3 et 4.

Question par M. Guertin.—1. Alice Vézina est-elle ou a-t-elle été à l'emploi du gouvernement de cette province ?

2. Dans l'affirmative; *a.* depuis quand; *b.* par qui a-t-elle été recommandée ?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* ses qualifications; *c.* son lieu de résidence; *d.* ses fonctions; *e.* ses heures régulières de travail ?

4. A-t-elle suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas ?

5. Combien d'heures de travail a-t-elle fournies au cours de chaque année depuis qu'elle est à l'emploi du gouvernement ?

6. Quelle somme globale a-t-elle reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaire, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'elle a occupés ?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. *a.* Depuis le 1er août 1923; *b.* Par son député et par le sous-secrétaire provincial.

3. *a.* Le gouvernement l'ignore; *b.* Sténo-dactylo; *c.* Québec; *d.* Répondu par *b.*; *e.* Les mêmes heures que les autres employés.

4. Oui, à l'exception de quelques absences pour cause de maladie.

5. Le nombre d'heures réglementaires.

6. Pour traitement, savoir: Du 1er août 1923 au 30 juin 1925, elle a reçu \$2.75 par jour à titre de sténo-dactylo surnuméraire et à partir du 1er juillet 1925 elle a été nommée permanente, à titre de sténo-dactylo intermédiaire, avec un salaire annuel de \$1,000.00 jusqu'au 30 juin 1930, alors que son traitement a été porté à \$1,200.00 par année, traitement qu'elle reçoit actuellement.—(Mademoiselle Vézina n'a reçu aucune somme pour frais de voyage, gratifications, rémunérations, etc.)

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill (No 63) intitulé: "Loi concernant la radio", rapportées du comité plénier et lues la première et la seconde fois, le vendredi 27 mars courant.

L'honorable M. Taschereau propose:

"Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions".

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Fisher: Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'avis qu'il ne convient pas qu'elle légifère sur la radio tant que les tribunaux, à qui a été déférée la question de juridiction en cette matière, n'auront pas finalement et définitivement décidé que la législature soit compétente:

Que cette chambre déclare inopportune et intempestive la mesure proposée."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Fisher,*

*Sauvé,
Tremblay.—5.*

CONTRE

Messieurs:

*Bédard,
Bergeron,
Côté,
Dugas,
Francœur,
Gagnon,
Grant,
Laferté,
Mercier,*

*Paquet,
Piché,
Plante,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte.—17.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province"

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la construction d'un, de plusieurs ou de tous les ponts ci-après mentionnés pourra être faite suivant l'un des modes prévus par les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions:

1° Sur le fleuve Saint-Laurent entre ville LaSalle et Caughnawaga (route Montréal-Malone);

2° Sur le fleuve Saint-Laurent, au-dessus du chenal nord, entre l'Ile d'Orléans et la côte de Beaupré;

3° Sur la rivière Richelieu entre Saint-Joseph-de-Sorel et la cité de Sorel (Route Lévis-Saint-Lambert);

4° Sur la rivière Yamaska entre Yamaska-est et Yamaska-ouest (route Lévis-Saint-Lambert);

5° Sur la rivière Saint-François entre Saint-François-du-Lac et Pierreville (route Lévis-Saint-Lambert);

6° Sur la rivière Richelieu, entre Belœil et Saint-Hilaire (Route Montréal-Saint-Hyacinthe);

7° Sur la rivière Saguenay, entre Sainte-Anne et la cité de Chicoutimi.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à construire un ou plusieurs des ponts énumérés dans la résolution qui précède, sur le site qu'il choisira, dans ou près des limites des endroits mentionnés dans ladite résolution, avec les chemins d'approche et autres travaux nécessaires, le tout, à un prix n'excédant pas en totalité huit millions de dollars, y compris la part contributoire de la province à la construction du pont interprovincial visé par la section IV de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, approches et autres travaux nécessaires à la construction de celui ou de ceux desdits pont qu'il décidera de construire; que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, (Statuts refondus, 1925, chapitre 230) *mutatis mutandis* et que le juge pourra, en accordant la possession préalable des terrains requis, accepter, au lieu du cautionnement exigé par le paragraphe 3 de l'article 112 de ladite Loi des chemins de fer, un certificat du trésorier de la province portant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant déterminé.

Résolu, 4.—Que pour payer la construction de chacun desdits ponts et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions visées par les résolutions 2 et 3, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre des travaux publics et du travail, les sommes requises pour la mise à exécution des dispositions de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour les fins de ladite section II, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder, en totalité, le montant fixé par la résolution 2 et que ces obligations ou rentes inscrites seront émises au taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le

montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, sur certificats du ministre des travaux publics et du travail, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution des dispositions de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions et qu'une comptabilité spéciale de ces avances devra être tenue au département du trésor et que le produit de ou des emprunts devra d'abord être employé à leur remboursement au fonds consolidé du revenu.

Résolu, 6.—Qu'il pourra être perçu et prélevé des péages sur chacun desdits ponts dont la construction sera faite en vertu de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la résolution 3, ainsi que le coût de construction de chacun desdits ponts, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, amender et remplacer un tarif des taux de péage exigibles de tous les conducteurs de véhicules automobiles, pourvu qu'aucun tel taux de péage ne soit perçu des cultivateurs transportant des produits agricoles avec des véhicules automobiles.

Résolu, 7.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des travaux publics et du travail à faire avec le gouvernement du Canada les contrats nécessaires aux fins de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des travaux publics et du travail à faire avec le gouvernement du Canada et celui de la province du Nouveau-Brunswick, toutes les conventions nécessaires relativement à la construction, à l'entretien, au maintien, à la réparation, à l'administration et à l'exploitation d'un pont interprovincial sur la rivière Restigouche entre Cross Point, dans la province de Québec et Campbellton dans la province du Nouveau-Brunswick.

Résolu, 9.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera de plus revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'exécution de l'entente à intervenir entre le gouvernement du Canada, le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick et le gouvernement de la province de Québec.

Résolu, 10.—Que pour le surplus, les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront, sauf incompatibilité avec les dispositions de la convention à intervenir, à la construction, à l'entretien, au maintien, à la réparation, à l'administration, à l'exploitation dudit pont interprovincial et à la fixation des taux de péages.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 217) intitulé: "Loi concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau, informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de contribuer jusqu'à concurrence d'une somme de cent mille dollars à la construction, à Gaspé, d'un monument pour commémorer le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent.

Résolu, 2.—Que cette contribution de la province pourra être faite en un seul ou en plusieurs versements ou au moyen d'annuités suffisantes pour payer les intérêts et amortir le capital des obligations qui pourraient être émises par le propriétaire ou la personne chargée de l'érection de ce monument, mais que le montant de cette contribution ne devra pas excéder la somme de cent mille dollars.

Résolu, 3.—Que le paiement de cette contribution sera fait par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, suivant les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 217) intitulé: "Loi concernant la contribution du gouver-

nement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Blain, il est—

Résolu que cette Chambre exprime l'avis que la violation répétée ou générale de la Loi du dimanche, outre qu'elle contribue, dans l'industrie, à amener la surproduction, est propre, toujours, à diminuer le respect des autorités et des lois, tant civiles que religieuses, et à favoriser la propagande des idées bolchévistes; que cette Chambre remercie le gouvernement de s'être rendu à la demande qui lui avait été faite de veiller à l'observance de ladite loi, et d'avoir nommé deux inspecteurs pour cette fin; que de plus, elle estime que le gouvernement devrait nommer autant d'inspecteurs qualifiés et raisonnablement rémunérés qu'il en est besoin pour faire respecter cette loi fondamentale, et qu'elle invite respectueusement le gouvernement à poursuivre les transgresseurs avec plus de rigueur que jamais.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI 30 MARS 1931

Onze heures du matin.

Prière.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 216) intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Blain.—1. Combien de tableaux destinés au Musée d'Histoire Naturelle ont-ils été achetés depuis cinq ans ?

2. Quels sont ces tableaux ?

3. Quels en sont les peintres ?

4. De qui ont-ils été achetés et quel prix a-t-il été payé dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. David :

1. Environ 150.

2, 3 et 4. L'Archiviste de la Province est à préparer un catalogue.

Question par M. Duplessis.—Outre les \$78,000. qui, d'après les Comptes publics, paraissent avoir été payés par le Trésor et directement à Monsieur Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur-général, pour son traitement régulier d'assistant-procureur-général, du 1er juillet 1917 au 1er juillet 1930; outre les \$36,135.23 qui, d'après les Comptes publics, paraissent avoir été payés ou avancés par le Trésor et directement audit monsieur Charles Lanctôt, pour dépenses de voyage, du 1er juillet 1917 au 1er juillet 1930 et outre les \$94,931.03 qui, d'après les Comptes publics, paraissent avoir été payés ou avancés par le Trésor et directement audit monsieur Charles Lanctôt, du 1er juillet 1917 au 1er juillet 1930, pour honoraires, mémoires de frais, services comme conseil, services comme commissaire de la refonte des Statuts et autres travaux extra; quelle somme totale ledit monsieur Charles Lanctôt a-t-il du 1er juillet 1917 au 1er juillet 1930, touchée de la province pendant chaque exercice financier: *a.* pour dépenses de voyage? *b.* pour honoraires, mémoires de frais, services comme conseil ou autres travaux extra, à même les sommes mentionnées dans les Comptes publics sous des titres généraux, sans indication des personnes à qui elles ont été versées, telles que: dépenses pour fins de police, déboursés de cour, dépenses de la Commission de refonte des Statuts, avances à la Commission de refonte des Statuts, mandats comptables de \$70,337.18 (Comptes publics de 1917, page 225), mandats comptables de \$104,900.95 (Comptes publics de 1918, page 162), mandats comptables de \$50,506.81 (Comptes publics de 1919, page 135), mandats comptables de \$31,815.80 (Comptes publics de 1921, page 138), avance de \$54,444.04 (Comptes publics de 1926, page 157), avance de \$2,550., *re:* frontières du Labrador, écoles juives et autres affaires (Comptes publics de 1927, page 159), sommes de \$141.34 et de \$551.80 payées pour dépenses des représentants de la province et du gouvernement fédéral aux deux conférences tenues à Montréal, relativement aux frontières du Labrador (Comptes publics de 1927, page 160), sommes de \$383.79, de \$1,000., de \$400. et de \$777.21 payées au département du procureur-général pour "dépenses" *re:* "diverses causes", "avances" et "dépenses de voyage" (Comptes publics de 1928, page 140 et de 1929, page 145), sommes diverses inscrites en bloc aux Comptes publics comme ayant été payées ou avancées aux chefs de la police provinciale de Québec et de Montréal, pour dépenses de voyage, d'investigations, etc. ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Sans reconnaître l'exactitude des trois sommes globales indiquées au commencement de la question, M. Charles Lanctôt n'a rien touché personnellement à même les montants mentionnés dans les Comptes publics sous des titres généraux, sans indication de personnes, pour fins de police, de déboursés de cours, de dépenses ou d'avances à la Commission des Statuts, sauf son traitement en qualité de commissaire.

Les renseignements demandés quant aux quatre premiers mandats-comptables se trouvent dans les comptes rendus couvrant ces quatre mandats, qui ont été déposés sur la table de la Chambre, ainsi qu'il appert des journaux de l'Assemblée législative pour 1923-24, page 36, et de ces journaux pour 1922 (13 Geo. V), page 35.

En ce qui regarde le mandat de \$54,444.04, il n'a rien touché.

L'emploi des sommes de \$2,550.00, de \$141.34 et de \$551.80 a été indiqué aux deux réponses à des questions, qui apparaissent aux Journaux de l'Assemblée législative aux pages 339-340, du 20 mars 1931, et 410, du 27 mars 1931.

Il lui a été payé les deux sommes de \$1,000.00 et de \$400.00 pour avance d'honoraires *in re*: "Royal Bank" vs Larue et le Procureur général du Canada et le Procureur général de Québec.

Il n'a rien touché, ni personnellement, ni autrement, à même les sommes diverses inscrites en bloc ou d'aucune autre manière dans les Comptes publics comme ayant été payées ou avancées au chef de la police provinciale de Québec ou de Montréal, pour dépenses de voyage, investigations, ou pour une autre raison quelconque.

Question par M. Guertin.—1. Edgar Vézina est-il à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* quelles ont été ses fonctions; *c.* quel est son lieu de résidence?

3. Quelle somme globale le dénommé Edgar Vézina a-t-il reçue du gouvernement, à chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1, 2 et 3. Le gouvernement de cette province ne connaît pas "le dénommé Edgar Vézina", mais connaît M. Edgar Vézina, qui est actuellement à l'emploi du gouvernement de cette province depuis le 1er novembre 1906, et son lieu de résidence a toujours été en la cité de Québec.

Quant à ses fonctions, M. Edgar Vézina a été nommé vérificateur au Bureau de l'Auditeur de la province sur recommandation de feu l'honorable Amédée Robitaille, ex-secrétaire de la province, et approbation de l'honorable Auguste Tessier, alors trésorier de la province, le 1er novembre 1906, avec un traitement annuel de \$700.00 en vertu de l'arrêté ministériel No 66, du 20 octobre 1906, à prendre effet le 1er novembre 1906.

Le 1er décembre 1918, M. Edgar Vézina a été promu assistant-auditeur de la province, sur recommandation de l'honorable Walter

Mitchell, qui était trésorier dans le temps, avec un traitement annuel de \$1,800.00, à partir du 1er décembre de la même année, en vertu de l'arrêté ministériel No 1660, du 4 décembre 1918.

Le 1er juillet 1922, M. Edgar Vézina a été nommé inspecteur-en-chef du Service d'Inspection, de Vérification et de Comptabilité, relevant du département de l'Exécutif, service qui a été créé par l'honorable Premier Ministre, avec un traitement annuel de \$1,100.00, à partir du 1er juillet 1922, en vertu de l'arrêté ministériel No 1222, du 20 juin 1922, tout en conservant ses fonctions d'assistant-auditeur de la province, pour lesquelles il recevait, à cette date, un salaire annuel de \$2,400.00.

Le 1er septembre 1929, M. Edgar Vézina fut promu auditeur de la province, sur recommandation de l'honorable Jacob Nicol, ex-trésorier de la province, avec un salaire annuel de \$6,000.00 en vertu de l'arrêté ministériel No 1077, du 22 août 1929.

L'article 11, du chapitre 21, S. R., 1925, se lit comme suit: "L'année financière de la province comprend la période de temps écoulé depuis le 30ième jour de juin d'une année jusqu'au 30ième jour de l'année suivante, ce dernier jour compris."

En conséquence, les officiers ou fonctionnaires publics sont payés conformément à l'article 11, du chapitre 21, S. R. 1925, c.-à-d. pour l'année fiscale de la province de Québec, et non pour l'année de calendrier.

Depuis le 1er novembre 1906 au 30 juin 1930, les sommes perçues par M. Edgar Vézina, auditeur de la province, soit pour salaire, dépenses de voyage et gratifications, sont inscrites en regard de son nom aux comptes publics de chaque année fiscale depuis sa nomination, pour les fonctions qu'il occupe.

De plus, il doit être pris en considération par les honorables membres de l'Assemblée législative qu'en vertu de l'article 16, paragraphe 1, du chapitre 21, S. R., 1925, l'Auditeur de la province apure les recettes et les dépenses se rattachant aux comptes publics de cette province au nom des honorables membres de cette Chambre.

Question par M. Guertin.—1. Gérard Vézina est-il ou a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* ses qualifications; *c.* son lieu de résidence; *d.* ses fonctions; *e.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il fournies au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement de cette province?

6. Quelle somme globale a-t-il reçue, chaque année de calendrier, en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. *a.* Depuis le 1er juin 1925; *b.* Par son député, et le sous-secrétaire de la province.

3. *a.* Le gouvernement l'ignore; *b.* Suffisantes pour l'emploi qu'il occupe; *c.* Québec; *d.* Commis; *e.* Comme tout autre employé occupant les mêmes fonctions.

4. Oui.

5. Impossible de déterminer.

6. Pour traitement, savoir: Année 1925, \$500.00; Année 1926, \$1,000.00; Année 1927, \$1,000.00; Année 1928, \$1,100.00; Année 1929, \$1,200.00; Année 1930, \$1,200.00. M. Vézina n'a rien reçu comme frais de voyage, ni gratification, ni rémunérations.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province", soient lues la première et la seconde fois, le samedi 28 mars courant.

L'honorable M. Francœur propose: "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions".

M. Tremblay propose par voie d'amendement:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas pourvu à la construction d'un pont au bout du boulevard Pie IX, sur la Rivière-des-Prairies, et elle se déclare favorable à la construction immédiate dudit pont."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain
Duplessis,
Fisher,

Sauvé,
Tremblay.—5.

CONTRE

Baillargeon,
Bergeron,
Cantin,
Casgrain,
David,
Delisle,
Dugas,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,

Laferté,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Piché,
Power,
Samson,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—21.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Fisher:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant favorable à la construction des ponts qui s'imposent depuis plusieurs années en cette province, et vu les déclarations du ministre des travaux publics et du travail, qu'il ne sait pas les taux de péage qui seront établis sur les ponts projetés et que ces taux seront basés sur les dépenses occasionnées par la construction des ponts projetés;

Regrette que le gouvernement, au lieu de donner suite à ses nombreuses promesses d'abolir les taux de péage sur les ponts en cette province, multiplie ces ponts de péage et ait toujours établi des taux de péage excessifs et exorbitants.

Que cette Chambre condamne l'imprécision de la mesure proposée dont les clauses autorisent le gouvernement à ne construire qu'un seul pont au coût de \$8,000,000.00."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Fisher,*

*Sauvé,
Tremblay.—5.*

CONTRE

Messieurs:

*Baillargeon,
Bédard,
Cantin,
Casgrain,
David,
Delisle,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,*

*Laferté,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Piché,
Power,
Samson,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—20.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province".

L'honorable M. Francœur propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 63) intitulé: "Loi concernant la radio".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Duplessis:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, gardienne jalouse des pouvoirs législatifs que lui confère la constitution, refuse de les abdiquer en faveur de l'exécutif en attribuant au Lieutenant-Gouverneur en conseil le pouvoir de décider si la loi que le gouvernement propose concernant la Radio entrera ou n'entrera pas en vigueur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

Blain,
Duplessis,
Fisher,

Sauvé,
Tremblay.—5.

CONTRE

Messieurs :

*Baillargeon,
Bédard,
Cantin,
Casgrain,
David,
Delisle,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,*

*Laferté,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Piché,
Power,
Samson,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Vautrin.—20.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Lafleur.—1. Le gouvernement a-t-il reçu des récriminations relativement au barrage du lac Témiscouata, comté de Témiscouata ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de ces récriminations ?
3. Par qui ont-elles été faites ?
4. Quel est le nom de la compagnie qui a construit ce barrage ?
5. Quels sont les noms et adresse des directeurs de cette compagnie ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. Oui.
2. On a prétendu que le maintien du niveau du lac pour fins d'emmagasinement des eaux à un niveau d'environ deux pieds inférieur à celui que le lac atteignait naturellement au printemps, avant la construction du barrage, affectait les droits de certains riverains.

3. Par certains résidents établis sur le pourtour du lac, et notamment MM. Bérubé & Fils, Monsieur le Docteur L.-F. Dubé, et le Révérend M. Cyr, curé;

4. "St. John River Storage Company".

5. Président: Gordon G. Gale, Ottawa.

Directeurs: Brig. gén. J. B. White, Montréal.

J. L. Rollins,	New-York.
I. L. Moore,	"
C. F. Colson,	"
J. R. Binks,	Ottawa.
M. C. Head,	New York.

Question par M. Sauvé.—1. Alfred Cherrier, médecin vétérinaire de la ville de Saint-Jérôme, est-il à l'emploi de l'Unité Sanitaire du comté de Terrebonne ?

2. Dans l'affirmative: *a.* depuis quelle date; *b.* quelles sont ses fonctions; *c.* quel est son salaire ?

3. La position qu'il occupe lui permet-elle d'exercer sa profession et de disposer de son temps et de son activité pour d'autre travail rémunéré ?

4. Est-il à la connaissance du gouvernement que Alfred Cherrier aurait été engagé et payé par la ville de Saint-Jérôme en qualité d'inspecteur sanitaire, jusqu'à janvier dernier à raison de cinquante piastres par mois ?

5. Quelle somme globale le dénommé Alfred Cherrier a-t-il reçue, chaque année, du gouvernement de cette province en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés ?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. *a.* depuis le 1er janvier 1929; *b.* inspecteur sanitaire; *c.* \$2,500.00;

3. Monsieur Alfred Cherrier donne à son travail tout le temps requis.

4. Non.

5. 1928-29, \$989.35; 1929-30, \$2,527.60.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 212) intitulé: "Loi concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles".

M. Charbonneau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 213) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation des lignes de transmission".

M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 232) intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 54, intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, au cas de refus ou de négligence des autorités municipales de Montréal de se conformer aux dispositions de l'article 34 de la Loi électorale de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 4,) tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions; les dépenses que le procureur général est, dans ce cas, autorisé à encourir seront payées par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du procureur général.

Résolu, 2.—Que, au cas de refus ou de négligence des autorités municipales de la cité de Montréal de fournir à l'officier spécial ou à ses aides tout ce qui est nécessaire à leur travail dans les bureaux temporaires prévus par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le procureur général devra y pourvoir, et, dans ce cas, les dépenses encourues à cette fin seront payées par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du procureur général.

Résolu, 3.—Que, au cas de refus ou de négligence des autorités municipales de se conformer aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 112 de ladite Loi électorale de Québec, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le procureur général mettra à la disposition de la commission de revision le local requis et lui fournira ce qui est nécessaire pour son travail; et, dans ce cas, les dépenses encourues à cette fin seront payées par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du procureur général.

Résolu, 4.—Que cependant, s'il s'agit de la commission de revision de la cité de Montréal, les séances de cette commission seront tenues au bureau permanent mentionné dans ladite Loi électorale de Québec ou à tout autre endroit que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil et que le procureur général fournira à cette commission tout ce dont elle aura besoin pour son travail et les dépenses encourues pour les fins du paragraphe 3 de l'article 112 de ladite loi, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu, sur ce certificat du procureur général.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdites résolutions ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 215) intitulé: "Loi concernant une subvention à un certain chemin de fer".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 251) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à Caughnawaga".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 236) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. Drouin propose, secondé par M. Taschereau (Bellechasse):
Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'opinion que l'habitude de tenir des assemblées contradictoires politiques dans cette province a donné lieu et donne encore lieu à des abus sans nombre, et que, dans l'intérêt public de la morale et de notre gouvernement démocratique ce genre d'assemblée devrait disparaître.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Delisle, secondé par M. Thurber, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill No 54, intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec" lues la première et la seconde fois, le lundi 30 mars courant.

L'honorable M. Taschereau propose: "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions".

M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M. Fisher:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est d'avis que, pour la confection des listes électorales servant aux élections provinciales, il n'y a pas lieu d'établir, à Montréal, un système différent de celui qui est en vigueur à Québec; que, de plus, cette Chambre estime que la confection des listes électorales servant aux élections provinciales ne devrait pas être confiée à des employés qui sont sous le contrôle immédiat du gouvernement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Fisher,*

*Gault,
Guertin,
Sauvé,
Tremblay.—8.*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bastien,
Bédard,
Bernard,
Casgrain,
Côté,
David,*

*Leduc,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Piché,
Plante,*

*Delisle,
Desmarais,
Drouin,
Farand,
Francœur,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Laferté,
Laperrière,*

*Power,
Samson,
Savoie,
Taschereau, (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin—35.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des différends ouvriers de Québec, S.R., 1925, ch. 97 : traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Académie de musique de Québec, S.R., 1925, ch., 139 art. 2.—Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe. (Sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante et quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire National de Musique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 31 MARS 1931

Onze heures du matin.

Prière.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité rapporte qu'il s'est assemblé, personne ne s'est présenté devant le comité, auquel le Député de Dorion, déclare que la cité de Montréal persiste dans sa décision d'abandonner le bill et la pétition introductive dudit bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", le député de Dorion dépose pour être annexé audit rapport une résolution du conseil de ville de la cité de Montréal et une pétition du même conseil adressée à l'Assemblée législative dans laquelle, il déclare persister dans son abandon dudit bill et demande acte dudit abandon.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le trente-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 212.—Loi concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles.

Bill 236.—Loi modifiant la Loi des cités et villes, relativement aux procédures en expropriation.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 213.—Loi modifiant le Code municipal, relativement à l'évaluation de lignes de transmissions.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 5 mars courant:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et aucun de ses membres et toute personne depuis le 1er janvier 1920 concernant le Manoir de Montebello.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Grant, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 154) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à Henry Birks & Sons, Limited, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain", a dû être présenté par suite du retrait du bill de la cité de Montréal, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation des Ursulines de Québec", a pour but de favoriser une institution religieuse et d'éducation, les droits soient remboursés aux promoteurs, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Drouin, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser", a pour objet d'amender la charte d'une institution ayant pour but de répandre davantage l'éducation, les droits soient remboursés aux promoteurs, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 251, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que dans tout contrat entre le gouvernement de la province et la Corporation du pont du Lac Saint-Louis, en vertu des dispositions de la loi 18 George V, chapitre 110, il pourra être pourvu que, dans le cas où le montant d'argent provenant des droits de péage établis

en vertu de l'article 17 de ladite loi ne sera pas suffisant pour rencontrer chaque année à l'échéance les sommes nécessaires pour payer les charges annuelles d'exploitation et d'entretien dudit pont et de ses approches, les intérêts sur tout emprunt contracté pour fins de construction dudit pont et de ses approches et le fonds d'amortissement de l'emprunt, le gouvernement s'engage à payer le déficit annuel à la corporation aussi longtemps que persistera tel déficit, mais pendant une période n'excédant pas quarante années.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 251) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga"

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 215, intitulé: "Loi concernant une subvention à un certain chemin de fer".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à la compagnie de chemin de fer visée par le paragraphe *b* de l'article 1 de la loi 17 George V, chapitre 3, une subvention de dix mille dollars par mille au lieu de celle de cinq mille dollars par mille tel qu'il y est pourvu.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer à la compagnie visée par la résolution précédente la partie de la subvention autorisée par ladite résolution pour chaque dix milles de chemin de fer, et ce, avant le parachèvement de toute telle section de dix milles, nonobstant les dispositions de la section 4 de la loi 2 George V, chapitre 5.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 215) intitulé: "Loi concernant une subvention à un certain chemin de fer".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 215) intitulé: "Loi concernant une subvention à un certain chemin de fer".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 236) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 212) intitulé: "Loi concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Taschereau (Bellechasse), secondé par M. Thisdel, il est—

Résolu que cette Chambre exprime l'opinion que la loi fédérale de faillite est préjudiciable à la classe agricole dont elle affecte le crédit et elle invite le gouvernement fédéral à amender cette loi.

M. Sauvé propose, secondé par M. Renaud:

Qu'il soit résolu que cette Chambre, exprimant l'opinion que les cultivateurs qui livrent dans les cités et villes le lait provenant de leurs vaches laitières ne reçoivent pas des compagnies avec lesquelles ils doivent faire affaires, un traitement juste et équitable, recommande respectueusement au gouvernement d'adopter dans délai relativement à cette très importante question des mesures appropriées et efficaces pour que ces cultivateurs reçoivent justice et pour qu'ils soient raisonnablement protégés.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Charbonneau, secondé par M. Lortie, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de M. Vautrin, secondé par M. Phaneuf, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 153) intitulé: "Loi concernant Les Œuvres de Notre-Dame de la Merci", a dû être présenté par suite de retrait du bill de la cité de Montréal, et qu'il a pour objet de favoriser une œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Marchand, secondé par M. Delisle, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada",

a été déposé après les délais prescrits pour des causes indépendantes de la volonté des promoteurs, les droits additionnels que ceux-ci ont payés leur soient remboursés.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour, et proposée par M. Sauvé:

Que cette Chambre exprimant l'opinion que les cultivateurs qui livrent dans les cités et villes le lait provenant de leurs vaches laitières, ne reçoivent pas des compagnies avec lesquelles il doivent faire affaires, un traitement juste et équitable, recommande respectueusement au gouvernement d'adopter sans délai relativement à cette très importante question des mesures appropriées et efficaces pour que ces cultivateurs reçoivent justice et pour qu'ils soient raisonnablement protégés.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Et la Chambre continue de siéger après minuit, mercredi matin.

Mercredi 1er avril, 1931.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Cohen, secondé par M. Plante, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à minuit et vingt minutes, mercredi matin, s'ajourne à ce jour.

MERCREDI 1er AVRIL 1931

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 216) intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Question par M. Gault.—1. Combien de livres de beurre la Coopérative Fédérée avait-elle en main le 31 décembre 1927, et quelle en était la valeur?

2. Même question, 31 décembre 1928?

3. Même question, 31 décembre 1929?

4. Même question, 31 décembre 1930?

5. Combien de livres de fromage la Coopérative Fédérée avait-elle en main le 31 décembre 1927?

6. Même question, 31 décembre 1928?

7. Même question, 31 décembre 1929?

8. Même question, 31 décembre 1930?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. 752,688 lbs; \$285,746.38.

2. 677,995 lbs; \$274,915.27.

3. 1,250,067 lbs; \$508,103.85.

4. 725,561 lbs; \$226,282.47.

5. 4,400 lbs.

6. 15,328 lbs.

7. 11,886 lbs.

8. 647 lbs.

Question par M. Gault.—1. La Coopérative Fédérée a-t-elle reçu de l'argent pendant les années 1922 à 1929 inclusivement?

2. Dans l'affirmative, quel montant et pour quelle fin?

Réponse par l'honorable M. Godbout:

1. Oui.

2. Remboursement des dépenses *re*: fusion du Comptoir

Coopératif de Montréal, de la Coopérative Centrale des Agriculteurs de Québec, de la Société Coopérative Agricole des Producteurs de Semence de

Québec en la Coopérative Fédérée de Québec \$ 2,630.40

Propagande agricole 133,649.51

Achat et construction d'entrepôts 63,720.00

Ferme de multiplication des semences à Ste-Rosalie...	12,031.89
Avance pour la Coopérative de lait et crème de Mont-réal.....	11,000.00
Ouverture de nouveaux marchés.....	31,713.31
Organisation d'un département pour fruits et légumes	28,108.45
Station Avicole de Princeville.....	12,363.20
Publicité agricole.....	9,590.78
Livres de comptabilité et vérification des comptes des coopératives affiliées.....	4,374.72
Pour améliorer l'expédition du fromage d'exportation.	26,000.00
Encouragement à la fabrication du beurre pasteurisé..	27,520.72
Remboursement de primes aux fabricants de beurre et de fromage.....	45,488.25
Différence sur beurre pasteurisé et beurre No 1.....	13,472.69
Rapports éducationnels et classification du beurre et du fromage.....	14,660.96
Film éducationnel.....	16,581.44
Grains, patates, engrais, formoline, insecticides, etc..., pour fermes et champs de démonstration et jardins scolaires.....	332,933.76
Achat de graines de semence pour distribution aux colons.....	110,976.27
	<hr/>
	\$896,816.35

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion est soumise à la Chambre, et un débat s'élève.

M. Renaud propose par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en consentant à voter des subsides à Sa Majesté, cette Chambre affirme que le gouvernement devrait traiter avec justice tous les cultivateurs dont les animaux ont été abattus, dans le passé, à la suite de l'épreuve à la tuberculine, et, pour atteindre ce but, cette Chambre réclame l'adoption immédiate des mesures requises pour que les cultivateurs intéressés reçoivent une indemnité raisonnable."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Duplessis,
Gault,
Guertin,

Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tremblay.—8.

CONTRE

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Papineau,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Power,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Farand,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Frigon,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Vautrin.—53.</i>
<i>Grant,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

EN COMITÉ

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature et aux beaux-arts: Livres de récompense, reliure, etc., \$20,000.00; Littérature \$7,500.-00; Beaux-Arts, \$7,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière,

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 34, intitulé: "Loi modifiant la loi des syndicats professionnels".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Duplessis propose par voie d'amendement, secondé par M. Crépeau:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender: *a.* de façon à réduire plus équitablement les taxes qui pèsent sur les successions, et plus particulièrement sur les successions échéant en ligne directe aux membres des familles nombreuses; *b.* de manière à n'assujétir au paiement de l'impôt que l'excédent des sommes jusqu'à concurrence desquelles la loi établit des exemptions totales; *c.* de façon à compléter les exemptions de l'impôt affectant les biens donnés pour des fins de religion, de charité ou d'éducation; *d.* de façon à faciliter le transfert des valeurs mobilières faisant partie des successions en vue de protéger ces successions contre les fluctuations du marché".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Crépeau,
Duplessis,
Gault,

Houde,
Renaud,
Sauvé,
Smart.—8.

CONTRE

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Caron,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Cohen,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>David,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Power,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Laferté,</i>	<i>Vautrin.—43.</i>
<i>Lahaie,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 31 mars dernier, proposant: que le bill (No 32) intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont", soit maintenant lu une deuxième fois.

Et le débat se continue.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Renaud:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à ratifier, dans leur teneur générale, les conventions intervenues entre le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, entre le Bureau des Syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont et la Commission des écoles juives de Montréal, et tout en se déclarant favorable au rappel de la loi 20 Geo. V, ch. 61, intitulée: "Loi concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque dans l'île de Montréal", ne peut approuver le bill proposé par le gouvernement, parce que dans son ensemble le bill proposé consacre le principe de ladite loi qu'il déclare abroger et parce qu'il maintient ladite Commission des écoles juives, créée par ladite loi,

20 Geo. V, ch. 61, et nommée exclusivement par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Guertin,
Houde,*

*Renaud,
Sauvé,
Tremblay.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bissonnet,
Bouthillier,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Cohen,
Côté,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Gagnon,
Gault,
Gauthier,
Godbout,
Grant,*

*Laferté,
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Leduc,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie,
Marchand,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Reed,
Saurette,
Savoie,
Smart,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte.—56.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Laferté,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lahaie,</i>
<i>Bergeron,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bissonnet,</i>	<i>Leduc,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Messier,</i>
<i>David,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Piché,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Power,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Reed,</i>
<i>Farand,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Gault,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Turcotte,—54.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Blain,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Renaud,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Houde,</i>	<i>Tremblay.—8.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 17 février 1931, pour: copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1910, concernant les lots 8 et 9 du canton Clyde.

(Document de la session No 70).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 février 1931, pour: copie de la liste de paie pour l'année 1929, pour les travaux de colonisation faits dans le canton de Langis, paroisse de St-Vianney, comté de Matapédia, sous la surveillance de Omer Paulin, Jos. Verrault et Octave Leclerc.

(Document de la session No 71).

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer le bill suivant:

Bill No 103, intitulé: "Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix.

L'honorable M. Godbout propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Dillon:

Que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant:

Les trois dernières lignes de l'avant-dernier alinéa de l'amendement I sont remplacées par les mots suivants: "de cette longueur de quinze pieds. L'excédent, dont le coût est estimé proportionnellement d'après le nombre de pieds linéaires d'arche, fait partie du coût général des travaux du cours d'eau."

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Duplessis, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 32) intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre continue à siéger après minuit jeudi matin.

Jeudi, 2 avril, 1931.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à dix heures moins quart du matin, jeudi, s'ajourne à ce jour.

JEUDI 2 AVRIL 1931

Onze heures du matin.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 22, intitulé: "Loi concernant la nomination de certains officiers et employés."

Bill No 26, intitulé: "Loi modifiant la Loi des paratonnerres."

Bill No 31, intitulé: "Loi prohibant certaines enseignes lumineuses servant à annoncer des liqueurs alcooliques."

Bill No 59, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor."

Bill No 61, intitulé: "Loi modifiant les articles 3 et 5 de la Loi des subventions aux collèges classiques."

Bill No 63, intitulé: "Loi concernant la radio."

Bill No 69, intitulé: "Loi modifiant la Loi des licences."

Bill No 144, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le titre de Mount Sinai Sanatorium à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts."

Bill No 153, intitulé: "Loi concernant les Œuvres de Notre-Dame de la Merci."

Bill No 155, intitulé: "Loi concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis."

Bill No 179, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec."

Bill No 209, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes."

Bill No 215, intitulé: "Loi concernant une subvention à un certain chemin de fer."

Bill No 217, intitulé: "Loi concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques-Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent."

Bill No 218, intitulé: "Loi modifiant l'article 54 de la Loi des asiles d'aliénés."

Bill No 219, intitulé: "Loi modifiant l'article 27 de la Loi des écoles de réforme."

Bill No 220, intitulé: "Loi modifiant l'article 18 de la Loi des écoles d'industrie."

Bill No 221, intitulé: "Loi modifiant l'article 34 de la Loi de l'assistance publique de Québec."

Bill No 229, intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes."

Bill No 231, intitulé: "Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion."

Bill No 232, intitulé: "Loi relative à la construction de certains ponts dans la province."

Bill No 236, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation."

Bill No 238, intitulé: "Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés."

Bill No 240, intitulé: "Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles."

Bill No 242, intitulé: "Loi concernant le lot No 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal."

Bill No 243, intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions."

Bill No 246, intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux."

Bill No 247, intitulé: "Loi concernant la silicose."

Bill No 251, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 10, intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés."

Bill No 68, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins."

Bill No 99, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec."

Bill No 151, intitulé: "Loi constituant en corporation "Montreal North-Western Railway."

Bill No 183, intitulé: "Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 10) intitulé: "Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 151) intitulé: "Loi constituant en corporation "Montreal North-Western Railway" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Question par M. Guertin.—1. A la page 325 des Comptes publics de 1930, R. Bergeron, auquel \$1,600 ont été donnés par le gouvernement de cette province pour salaire, est-il le même qui, à la même page desdits Comptes publics de la même année, reçut \$625.20 pour dépenses de voyage?

2. Dans l'affirmative: a. à quelle date ces voyages ont-ils été faits; b. dans quel but et pour quels motifs; c. quels sont les détails des dépenses encourues et les endroits visités?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Oui.

2. a. du 1er juin 1929 au 31 mai 1930; b. pour régler des difficultés au sujet de certains lots; c. pour frais d'hôtel et de transport. Juin 1929,

Lac St-Jean; juillet 1929, Ste-Lucie de Beauregard; août 1929, Daaquam; septembre 1929, St-Pamphile; octobre 1929, Ste-Rose de Watford; novembre 1929, St-Pascal; décembre 1929, Adstock; janvier 1930, Manseau; février 1930, St-Louis de Blandford; mars 1930, Notre-Dame du Rosaire; avril 1930, St-Zacharie, Beauce; mai 1930, St-Marcel et St-Adalbert.

Question par M. Guertin.—1. A quelles dates R. Bergeron, qui apparaît aux Comptes publics (1930, page 325) à titre d'employé surnuméraire, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Par qui a-t-il été recommandé pour obtenir cet emploi?

3. Quels sont: *a.* son âge; *b.* son lieu de résidence; *c.* ses fonctions; *d.* ses heures régulières de travail?

4. A-t-il suivi ces heures, et sinon, quelles furent ses absences et pour quelles raisons dans chaque cas?

5. Combien d'heures de travail a-t-il données au cours de chaque année depuis qu'il est à l'emploi du gouvernement?

6. Quelle somme globale ledit R. Bergeron a-t-il reçue chaque année de calendrier en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement pour les divers emplois qu'il a occupés?

Réponse par l'honorable M. Laferté:

1. Du 25 juillet 1912 au 30 juin 1921 au Ministère des Terres et Forêts, et du 1er juillet 1921 à date au Ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.

2. Les honorables Jules Allard et J.-E. Caron.

3. *a.* 67 ans; *b.* Québec; *c.* inspecteur; *d.* 9 a.m. à 5 p.m.

4. Oui.

5. Les heures réglementaires, sauf les absences en voyages officiels ou en congé.

6. Au Ministère des Terres et Forêts:

<i>Année</i>	<i>Salaires</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Total</i>
1912.....	\$ 260.00	\$ 419.30	\$ 679.30
1913.....	691.00	850.45	1,541.45
1914.....	900.00	798.80	1,698.80
1915.....	900.00	913.45	1,813.45
1916.....	950.00	956.25	1,906.25
1917.....	1,000.00	957.26	1,957.26
1918.....	1,000.00	1,004.01	2,004.01
1919.....	1,116.82	1,107.96	2,224.78
1920.....	1,380.00	1,004.49	2,384.49
1921 du 1er janvier au 30 juin.....	728.00	347.10	1,075.10

Au Ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries:

Du 1er juillet au 31			
décembre.....	\$ 612.00	\$ 560.88	\$ 1,172.82
1922.....	1,460.00	634.75	2,094.75
1923.....	1,482.00	904.30	2,386.30
1924.....	1,510.00	537.00	2,047.00
1925.....	1,555.00	560.30	2,115.30
1926.....	1,600.00	753.80	2,353.80
1927.....	1,600.00	560.85	2,160.85
1928.....	1,600.00	652.20	2,252.20
1929.....	1,600.00	581.85	2,181.85
1930.....	1,650.00	496.45	2,146.45
1930 du 1er janvier à			
date.....	425.00	82.35	507.35

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état démontrant: Quelle somme chaque municipalité de chacun des comtés a-t-elle payée jusqu'à ce jour en vertu de la Loi des bons chemins de 1912 et ses amendements, soit au gouvernement directement, soit comme intérêts sur les obligations émises par elle et garanties par le gouvernement.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Blain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état démontrant: Quelle somme totale les municipalités de chaque comté ont-elles payée jusqu'à ce jour en vertu de la Loi des bons chemins de 1912 et ses amendements, soit au gouvernement directement, soit comme intérêts sur des obligations émises par elles et garanties par le gouvernement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 223) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 44".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième, et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois. La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Taschereau transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

H.-G. CARROLL.

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1931, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, le 2 avril 1931.

(Document de la session No 1b).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que le message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Bill No 204, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la division territoriale".

Bill No 208, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté".

Bill No 212, intitulé: "Loi concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles".

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur l'amendement de l'honorable M. Godbout à la motion proposée, le mercredi premier avril courant: que cette Chambre adopte maintenant les amendements apportés par le Conseil législatif au bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal", lequel amendement est comme suit:

Que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant:

Les trois dernières lignes de l'avant-dernier alinéa de l'amendement I sont remplacées par les mots suivants: "de cette longueur de quinze pieds. L'excédent, dont le coût est estimé proportionnellement d'après le nombre de pieds linéaires d'arche, fait partie du coût général des travaux du cours d'eau."

Sur la motion de l'honorable M. Godbout, avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné que l'amendement soit retiré.

Et la motion principale étant mise aux voix, l'honorable M. Perrault propose, secondé par l'honorable M. David:

Que cette Chambre refuse d'accepter les amendements du Conseil législatif parce que l'amendement 1 ne se rattache pas au contexte du dit bill.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre ne peut pas accepter leurs amendements au bill No 57, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal" pour les raisons ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élève.

M. Tremblay propose par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en consentant à voter des subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le gouvernement ait toujours négligé d'organiser un système efficace et impartial pour assurer à la province, et particulièrement aux municipalités intéressées, le plein rendement des deniers publics dépensés par l'entremise du département de la Voirie."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Gault,
Houde,*

*Sauvé,
Smart,
Tremblay.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Bastien,
Bergeron,
Bernard,
Bissonnet,
Bouthillier,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Charbonneau,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,*

*Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Samson,
Saurette,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin,—46.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 Geo. V, ch. 49, art. 16: école technique de Québec, \$70,000.00; école technique de Montréal, \$75,000.00; école technique de Hull \$45,000.00; école des hautes études commerciales \$150,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin, 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à la présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et la motion que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides) est soumise à la Chambre.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Blain:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté est d'avis que le gouvernement devrait sans délai adopter les mesures requises pour diminuer les taxes et impôts qui pèsent trop lourdement sur les automobilistes de cette province en général et particulièrement sur les cultivateurs qui font usage d'un ou de plusieurs camions ou voitures automobiles.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Duplessis,
Gault,
Houde,

Sauvé,
Smart,
Tremblay.—7.

CONTRE

Messieurs:

*Authier,
Bédard,
Bernard,
Bouthillier,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Charbonneau,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Gagnon,
Godbout,
Lahaie,
Laperrière.*

*Lapierre,
Lemieux, (Gaspé),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Poulin,
Power,
Samson,
Saurette,
Taschreau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—43.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
La Chambre, en conséquence, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, 18 Geo. V, ch. 47, sec. 39m, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à la présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et la motion que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) est soumise à la Chambre.

Et un débat s'élève.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Duplessis:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Attendu que le nombre des élèves, dans les écoles élémentaires de Montréal, étant de 32,662 en 1896, et de 147,868 en 1929, et, dans les écoles élémentaires de Québec, de 11,013 en 1896 et de 24,344 en 1929;

"Attendu que les subventions que les commissions scolaires de Montréal ont reçues du gouvernement pour leurs écoles élémentaires se sont élevées à \$16,299.14 en 1896 et à \$6,070.46 seulement en 1929, et que les subventions que les commissions scolaires de Québec ont reçues du gouvernement pour leurs écoles élémentaires se sont élevées à \$5,680.32 en 1896 et à \$5,127.07 seulement en 1929;

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement, dont les revenus ont plus que décuplé depuis 1896, n'ait pas subventionné plus largement et plus justement les écoles élémentaires des cités de Montréal et de Québec.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Blain,
Duplessis,
Gault,
Houde.*

*Sauvé,
Smart,
Tremblay.—7.*

CONTRE

Messieurs:

*Bernard,
Bouthillier,
Bullock,
Cantin,
Caron,
Charbonneau,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Drouin,*

*Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,*

Dufour,
Dugas,
Farand,
Francaeur,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,

Poulin,
Power,
Samson,
Saurette,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Turcotte,
Vautrin.—43.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, S. R., 1925, ch. 186, art. 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à la présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

M. Blain propose par voie d'amendement, secondé par M. Duplessis:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants: "Le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de manière: *a.* à révoquer les droits et pouvoirs conférés à la Commission des Écoles Juives de Montréal et à supprimer ladite commission; *b.* à

confier l'exécution de la présente loi et des contrats y mentionnés au Conseil de l'Instruction Publique; *c.* à sauvegarder les droits des catholiques et des protestants en cette province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Duplessis,
Houde.

Sauvé,
Tremblay.—5.

CONTRE

Messieurs:

Bergeron,
Bernard,
Bouthillier,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Dansereau,
David,
Delisle,
Desmarais,
Drouin,
Dufour,
Dugas,
Farand,
Fortin,
Francœur,
Gagnon,
Gault,
Gauthier,
Godbout,
Grant,
Lahaie,
Lamoureux.

Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lortie,
McDonald,
Mercier,
Messier,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Paquet,
Perrault,
Piché,
Plante,
Power,
Rochette,
Samson,
Saurette,
Smart,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Turcotte,
Vautrin.—45.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 71, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 213) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Dansereau, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 155) intitulé: "Loi concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière des lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis", a pour but de favoriser une institution religieuse et d'éducation, les droits soient remboursés au promoteur, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 216, intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera le secrétaire et les employés de la commission qu'il est autorisé à créer en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et fixera leur traitement.

Résolu, 2.—Que le traitement desdits secrétaire et employés ainsi que les autres dépenses encourues par ladite commission seront payés à même un fonds auquel le gouvernement devra contribuer pour une somme annuelle de dix mille dollars payée à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquences, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 216) intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 216) intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile".

M. Casgrain propose: "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" la motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 216) intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier du bill (No 54) intitulé: “Loi modifiant la Loi électorale de Québec”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l’adoption des amendements soit remise à la prochaine séance.

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu’il suit:

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 223, intitulé: “Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 44”.

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il n’insiste pas sur son amendement apporté au bill No 57, intitulé: “Loi modifiant le Code municipal”.

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, avec certains amendements qu’il la prie d’agréer le bill suivant:

Bill No 32, intitulé: “Loi concernant l’éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont”.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 32) intitulé: “Loi concernant l’éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l’adoption desdits amendements soit remise à la présente séance.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 250) intitulé: “Loi modifiant la Loi des terres et forêts”.

L’honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil. M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que cette Chambre ne peut accepter les amendement du Conseil législatif au bill No 32, intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont", parce que les cédules constituent la partie essentielle du bill et devraient y rester annexés.

Résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre ne peut accepter leurs amendements au bill No 32, intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont", pour les raisons ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Tremblay: .

Que tous les mots après "Que " dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, exprime l'opinion que les ministres qui composent le gouvernement provincial n'auraient pas dû et ne devraient pas faire partie comme directeur de compagnie transigeant avec le Gouvernement et même avec le public en général.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Blain,
Duplessis,
Guertin,

Houde,
Sauvé,
Tremblay.—6.

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Cantin,</i>	<i>Lortie,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>David,</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Power,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Godbout,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Grant,</i>	<i>Vautrin.—28.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 Geo. V, ch. 55, art. 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à samedi matin, dix heures.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

SAMEDI 4 AVRIL 1931

Dix heures de l'avant-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements du comtié plénier au bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

L'honorable M. Taschereau propose "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" et la motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'ils suit:

POUR

Messieurs:

*Authier,
Bernard,
Côté,
Dufour,
Dugas,
Fortin,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,
Godbout,
Grant,*

*Lapierre,
Mercier,
Paquet,
Perrault,
Plante,
Power,
Samson,
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Vautrin.—22.*

C'ONTRE

Messieurs:

*Duplessis,
Guertin,*

*Houde,
Sauvé.—4.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill, est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Guertin, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis octobre 1930 au sujet de l'entretien des routes d'hiver et spécialement de la route Saint-Eustache-Lachute durant l'hiver 1930-31.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars et quatre-vingts centins, soit ouvert à Sa Majesté pour Maladies vénériennes (Aide à la protection du public contre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du Budget rapportée du Comité des subsides, ce jour, "qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit dollars et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour maladies vénériennes (Aide à la protection du public contre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932", a été lue la première et la seconde fois et adoptée.

La résolution du Budget rapportée du Comité des subsides, de jour, "qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin, 1932", a été lue la première et la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apportés les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 216 intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers".

Bill No 250, intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres et forêts".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements apportés au bill No 32, intitulé: "Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, à la présente séance, elle soit ajournée à deux heures et demie de l'après-midi, ce jour.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Deux heures et demie de l'après-midi.

Prière.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Et un débat s'élève.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Tremblay:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette que le gouvernement ait aliéné la plus importante et la plus riche partie de nos forces hydrauliques au lieu d'en assurer la conservation pour le bénéfice des citoyens de cette province, et de façon à assurer aux campagnes comme aux villes l'usage de l'électricité à des taux raisonnables.

Et elle censure en conséquence le gouvernement."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Duplessis,
Guertin,
Houde.*

*Sauvé,
Tremblay.—5.*

CONTRE

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Cantin,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Power,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Vautrin.—24.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Et un débat s'élève.

M. Guertin propose par voie d'amendement, secondé par M. Sauvé:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre regrette le régime de concessions de privilèges exclusifs de pêche et de chasse mis en honneur par le gouvernement.

"Et elle censure en conséquence le gouvernement".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Tremblay.—5.</i>
<i>Houde.</i>	

CONTRE :

<i>Authier,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Grant,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Cantin,</i>	<i>Paquet,</i>
<i>Côté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Delisle,</i>	<i>Power,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Samson,</i>
<i>Dufour,</i>	<i>Taschereau (Bellechasse),</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Taschereau (Montmorency),</i>
<i>Francœur,</i>	<i>Thisdel,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Gauthier,</i>	<i>Vautrin.—24.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Et un débat s'élève.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par M. Tremblay:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'accorder une prime raisonnable pour la production du beurre et du fromage en vue de promouvoir le réajustement et le développement de l'industrie laitière et d'aider la classe agricole en cette province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Guertin,</i>	<i>Tremblay.—5.</i>
<i>Houde.</i>	

CONTRE:

*Authier,
Bastien,
Bédard,
Cantin,
Côté,
Delisle,
Desmarais,
Dufour,
Dugas,
Francœur,
Gagnon,
Gauthier,*

*Godbout,
Grant,
Mercier,
Paquet,
Plante,
Power,
Samson,
Taschereau (Bellechasse),
Taschereau (Montmorency),
Thisdel,
Thurber,
Vautrin.—24.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille cinq cent soixante-dix dollars et quarante-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour Frais d'administration, (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert pour Dépenses contingentes des départements (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Juges de la Cour des sessions de la paix et magistrats de police, constables et messagers à Québec et à Montréal, S. R. 1925, ch. 145, arts 219-242, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des bureaux publics, asiles d'aliénés et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 54, intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

Bill No 213, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 213) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu que lorsque la Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajourné à huit heures ce soir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures du soir.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent seize mille cent dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars pour Traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Timbres, licences, etc., (changes sur le revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Régistrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi:—Gazette officielle de Québec, S. R., 1925, ch. 18, div. 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyages et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service maritime sur la Côte nord et des îles de la Madeleine: octroi pour 10 ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, O.C. No 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service entre les îles de la Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "The Clarke Steamship Co., Ltd", octroi re:

service hebdomadaire entre Montréal et la Côte de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin, 1932.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Compagnie de navigation Rimouski-Saguenay, octroi *re*: service entre Rimouski et la Côte nord (O. C. No 1726-1926), pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bulletin de la Ferme: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide aux esquimaux indigents dans la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante-huit mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Vict., c. 23, art. 17, tel que modifié par les lois 17 Geo. V ch. 45, s. 2 et 20 Geo. V, c. 62, s. 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1932.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Frais d'administration (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille trois cent huit dollars et soixante-dix-neuf centins, pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille neuf cent dix-huit dollars et quatre-vingt-quinze centins pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux chambres de la législatures (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses contingentes: (Gouvernement civil); Département du secrétaire provincial, \$18,000.00; Département du Trésor:—Bureau des Assurances, \$2,000.00; Département des Travaux Publics et du Travail, \$2,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-huit mille sept cent soixante-cinq dollars et dix-sept centins soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 Geo. V, c. 49, a. 16: École technique de Montréal, \$20,000.00; École technique de Québec, \$8,000.00; École technique de Hull, \$3,000.00; École des hautes études commerciales, \$38,000.00; pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente-cinq dollars et soixante-quatorze centins soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fonds des écoles élémentaires en vertu des S. R., 1925, c. 133, a. 474, tel que modifié par 16 Geo. V, c. 43, s. 1, en plus du montant statutaire de \$325,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature et aux beaux-arts: Livres de récompenses, etc., \$31,000.00; Beaux-arts, \$15,800.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles protestantes rurales—centralisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-neuf dollars et huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour Rapports du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Enseignement des classes spéciales, 19 Geo. V, c. 45, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du mérite scolaire, 18 Geo. V, c. 46, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir et école de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cent cinquante-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'arts et métiers, 18 Geo. V, c. 47, s. 39m., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, S. R., 1925, c. 186, a. 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-cinq mille sept cent quatorze dollars et quatre-vingt-quatorze centins, soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille sept cent soixante-seize dollars et cinquante-deux centins, soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-trois mille cent quarante-quatre dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prison, Joliette: restauration, ameublement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prison, Sherbrooke:—restauration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prison, La Malbaie:—restauration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels, S. R., 1925, c. 182, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sociétés d'agriculture, S. R., 1925, c. 54, a. 62, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-deux mille six cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Construction, réparation et entretien des chemins, S. R., 1925, c. 91, a. 74, tel qu'amendé par 18 Geo. V, c. 35, s. 6b, (Voirie et mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comptes en suspens (Colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs (Colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

67. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, en plus du montant de \$40,000.00 autorisé par S. R., 1925, c. 84, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

68. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

69. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Régistrateurs:— Traitements et dépenses contingentes, (Charges sur le revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

70. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

71. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission des eaux courantes de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

72. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des Boy Scouts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

73. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide aux esquimaux indigents dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1931, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,808,551.19.

Résolu, 2.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1932, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$22,541,627.78.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Lesdites résolutions sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1931, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,808,551.19.

Résolu, 2.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1932, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$22,541,627.78.

Les résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1931 et le 30 juin 1932 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill No 21, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1931 et le 30 juin 1932, et pour d'autres fins du service public."

Sur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 10 Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et "Verdun Protestant Hospital" concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés.
- 11 Loi modifiant les articles 2174a et 2175 du Code civil.
- 22 Loi concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés.
- 24 Loi concernant les Écoles ménagères provinciales.
- 26 Loi modifiant la Loi des paratonnerres.
- 27 Loi modifiant la Loi de la commission des services publics.
- 31 Loi prohibant certaines enseignes lumineuses servant à annoncer des liqueurs alcooliques.
- 32 Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.
- 34 Loi modifiant la Loi des Syndicats professionnels.
- 36 Loi modifiant la Loi de la pêche.
- 46 Loi des accidents du travail, 1931.
- 47 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.
- 48 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
- 49 Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relativement aux valeurs mobilières, 1930.
- 53 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.
- 54 Loi modifiant la Loi électorale de Québec.
- 56 Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires.
- 57 Loi modifiant le Code municipal.
- 58 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
- 59 Loi modifiant la Loi du département du trésor.
- 61 Loi modifiant les articles 3 et 5 de la Loi des subventions aux collèges classiques.
- 63 Loi concernant la radio.

-
- 68 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins.
 - 69 Loi modifiant la Loi des licences.
 - 71 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.
 - 82 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.
 - 93 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
 - 99 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
 - 103 Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.
 - 132 Loi reconnaissant "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.
 - 142 Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser.
 - 143 Loi concernant la corporation du village d'Asbestos.
 - 144 Loi ratifiant et confirmant le titre de "Mount Sinai Sanatorium" à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.
 - 148 Loi fusionnant le "District of Bedford General Hospital" et la "Perkins Hospital Corporation" sous le nom de "Brome-Missisquoi Perkins-Hospital".
 - 149 Loi modifiant la charte de la ville de East Angus.
 - 150 Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.
 - 151 Loi constituant en corporation "Montreal North-Western Railway".
 - 152 Loi concernant la "American Can Company".
 - 153 Loi concernant Les Œuvres de Notre-Dame de la Merci.
 - 154 Loi ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à "Henry Birks & Sons, Limited", et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.
 - 155 Loi concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière de certains lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.
 - 172 Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester, pour toutes les fins.
 - 177 Loi modifiant la Code municipal relativement aux taxes.
 - 179 Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.
 - 183 Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.
 - 185 Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'imposition de certaines taxes.
 - 186 Loi détachant certaines municipalités du district électoral de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les fins électorales.
 - 190 Loi modifiant l'article 177 de la Loi des chemins de fer de Québec.
 - 193 Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds.
 - 199 Loi modifiant l'article 1530 du Code civil.
 - 201 Loi modifiant le Code municipal, relativement au drainage des terres.
 - 202 Loi modifiant l'article 571c de la Loi des cités et villes.

-
- 204 Loi modifiant la Loi de la division territoriale.
 - 208 Loi modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté.
 - 209 Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes.
 - 212 Loi concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en société coopératives agricoles.
 - 213 Loi modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission.
 - 215 Loi concernant une subvention à un certain chemin de fer.
 - 216 Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.
 - 217 Loi concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques-Cartier au Canada et de l'origine du christianisme sur ce continent.
 - 218 Loi modifiant l'article 54 de la Loi des asiles d'aliénés.
 - 219 Loi modifiant l'article 27 de la Loi des écoles de réforme.
 - 220 Loi modifiant l'article 18 de la Loi des écoles d'industrie.
 - 221 Loi modifiant l'article 34 de la Loi de l'assistance publique de Québec.
 - 222 Loi modifiant l'article 408 du Code municipal.
 - 223 Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 44.
 - 228 Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.
 - 229 Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.
 - 230 Loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer.
 - 231 Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion.
 - 232 Loi relative à la construction de certains ponts dans la province.
 - 235 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées.
 - 236 Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation.
 - 237 Loi modifiant la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés.
 - 238 Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés.
 - 239 Loi modifiant la loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation Le Synode du diocèse de Montréal.
 - 240 Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles.
 - 242 Loi concernant le lot No 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal.
 - 243 Loi modifiant la Loi des pensions.
 - 244 Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.
 - 245 Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.
 - 246 Loi modifiant la Loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux.
 - 247 Loi concernant la silicose.
 - 250 Loi modifiant la Loi des terres et forêts.
 - 251 Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills”.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lui a présenté les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction.

21 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1931 et le 30 juin 1932 et pour d'autres fins du service public.

55 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers immédiatement requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la Législature.

A ces bills la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills”

Après quoi il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de clore la quatrième session de la dix-septième Législature de la province de Québec, par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est particulièrement agréable de donner la sanction royale aux lois que vous avez adoptées au cours de cette quatrième session.

Je forme des vœux pour que la Loi des accidents du travail et les autres lois importantes qui vous ont été soumises obtiennent tous les bons résultats que vous en attendez. Il est important que l'esprit d'assistance mutuelle qui a jusqu'ici régné entre les patrons et les ouvriers de notre province se continue et s'exerce de façon efficace.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition de chacun de nos départements les crédits nécessaires à l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'incombe de vous remercier de tout le zèle que vous avez déployé dans l'accomplissement de vos devoirs. Je prie la Providence de rendre vos travaux parlementaires fructueux, et de répandre ses bienfaits sur toute notre population.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE RÈGLEMENT

Séance du 3 mars 1931.

Les comités pléniers autres que le comité des subsides et le comité des voies et moyens sont spéciaux et temporaires: chacun prend fin avec l'étude de l'affaire qui lui a été renvoyé (cf. note à la page 79 du règlement.)

Un comité plénier est institué dès l'adoption de la motion portant que la chambre se formera, immédiatement ou plus tard, en comité pour prendre en considération un sujet déterminé; peu importe qu'il se mette en fonction immédiatement ou plus tard; et, comme un comité plénier ne peut être institué sans qu'une affaire lui soit renvoyée, le renvoi de cette affaire a lieu en même temps qu'il est institué (cf. Cushing, *Law and Practice of Legislative Assemblies*, No 1970, et art. 272 du règlement).

Un comité plénier ne peut être institué avant que le projet de résolution à lui renvoyer ait été imprimé (cf. art. 440 du règlement).

Il faut distinguer entre l'institution du comité plénier et la formation de la chambre en comité plénier, et le renvoi de l'affaire à étudier a lieu avant la formation de la chambre en comité plénier (cf. Bourinot, *Parliamentary Procedure*, 3e éd., p. 517; Cushing, ouvrage cité, No 1970; Desjardins, *Décisions des orateurs de Québec*, p. 876; art. 273 du règlement).

Une règle formelle ou un simple ordre temporaire de la chambre prévalent invariablement sur les usages et les précédents (cf. Bourinot, ouvrage cité, p. 308).

Notre règlement n'oblige pas, comme aux parlements de la Grande-Bretagne et du Canada, à remettre à une date ultérieure l'étude d'un projet de résolution qui est renvoyé à un comité, même si ce projet doit autoriser une dépense publique ou l'imposition d'une charge sur le public.

Séance du 4 mars 1931.

Une motion devient irrégulière lorsqu'elle n'a plus d'objet ni de raison d'être.

Première séance du 17 mars 1931.

Un député peut toujours signaler l'irrégularité d'une motion, tant qu'elle n'a pas été mise aux voix, parce que la violation du règlement ne cesse pas aussi longtemps que la chambre est en discussion. L'article 185 du règlement ne s'applique qu'aux cas où un député s'écarte de la question, cause du désordre, emploie des expressions non parlementaires (cf. Cushing, ouvrage cité, Nos 1457-1471; Bourinot, ouvrage cité, pp. 485-486; May, *Parliamentary Practice*, 11e éd., p. 349).

Un amendement portant sur une instruction et changeant cette instruction en une question tout à fait nouvelle doit être précédé d'un avis (cf. May, ouvrage cité, pp. 482-483).

Première séance du 19 mars 1931.

Un bill public doit être rapporté par le comité auquel il a été renvoyé et être inscrit au feuillet de la séance qui suit son rapport (cf. art. 116 du règlement).

Un comité élu n'a pas le droit de rejeter un bill public, ni d'en ordonner le retrait (cf. Bourinot, ouvrage cité, p. 660).

Du consentement de tous les députés présents, la chambre peut faire tout acte qui est de sa compétence, nonobstant tout règlement ou tout usage contraires (cf. Reed, *Parliamentary Rules*, No 24).

Le consentement unanime des députés peut être exprès ou tacite.

Un usage établi du consentement unanime ne peut prévaloir à l'encontre d'une règle formelle du règlement, et du moment qu'un député demande l'application du règlement, il faut observer le règlement (Bourinot), ouvrage cité, p. 308).

Seconde séance du 24 mars 1931.

Un député ne peut proposer plusieurs motions portant des instructions, mais il peut proposer une motion donnant à un comité instruction de faire plusieurs choses (cf. May, ouvrage cité, pp. 936-943).

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1930-1931

4e SESSION DE LA 17ième LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 2 décembre 1930.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Thisdel, secondé par M. Oliver.

Les Chambres sont prorogées le 4 avril 1931.

Documents déposés sur le bureau de la Chambre en réponse aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	71
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative.....	226
Avis de questions.....	349
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents.....	1
Rapports du comité des bills privés en général.....	20
“ “ des chemins de fer, etc.....	3
“ “ des règlements.....	14
“ “ des bills publics en général.....	34
“ “ des comptes publics.....	1
“ “ des privilèges et élections.....	1
“ “ de l'agriculture, de l'immigration, etc.....	1
“ “ de l'industrie et du commerce.....	1
“ “ de la bibliothèque de la législature.....	1
“ “ du code municipal.....	4
“ “ des impressions législatives.....	1
Bills sanctionnés.....	181

E. R. ALLEYN,

Greffier des archives.

INDEX
DES
Journaux de l'Assemblée législative
DE QUÉBEC

21 GEORGE V, 1930-1931

ABEILLES:—Loi des—. (Voir *BILLS, No 66.*)

ABITIBI FISH AND GAME CLUB:—Motion (M. Guertin) que cette Chambre exprime le vœu que bail à—, *re* pêche et chasse, Co. Hull, ne soit pas renouvelé. Présentée, débat ajourné, 287, adoptée, 357.

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—Loi des—1931. (Voir *BILLS, No 46.*)

ACTON VALE:—Loi ratifiant règlements 166 et 167 de la ville d'—. (Voir *BILLS, No 96.*)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:—(Voir *COURS DE JUSTICE; CODES; JURÉS; ÉDIFICE POUR SERVICES D'—.*)

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir *DOCUMENTS DE LA SESSION.*)

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Proposée par M. Thisdel, secondé par M. Oliver, 11; débat, 11; reprise du débat, 21; 25, 28, 29; adoption de l'adresse, 30. (Voir *DISCOURS DU TRÔNE.*)

AGRICULTURE:

1. Loi concernant les écoles d'—. (Voir *BILLS, No 245.*)
2. Loi concernant les sociétés agricoles et laitières.—(Voir *BILLS, No 64.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

3. Loi concernant les sociétés d'—. (Voir *BILLS, No 67.*)
4. (Voir SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES; SYNDICATS COOPÉRATIFS; FAILLITES; CULTIVATEURS; PRÊTS AGRICOLES; ENGRAIS CHIMIQUES; DRAINAGE DES TERRES.)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION(Comité de l') :—(Voir COMITÉS.)

AIDE AUX CULTIVATEURS :—(Voir PRÊTS AGRICOLES.)

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—(Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR.)

ALIÉNÉS :—

1. Loi des asiles d'—. (Voir *BILLS, No 238.*)
2. Loi modifiant l'art. 54 de la loi des asiles d'—. (Voir *BILLS, No 218.*)
3. Voir VERDUN PROTESTANT HOSPITAL.

AMERICAN CAN COMPANY :—Loi concernant The—. (Voir *BILLS, No 152.*)

ANNEXES AUX ÉDIFICES DU PARLEMENT :—(Voir ÉDIFICE.)

ARRONDISSEMENTS SCOLAIRES :—(Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.)

ASBESTOS :—Loi concernant le village d'—. (Voir *BILLS, No 143.*)

ASILES D'ALIÉNÉS :—(Voir ALIÉNÉS; BIEN-ÊTRE.)

ASSEMBLÉES :—(Voir COMPAGNIES.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de certains bills, 29, 58, 270; à la clôture de la session, 488.

Ajourne à une heure plus tôt que celle fixée par le règlement, 41, 61; à une heure plus tard, 118.

Décide d'avoir deux séances par jour, 296; trois séances, 326.

Proclamation convoquant l'—, II.

Séance suspendue, 160.

Ajourne à un autre jour que le jour suivant, 19, 30, 45.

Ajourne sans motion à cet effet, 309, 317.

Siège après minuit, 332; 346, 455.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ASSISTANCE PUBLIQUE:—Loi concernant—. (Voir *BILLS*, Nos 179, 221, 228, 231.)

ASSURANCES:—Loi des—. (Voir *BILLS*, Nos 37 et 68.)

AUTOMOBILES:—(Voir *VÉHICULES*.)

AVOCATS:—(Voir *BARREAU*.)

BARBER, GILBERT AUBREY:—Loi admettant—à la pratique de la chirurgie dentaire. (Voir *BILLS*, No 76.)

BARCLAYS TRUST COMPANY OF CANADA:—Loi concernant—. (Voir *BILLS*, No 105.)

BARREAU:—

1. Loi du—. (Voir *BILLS*, No 170.)
2. Loi relative à l'admission des femmes au—. (Voir *BILLS*, No 207.)
3. Loi concernant le—et Paul Roy—. (Voir *BILLS*, No 77.)

BAUX:—(Voir *CODE CIVIL*.)

BEAUCE:—Loi détachant certaines municipalités du district électoral de—et les annexant à celui de Dorchester. (Voir *BILLS*, No 186.)

BELLECHASSE—Loi détachant certains lots du district électoral de—et les annexant à celui de Dorchester. (Voir *BILLS*, No 172.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir *COMITÉS*.)
2. Conseillers nommés par le Conseil législatif pour—, 20; députés nommés par l'Assemblée, 20.
3. Rapport du bibliothécaire, déposé, 223.

BIEN-ÊTRE:—Loi concernant le—, les asiles et autres institutions. (Voir *BILLS*, No 45.)

BILLS:—

No 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 4.

No 2.—Loi de l'aide aux chômeurs, 1930.—Bill présenté (M. Francœur), 11. Résolutions renv. à comité, 11; étude en comité; concours,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

17; bill 2e lect., renv. à comité, 3e lect., 19. Message du C. L., amend., concours, 29. Sanction, 29. (21 Geo. V, c. 2.)

No 3.—Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques.—Résolutions renv. à comité pl., 33; en comité pl., concours; bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 48. Message du C. L., 78. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 67.)

No 4.—Loi modifiant la Loi des inhumations et des exhumations.—Présentation (M. David), 27; 2e et 3e lect., 71. Message du C. L., 116. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 86.)

No 5.—Loi modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 31; renv. à comité, 47; rapporté, 55; 2e et 3e lect., 62. Message du C. L., 78. (Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 113.)

No 6.—Loi modifiant la Loi autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.—Résolutions renv. à comité pl., 32; en comité, 1ère et 2e lect., 70; concours; bill présenté (M. Francœur), 2e et 3e lect., 75. Message du C. L., 116. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 9.)

No 7.—Loi modifiant la Loi concernant la construction d'une prison pour les personnes du sexe féminin dans le district de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 27; en comité, 1ère et 2e lect., 39, concours, 46. Bill présenté (M. Francœur), 2e et 3e lect., 47. Message du C. L., 78. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 8.)

No 8.—Loi concernant les chiens errants dans certains territoires non organisés en municipalité.—Présentation (M. Laferté), 31; 2e et 3e lect., 58. Message du C. L., 78. sanction, 270. (21 Geo. V, c. 99.)

No 9.—Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province.—Résolution renv. à comité pl., 32; en comité, 1e et 2e lect., 82; amdt proposé lors concours, rejeté, 146; concours, 147. Bill présenté (M. Mercier), 2e et 3e lect., 147. Message du C. L., 183. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 35).

No 10.—Loi ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province et Verdun Protestant Hospital concernant le soin, la garde et l'entretien des aliénés.—Résolutions renv. à comité pl., 28; en comité, 1ère

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

et 2e lect., 40; concours, 42. Bill présenté (M. Francœur), 42; 2e lect., 53; 3e lect., 57. Message du C. L., amendt, concours, 457. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 14.)

No 11.—Loi modifiant les articles 2174*a* et 2175 du Code civil.—Présentation (M. Laferté), 188; renv. à comité, 199; rapporté, 302; 3e lect., 311. Message du C. L., 373. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 104.)

No 12.—Loi modifiant la Loi de la prévention des incendies.—Résolution renv. à comité pl., 70; en comité, concours, 193. Bill présenté (M. Francœur), 2e et 3e lect., 194. Message du C. L., 235. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 77.)

No 13.—Loi modifiant les articles 1220 et 2144 du Code civil relativement à certains écrits faits hors de la province de Québec.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 31; 2e lect., amend., 3e lect., 40. Message du C. L., 62. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 102.)

No 14.—Loi modifiant les lois concernant l'organisation des départements.—Résolution renv. à comité pl., 99; en comité, concours, 156. Bill présenté (M. Francœur), 90; 2e lect. du bill, en comité pl., rapporté, 167; motion pour renv. de nouveau à comité pl. sur 3e lect., rejetée, 180, 182; 3e lect., 183. Message du C. L., 235. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 19.)

No 15.—Loi relative à certains travaux autorisés dans le but de venir en aide aux chômeurs.—Présentation (M. Francœur), 32; 2e lect., amdt., 3e lect., 47. Message du C. L., 56. Sanction, 58. (21 Geo. V, c. 3.)

No 16.—Loi concernant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Terrebonne.—Bill présenté (M. Laferté), 31; résolution renv. à comité pl., 70; en comité, 1e et 2e lect., concours, 76; 2e et 3e lect. du bill, 76. Message du C. L., 116. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 107.)

No 17.—Loi modifiant la Loi de la gasoline.—Présentation (M. Perrault), 134; 2e lect., en comité pl., progrès rapporté, 194; en comité pl., rapporté, 195; ordre de 3e lect. révoqué; renv. de nouveau en comité pl., étude en comité, amdt., 215; 3e lect., 227. Message du C. L., 268. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 30.)

No 18.—Loi modifiant la Loi de la voirie.—Résolutions renv. à comité pl., 33; en comité, 1e et 2e lect., 54; concours, 57, 58. Bill pré-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

senté (M. Perrault), 2e et 3e lect., 58. Message du C. L., 78. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 58.) 53

No 19.—Loi modifiant la Loi des jurés.—Présentation (M. Taschereau Montmorency), 31; renvoi à comité, 41; rapporté, 55; 3e lecture, 62. Message du C. L., 78. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 72.)

No 20.—Loi modifiant la Loi de la chasse.—Résolution renv. à comité pl., 70; en comité pl., concours, 219. Bill présenté (M. Laferté), 2e et 3e lect., 220. Message du C. L., 235. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 51.)

No 21.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1931 et le 30 juin 1932 et pour d'autres fins du service public.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 1ère, 2e et 3e lect., 487. Message du C. L., 488. Sanction, 491. (21 Geo. V, c. 1.)

No 22.—Loi concernant la nomination et le paiement de certains officiers et employés.—Résolution renv. à comité pl., 33; en comité, 1ère et 2e lect., 365; concours, 376. Bill présenté (M. Taschereau, Montmorency), 377; 2e et 3e lect., 381. Message du C. L., 456. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 21.)

No 23.—Loi concernant la compétence de certaines cours dans le district judiciaire de Nicolet.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 31; renv. à comité, 41; rapporté, 55; 3e lect., 63. Message du C. L., 78. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 71.)

No 24.—Loi concernant les écoles ménagères provinciales.—Présentation (M. David), 32; 2e et 3e lect., 82. Message du C. L., 373. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 70.)

No 25.—Loi modifiant les articles 86 et 618 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 32; 2e lect., renv. à comité, 41; rapporté, 55; 3e lect., 63. Message du C. L., 78. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 112.)

No 26.—Loi modifiant la Loi des paratonnerres.—Présentation (M. Francœur), 2e lect., en comité pl., 3e lect., 389. Message du C. L., 456. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 76.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 27.—Loi modifiant la Loi de la commission des services publics.—Résolutions renv. à comité pl., 312; en comité, concours, 343. Bill présenté (M. Taschereau, Montmorency), 309; 2e et 3e lect., 344. Message du C. L., 397. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 25.)

No 28.—Loi modifiant la Loi des employés publics.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 32; 2e et 3e lect., 82. Message du C. L., 117. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 22.)

No 29.—Loi modifiant la Loi de tempérance de Québec. Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 31; 2e et 3e lect., 71. Message du C. L., 117. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 32.)

No 31.—Loi prohibant les enseignes lumineuses servant à annoncer des liqueurs alcooliques.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 119; 2e et 3e lect., 408. Message du C. L., 456. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 31.)

No 32.—Loi concernant l'éducation de certains enfants dans Montréal et Outremont.—Présentation (M. David), 202; ordre de 2e lect. révoqué, renv. à comité, 383; rapporté, 396; motion pour 2e lect., débat, ajourné, 446; reprise du débat, amdt. proposé, rejeté, 451; renv. à comité pl., 453; en comité, 455; motion pour renv. de nouveau en comité rejetée; 3e lect., 467. Message du C. L., amdt., 1ère et 2e lect., 471; ne peut concourir à amdt., 472; C. L. retire amdt., 476. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 63.)

No 34.—Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.—Présentation (M. Francœur), 67; renv. à comité, 282; rapporté, 302; 3e lect., 357. Message du C. L., 450. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 98.)

No 36.—Loi modifiant la Loi de la pêche.—Présentation (M. Laferté), 67; 2e lect., en comité; renv. à 6 mois proposé lors de la 3e lect. rejeté; 3e lect., 336. Message du C. L., 397. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 48.)

No 37.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 67; renv. à comité, 139; rapporté, 157; 3e lect., 167. Message du C. L., 183. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 95.)

No 38.—Loi concernant la construction d'un tunnel à la rue Wellington et d'un tunnel aux environs du pont de la côte Saint-Paul, sous le

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

canal Lachine, dans la cité de Montréal.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 30; 2e lect., en comité pl., amdt., 3e lect., 42. Message du C. L., 56. Sanction, 58. (21 Geo. V, c. 124.)

No 39.—Loi modifiant la Loi de la voirie relativement aux expropriations.—Présentation (M. Perrault), 67; 2e lect., en comité pl., progrès, 116; de nouveau en comité; 3e lect., 147. Message du C. L., 183. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 52.)

No 40.—Loi concernant les bombes lacrymogènes.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 67; renv. à comité, 115; rapporté, 118; 3e lect., 138. Message du C. L., 158. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 75.)

No 41.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'école Polytechnique.—Résolution renv. à comité pl., 121; concours, 241. Bill présenté (M. David), 119; 2e et 3e lect., 242. Message du C. L., 268. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 69.)

No 42.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville de L'Isle Maligne.—Présentation (M. David), 67; renv. à comité 115; rapporté, 118; 3e lect., 139. Message du C. L., 158. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 132.)

No 43.—Loi accordant un octroi au Conservatoire national de musique.—Résolution renv. à comité pl., 70; 1ère et 2e lect., concours 81. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 81. Message du C. L., 117. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 12.)

No 44.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la création de la division d'enregistrement de Jonquières.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 67; renv. à comité, 115; rapporté, 321; en comité pl., comité se lève, 335.

No 45.—Loi concernant certains asiles et autres institutions.—Résolutions renv. à comité pl., 375. Bill présenté (M. David), 375.

No 46.—Loi des accidents du travail, 1931.—Bill présenté (M. Francœur), 85. Résolutions pro. pour renv. à comité, 88; considération remise; 2e lect. du bill; renv. à comité, 215; rapporté, 283; en comité pl., progrès, 316; en comité, progrès, 317. Résolutions en comité; 1ère et 2e lect., 317; concours, 327. 3e lect. du bill remise, 327; 3e lect., 332. Message du C. L., amdt., 400; concours, 401. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 100.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 47.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—Présentation (M. David), 202; 2e lect., en comité, 3e lect., 355. Message du C. L., 397. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 60.)

No 48.—Loi modifiant la Loi des Mines de Québec.—Présentation (M. Perrault), 80; 2e lect., en comité; progrès, 281; 3e lect., 282. Message du C. L., 316. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 45.)

No 49.—Loi modifiant la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, 1930.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 142; renv. à comité, 208; rapporté, 283; 3e lect., 297. Message du C. L., 373. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 92.)

No 50.—Loi modifiant l'article 7 de la loi de la division territoriale. Présentation (M. Moreau, Lac Saint-Jean), 105; renv. à comité, 167; rapporté rejeté, 187; en comité pl., progrès, 199; 3e lect., 208. Message du C. L., 235. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 18.)

No 51.—Loi modifiant l'article 29 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 119; 2e et 3e lect., 138. Message du C. L., 159. Sanction, 270. (21 Geo. V, c. 108.)

No 52.—Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts refondus, 1925, relativement aux droits civils de la femme.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 119; renv. à comité. 186; rapporté, 210; 3e lect., 219. Message du C. L., 268. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 101.)

No 53.—Loi modifiant la Loi de la taxe sur les corporations.—Présentation (M. Mercier), 127; motion pour 2e lect., débat, 194; 2e lect., en comité pl., 225; 3e lect., 264. Message du C. L., 316. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 28.)

No 54.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 211; renv. à comité, 289; rapporté, 312. Résolutions renv. à comité pl., 316, en comité, 1ère et 2e lect., 437; amdt. proposé au concours rejeté; concours, 439. Bill étudié en comité pl., 461; amdt., 1ère et 2e lect., 471; concours, 480. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 20.)

No 55.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service

BILLS:—*Suite.*

public de cette province pendant la présente session de la Législature.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 2e et 3e lect., 328. Message du C. L., 397. Sanction, 491. (21 Geo. V, c. A.)

No 56.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à l'inspection des syndicats autres que les caisses populaires.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 119; renv. à comité, 193; rapporté, 302; 3e lect., 327. Message du C. L., 397. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 97.)

No 57.—Loi modifiant le Code municipal.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 142; renv. à comité, 194; rapporté, 216; 3e lect., 296. Message du C. L., amdt., 400; 1ère lect. remise, 401; 1ère et 2e lect., amdt. proposé au concours, débat, 454, reprise du débat; la Chambre n'adopte pas amdt., 462; Conseil retiré amdt., 471. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 114.)

No 58.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 142; renv. à comité, 195; rapporté, 216; en comité pl., progrès, 236, 297; 3e lect., 316. Message du C. L., 397. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 56.)

No 59.—Loi modifiant la Loi du département du trésor.—Résolution renv. à comité pl., 121; en comité, adoption, 297. Bill présenté (M. Taschereau, Montmorency), 298; 2e lect., renv. à comité pl., 3e lect., 417. Message du C. L., 456. Sanction 488. (21 Geo. V, c. 26.)

No 60.—Loi modifiant la Loi des pensions.—Bill présenté (M. Perreault); résolutions renv. à comité pl., 121; en comité, concours, 155; 2e lect. du bill, 156; 3e lect., 160. Message du C. L., 183. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 24.)

No 61.—Loi modifiant les articles 3 et 5 de la Loi des subventions aux collèges classiques.—Résolutions renv. à comité pl., 413; en comité, concours, 415. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 416. Message du C. L., 456. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 68.)

No 62.—Loi concernant la construction d'un édifice pour divers services de l'administration à Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 145; en comité, concours, 198. Bill présenté (M. Francœur), 2e et 3e lect., 199. Message du C. L., 235. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 7.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 63.—Loi concernant la radio.—Résolutions renv. à comité pl., 145; en comité, progrès, 418; de nouveau en comité, rapporté, 1^{ere} et 2^e lect., 419; amdt. proposé à la motion pour concours, adoption, 423. Bill présenté (M. Mercier), 142; 2^e lect., en comité, amdt. proposé à la motion de 3^e lect. rejeté; 3^e lect., 434. Message du C. L., 456. Sanction, 488. (21 Geo. V, c. 36.)

No 64.—Loi modifiant la Loi des sociétés agricoles et laitières.—Présentation (M. Godbout), 222; 2^e lect., renv. à comité pl., rapporté, 3^e lect., 252. Message du C. L., 268. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 42.)

No 65.—Loi modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.—Présentation (M. Godbout), 222; 2^e lect., en comité, rapporté, 3^e lect., 252. Message du C. L., 268. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 40.)

No 66.—Loi modifiant la Loi des abeilles.—Présentation (M. Godbout), 222; 2^e lect., en comité, rapporté, 3^e lect., 253. Message du C. L., 268. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 43.)

No 67.—Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture.—Présentation (M. Godbout), 222; 2^e lect., en comité, rapporté, 3^e lect., 253. Message du C. L., 268. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 39.)

No 68.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec pour certaines fins.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 312; renv. à comité, 357; rapporté, 383; 3^e lect., 395. Message du C. L., amdt., concours, 457. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 94.)

No 69.—Loi modifiant la Loi des licences.—Bill présenté (M. Taschereau, Montmorency), 258; 2^e lect., en comité pl., 357. Résolutions renv. à comité pl., 312; en comité, 394; de nouveau en comité, concours, 402. Bill de nouveau en comité pl., 3^e lect., 403. Message du C. L., 456. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 27.)

No 71.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 258; 2^e lect., en comité pl., rapporté, 447; motion pour renv. de nouveau à la motion de 3^e lect. rejetée, 450; 3^e lect., 451. Message du C. L., 469. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 29.)

No 72.—Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.—Présentation (M. David), 202; 2^e lect., en comité pl., 3^e lect., 237. Message du C. L., 268. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 78.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 73.—Loi modifiant la Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose.—Présentation (M. David), 202; 2e lect., en comité pl., rapporté, 237; 3e lect., 254. Message du C. L., 269. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 80.)

No 74.—Loi modifiant la Loi des unités sanitaires.—Présentation. (M. David), 202; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 237. Message du C. L., 269. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 79.)

No 75.—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.—Pétition, 12; rapport, 22. Bill présenté (M. Cantin), 24; renv. à comité, 28; rapporté, 35; 3e lect., 43. Message du C. L., 78. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 61.)

No 76.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Gilbert Aubrey Barber à la pratique de la chirurgie dentaire.—Pétition, 13; rapport, 22. Bill présenté (M. Thurber), 23; renv. à comité, 28; rapporté, 35; 3e lect., 43. Message du C. L., 78. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 187.)

No 77.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul Roy au nombre de ses membres, après examen.—Pétition, 35; rapport, 50. Bill présenté (M. Taschereau, Bellechasse), 52; renv. à comité, 60; rapporté, 66; 3e lect., 77. Message du C. L., 132. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 185.)

No 78.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Luther Hamilton Stilwell à la pratique de la chirurgie dentaire.—Pétition, 13; rapport, 22. Bill présenté (M. Thurber), 24; renvoi à comité, 28; rapporté, 35; 3e lect., 43. Message du C. L., 117. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 188.)

No 79.—Loi constituant en corporation "La Congrégation de la Fraternité sacerdotale".—Pétition, 13; rapport, 22. Bill présenté (M. Vautrin), 25; renv. à comité, 28; rapporté, 51; 3e lect., 65. Message du C. L., 117. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 150.)

No 80.—Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.—Pétition, 34; rapport, 50. Bill présenté (M. Bercovitch), 51; renv. à comité, 60; rapporté, 101, 3e lect., 113. Message du C. L., 183. Sanction, 271. (12 Geo. V, c. 181.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

No 81.—Loi concernant la faillite de la Caisse d'économie des Cantons du Nord et validant et ratifiant le jugement de l'honorable juge Duclos, rendu le 25 février, 1924.—Pétition, 12; rapport, 22. Bill présenté (M. Bercovitch), 24; renv. à comité, 28; rapporté rejeté, 157.

No 82.—Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.—Pétition, 13; rapport, 22. Bill présenté (M. Plante), 24; renv. à comité, 28; rapporté, 79; en comité pl., progrès, 112; de nouveau en comité, progrès, président fait rapport que point d'ordre a été soulevé, lequel a été rejeté, appel de la décision, maintenue, 153; de nouveau en comité, rapporté, 3e lect., 155. Message du C. L., amend. 1ère lect., 235; 2e lect., 248; débat sur motion pour concours, ajourné, 274; amdt. proposé sur amdt du C. L., concours, 331; conseil consent à amdt., 373. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 139.)

No 83.—Loi concernant la donation Cherrier-Sénécal.—Pétition, 13; rapport, 22. Bill présenté (M. Thurber), 23; renv. à comité, 28; rapporté, 66; 3e lect., 84. Message du C. L., amdt., 1ère lect., 183; concours, 207. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 179.)

No 84.—Loi concernant la succession de feu John Dwane.—Pétition 12; rapport, 22. Bill présenté (M. Bercovitch), 24; renv. à comité, 28; rapporté, 35; ordre pour étude en comité plénier révoqué; renv. de nouveau à comité, 48; rapporté, 51; 3e lect., 59. Message du C. L., 117. Sanction 271. (21 Geo. V, c. 178.)

No 85.—Loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Ville-neuve. Pétition, 34; rapport, 50. Bill présenté (M. Bercovitch), 52; renv. à comité, 61; rapporté, 101; 3e lect., 113. Message du C. L., amendt., 184; concours 185. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 184.)

No 86.—Loi concernant les taxes scolaires protestantes de la ville de l'Ile Dorval.—Pétition, 13, rapport, 36. Bill présenté (M. Marchand), 38; renv. à comité, 44; rapporté, 51; en comité pl., 3e lect., 72. Message du C. L., amdt; concours, 127. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 65.)

No 87.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Emile-A. Jeannotte à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen.—Pétition, 12; rapport, 36. Bill présenté (M. Blain), 37; renv., à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 64. Message de C. L., 117. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 186.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 88.—Loi modifiant la constitution en corporation de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus.—Pétition, 12; rapport, 22. Bill présenté (M. Drouin), 24; renv. à comité, 28; rapporté, 35; 3e lect., 43. Message du C. L., 117. Sanction, 271. Remboursement des droits, 295. (21 Geo. V, c. 156.)

No 89.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.—Pétition, 26, rapport, 55; bill présenté (M. Papineau), 56; renv. à comité, 72; rapporté, 169; 3e lect., 184. Message du C. L., amdt, concours, 269. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 130.)

No 90.—Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.—Pétition, 12; rapport, 22. Bill présenté (M. Crépeau), 23; renv. à comité, 28; rapporté, 35; 3e lect., 49. Message du C. L., amdt, 1ère lect., 159; concours, 187. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 129.)

No 91.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 49; rapport, 55. Bill présenté (M. Lafleur), 55; renv. à comité, 72; rapporté 101; 3e lect., 114. Message du C. L., amdt, concours, 234. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 127.)

No 92.—Loi concernant la succession de feu Arthur Roy.—Pétition, 12; rapport, 22. Bill présenté (M. Blain), 23; renv. à comité, 28; rapporté 66; 3e lect., 84. Message du C. L. avec amdt, 235; 1ère lect., 236; concours, 248. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 183.)

No 93.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 13; rapport, 36. Bill présenté (M. Lemieux, Gaspé), 39; renv. à comité, 44; rapporté, 230; en comité pl., progrès, 249; 3e lect., 265. Message du C. L., 316. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 123.)

No 95.—Loi abolissant certaines servitudes sur le lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal et sur le lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte-des-Neiges et leurs subdivisions.—Pétition 22; rapport, 26. Bill présenté (M. Marchand), 26; renv. à comité, 33; rapporté, 73; en comité pl., progrès, 84; de nouveau en comité, 3e lect., 99. Message du C. L. avec amdt, concours, 159. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 140.)

No 96.—Loi ratifiant les règlements Nos 166 et 167 de la ville d'Acton Vale.—Pétition, 26; rapport, 36. Bill présenté (M. Phaneuf), 37; renv. à comité, 44; rapporté, 79; 3e lect., 89. Message du C. L. avec amdt, 127; concours, 128. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 148.) **c112**

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 97.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.—Pétition, 13; rapport, 22. Bill présenté (M. Marchand), 24; renv. à comité, 28; rapporté, 51; en comité pl., 3e lect., 72. Message du C. L. avec amdt, 132; 1ère lect., 133; 2e lect., concours, 153. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 126.)

No 98.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.—Pétition, 42; rapport, 50. Bill présenté (M. Grant), 51; renv. à comité, 60; rapporté, 118; 3e lect., 140. Message du C. L. avec amdt., 235; 1ère lect., 236; concours, 264. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 128.)

No 99.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Pétition, 42; rapport, 50. Bill présenté (M. Drouin), 52; renv. à comité, 60; rapporté, 126; 3e lect., 150. Message du C. L. avec amdt, 457; concours, 458. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 122.)

No 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 13; rapport, 23. Bill présenté (M. Houde), 23; renv. à comité, 28; rapporté avec déclaration que le promoteur abandonne, 109; motion que le bill reste sur le bureau jusqu'au 4 mars; point d'ordre soulevé, maintenu, 233; motion que le rapport du comité des bills privés du 25 février soit retourné audit comité, débat; suspendu, 268; reprise du débat, amdt et sous-amend., point d'ordre, décision réservée, 274; l'orateur maintient point d'ordre; appel, décision maintenue, 303; reprise du débat, amdt que la Chambre retire le bill rejeté, 369; reprise du débat, amdt proposé qu'une seule instruction doit être indiquée sur un même sujet; l'orateur réserve décision, 371; l'orateur rend décision, 372; motion principale adoptée, 369; comité des bills privés rapporte que la cité de Montréal persiste dans sa décision d'abandonner ledit bill, 441.

No 101.—Loi modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine.—Pétition, 21; rapport, 26. Bill présenté (M. Blain), 26; renv. à comité, 33; rapporté, 51; 3e lect., 59. Message du C. L., 117. Remboursement des droits, 150. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 157.)

No 102.—Loi ratifiant les règlements numéros 243 et 348 et certaines résolutions de la cité de Saint-Hyacinthe et certains actes passés par elle.—Pétition, 42; rapport, 50. Bill présenté (M. Phaneuf), 53; renv. à comité, 61; rapporté, 90; 3e lect., 112. Message du C. L. avec amend., 159; concours, 160. Sanction, 271. (21 Geo. V, c. 165.)

No 103.—Loi autorisant Albert-Pierre Frigon à exploiter une ou des carrières dans les limites de la cité de Montréal.—Pétition, 20; rapport,

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

79. Bill présenté (M. Bercovitch), 80; renv. à comité, 90; rapporté, 266; 3e lect., 310. Message du C. L. avec amdt. concours, 454. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 141.)

No 104.—Loi validant un acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et un acte de vente par Ernest Perras à Montreal Airdrome, Limited".—Pétition, 34; rapport, susp. du règl., 79; Bill présenté (M. Charbonneau), 80; renv. à comité, 89; rapporté, 101; 3e lect., 113. Message du C. L. avec amdt., 159; concours, 160. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 177.)

No 105.—Loi constituant en corporation "Barclays Trust Company of Canada".—Pétition, 12; rapport, 36. Bill présenté (M. Bercovitch), 38; renv. à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 63. Message du C. L., 159. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 137.)

No 106.—Loi constituant en corporation Les Cisterciens de Val-d'Espoir.—Pétition, 30; rapport, 36. Bill présenté (M. Côté), 38; renv. à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 65. Message du C. L., 117. Sanction, 272. Remboursement des droits, 331. (21 Geo. V, c. 149.)

No 107.—Loi constituant en corporation Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi, à Gaspé.—Pétition, 30; rapport, 36. Bill présenté (M. Côté), 38; renv. à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 64. Message du C. L., 117. Sanction, 272. Remboursement des droits, 331. (21 Geo. V, c. 151.)

No 108.—Loi ratifiant le contrat passé entre la ville de Kénogami et les compagnies "Price Brothers & Company, Ltd." et "The Kenogami Land Company, Ltd.", au sujet des taxes payables par ces deux compagnies.—Pétition, 42; rapport, 50. Bill présenté (M. Delisle), 53; renv. à comité, 61; rapporté, 101; 3e lect., 117. Message du C. L. avec amdt, 184; concours, 185. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 171.)

No 109.—Loi confirmant et ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil municipal et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Foy, accordant une évaluation fixe de taxe à la "Canadian Transcontinental Airways, Limited", pendant un certain nombre d'années.—Pétition, 20; rapport, 23. Bill présenté (M. Power), 24; renv. à comité, 28; rapporté, 123; 3e lect., 140. Message du C. L. avec amdt, 184; concours, 185. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 173.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 110.—Loi concernant le contrat de mariage de l'honorable John Hall Kelly et de dame Marie-Adèle Dionne.—Pétition, 12; rapport, 22. Bill présenté (M. Côté), 23; renv. à comité, 28; rapporté, 30; 3e lect., 43. Message du C. L., 78. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 180.)

No 113.—Loi modifiant la charte de la corporation de Notre-Dame-du-Chemin.—Pétition, 26; rapport, 36. Bill présenté (M. Rochette), 38; renv. à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 65. Message du C. L., 117. Sanction, 272. Remboursement de tous droits, 403. (21 Geo. V, c. 146.)

No 114.—Loi autorisant les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal à contracter un emprunt et à vendre certains terrains formant partie du cimetière de la Côte-des-Neiges.—Pétition, 13; rapport, 36. Bill présenté (M. Vautrin), 38; renv. à comité, 44; rapporté, 79; 3e lect., 89. Message du C. L. avec amdt, 127; concours, 128. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 158.)

No 115.—Loi concernant la succession Olivier Faucher.—Pétition, 55; rapport, 66. Bill présenté (M. Vautrin), 67; renv. à comité, 77; rapporté rejeté, 151. Remboursement des droits, 158.

No 116.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Pétition, 26; rapport, 36. Bill présenté (M. Vautrin), 38; renv. à comité, 44; rapporté, 79; 3e lect., 89. Message du C. L., 132. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 62.)

No 117.—Loi constituant en corporation *The Saint John of Suchawa Bukowinian Orthodox Church of Lachine*.—Pétition, 22; rapport, 36. Bill présenté (M. Marchand), 39; renv. à comité, 44; rapporté préambule non prouvé, 211.

No 118.—Loi ratifiant et confirmant le titre de la cité du Cap-de-la-Madeleine à certains terrains.—Pétition, 22; rapport, 36. Bill présenté (M. Grant), 37; renv. à comité, 44; rapporté, 51. Renvoi à 6 mois proposé à la motion de 3e lect. rejeté; 3e lect., 59. Message du C. L. avec amdt, 1ère lect., 117; concours, 139. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 168.)

No 119.—Loi ratifiant le titre de *Canadian Copper Refiners, Limited*, à une certaine propriété située dans la ville de Montréal-Est.—Pétition, 41; rapport, 50. Bill présenté (M. Casgrain), 52; renv. à comité, 61; rapporté, 123; 3e lect., 140. Message du C. L., 183. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 164.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 120.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains actes de vente et de transport et d'établissement de servitude, en ce qui regarde certains emplacements de ladite ville.—Pétition, 41; rapport, 50. Bill présenté (M. Casgrain), 52; renv. à comité, 60; rapporté, 74; 3e lect., 84. Message du C. L. avec amdt, concours, 185. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 163.)

No 121.—Loi modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.—Pétition, 41; rapport, 50. Bill présenté (M. Casgrain), 52; renv. à comité, 61; rapporté, 101; 3e lect., 114. Message du C. L., 159. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 136.)

No 122.—Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-Paul.—Pétition, 25; rapport, 36. Bill présenté (M. Lemieux, Gaspé), 39; renv. à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 65. Message du C. L., 117. Sanction, 272. Remboursement des droits, 330; droits add., 380. (21 Geo. V, c. 152.)

No 123.—Loi ratifiant le règlement No 55 du conseil de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et la résolution des commissaires d'écoles pour la même municipalité, en date du 31 octobre 1930.—Pétition, 21; rapport, 36. Bill présenté (M. Grant), 37; renv. à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 63. Message du C. L. avec amdt, 132; concours, 133. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 174.)

No 124.—Loi ratifiant le règlement No 17 de la municipalité de Saint-Etienne-des-Grès, et une résolution en date du 4 novembre, 1930, des commissaires d'écoles de la même municipalité.—Pétition, 22; rapport, 36. Bill présenté (M. Grant), 37; renv. à comité, 44; rapporté, 51; 3e lect., 63. Message du C. L. avec amdt, 132; concours, 133. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 175.)

No 126.—Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la *Donnacona Paper Company, Limited*.—Pétition, 13; rapport, 36. Bill présenté (M. Gauthier), 37; renv. à comité, 44; rapporté, 66; 3e lect., 77. Message du C. L. avec amdt, 132; concours, 133. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 169.)

No 127.—Loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats passés et faits entre la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la *Donnacona Paper Company, Limited*.—Pétition,

BILLS:—*Suite.*

12; rapport, 23. Bill présenté (M. Gauthier), 23; renv. à comité, 28; rapporté, 66; 3e lect., 84. Message du C. L. avec amdt., 132; concours, 133. Sanction, 272. (21 Geo. V, c. 170.)

No 128.—Loi permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky de changer ses prénoms et nom de famille en ceux de Antoine Georges Massey.—Pétition, 26; rapport, 36. Bill présenté (M. Plante), 37; renv. à comité, 44; rapporté, 50; 3e lect., 64. Message du C. L., 183. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 189.)

No 129.—Loi modifiant la charte de la cité d'Outremont.—Pétition, 35; rapport, 50. Bill présenté (M. Marchand), 53; renv. à comité, 60; rapporté, 73; 3e lect., 100. Message du C. L. avec amdt, 133; concours, 134. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 125.)

No 130.—Loi légalisant le changement de nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge, déclarant que ce changement constitue un accomplissement de la volonté de William Thomas Henry Spragge et changeant le nom de famille d'autres personnes, de Winslow en celui de Winslow-Spragge.—Pétition, 26; rapport, 36. Bill présenté (M. Smart), 37; renv. à comité, 44; rapporté, 50; 3e lect., 64. Message du C. L., 117. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 191.)

No 131.—Loi constituant en corporation *St. Annunciation Russian Greek-Orthodox Church of Montreal*.—Pétition, 12; rapport, 35. Bill présenté (M. Bercovitch), 38; renv. à comité, 49; rapporté rejeté, 210. Remboursement des droits, 234.

No 132.—Loi reconnaissant *The Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada*, comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.—Susp. de règle 510, pétition, 55; rapport, 66. Bill présenté (M. Smart), 74; renv. à comité, 85; rapporté, 230; 3e lect., 248. Message du C. L. avec amdt, 1ère lect., 347; concours, 381. Remboursement des droits, 348. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 145.)

No 133.—Loi changeant le nom de famille de John Gould Snasdell Taylor et d'autres personnes, de Taylor en celui de Snasdell-Taylor.—Pétition, 35; rapport, 50. Bill présenté (M. Gault), 51; renv. à comité, 60; rapporté, 66; 3e lect., 77. Message du C. L., 132. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 190.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 134.—Loi concernant la cité de Grand'Mère et pourvoyant à des commutations de taxes en faveur de certaines compagnies.—Pétition, 42; rapport, 50. Bill présenté (M. Grant), 52; renv. à comité, 60; rapporté, 66; 3e lect., 84. Message du C. L., avec amdt., 133; concours, 134. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 166.)

No 135.—Loi concernant l'évaluation des propriétés de *The Shawinigan Water and Power Company* et de *Laurentide Company, Limited*, pour fins scolaires à Grand-Mère.—Pétition, 49; rapport, 55. Bill présenté (M. Grant), 56; renv. à comité, 72; rapporté, 118; 3e lect., 139. Message du C. L. 235. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 167.)

No 136.—Loi modifiant la charte de la Corporation du Collège commercial de Sant-Césaire.—Pétition, 25; rapport, 66. Bill présenté (M. Bernard), 66; renv. à comité, 77; rapporté, 90; 3e lect., 113. Message du C. L., 159. Sanction, 273. Remboursement des droits, 287. (21 Geo. V, c. 147.)

No 137.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité des Trois-Rivières.—Pétition, 42; rapport, 66. Bill présenté (M. Grant), 74; renv. à comité, 85; rapporté, 118; 3e lect., 140. Message du C. L., avec amdt., 235; 1ère lect., 236; concours, 248. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 66.)

No 138.—Loi constituant en corporation "Les Sœurs servantes de Notre-Dame, Reine du clergé".—Pétition, 45; rapport, 30. Bill présenté (M. Dufour), 52; renv. à comité, 60; rapporté, 73; 3e lect., 85. Message du C. L., 127. Remboursement des droits, 162. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 153.)

No 140.—Loi constituant la Corporation de Crédit et d'Entreposage (Credit & Warehousing Corporation).—Susp. du règl., 73; rapport, susp. règl., 104. Bill présenté (M. Marchand), 105; renv. à comité, 118; rapporté, 211; 3e lect., 221. Message du C. L., 269. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 143.)

No 141.—Loi constituant en corporation la Congrégation des Ursulines de Québec.—(Pétition, susp. du règl., 126. Bill présenté (M. Taschereau, Bellechasse), 134; renv. à comité, 150; rapporté, 169; 3e lect., 184. Message du C. L., 269. Sanction, 273. Remboursement des droits, 442. (21 Geo. V, c. 148.)

BILLS:—*Suite.*

No 142.—Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser.—Pétition, susp. règl., bill présenté (M. Taschereau, Bellechasse), 126; renv. à comité, 140; rapporté, 151; 3e lect., 168. Message du C. L., 330. Remboursement des droits, 442. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 159.)

No 143.—Loi concernant la corporation du village d'Asbestos.—Pétition, susp. règl., bill présenté (M. Crépeau), 141; renvoi à comité, 155; rapporté, 188; 3e lect., 234. Message du C. L., 330. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 134.)

No 144.—Loi modifiant et confirmant le titre de *The Mount Sinai Sanatorium* à l'immeuble qu'il possède en la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.—Pétition, susp. règl., 141; rapport, 158. Bill présenté (M. Cohen), 158; renv. à comité, 168; rapporté, 266; ordre pour étude en comité pl., revoqué, renv. à comité des bills publics, 332; rapporté, 333; 3e lect., 387. Remboursement des droits, 403. Message du C. L., 456. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 176.)

No 145.—Loi concernant la succession de feu James McCready.—Pétition, susp. règl., bill présenté (M. Blain), 157; renv. à comité, 168; rapporté, 174; 3e lect., 194. Message du C. L., avec amdt., concours, 269. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 182.)

No 146.—Loi modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada.—Pétition, susp. règl., 157, 161. Bill présenté (M. Marchand), 169; renvoi à comité, 184; rapporté, 210; 3e lect., 221. Message du C. L., 269. Sanction, 273. Remboursement de droits add., 445. (21 Geo. V, c. 138.)

No 147.—Loi amendant la charte de la "*Eastern Townships Agricultural Association*".—Pétition, susp. règl., bill présenté (M. Crépeau), 151; renv. à comité, 168; rapporté, 188; 3e lect., 199. Message du C. L., avec amdt., concours, 269. Sanction, 273. Remboursement des droits, 373. (21 Geo. V, c. 142.)

No 148.—Loi constituant en corporation *Brome-Missisquoi Perkins-Hospital*.—Pétition, 168. Bill présenté (M. Saurette), 169; renv. à comité, 184; rapporté, 201; 3e lect., 210. Message du C. L., 330. Remboursement de tous droits, 348. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 155.)

No 149.—Loi modifiant la charte de la ville de East Angus.—Pétition, susp. règl., bill présenté (M. Drouin), 168; renv. à comité, 184;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

rapporté, 266; en comité pl., progrès, 282; de nouveau en comité pl., 3e lect., 295. Message du C. L. avec amdt., 405; concours, 406. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 133.)

No 150.—Loi autorisant la cité de Saint-Jean à canaliser, détourner et assainir le ruisseau Jackwood.—Pétition, susp. régl., 173. Bill présenté (M. Bouthillier), 174; renv. à comité, 195; rapporté, 230; 3e lect., 249. Message du C. L. avec amdt., 347; concours, 347. Remboursement des droits, 348. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 131.)

No 151.—Loi constituant en corporation la *Montreal North-Western Railway*.—Pétition, susp. régl., 201. Bill présenté (M. Authier), 201; renv. à comité, 228; rapporté, 321; en comité pl., rapporté, 365; ordre révoqué, de nouveau en comité pl., rapporté, 375; 3e lect., 381. Message du C. L. avec amdt., 457; concours, 458. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 135.)

No 152.—Loi concernant *The American Can Company*.—Pétition, susp. régl. Bill présenté (M. Cohen), 275; renv. à comité, 295; rapporté, 321; 3e lect., 332. Message du C. L. avec amdt; concours, 406. Remboursement droits add., 419. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 162.)

No 153.—Loi concernant les œuvres de Notre-Dame de la Merci.—Pétition, susp. régl., Bill présenté (M. Vautrin), 275; renv. à comité, 295; rapporté, 321; 3e lect., 374. Message du C. L., 456; sanction, 489. Remboursement des droits, 445. (21 Geo. V, c. 154.)

No 154.—Loi ratifiant un acte de vente et de cession par la cité de Montréal à *Henry Birks & Sons, Limited*, et déclarant fermée une certaine lisière de terrain.—Pétition, susp. régl., Bill présenté (M. Cohen), 302; rapporté 321; 2e et 3e lect., 332. Message du C. L. avec amdt., concours, 406. Remboursement des droits add., 442. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 161.)

No 155.—Loi concernant la fermeture d'une partie de la ruelle située en arrière des lots du boulevard Saint-Joseph et faisant partie du lot No 329, subdivision 286, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis.—Pétition, susp. régl., Bill présenté (M. Plante), 320; renv. à comité, 350; rapporté, 383; en comité pl., rapporté, 387; 3e lect., 396. Message du C. L., 456. Remboursement des droits, 469. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 160.)

BILLS:—*Suite.*

No 170.—Loi modifiant la loi du barreau.—Présentation (M. Bédard), 27; renv. à comité, 32; rapporté, 123; 3e lect., 138. Message du C. L., 243. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 87.)

No 171.—Loi amendant la loi de pharmacie de Québec.—Présentation (M. Poulin), 31; renv. à comité, 102. Retiré, 141.

No 172.—Loi détachant certains lots du district électoral de Bellechasse et les annexant au district électoral de Dorchester pour toutes les fins.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 45; rapporté, 66; 2e et 3e lect., 78. Message du C. L. avec amdt., 347; 1ère lect., 348; 2e lect., 362; concours, 368. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 16.)

No 173.—Loi modifiant la loi des chemins de fer de Québec.—Présentation (M. Smart), 45; renv. à comité, 72; rapporté rejeté, 157.

No 174.—Loi modifiant l'article 398 du Code municipal.—Présentation (M. Fortin), 45; renv. à comité, 72; rapporté, 79; 3e lect., 88. Message du C. L., 269. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 115.)

No 175.—Loi modifiant la loi des compagnies de Québec.—Présentation (M. Dugas), 67; renv. à comité, 78; rapporté, 79; 3e lect. 88. Message du C. L., 235. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 89.)

No 176.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.—Présentation (M. Duplessis), 61; renvoi à comité, 72; rapporté, 104; en comité pl., progrès, 228; de nouveau en comité pl., renvoi à 6 mois proposé à la motion de 3e lect., adopté, 263.

No 177.—Loi modifiant le Code municipal relativement aux taxes.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 80; renv. à comité, 102; rapporté, 302; 3e lect., 311. Message du C. L., 397. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 121.)

No 178.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux examens préalables.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 80; renv. à comité, 102; rapporté, 104; 3e lect., 115. Message du C. L., avec amdt., 1ère lect., 249; concours, 262. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 110.)

No 179.—Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec. Présentation (M. Bédard), 105; renv. à comité, 125; rapporté, 275;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

en comité pl., progrès, 287; 3e lect., 374. Message du C. L., 456. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 81.)

No 180.—Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec relative-
ment à la vente de certains médicaments.—Présentation (M. Casgrain),
119; ordre révoqué, bill retiré, 141.

No 181.—Loi modifiant l'article 361 du Code de procédure civile.—
Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 119; renv. à comité, 125;
rapporté, 196; 3e lect., 207. Message du C. L., 243. Sanction, 273. (21
Geo. V, c. 111.)

No 182.—Loi modifiant l'article 931 du Code de procédure civile.—
Présentation (M. Duplessis), 119; renv. à comité, 125; rapporté, 196; en
comité pl., le comité se lève, 287.

No 183.—Loi modifiant l'article 94 du Code de procédure civile.—
Présentation (M. Casgrain), 134; renv. à comité, 149; rapporté, 211; 3e
lect., 218. Message du C. L., avec amdt., 457; 1ère et 2e lect., 458; con-
cours, 470. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 109.)

No 184.—Loi modifiant l'article 754 du Code municipal (relative-
ment à l'exercice du droit de retrait).—Présentation (M. Casgrain), 135;
renv. à comité, 145; rapporté rejeté, 216.

No 185.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à
l'imposition de certaines taxes.—Présentation (M. Casgrain), 135; renv.
à comité, 159; rapporté, 321; 3e lect., 343. Message du C. L., 397. Sanc-
tion, 489. (21 Geo. V, c. 57.)

No 186.—Loi détachant certaines municipalités du district électoral
de Beauce et les annexant au district électoral de Dorchester pour les
fins électorales. Présentation (M. Fortin), 170; renv. à comité, 180;
rapporté, 201; 3e lect., 289. Message du C. L., 330. Sanction, 489. (21
Geo. V, c. 15.)

No 187.—Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistre-
ment des baux.—Présentation (M. Blain), 158; renv. à comité, 162;
rapporté rejeté, 201.

No 188.—Loi modifiant les articles 87 et 196 du Code de procédure
civile.—Présentation (M. Blain), 158; renv. à Comité, 162; rapporté
rejeté, 187.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la
Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 189.—Loi modifiant les articles 11 et 30 de la Loi des droits sur les successions.—Présentation (M. Blain), 158; renv. à comité, 162; rapporté rejeté, 201; renvoi à 6 mois proposé à la motion pour étude en comité pl., adopté, 375.

No 190.—Loi modifiant l'article 177 de la Loi des chemins de fer de Québec.—Présentation (M. Blain), 158; renv. à comité, 162; rapporté, 187; 3e lect., 253. Message du C. L., 330. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 93.)

No 191.—Loi modifiant l'article 228 du Code municipal.—Présentation (M. Caron), 161; renv. à comité, 172; rapporté rejeté, 211.

No 192.—Loi modifiant l'article 802 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Caron), 161; renv. à comité, 173; rapporté rejeté, 211.

No 193.—Loi modifiant la Loi des syndicats coopératifs de Québec relativement à la création de certains fonds.—Présentation (M. Cohen), 161; renv. à comité, 172; rapporté, 302; en comité pl., progrès, 311; 3e lect., 327. Message du C. L., 397. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 96.)

No 194.—Loi modifiant la Loi de l'habeas corpus.—Présentation (M. Fisher), 161; renv. à comité, 173; rapporté rejeté, 196.

No 195.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à la présentation des candidats.—Présentation (M. Casgrain), 169; renv. à comité, 192; rapporté, 196; 3e lect., 207. Message du C. L., 243. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 55.)

No 196.—Loi modifiant l'article 227 du Code municipal.—Présentation (M. Poulin), 169; renv. à comité, 192; rapporté rejeté, 196.

No 197.—Loi abrogeant l'article 87a du Code de procédure civile.—Présentation (M. Duplessis), 169; renv. à comité, 180; rapporté rejeté, 196.

No 198.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*.—Présentation (M. Duplessis), 170; renv. à comité, 179; rapporté rejeté, 302; remis sur le feuillet, 323; renv. à 6 mois adopté, 375.

BILLS:—*Suite.*

No 199.—Loi modifiant l'article 1530 du Code civil.—Présentation (M. Dugas), 170; renv. à comité, 180; rapporté, 211; en comité pl., progrès, 219; de nouveau en comité pl., 3e lect., 233. Message du C. L., 317. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 103.)

No 200.—Loi modifiant l'article 2 de la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Caron), 196; renv. à comité, 207; rapporté, 211; 3e lect., 219. Message du C. L., 243. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 54.)

No 201.—Loi modifiant le Code Municipal relativement au drainage des terres.—Présentation (M. Dugas), 211; renv. à comité, 219; rapporté, 283; 3e lect., 327. Message du C. L., 397. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 117.)

No 202.—Loi modifiant l'article 571c de la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Caron), 222; renv. à comité, 252; rapporté, 302; 3e lect., 327. Message du C. L., 397. Sanction, 489. (21 Geo. V, c. 58.)

No 203.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.—Présentation (M. Vautrin), 251; renv. à 6 mois proposé à la motion de 2e lect. adopté, 388.

No 204.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale.—Présentation (M. Lemieux, Gaspé), 258; renv. à comité, 356; rapporté, 364; 3e lect., 369. Message du C. L., 462. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 17.)

No 205.—Loi modifiant l'article 41 de la Loi des véhicules automobiles.—Présentation (M. Dugas), 312; renv. à comité, 363; rapporté, 364; 3e lect., 369.

No 206.—Loi modifiant les articles 196 et 217 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau, Bellechasse), 291; renv. à comité, 362; rapporté promoteur désire retirer bill, 383; ordre pour étude en comité pl., révoqué; bill retiré, 387.

No 207.—Loi modifiant la Loi du barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit.—Présentation (M. Drouin), 291; renvoi à 6 mois proposé à la motion pour 2e lect. adopté, 403.

No 208.—Loi modifiant le Code municipal relativement aux attributions des conseils de comté.—Présentation (M. Casgrain), 312; 2e

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

lect., étude en comité pl., 3e lect., 363. Message du C. L., 462. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 118.)

No 209.—Loi modifiant le Code municipal relativement à certaines exemptions de taxes.—Présentation (M. Fortin), 313; renv. à comité, 365; rapporté, 383; étude en comité pl., rapporté, 387; ordre pour 3e lect., révoqué, renv. à comité pl., rapporté, 3e lect., 418. Message du C. L., 456. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 120.)

No 210.—Loi modifiant l'article 28 de la Loi de la Commission des services publics.—Présentation (M. Bédard), 313; renv. à comité, 363, rapporté, 383; en comité pl., 393; ordre pour comité pl. révoqué; bill retiré, 422.

No 211.—Loi modifiant l'article 20 de l'instruction publique.—Présentation (M. Blain), 334; renv. à comité pl., 362; rapporté, 364; en comité pl., le comité se lève, 369.

No 212.—Loi concernant la conversion de certaines compagnies à fonds social en sociétés coopératives agricoles.—Présentation (M. Charbonneau), 396; renv. à comité, 436; rapporté, 441; en comité pl., 3e lect., 445. Message du C. L., 462. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 41.)

No 213.—Loi modifiant le Code municipal relativement à l'évaluation de lignes de transmission.—Présentation (M. Caron), 396; renv. à comité, 436; rapporté, 441; en comité pl., 2e et 3e lect., 469. Message du C. L. avec amdt., concours, 480. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 119.)

No 214.—Loi abrogeant l'article 571c de la Loi des cités et villes.—Présentation (M. Guertin), 396; ordre révoqué, bill retiré, 407.

No 215.—Loi concernant une subvention à un certain chemin de fer.—Bill présenté (M. Taschereau, Montmorency), 444. Résolutions renv. à comité pl., 438, en comité, concours; 3e lect. du bill 444. Message du C. L., 456. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 4.)

No 216.—Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers.—Présentation (M. Mercier), 428; résolutions renv. à comité pl., 446; en comité, concours, 469. 2e lect. du bill, renv. à comité pl., 470; en comité, 3e lect., 470. Message du C. L., 475. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 34.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 217.—Loi concernant la contribution du gouvernement à l'érection d'un monument commémoratif de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada, et de l'origine du Christianisme sur ce continent.—Résolutions en comité, concours; bill présenté (M. Taschereau, Montmorency), 2e et 3e lect., 428. Message du C. L., 456. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 11.)

No 218.—Loi modifiant l'article 54 de la Loi des asiles d'aliénés.—Présentation (M. David), 409; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 416. Message du C. L., 456. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 85.)

No 219.—Loi modifiant l'article 27 de la Loi des écoles de réforme.—Présentation (M. David), 409; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 416. Message du C. L., 456. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 73.)

No 220.—Loi modifiant l'article 18 de la Loi des écoles d'industrie.—Présentation (M. David), 409; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 417. Message du C. L., 456. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 74.)

No 221.—Loi modifiant l'article 34 de la Loi de l'assistance publique de Québec.—Présentation (M. David), 409; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 417. Message du C. L., 456. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 83.)

No 222.—Loi modifiant l'article 408 du Code municipal.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 161; renv. à comité, 186; rapporté, 216; 3e lect., 237. Message du C. L., 309. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 116.)

No 223.—Loi modifiant la Loi 13 George V, chapitre 44.—Présentation (M. David), 202; ordre pour 2e lect., révoqué, renv. à comité, 383; rapporté, 396; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 460. Message du C. L., 471. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 64.)

No 225.—Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 169; renv. à comité, 207; rapporté, 222; en comité pl., progrès, 234, 236; 3e lect., 252. Message du C. L., 269. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 91.)

No 226.—Loi modifiant certaines lois concernant les écoles ménagères provinciales.—Bill présenté (M. David), 169; ordre pour 2e lect. révoqué; bill retiré, 374. Résolution renv. à comité pl., 180; retirée, 379.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 227.—Loi modifiant l'article 4 de la Loi de la chasse.—Présentation (M. Laferté), 202; 2e lect., en comité pl., rapporté, 3e lect., 254. Message du C. L., 269. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 50.)

No 228.—Loi modifiant la Loi de l'assistance publique de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 330; en comité, concours, 342. Bill présenté (M. David), 202; 2e lect., en comité pl., progrès, 283; 3e lect., 343. Message du C. L., 405. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 82.)

No 229.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.—Présentation (M. Mercier), 222; 2e lect., en comité pl., rapporté, 389; 3e lect., 399. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 37.)

No 230.—Loi concernant la mise en conserves du poissons et d'autres produits de la mer.—Résolutions renv. à comité pl., en comité, concours, 288. Bill présenté (M. Laferté), 2e et 3e lect., 289. Message du C. L., 317. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 49.)

No 231.—Loi concernant la responsabilité civile en matière de radiodiffusion.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 231; renv. à 6 mois proposé à la 2e lect. rejeté, 381; 2e lect., 381; en comité pl., progrès, 400; de nouveau en comité pl., progrès, 413; de nouveau en comité, 3e lect., 414. Message du C. L., 467. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 105.)

No 232.—Loi relative à la construction de certains ponts dans la province.—Bill présenté (M. Francœur), 202. Motion pour renv. résolutions en comité pl., objection; l'orateur réserve décision, 206; l'orateur rend décision, 422; en comité pl., progrès, 422; de nouveau en comité pl., rapportés, 1ère et 2e lect., 424; amdt. proposé à la motion pour concours, rejeté, 432; autre amdt rejeté; concours, 433. 2e lect. du bill; en comité pl., rapporté, 434; 3e lect., 436. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 5.)

No 233.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique, relativement aux arrondissements scolaires.—Présentation (M. David), 351; renv. à comité, 374; rapporté que promoteur désire retirer bill, 383; ordre pour étude en comité pl., revouqué; bill retiré, 395.

No 234.—Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7 relativement aux victimes de la conflagration à Terrebonne.—Résolution renv. à comité pl., concours, 242. Bill présenté (M. David), 223; 2e lect., en

BILLS:—*Suite.*

comité pl., 242; 3e lect., 243. Message du C. L., 269. Sanction, 273. (21 Geo. V, c. 13.)

No 235.—Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec relativement aux assemblées.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 223; renv. à comité, 265; rapporté, 275; 3e lect., 290. Message du C. L., 317. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 88.)

No 236.—Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement aux procédures en expropriation.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 409; renv. à comité, 438; rapporté, 441; en comité pl., 3e lect., 444. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 59.)

No 237.—Loi modifiant la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 221; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 243. Message du C. L., 309. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 90.)

No 238.—Loi modifiant la Loi des asiles d'aliénés.—Présentation (M. David), 258; 2e lecture, en comité pl., 3e lect., 389. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 84.)

No 239.—Loi modifiant la Loi 31 Victoria, chapitre 38, constituant en corporation le Synode de Montréal.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 258; renv. à comité, 289; 3e lect., 311. Message du C. L., 373. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 144.)

No 240.—Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux prêts agricoles.—Résolutions renv. à comité pl., 311; en comité, 1ère et 2e lect., 394; concours, 400. Bill présenté (M. Taschereau, Montmorency), 2e et 3e lect., 400. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 38.)

No 242.—Loi concernant le lot No 710 du cadastre du quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal.—Présentation (M. Taschereau, Montmorency), 309; renv. à comité, 357; rapporté, 383; 3e lect., 405. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 106.)

No 243.—Loi modifiant la Loi des pensions.—Résolutions renv. à comité pl., 356; en comité, concours, 379. Bill présenté (M. Perrault), 347; 2e lect., en comité pl., 377; en comité, 3e lect., 382. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 23.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 244.—Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'engrais chimiques.—Résolutions renv. à comité pl., 335; en comité, progrès, 344; de nouveau en comité, concours, 348. Bill présenté (M. Godbout), 2e et 3e lect., 349. Message du C. L., 397. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 10.)

No 245.—Loi modifiant la Loi concernant les écoles d'agriculture, la construction d'entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 330 en comité, concours, 371. Bill présenté (M. Godbout), 2e et 3e lect., 371. Message du C. L., 405. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 44.)

No 246.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec relativement à certains examens médicaux.—Présentation (M. Perrault), 333; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 379. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 46.)

No 247.—Loi concernant la silicose.—Présentation (M. Perrault), 334; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 379. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 47.)

No 250.—Loi modifiant la Loi des terres et forêts.—Présentation (M. Mercier), 334; 2e lect., en comité pl., 3e lect., 471. Message du C. L., 476. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 33.)

No 251.—Loi modifiant la Loi concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à Caughnawaga.—Résolutions renv. à comité pl., 438; en comité, rapportées, concours, 442. Bill présenté (M. Mercier), 2e et 3e lect., 443. Message du C. L., 457. Sanction, 490. (21 Geo. V, c. 6.)

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 4.

Deuxième lecture, renvoi à comité, 41, 60.

Deuxième lecture sur division, ren. à comité, 41, 139.

Ordre révoqué, renv. de nouveau à comité, 49.

Deuxième lecture, renvoi à comité plénier, étude en comité plénier, rapporté, 3e lecture, 332.

Ordre de 2e lect., révoqué, bill retiré, 141, 422.

Rapport d'un comité qu'un bill a été rejeté, 151, 157, 187.

Rapport d'un comité qu'un bill a été retiré, 141.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.*

Rapport du comité plénier que le travail avance, 85.
Adoption avec célérité, 58, 76, 199.
Remboursement des droits, 150, 162.
Remboursement des droits additionnels, 442.
Décisions de l'Orateur, 493.
Sanction, 29, 58, 270, 488.
Troisième lecture sur division 63, 72.
Suspension du règlement et pétition présentée, 55, 73.
Suspension du règlement et bill présenté, 141, 157.
Bill rapporté à la Chambre, 104, 321, 364.
Débat sur motion pour adoption des amdts du C. L. ajourné, 274.
La Chambre ne peut adopter amdts du C. L., 472.
Motion qu'un bill rapporté d'un comité reste sur le bureau; point d'ordre, décision maintenue, 233.
Ordre révoqué, bill retiré, 374.
Bills retirés, 141, 387.
Ordre pour étude en comité plénier révoqué; renv. de nouveau à comité, 332.
Renvoi à 6 mois proposé à la 3e lect. rejeté, 59, 336.
Renvoi à 6 mois proposé à la 3e lect., adopté, 263.
Renvoi à 6 mois proposé lors de l'étude en comité pl., adopté, 375.
Le comité pl. se lève, 287, 335; 369.
Adoption de résolutions remise, 82.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS).

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BIRKS, HENRY & SONS, LTD:—Loi ratifiant vente par cité de Montréal à—. (Voir **BILLS**, *No 154.*)

BOMBES LACRYMOGÈNES:—Loi concernant les—. (Voir **BILLS**, *No 40.*)

BOUCHARD, TÉLÉSPHORE-DAMIEN:—(Voir ORATEUR.)

BOULEVARD SAINT-JOSEPH:—Loi concernant fermeture partie de ruelle, lot 329-286 Village Côte Saint-Louis.—(Voir **BILLS**, *No 155.*)

BREFS DE PROHIBITION ET DE CERTIORARI:—(Voir CODE DE PROCÉDURE CIVILE.)

BROME-MISSISQUOI PERKINS-HOSPITAL:—Loi concernant—. (Voir **BILLS** *No 148.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; MANDATS SPÉCIAUX.)

BUREAU DE COMMISSAIRES DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—
Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 75.*)

CADASTRE:—(Voir BILLS, *Nos 95, 155, 242.*)

CAISSE D'ÉCONOMIE DES CANTONS DU NORD:—Loi concernant la faillite
de la—. (Voir BILLS, *No 81.*)

CANADIAN COPPER REFINERS, LIMITED:—Loi ratifiant titre de—à une
propriété dans Montréal-Est. (Voir BILLS, *No 119.*)

CANADIAN TRANSCONTINENTAL AIRWAYS, LIMITED:—Loi concernant
résolutions de la paroisse de Sainte-Foy, et taxes de—. (Voir BILLS,
No 109.)

CANDIDATS:—(Voir CITÉS ET VILLES.)

CAP-DE-LA-MADELEINE:—Loi ratifiant le titre de la cité du—à certains
terrains. (Voir BILLS, *No 118.*)

CAUGHNAWAGA:—(Voir PONT DE—.)

CHASSE:—

Loi de la—. (Voir BILLS, *No 20.*)

Loi modifiant l'art. 4 de la—(Voir BILLS, *No 227.*)
(Voir MONTRÉAL—MONT-LAURIER.)

CHEMINS DE FER:—

1. Loi modifiant la loi des—. (Voir BILLS, *No 173.*)

2. Loi modifiant l'art. 177 de la loi des—. (Voir BILLS, *No 190.*)

3. Loi concernant subvention à un certain—. (Voir BILLS, *No 215.*)

4. Loi concernant Montreal North Western Railway. (Voir BILLS,
No 151.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):
—(Voir COMITÉS.)

CARRIER-SÉNÉCAL:—Loi concernant la donation—. (Voir BILLS, *No 83.*)

CHIENS ERRANTS:—Loi concernant les—dans certains territoires. (Voir
BILLS, *No 8.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CHIRURGIE DENTAIRE:—(Voir COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES.)

CHÔMEURS:—

1. Loi de l'aide aux—, 1930. (Voir BILLS, *No 2*.)
2. Loi relative à certains travaux. (Voir BILLS, *No 15*.)
3. Loi concernant tunnel rue Wellington.—(Voir BILLS, *No 38*.)

CIMETIÈRE, CÔTE-DES-NEIGES:—(Voir ŒUVRES ET FABRIQUE N.-D.)

CISTERCIENS DE VAL-D'ESPOIR:—Loi concernant Les—. (Voir BILLS, *No 106*.)

CITÉS ET VILLES:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 58*.)
2. Loi des—relativement à l'imposition de certaines taxes. (Voir BILLS, *No 185*.)
3. Loi des—relativement à la présentation des candidats. (Voir BILLS, *No 195*.)
4. Loi modifiant l'art. 2 de la loi des—. (Voir BILLS, *No 200*.)
5. Loi modifiant l'art. 571c de la loi des—. (Voir BILLS, *No 202*.)
6. Loi concernant les—relativement aux expropriations. (Voir BILLS, *No 236*.)

CLASSE AGRICOLE:—(Voir FAILLITE; AGRICULTURE; CULTIVATEURS.)

CODE CIVIL:—

2. Loi modifiant les art. 2174a et 2175 du—. (Voir BILLS, *No 11*.)
2. Loi modifiant les art. 1220 et 2144 du—re écrits hors de la prov.— (Voir BILLS, *No 13*.)
3. Loi relative aux droits de la femme.—(Voir BILLS, *No 52*.)
4. Loi relative à l'enregistrement des baux.—(Voir BILLS, *No 187*.)
5. Loi modifiant art. 1530 du—. (Voir BILLS, *No 199*.)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant art. 1317 du—. (Voir BILLS, *No 5*.)
2. Loi modifiant art. 86 et 618 du—. (Voir BILLS, *No 25*.)
3. Loi modifiant art. 29 du—. (Voir BILLS, *No 51*.)
4. Loi modifiant le—relativement aux droits des femmes. (Voir BILLS, *No 52*.)
5. Loi modifiant le—relativement aux examens préalables. (Voir BILLS, *No 178*.)
6. Loi modifiant art. 361 du—. (Voir BILLS, *No 181*.)
7. Loi modifiant art. 931 du—. (Voir BILLS, *No 182*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—*Suite.*

8. Loi modifiant art. 94 du—. (Voir BILLS, *No 183.*)
9. Loi modifiant art. 87 et 196 du—. (Voir BILLS, *No 188.*)
10. Loi modifiant art. 802 du—. (Voir BILLS, *No 192.*)
11. Loi modifiant art. 87*a* du—. (Voir BILLS, *No 197.*)
12. Loi modifiant le—relativement aux brefs de prohibition et de *certiorari*. (Voir BILLS, *No 198.*)
13. Loi modifiant art. 196 et 217 du—. (Voir BILLS, *No 206.*)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant le Code municipal.—(Voir BILLS, *No 57.*)
2. Loi modifiant art. 398 du—. (Voir BILLS, *No 174.*)
3. Loi modifiant le—relativement aux taxes.—(Voir BILLS, *No 177.*)
4. Loi modifiant le—relativement à l'exercice du droit de retrait.—(Voir BILLS, *No 184.*)
5. Loi modifiant art. 228 du—. (Voir BILLS, *No 191.*)
6. Loi modifiant art. 227 du—. (Voir BILLS, *No 196.*)
7. Loi modifiant le—relativement au drainage des terres.—(Voir BILLS, *No 201.*)
8. Loi modifiant le—relativement aux attributions des conseils de comté. (Voir BILLS, *No 208.*)
9. Loi modifiant le—relativement à certaines exemptions de taxes. (Voir BILLS, *No 209.*)
10. Loi modifiant le—relativement à l'évaluation de lignes de transmission. (Voir BILLS, *No 213.*)
11. Loi modifiant art. 408 du—. (Voir BILLS, *No 222.*)

COLLÈGES CLASSIQUES:—Loi des subventions aux—. (Voir BILLS, *Nos 3 et 61.*)

COLLÈGE DE SAINT-CÉSaire:—(Voir SAINT-CÉSaire.)

COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES:—

1. Loi concernant le—et Gilbert Aubrey Barber. (Voir BILLS, *No 76.*)
2. Loi concernant le—et Luther Hamilton Stilwell. (Voir BILLS, *No 78.*)

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS:—Loi concernant le — et Emile-A. Jeannotte. (Voir BILLS, *No 87.*)

COLONISATION:—(Voir MONTRÉAL-MONT-LAURIER.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMITÉS:—

Comités permanents, institués, 7.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres des différents comités permanents, 7; rapport, 8; concours, 9.

Noms des députés composant les comités permanents, 8.

Agriculture, immigration et colonisation:—1er rapport, 14.

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 20; par le Conseil, 20.

Bills privés en général:—1er rapport, 14; 2e, 35; 3e, 50; 4e, 66; 5e, 73; 6e, 79; 7e, 90; 8e, 101; 9e, 118; 10e, 126; 11e, 169; 12e, 188; 13e, 201; 14e, que le promoteur abandonne, 209; 15e, 211; 16e, 230; 17e, 266; 18e, 274; 19e, 302; 20e, 441.

Bills publics en général:—1er rapport, 13; 2e, 35; 3e, 51; 4e, 55; 5e, 65; 6e, 73; 7e, 79; 8e, 90; 9e, 101; 10e, 104; 11e, 118; 12e, 123; 13e, 157; 14e, 157; 15e, 174; 16e, 187; 17e, 196; 18e, 201; 19e, 210; 20e, 210; 21e, 216; 22e, 222; 23e, 230; 24e, 266; 25e, 275; 26e, 283; 27e, 302; 28e, 312; 29e, 321; 30e, 333; 31e, 364; 32e, 382; 33e, 396; 34e, 441.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—1er rapport, 14; 2e, 101; 3e, 321.

Code municipal:—1er rapport, 14; 2e, 216.

Comptes publics:—1er rapport, 14.

Impressions législatives:—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 20; par le Conseil, 43.

Industrie et commerce:—Premier rapport, 14.

Privilèges et élections:—1er rapport, 14.

Règlements:—1er rapport, 15; 2e, 22; 3e, 26; 4e, 35; 5e, 49; 6e, 55; 7e, 66; 8e, 74; 9e, 79; 10e, 104; 11e, 126; 12e, 157; 13e, 211; 14e, 276.

Comité recommandant de prolonger délais pour présentation de pétitions, 79; pour réception de rapports des comités permanents, 73, 74, 209, 219, 275.

Comité fait rapport qu'un bill a été retiré, 113.

Comité plénier se lève sans faire de rapport, 287, 335.

Comité rejette un bill, 151, 187.

Comité rapporte que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 211.

Comité rapporte un bill à la Chambre, 104, 321, 364, 441.

Comité fait rapport que les avis suffisants ont été donnés et recommande susp. des règlements, adopté, 104.

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS*, No 116.)

COMMISSION DES LIQUEURS:—(Voir *LIQUEURS ALCOOLIKES*.)

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—

1. Loi concernant la—. (Voir *BILLS*, *No 27.*)
2. Loi modifiant l'art. 28 de la Loi de la—. (Voir *BILLS*, *No 210.*)

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS*, *No 82.*)

COMPAGNIES:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 175.*)
2. Loi des—relativement aux assemblées. (Voir *BILLS*, *No 235.*)
3. Loi concernant les déclarations des—et des sociétés. (Voir *BILLS*, *No 237.*)
4. Loi concernant la conversion de—à fonds social en sociétés coopératives agricoles. (Voir *BILLS*, *No 212.*)
5. (Voir *CORPORATIONS.*)

COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE VERCHÈRES, CHAMBLY ET LAPRAIRIE:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS*, *No 121.*)COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER:—(Voir *CHEMINS DE FER.*)COMPTES PUBLICS:—(Voir *COMITÉS.*)COMPTOIR MOBILIER FRANCO-CANADIEN:—(Voir *CRÉDIT ET ENTREPOSAGE.*)CONGRÉGATION DE LA FRATERNITÉ SACERDOTALE:—Loi concernant La —. (Voir *BILLS*, *No 79.*)CONSEILS DE COMTÉ:—(Voir *CODE MUNICIPAL.*)

CONSEIL LÉGISLATIF:—

1. *Messages au Conseil:*
Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 20; des impressions, 21.
2. *Messages du Conseil:*
Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 20.
Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendement, 29, 56, 58, 61, 78, 116, 117, 127, 132, 158, 159, 183, 184, 234, 235, 243, 249, 268, 269, 309, 316, 330, 348, 348, 373, 397, 400, 405, 450, 454, 456, 457, 462, 471, 480.
Adoptant des amendements de l'Assemblée à ceux du Conseil, 373.

CONSERVATOIRE NATIONAL DE MUSIQUE:—Loi accordant un octroi au—.
(Voir *BILLS, No 43.*)

CORPORATIONS:—

1. Loi des pouvoirs spéciaux de certaines—. (Voir *BILLS, No 225.*)
2. Loi de la taxe sur les—. (Voir *BILLS, No 53.*)
3. (Voir *COMPAGNIES.*)

CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA:—
Loi concernant—. (Voir *BILLS, No 146.*)

CÔTE-DES-NEIGES:—Loi *re* Lot 49 Paroisse de Montréal et 149 du village
—.(Voir *BILLS, No 95.*)

COURS DE JUSTICE:—Loi concernant la compétence de certaines cours,
district de Nicolet. (Voir *BILLS, No 23.*)

CRÉDIT ET ENTREPOSAGE, CORPORATION DE:—Loi constituant la—.
(Voir *BILLS, No 140.*)

CRÉPEAU, JULES:—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—
(Voir *BILLS, No 93.*)

CULTIVATEURS:—Motion (M. Renaud) que cette Chambre exprime
opinion que les—qui livrent dans les cités et villes le lait ne reçoivent
pas des compagnies un traitement équitable; présentée, 445; débat,
445; adoptée, 446. (Voir *FAILLITE; PRÊTS:AGRICOLES; ENGRAIS
CHIMIQUES; AGRICULTURE.*)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—493.

DENTISTES:—(Voir *COLLÈGE DES CHIRURGIENS—.*)

DÉPARTEMENTS:—Loi concernant l'organisation des—. (Voir *BILLS,
No 14.*)

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—(Voir *BILLS, No 59.*)

DÉPUTÉS:—

- Les—prêtent serment et prennent séance,4.
Certificats d'élection de—, 2, 3, 4.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DIMANCHE:—Motion (M. Duplessis)—Que cette Chambre exprime l'avis que violation de la Loi du—est propre à diminuer respect des lois et à favoriser idées bolchévistes. Présentée, adoptée, 428.

DIONNE, MARIE-ADÈLE:—(Voir KELLY, JOHN HALL.)

DISCOURS DU TRÔNE:—A l'ouverture de la session, 4; à la clôture de la session 488; motion pour prise en considération du—, 7. (Voir ADRESSE EN RÉPONSE AU—.)

DIVISION TERRITORIALE:—Loi de la—. (Voir BILLS, Nos 50 et 204.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

Accidents du travail:—(Voir Commission des—.)

Affaires municipales:—

1. Rapport du Ministère des—, 1929-30; Déposé, 10. (No 10).
2. Voir *Corporations municipales; Statistiques.*)

Agriculture:—

1. Rapport du ministre de l'—de la province de Québec, 1929-30; déposé, 11. (No 16.)
2. Correspondance depuis 1928 relativement aux personnes ayant poursuivi études sur l'agriculture en Europe ou aux Etats-Unis. Déposé, 33. (No 20).
3. (Voir *Arts domestiques; Lait; Témiscamingue.*)

Annonces et publicité:—

1. État indiquant: Quels journaux et compagnies auxquels le gouvernement a payé frais d'—, impression et de reliure:
 - a. pendant les six premiers mois de l'exercice en cours;
 - b. du 31 décembre 1930 à date; Combien à chacun: a. pour impression et reliure; b. pour annonces et publicité; c. pour divers. Ordonné, 151; déposé, 151. (No 41.)
2. État démontrant: Depuis réponse du 24 mars 1930 jusqu'au 30 juin 1930, noms des journaux, compagnies re annonces et publicité; Combien, au cours de ladite période, payé à chacun. Ordonné, 294; déposé, 294. (No 60).
3. (Voir "*Le Soleil*".)

Annuaire statistique:—L'—de 1930. Déposé, 54. (No 32.)

Archiviste:—Rapport de l'—de la province de Québec pour 1929-1930. Déposé, 207. (No 48.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Arts domestiques:—Correspondance, depuis 1927, relativement à l'économie rurale, quant aux— et aux petites industries de la campagne. Déposé, 33. (*No 21.*)

Association des producteurs de lait:—(*Voir Lait.*)

Assurances:—(*Voir Compagnies d'—; Sociétés de Secours mutuels.*)

Auditeur de la province:—(*Voir Mandats spéciaux.*)

Automobiles:—Correspondance depuis le 1er janvier 1929 suggérant assurance obligatoire sur les—, ou modifications à la loi des véhicules-moteurs. Ordonné, 233.

Aviation:—Correspondance et jugements des tribunaux, relativement à—. Ordonné, 150; déposé, 289. (*No 58.*)

Beurre:—Correspondance, depuis 1929, relativement à une prime pour production du— dans les beurreries. Ordonné, 337.

Bibliothèque de la législature:—Rapport de la— 1930. Déposé, 223. (*No 53.*)

Bons chemins:—(*Voir Loi des—.*)

Budget:—Des dépenses pour 1931 et 1932, et durant la présente session. Déposé, 75, 122, 461. (*Nos 1, 1a et 1b.*) (*Voir Mandats spéciaux; SUBSIDES.*)

Cautionnements:—État des—fournis par les officiers publics, du 7 janvier au 2 déc. 1930. Déposé, 10. (*No 14.*)

Chemins:—(*Voir Loi des bons—; Colonisation; Voirie.*)

Chemin de fer:—(*Voir Compagnies de—.*)

Chômage:—

1. Liste des ordres en conseil *Re—*. Déposé, 32. (*No 29.*)
2. Procès-verbal de la vingt-septième assemblée du comité du—, 17 janvier 1931. Déposé, 119. (*No 39.*)
3. Correspondance entre municipalité de Hull-Ouest et le comité du—. Ordonné, 150; déposé, 192. (*No 47.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Clyde, canton:—Correspondance depuis 1910, concernant les lots 8 et 9 du —. Ordonné, 171; déposé, 454. (*No 70.*)

Colonisation:—(Voir *Nault, Nemtayer; Paulin; Rapatriement; Témiscamingue; Témiscouata.*)

Colonisation, Chasse et Pêcheries:—Rapport du Ministère de la— pour l'année finissant le 30 juin 1930. Déposé, 8. (*No 4.*)

Commission des Accidents du travail:—Rapport de la—. Déposé, 101. (*No 36.*)

Commission des droits civils de la femme:—Troisième rapport de la—, 15 janvier 1931. Déposé, 115. (*No 38.*)

Commission des Eaux courantes:—Dix-neuvième rapport de la—. Déposé, 151. (*No 40.*)

Commission des Services publics:—Vingt et unième Rapport Annuel de la—pour l'année finissant le 30 juin 1930. Déposé, 25. (*No 19.*)

Compagnies d'Assurances:—

1. Rapport sur les—1930, (opérations de 1929.) Déposé, 414. (*No 68.*)
2. (Voir *Sociétés de Secours mutuels.*)

Compagnies de chemin de fer:—

1. Rapports des—pour l'année expirée le 31 décembre 1929, article 4, chapitre 31. S.R.Q., 1925. Déposé, 34. (*No 27.*)
2. Statistiques des—au 31 déc. 1929, art. 187, c. 230. S.R.Q., 1925. Déposé, 34. (*No 28.*)

Comptes publics:—État des—pour l'exercice finissant le 30 juin 1930. Déposé, 39. (*No 2.*)

Corporations municipales:—

1. Liste des—1930-31. Déposé, 10. (*No 11.*)
2. (Voir *Affaires municipales.*)

Corporations scolaires:—État financier des—pour l'année finissant le 30 juin 1929. Déposé, 10. (*No 9.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Coupe de bois:—*

1. Ordres en conseil depuis le 1er janvier 1920 au 1er janvier 1928 se rapportant à la—. Ordonné, 62; déposé, 171. (*No 45.*)
2. Ordres en conseil depuis 1er janvier 1928 au 1er janvier 1931 se rapportant à la—. Ordonné, 62; déposé, 162. (*No 43.*)
3. (Voir *Droits de coupe.*)

Cultivateurs:—(Voir *Lait; Agriculture.*)*Démographie:—*(Voir *Hygiène.*)*Dépenses:—*(Voir *Recettes et—.*)*Droits de coupe:—*

1. Ordres en conseil depuis 1er janvier 1920 au 1er janvier 1928, se rapportant aux—. Ordonné, 62; déposé, 173. (*No 46.*)
2. Ordres en conseil depuis le 1er janvier 1928 au 1er janvier 1931, se rapportant aux—. Ordonné, 62; déposé, 161. (*No 42.*)
3. (Voir *Coupe de bois.*)

Eaux courantes:—(Voir *Commission des—.*)*Écoles:—*(Voir *Corporations scolaires; Instruction publique; Témiscamingue; Oka.*)*Enseignement:—*Statistiques de l'—pour 1929-30. Déposé, 54, (*No 31.*)*Femme:—*(Voir *Commission des droits civils de la—.*)*Fiefs:—*(Voir *Seigneuries.*)*Forêts:—*(Voir *Terres et forêts.*)*Hull-Ouest:—*(Voir *Chômage.*)*Hygiène:—*(Huitième rapport du Service provincial d'—, 1929-30, et de la Démographie pour 1929. Déposé, 68. (*No 35.*)*Imprimeur du roi:—*Rapport de l'—. Présenté, 10. (*No 13.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Industries de la campagne:—(Voir *Arts domestiques*.)

Instruction publique:—

1. Rapport du Surintendant de l'—pour 1929-30. Déposé, 11. (No 8.)
2. État financier du surintendant de l'—pour 1930. Déposé, 11. (No 7.)
3. État financier des Corporations Scolaires pour 1929. Déposé, 10. (No 9.)
4. (Voir *Municipalités scolaires; Corporations scolaires; Oka.*)

Journaux:—(Voir *Annonces et Publicité*.)

Lafrenière, Édouard-Charles:—Listes de paye, département de la Voirie, concernant travaux dans paroisse Saint-Norbert, comté Berthier, direction de M.—, du 31 décembre 1928 au 2 janvier 1931. Ordonné, 228; déposé, 268. (No 56.)

Lait:—

1. Correspondance, etc., depuis nov. 1929, au sujet traitement que font subir compagnies aux cultivateurs ayant pris part à grève de producteurs de lait, districts de Montréal et Terrebonne. Déposé, 34. (No 23.)
2. Correspondance depuis 1929 avec l'Association des producteurs de lait au sujet de la vente du lait à Montréal. Déposé, 34. (No 24.)
3. Correspondance depuis 1928, relativement au coût de la production du lait. Déposé, 34. (No 25.)

Lanctôt, Charles:—

1. Combien M.—, assistant-procureur-général, a-t-il reçu pour chacune des causes pour lesquelles le gouvernement lui a payé \$10,474.90, en 1928-29; \$8,900., en 1927-28; \$11,250., en 1926-27; \$6,100., en 1925-26; \$7,531.80, en 1924-25; \$10,619.50, en 1923-24; \$1,350., en 1922-23; \$4,600., en 1921-22. Question; amendement proposé pour la convertir en ordre, vote, amd. adopté; déposé, 401, 402. (No 67.)
2. État de toutes sommes payées à Monsieur —, assistant-procureur-général, depuis le 30 juin 1917, pour quelque raison que ce soit, ainsi que tout compte, pièce, arrêté en conseil, justifiant paiements ainsi faits. Ordonné, 414.

DOCUMENTS DE LA SESSION—*Suite*.

Langlois, Zoël:—Correspondance relative au cantonnier—, de Fabre, Co. Témiscamingue, pour les mois d'août et novembre 1930. Ordonné, 83; déposé, 214. (*No 52.*)

“Le Soleil”:—

1. État démontrant: à quelle date payées sommes que—a reçues pendant 1929-30, somme payée et département intéressé. Ordonné, 316; déposé, 316. (*No 62.*)
2. (Voir *Annonces et publicité.*)

Licences: hôtels, magasins, etc.:—État démontrant ce qu'a rapporté de 1920 à 1928, les sources de revenu sous la rubrique—. Déposé, 346. (*No 65.*)

Limites à bois:—

1. État indiquant: En outre des 80,188 milles carrés affermés, y a-t-il eu autres limites affermées; si oui, en quelles années; limites louées pour la coupe du bois avant et depuis la Confédération; détenteurs actuels; superficies; limites annulées ou abandonnées. Ordonné, 170; déposé, 170. (*No 44.*)
2. (Voir *Droits de coupe; Coupe de bois; Terres et forêts.*)

Loi des bons chemins:—

1. État démontrant: Quelle somme chaque municipalité de chacun des comtés a-t-elle payée jusqu'à ce jour en vertu de la—de 1912 et ses amendements, soit directement, soit comme intérêts obligations émises par elle et garanties par le gouvernement. Ordonné, 460.
2. État démontrant: Quelle somme totale. Ordonné, 460.
3. (Voir *Voirie.*)

Mandats spéciaux:—Déposé, 15. (*No 18.*)

Manoir Montebello:—Correspondance depuis le 1er janvier 1920 concernant le—. Motion, débat ajourné, 244. Ordonné, 442.

Mines:—Rapport du Ministre des — 1929-30. Déposé, 7. (*No 5.*)

Municipalités:—(Voir *Affaires municipales; Corporations municipales; Municipalités scolaires; Statistiques; Voirie.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Municipalités scolaires:—*

1. Liste des—des Écoles et du Personnel enseignant, 1930. Déposé, 10. (*No 17.*)
2. (Voir *Écoles; Instruction publique.*)

Nault, Albert:—Correspondance avec Monsieur—, colon de Ville-Marie. Ordonné, 150; déposé, 289. (*No 59.*)

Nemtayer, canton:—Correspondance se rapportant au lot 9, rang 5, canton de Nemtayer, avec département des Terres ou Colonisation, en ce qui concerne billets de location, lettres patentes. Ordonné, 75; déposé, 104. (*No 37.*)

Nominations dans le Service civil:—Rapports du Conseil exécutif concernant—. Déposé, 10. (*No 12.*)

Officiers publics:—Voir *Cautionnements; Nominations dans le service civil.*)

Oka école No 4:—Correspondance depuis le 1er janvier 1926, à date, au sujet de l'école No 4, municipalité d'Oka, comté Deux-Montagnes. Ordonné, 373; déposé, 414. (*No 69.*)

Paulin, Omer et autres:—Liste de paie 1929 pour travaux de colonisation dans canton Langis, paroisse de St-Vianney, comté Matapédia, sous surveillance de—, Jos. Verreault et Octave Leclerc. Ordonné, 210; déposé, 454. (*No 71.*)

Petites industries:—(Voir *Arts domestiques.*)

Ponts Bélair et David:—Correspondance depuis 1927, relativement à l'acquisition des—, comtés Terrebonne et Laval, du pont de Bellefeuille, comtés de Deux-Montagnes et Laval, et tout autre, dans l'Ile Jésus et l'Ile de Montréal. Ordonné, 209; déposé, 235. (*No 55.*)

Pont de Bellefeuille:—(Voir *Ponts Bélair et David.*)

Publicité:—(Voir *Annonces et—.*)

Rapatriement:—

1. Rapport sur le—dans la province, 1930. Déposé, 309. (*No 61.*)
2. (Voir *Colonisation.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Recettes et dépenses:—État des—depuis le commencement de la présente année fiscale au 30 novembre 1930. Déposé, 10. (*No 15.*)

Saint-Eustache-Lachute (route):—Correspondance depuis 1930 au sujet des routes d'hiver et spécialement—, durant l'hiver 1930-31. Ordonné, 474.

Saint-Guillaume-d'Upton:—Correspondance depuis janvier 1929 concernant une enquête sur un incendie dans—, comté d'Yamaska. Ordonné, 186; déposé, 235. (*No 54.*)

Sainte-Thérèse de Blainville:—Correspondance depuis le 1er janvier 1927, concernant le maire de la paroisse de—. Motion, débat ajourné, 186. Ordonné, 193.

Secrétaire et registraire:—Rapport du—1929-30. Déposé, 33. (*No 26.*)

Seigneuries:—Rapport des—, Fiefs et Arrière-Fiefs, 1929. Déposé, 68. (*No 34.*)

Seigneurie Thomas:—Correspondance depuis 1927 concernant la—, comté de Témiscouata. Déposé, 34. (*No 22.*)

Service civil:—(Voir *Nominations.*)

Services publics:—(Voir *Commission des—.*)

Société de Secours mutuels:—

1. Rapport sur les—1930, (opérations de 1929.) Déposé, 283. (*No 57.*)
2. (Voir *Assurances.*)

Statistiques:—

1. Municipales pour 1929. Déposé, 68. (*No 33.*)
2. Annuaire Statistique, 1930. Déposé, 54. (*No 32.*)
3. De l'Enseignement pour 1929-30. Déposé, 54. (*No 31.*)
4. Des Compagnies de chemin de fer, 1929. Déposé, 34. (*No 28.*)

Statuts:—(Voir *Imprimeur du roi.*)

Témiscamingue:—État démontrant la somme accordée aux municipalités du comté de Témiscamingue de 1925 à 1930 pour: agriculture; colonisation; voirie; écoles; toute autre fin. Ordonné, 213; déposé, 214. (*No 50.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Témiscouata:—État démontrant somme globale des octrois à chacune des municipalités, comté Témiscouata, à la colonisation, voirie ou autrement: de 1927 à 1930. Ordonné, 356; déposé, 356. (*No 66.*)

Terres et forêts:—

1. Rapport du Ministre des—, pour année expirée le 30 juin 1930. Déposé, 46. (*No 30.*)
2. Ordres en conseil depuis le 1er janvier 1931 jusqu'au 17 février 1931, se rapportant au département des—. Ordonné 195; déposé, 214. (*No 51.*)
3. Ordres en conseil depuis le 1er janvier 1929 au 1er janvier 1931. Ordonné, 295; déposé, 346. (*No 62.*)
4. Ordres en conseil depuis le 1er janvier 1926 au 1er janvier 1927, concernant département des—se rapportant à toutes remises ou réductions des amendes, aux lois affectant ledit département. Ordonné, 295; déposé, 346. (*No 63.*)
5. Ordres en conseil depuis le 1er janvier 1927 au 1er janvier 1929. Ordonné, 295; déposé, 346. (*No 64.*)

Travaux publics et travail:—Rapport du Ministère des—pour l'année finissant le 30 juin 1930. Déposé, 8. (*No 6.*)

Tuberculinisation:—Correspondance depuis 1929 relativement à l'indemnité accordée aux cultivateurs dont les troupeaux ont été abattus à la suite de la—. Ordonné, 337.

Union des Producteurs de lait:—(*Voir Lait.*)

Véhicules-moteurs:—(*Voir Automobiles.*)

Voirie:—

1. Rapport du ministère de la—pour l'année 1930. Déposé, 7. (*No 3.*)
2. État démontrant: Depuis la réponse du 11 février 1930, (Documents de la session No 45), combien de contrats donnés relativement à la construction des routes; dans chaque cas: *a.* l'entrepreneur; *b.* date du contrat; *c.* prix; *d.* route; *e.* matériaux. Ordonné, 208; déposé, 208. (*No 49.*)
3. (*Voir: Lafrenière; Langlois; Loi des Bons chemins; Saint-Eustache-Lachute; Saint-Norbert; Témiscamingue; Témiscouata.*)

DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED:—Loi ratifiant résolutions et contrats entre la corporation municipale et la corporation scolaire de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la—. (Voir BILLS, Nos 126 et 127.)

DORCHESTER:—(Voir BEAUCE; BELLECHASSE.)

DRAINAGE DES TERRES:—(Voir CODE MUNICIPAL.)

DROITS CIVILS DE LA FEMME:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, No 52.)

DROIT DE RETRAIT:—(Voir CODE MUNICIPAL.)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—(Voir BILLS, No 71.)

DWANE, SUCCESSION JOHN:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, No 84.)

EAST ANGUS:—Loi concernant la ville de—. (Voir BILLS, No 149.)

EASTERN TOWNSHIPS AGRICULTURAL ASSOCIATION:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, No 147.)

EAUX COURANTES:—Loi du régime des—. (Voir BILLS, No 229.)

ÉCOLES:—(Voir INSTRUCTION PUBLIQUE.)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(Voir COMMISSION DES—.)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, No 75.)

ÉCOLES D'AGRICULTURE:—Loi concernant les—, entrepôts et la Société coopérative fédérée des agriculteurs. (Voir BILLS, No 245.)

ÉCOLES DE RÉFORME:—Loi modifiant l'article 27 de la Loi des—. (Voir BILLS, No 219.)

ÉCOLES D'INDUSTRIE:—Loi modifiant l'article 18 de la Loi des—. (Voir BILLS, No 220.)

ÉCOLES JUIVES:—(Voir *Éducation, Montréal et Outremont*; LOI 13 GEO. V, c. 44.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ÉCOLES MÉNAGÈRES:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS, Nos 24 et 226.*)

ÉCOLE POLYTECHNIQUE:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 41.*)

ÉCOLES PROTESTANTES:—(Voir *ILE DORVAL; LOI GEO. V, c. 44.*)

ÉCRITS FAITS HORS LA PROVINCE:—(Voir *CODE CIVIL.*)

ÉDIFICE POUR SERVICE D'ADMINISTRATION:—Loi concernant—. (Voir *BILLS, No 62.*)

ÉDUCATION, MONTRÉAL ET OUTREMONT:—Loi concernant l'— de certains enfants dans —. (Voir *BILLS, No 32.*)

ÉLECTIONS:—(Voir *LOI ÉLECTORALE.*)

EMPLOYÉS PUBLICS:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS, No 28.*)
2. (Voir *PENSIONS; OFFICIERS ET—.*)

ENFANTS:—(Voir *TUBERCULOSE; OUTREMONT.*)

ENGRAIS CHIMIQUES:—Loi pour indemniser les cultivateurs de certaines pertes et aider à l'achat d'—. (Voir *BILLS, No 244.*)

ENREGISTREMENT DE JONQUIÈRES:—Loi relative à la division d'—. (Voir *BILLS, No 44.*)

ENREGISTREMENTS, DIVISION DE TERREBONNE:—Loi concernant—. (Voir *BILLS, No 16.*)

ENSEIGNES LUMINEUSES:—Loi prohibant les—annonçant liqueurs alcooliques. (Voir *BILLS, No 31.*)

EXAMENS MÉDICAUX:—(Voir *MINES.*)

EXAMENS PRÉALABLES:—(Voir *CODE DE PROCÉDURE.*)

EXHUMATIONS:—(Voir *INHUMATIONS.*)

EXPROPRIATIONS:—

1. Loi de la voirie relativement aux—. (Voir *BILLS, No 39.*)
2. (Voir *CITÉS ET VILLES.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

FAILLITE:—Motion (M. Taschereau, Bellechasse) que cette Chambre exprime opinion que loi fédérale de faillite est préjudiciable à classe agricole; adoptée, 445.

FAUCHER, OLIVIER:—Loi concernant la succession—. (Voir *BILLS, No 115.*)

FEMMES:—

1. Loi relativement à l'admission des—au barreau. (Voir *BILLS, No 207.*)
2. Loi relative au droit de vote des—et à leur éligibilité. (Voir *BILLS, No 203.*)
3. Droits civils de la—. (Voir *BILLS, No 52.*)
4. (Voir *PRISON POUR SEXE FÉMININ.*)

FORÊTS:—(Voir *PRODUITS FORESTIERS; TERRES ET —.*)

FRASER:—(Voir *INSTITUT—.*)

FRATERNITÉ SACERDOTALE:—(Voir *CONGRÉGATION DE—.*)

FRAUDES:—(Voir *VALEURS MOBILIÈRES.*)

FRIGON, ALBERT-PIERRE:—Loi autorisant—à exploiter carrières dans cité de Montréal. (Voir *BILLS, No 103.*)

GASPÉ:—(Voir *JACQUES-CARTIER; DIVISION TERRITORIALE; SŒURS MISSIONNAIRES.*)

GAZOLINE:—Loi de la—. (Voir *BILLS, No 17.*)

GRAND'MÈRE:—

1. Loi concernant la cité de—et des commutations de taxes. (Voir *BILLS, No 134.*)
2. Loi concernant l'évaluation des propriétés de "The Shawinigan Water and Power Company" et de "Laurentide Company, Limited", pour fins scolaires à—. (Voir *BILLS, No 135.*)

GREFFIER DE LA CHAMBRE:—Le—informe la Chambre que l'orateur est absent, 157, 283.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—Rapport de vacances dans la députation, 2, 3, 4.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

HABEAS CORPUS:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 194.*)

HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 88.*)

HÔPITAL SAINTE-JUSTINE:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 101.*)

HÔPITAUX:—(Voir *VERDUN PROTESTANT HOSPITAL; HÔPITAL SAINTE-JUSTINE; BROME-MISSISQUOI; HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS; MOUNT SINAI; ALIÉNÉS.*)

HYGIÈNE PUBLIQUE:—Loi de l'—. (Voir *BILLS, No 72.*)

ILE DORVAL:—Loi concernant les taxes scolaires protestantes de l'—. (Voir *BILLS, N 86.*)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (Comité des).—(Voir *COMITÉS.*)

INCENDIES:—Loi de la prévention des—. (Voir *BILLS, No 12.*)

INDIGENTS:—(Voir *ASSISTANCE.*)

INHUMATIONS ET EXHUMATIONS:—Loi des—. (Voir *BILLS, No 4.*)

INSTITUT FRASER:—Loi concernant l'—. (Voir *BILLS, No 142.*)

INSTITUTIONS:—(Voir *ASSISTANCE; BIEN-ÊTRE.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—

1. Loi modifiant l'—. (Voir *BILLS, No 47.*)
2. Loi modifiant l'art. 20 de l'—. (Voir *BILLS, No 211.*)
3. Loi concernant l'éducation des enfants dans Montréal et Outremont. (Voir *BILLS, No 32.*)
4. Loi relative aux arrondissements scolaires. (Voir *BILLS, No 233.*)
5. (Voir *COLLÈGES CLASSIQUES.*)

ISLE MALIGNE:—Loi concernant la ville de—. (Voir *BILLS, No 42.*)

JACKWOOD:—(Voir *SAINT-JEAN.*)

JACQUES-CARTIER:—Loi concernant un monument commémoratif à—. (Voir *BILLS, No 217.*)

JEANNOTTE, EMILE-A.:—Loi admettant—à la pratique de la médecine.
(Voir *BILLS*, *No 87*.)

JONQUIÈRES:—(Voir *ENREGISTREMENT DE—*.)

JURÉS:—Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 19*.)

KELLY, L'HONORABLE JOHN HALL:—Loi concernant le contrat de mariage de—. (Voir *BILLS*, *No 110*.)

KÉNOGAMI:—Loi ratifiant contrat entre—et “Price Brothers”. (Voir *BILLS*, *No 108*.)

LACHINE:—

1. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS*, *No 97*.)
2. (Voir *TUNNEL*, *RUE WELLINGTON*.)

LAIT:—(Voir *SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES*.)

LAURENTIDE CO., LTD.:—(Voir *GRAND'MÈRE*.)

LICENCES:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 69*.)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Discours du—à l'ouverture de la session, 4; à la clôture de la session, 492; motion pour adresse en réponse au discours du trône, débat, 11, 21, 25, 28, 29. Motion adoptée, 30.

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil, à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de certains bills, 29, 58, 270, 488, à la clôture de la session, 488.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 10.

Transmission du budget, 75; du budget supplémentaire, 461; budget spécial, 122.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 10 (*No 13*.)

Proroge les Chambres, 492.

LIGNES DE TRANSMISSION:—(Voir *CODE MUNICIPAL*.)

LIQUEURS ALCOOLIQUES:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 176*.)
2. (Voir *ENSEIGNES LUMINEUSES*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

LOI 31 VICTORIA, c. 38:—Loi modifiant la—concernant le Synode de Montréal. (Voir *BILLS, No 239.*)

LOI 13 GEO. V, c. 7:—Bill concernant la conflagration de Terrebonne. (Voir *BILLS, No 234.*)

LOI 13 GEO. V, c. 44:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 223.*)

LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC:—

1. Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 54.*)
2. Loi—relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité. (Voir *BILLS, No 203.*)
3. (Voir *DIVISION TERRITORIALE.*)

MANDATS SPÉCIAUX:—Dépôt, 15.

MASSEY, ANTOINE-GEORGES:—Loi permettant à Antoun Georges Musakeby, alias Antoine Georges Massabky de changer son nom en celui de—. (Voir *BILLS, No 128.*)

MASSON, SUCCESSION DE L'HONORABLE JOSEPH:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 80.*)

MCCREADY, SUCCESSION JAMES:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 145.*)

MÉDECINS:—(Voir *COLLÈGE DES—.*)

MÉDICAMENTS:—(Voir *PHARMACIE.*)

MINES:—

1. Loi concernant les—de Québec. (Voir *BILLS, No 48.*)
2. Loi concernant les—relativement à certains examens médicaux.— (Voir *BILLS, No 246.*)

MISSIONNAIRES DU CHRIST-ROI:—(Voir *SŒURS—.*)

MONTAGNE TREMBLANTE:—

Que cette chambre invite le gouvernement à transformer le parc de la—. Motion présentée et adoptée, 179.

MONTRÉAL, CITÉ:—

1. Loi concernant la charte de—.(Voir *BILLS, No 100.*)
2. Loi concernant le tunnel rue Wellington. (Voir *BILLS, No 38.*)
3. Loi modifiant le charte de—(Crépeau). (Voir *BILLS, No 93.*)
4. Loi autorisant A.-P. Frigon à exploiter carrières. (Voir *BILLS, No 103.*)
5. Loi ratifiant acte Henry Birks & Sons.—(Voir *BILLS, No 154.*)
6. Loi concernant la Commission Métropolitaine de Montréal.—(Voir *BILLS, No 82.*)

MONTRÉAL-EST:—

1. Loi concernant la ville de—et ratifiant certains actes de vente. (Voir *BILLS, No 120.*)
2. (Voir *CANADIAN COPPER.*)

MONTREAL AIRDROME LIMITED:—Loi concernant acte de vente par Herménégilde Sicotte à Georges Rémillard et par Ernest Perras à —. (Voir *BILLS, No 104.*)

MONTRÉAL-MONT-LAURIER (ROUTE):—

Motion (M. Poulin) que cette Chambre invite le gouvernement à prolonger la—jusqu'à principale route est-ouest de l'Abitibi, en vue de colonisation, de chasse et pêche. Présentée, débat ajourné, 206; reprise du débat, ajourné, 215; motion adoptée, 228.

MONTREAL NORTH-WESTERN RAILWAY:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 151.*)

MUSAKEBY ALIAS MASSABKY:—(Voir *MASSEY.*)

NICOLET:—(Voir *COURS DE JUSTICE.*)

NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI:—Loi concernant les œuvres de—. (Voir *BILLS, No 153.*)

NOTRE-DAME DE MONTRÉAL:—(Voir *ŒUVRE ET FABRIQUE DE—.*)

NOTRE-DAME DU-CHEMIN:—Loi concernant—. (Voir *BILLS, No 113.*)

NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL:—Loi concernant règlement 55 de—. (Voir *BILLS, No 123.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

OBSERVANCE DU DIMANCHE:—(Voir DIMANCHE.)

ŒUVRE ET FABRIQUE DE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL:—Loi autorisant l'—à contracter emprunt et à vendre terrains du cimetière de la Côte-des-Neiges. (Voir *BILLS, No 114.*)

ŒUVRE DE NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI:—(Voir NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI.)

OFFICIERS ET EMPLOYÉS:—

1. Loi concernant la nomination et le paiement de certains—. (Voir *BILLS, No 22.*)
2. (Voir EMPLOYÉS; PENSIONS.)

ORATEUR:—

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 4.

Donne sa décision sur des questions d'ordre, 225, 303, 317, 321.

Précis des décisions de l'—, 493.

Dépose le rapport du bibliothécaire, 223.

Appel de la décision de l'—, décision maintenue, 303.

Ajourne la Chambre sans qu'il y ait motion à cet effet, 470.

Fait rapport qu'il a adressé au Greffier de la Couronne en Chancellerie un mandat pour émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Bellechasse, Deux-Montagnes, Huntingdon et Maskinongé, 1, 2, 3, 4.

Fait rapport que le Greffier de la Couronne en chancellerie a émis de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Bellechasse, Deux-Montagnes, Huntingdon et Maskinongé, 1.

Fait rapport qu'il a reçu certificats d'élection, 2, 3, 4.

L'—suppléant prend fauteuil, 157, 283.

L'—suppléant rend décision sur question d'ordre, 153.

Président des comités (pro tem) rend décision, 153; appel de sa décision, décision maintenue, 153.

ORDRES DU JOUR:—Ordonnant le dépôt de documents sur le bureau de la Chambre. (Voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)

OUTREMONT:—

1. Loi concernant la cité d'—. (Voir *BILLS, No 129.*)

2. Loi concernant éducation des enfants d'—. Voir (*BILLS, No 32.*)

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON A VILLE-MARIE:—Loi relative à un—. (Voir *BILLS, No 6.*)

PARATONNERRES:—Loi des—. (Voir *BILLS, No 26.*)

PÊCHE:—Loi de la—. (Voir *BILLS, No 36.*)

PENSIONS:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS, Nos 60 et 243.*)
2. Voir *EMPLOYÉS; OFFICIERS.*)

PHARMACIE:—

1. Loi de—. (Voir *BILLS, No 171.*)
2. Loi de—relativement à vente de médicaments.—(Voir *BILLS, No 180.*)

POINTS D'ORDRE:—(Voir *QUESTIONS D'ORDRE.*)

POISSON:—Loi concernant la mise en conserves du—et d'autres produits de la mer. (Voir *BILLS, No 230.*)

PONT DE CAUGHNAWAGA:—Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 251.*)

PONTS:—Loi relative à la construction de certains—. (Voir *BILLS, No 232.*)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir *ORATEUR.*)

PRÊTS AGRICOLES:—Loi de l'aide aux cultivateurs relativement aux—. (Voir *BILLS, No 240.*)

PRICE BROS:—(Voir *KÉNOGAMI.*)

PRISON POUR SEXE FÉMININ:—Loi concernant une—, district de Québec. (Voir *BILLS, No 7.*)

PRISONS:—(Voir *PALAIS DE JUSTICE ET—.*)

PRIVILÈGE ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

PROCÉDURE:—(Voir *QUESTIONS D'ORDRE; CODE DE PROCÉDURE.*)

PROCLAMATION:—Convoquant la Législature, II.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PRODUITS DE LA MER:—(Voir POISSON.)

PRODUITS FORESTIERS:—

1. Loi pour promouvoir l'utilisation des—. (Voir BILLS, No 216.)
2. (Voir TERRES ET FORÊTS.)

PROPAGANDE BOLCHÉVIQUE:—(Voir PRODUITS RUSSES.)

PRODUITS RUSSES:—

1. Motion (M. David) que cette Chambre exprime le vœu que Gouv. fédéral prohibe importation de—; que propagande bolchévique est de nature à nuire à l'ordre public. Présentée, 214; reprise du débat, amdt pro; rejeté, 249; 250; motion adoptée, 251.
2. (Motion (M. David) que cette Chambre a appris avec plaisir que Gouv. féd. a le 27 fév. 1931, prohibé importation—; présentée, 264, débat; amdt, débat; sous-amdt; adopté; amdt adopté; motion principale adoptée, 264.

QUÉBEC, CITÉ DE:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, No 99.)

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

Abitibi Fish and Game Club:—Concernant les lacs loués à la—, cantons Northfield, Hincks et autres du comté de Hull; loyer, privilèges, baux, 138.

Actif et passif:—Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province le 31 décembre 1930, 217 (voir *Dette consolidée*; *Emprunts*; *Fonds d'amortissement*; *Mandats*.)

Affaires municipales:—1. Combien a-t-il été payé à la province par les corporations municipales à l'occasion de tout acte émis, en rapport avec les—, depuis janvier 1929 à janvier 1931; 68. 2. (Voir *Corporations municipales*; *Emprunts*; *Municipalités*).

Agents généraux et agent en Belgique:—Le gouvernement a-t-il intention amender loi des—de manière à augmenter l'agent en Belgique; remplacement; candidature; changement de résidence; 293.

Agriculteurs:—Combien y avait-il d'—dans la prov. en 1930; 247.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Agriculture.—1. Combien le ministre de l'—a-t-il dépensé à date pour achats, réparations d'automobiles; nombre; pépinière Deschambault; coût au 30 juin 1930; 1er juillet 1930 à date, 247; 2. Combien y avait-il d'agriculteurs en 1930; 247; 3. (Voir *Automobiles*; *Fermes*; *Publications*; *Syndicats Coopératifs*; *Coopérative Fédérée*; *Tuberculine*; *Tuberculose*.)

Alexander, Maurice.—Quelles causes pour lesquelles—, avocat, a reçu \$1,379.70 en 1925; 339.

Amiesite Asphalt, Ltd..—1. Depuis rép. du 4 fév. 1930, combien de contrats accordés par la Voirie à L'—; date, prix, routes, etc., 260; 2. Date que l'— a déposé, dernière fois, sommaire conformément à art. 103 de Loi des Cies; directeurs, etc., 260.

Animaux tuberculeux.—(Voir *Tuberculeux*.)

Arpentage.—Depuis 1er jan. 1920 au 18 fév. 1931, combien la Prov. a payé (terres et forêts) pour—; contrats intervenus pour—; soumission, 241.

Arvida.—1. Le gouv. sait-il si aubains ont été nommés à charge de gérant d'—; existe-t-il d'autres municipalités où aubain a été nommé; 284; 2. Quelle population, chaque année, depuis 24 mars 1926 au 1er fév. 1931, d'—; évaluation des biens immobiliers; exemptions; industries, 285; 3. Qui élu échevin, 1er fév. 1931; 285; 4. Rapport des vérificateurs a-t-il été transmis, depuis 1926, au ministre des aff. municipales; 285; 5. Demande de délai additionnel a-t-elle été faite au ministre des aff. municipales, 285; 6. Système d'éducation d'—a-t-il été approuvé par l'Instruction publique; en quoi consiste-t-il; 314.

Assistance publique.—1. Quelle somme totale le gouv. a payée depuis mise en force, 132. (Voir *Institutions de charité*.)

Assurances.—1. Agents, cies, à qui payés les \$51,719.45 pour primes d'—(d'après Rapport Travaux Publics 1930); 351; 2. Des \$51,719.45 mentionnés dans rép. du 23 mars 1931, quel montant a été payé en primes d'—à chacun des agents y énumérés, 412.

Assurances sociales.—Concernant l'objet des études de la commission des—; système d'assurance; placement familial; pouvoirs d'enquête, 74.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Automobiles:—Combien est alloué pour usage d'—aux employés de la Voirie; de la Colonisation; dépt. du Procureur Général; Terres et forêts; dépt. du secrétaire; de l'Agriculture; Travaux publics; 291; 2. (Voir *Licences d'—; Agriculteurs; Agriculture.*)

Automobiles de touristes:—Quel est le nombre d'—qui ont traversé les lignes en 1928, 1929, 1930; 231.

Banques:—Quels intérêts le gouv. a payés aux—sur emprunts temporaires, chaque année de 1925-26 à 1929-30 et depuis 1er juill. 1930; sur avances; sur dépôts; 244.

Batiscan:—(Voir *Pont Galipeault.*)

Beauharnois Electric Co., Ltd.:—(Voir *Beauharnois Light, Heat & Power Co.*)

Beauharnois Light, Heat & Power Co.:—1. Depuis 1er janv. 1928, combien *Beauharnois Light, Heat & Power Co.* a-t-elle payé à la prov. à quelque titre que ce soit; paiements à échéance ou après, quelle somme, pourquoi; 232; 2. Même question pour *Beauharnois Electric Co., Ltd;* *Beauharnois Power Syndicate;* *Beauharnois Power Construction;* *Marquette Investment Corporation*, 232, 233; 3. A quelle date la—a-t-elle déposé, dernière fois, sommaire conf. à art. 103 et 187 Loi des Cies; directeurs; 367; même question pour *Beauharnois Power Corporation;* 367; *Marquette Investment Corporation*, 368; *Beauharnois Electric Co.*, 368; *Beauharnois Power Syndicate*, 368.

Beauharnois Power Syndicate:—(Voir *Beauharnois Light, Heat & Power Co.*)

Beauharnois Power Construction:—(Voir *Beauharnois Light, Heat & Power.*)

Bergeron, Maurice:—A quelles dates —, commis supplémentaire, a-t-il été à l'emploi du gouv.; recommandation; âge, genre de travail, etc.; 411.

Bergeron Paul:—A quelles dates —a-t-il été à l'emploi du gouvernement, recommandation, salaires, fonctions, travail, etc., 411.

Bergeron, R.:—1. M.—qui a reçu \$1,600, en 1930, en salaire, est-il le même qui a reçu \$625. dépenses; buts, voyages; 458; 2. Dates qu'il a

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

été à l'emploi comme surnuméraire, recommandation; travail; somme globale; traitement, etc., 459.

Beurre:—Combien de—et fromage la Coopérative Fédérée avait en main le 31 déc. de chaque année de 1927 à 1930; 447.

Beurre de la Nouvelle-Zélande:—La Société Coopérative fédérée—depuis 3 ans—a-t-elle acheté—ou fromage; quantités; quantités avions-nous, 31 déc. 1928; 1929, 1930, pour beurre et fromage; 300.

Beurreries:—Combien de—en 1920 et de 1925 à 1930, dans comtés Deux-Montagnes, Laval, L'Assomption, Argenteuil, Chambly, Verchères; 203.

Bons chemins:—(Voir *Loi des—; Voirie; Chemins; Routes.*)

Bourses:—Quels sont les élèves et professeurs à qui il a été octroyé des—pour suivre cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 21 fév. 1930; genre d'études, professeurs; 97. (Voir *Commissions Scolaires; Contributions scol.; Corporations scol.; Ecoles; Education; Instruction publique; Universités.*)

Bureau d'Enregistrement de Québec:—1. Combien de registrateurs, d'assistants, nominations, salaires, 69; 2. MM. Boisvert, Remillard, Huot et autres sont-ils les six députés registrateurs désignés dans rép. du 20 janv. 1931; 197.

Bureaux de placement:—Combien de—à date, adresse et date d'ouverture de chacun; positions accordées; 144.

Campbell, dame:—Le gouvernement a-t-il reçu d'une—une réclamation pour gravier, comté Papineau; date, montant payé; 144.

Cantonnier de Sainte-Geneviève-de-Batiscan:—Qui est—; nomination, salaire; travail en 1930, 1931; 301.

Champs de démonstration:—(Voir *Fermes de—.*)

Chasse:—1. Combien de saisies, district de Hull, 1930, en vertu de la loi de la—; objets saisis, amendes, noms, etc., 212. 2. Quelles institutions de charité auxquelles perdrix saisies dans district Hull ont été distribuées, causes mentionnées à rép. 26 fév. dernier; combien; 224. 3. (Voir *Gardes.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Chemins:—(Voir *Voirie*.)

Chemins améliorés:—Longueur des—des cités et villes, outre les 13,652 milles (page 14 Rapport voirie, 1930), 144.

Chemins de colonisation:—(Voir *Colonisation*.)

Cherrier, Alfred:—M.—, médecin vétérinaire de St-Jérôme, est-il à l'emploi de l'Unité Sanitaire de Terrebonne; salaire; somme reçue, 436.

Chômage:—1. Concernant—, télégramme envoyé au premier ministre;—admis ou nié, 46; 2. Combien de municipalités ont des avantages de la Loi du—; montant; demandes; 149; 3. Détails des travaux entrepris par la ville de Montréal pour remédier au—; date; ceux commencés, terminés, ouvriers, liste de paye, secours, etc., etc., 340.

Colonisation:—1. Montant avancé—pour bâtir maisons ou granges en 1930; noms et adresses; 136; 2. Combien de milles de chemins de—, 1ère classe, défini par ch. 76, S.R.Q., 1925; 2e, 3e classe, listes; combien dans comtés de Hull, Papineau, Pontiac; 223; 3. Quel est le nombre de résidants de la province qui ont émigré aux Etats-Unis, en 1928, 1929, 1930; anciens résidants qui sont revenus, mêmes années; 224; 4. Le ministre de la—a-t-il concédé une étendue de terre, comté Gaspé, en vertu de 19 Geo. V, c. 5; acres; religieux cisterciens directement ou non; 286; 5. Quelles routes, quels ponts construits entièrement par gouv. en 1930, à l'exclusion des travaux de—; coût, 325.; 6. (Voir *Automobiles*; *Lot 30*; *Route canton Blais*; *Route entre lots 35 et 36*.)

Commission des assurances sociales:—(Voir *Assurances*—).

Commission des Écoles Catholiques de Montréal:—1. La—a-t-elle utilisé pouvoirs de 19 Geo. V, ch. 47, aux fins de réduire amortissements sur emprunts au total de \$9,477.000; somme remboursée par Montréal; amortissements avant 1er juil. 1929; nouvelles émissions ont-elles été approuvées; 315; 2. (Voir *Écoles*.)

Commission des liqueurs:—1. Combien la—a-t-elle dépensé en 1930 pour publicité, 96; 2. Montant total des ventes faites par les magasins de la—à Hull en 1929-30; licences de tavernes, hôtels, restaurants, clubs; amendes, 98; 3. Concernant quantité liqueurs vendue chaque mois, en 1930, à Valleyfield; Hull; Sherbrooke; Saint-Jean; Joliette; Trois-Rivières; 106; 4. Depuis réponse du 2 avril 1930, combien la—a-t-elle payé

QUESTIONS:—*Suite.*

à date à M. Jules Desmarais pour honoraires, dépenses, frais, etc., outre les \$10,223.55 qu'elle lui a alors payés; 174; Combien la—a-t-elle dépensé pour le compte du gouv. depuis qu'elle existe; pour quels travaux, constructions, etc., 174; 6. Combien a coûté le restaurant de la—au Pied-du-Courant, du 1er mai 1929 à 1930; même question du 30 avril à date; 175; 6. Concernant le nombre de permis de tavernes donné à Montréal en 1930; à Québec; dans la province; transports; clubs licenciés; 178; 8. Quel montant provenant des ventes de la—du 1er mai 1929 à 1930 et du 1er mai 1930 au 1er jan. 1931; des brasseries, des tavernes, hôtels, etc; amendes, saisies, etc., 204. 9. A quelle date la—a-t-elle acheté des obligations pour \$1,243,906.25; de qui; prix, possessions, etc., 246; 10. Personnes que la—a nourries au restaurant au Pied-du-Courant, a coûté \$9,708.-19; 252; 11. Quelle est la valeur réelle de toutes les propriétés de la—qui bénéficient d'exemptions de taxes municipales; scolaires; 365; 12. (Voir *Licences; Hôtels; Nolin; Pinard; Sylvestre.*)

Commission du Prêt agricole:—(Voir *Prêt agricole.*)

Commissions scolaires:—1. Combien de visites de—autres que Montréal et Québec faites, chaque année, depuis 1920, sur demande du secrétaire de la prov.; sur deniers, livres; interprétation de la réponse du ministre des aff. mun. 15 jan. 1931 au sujet vérificateurs; inspecteurs, 179; 2. (Voir *Officiers de municipalités scolaires; Écoles; Corporations scolaires; Instruction publique; Éducation; Municipalités sco.; Subventions; Université.*)

Compagnies:—Est-ce intention du gouv. d'exiger des—respect de l'art. 103 ou 187 Loi des—obligeant au dépôt annuel d'un sommaire, 276.

Compagnie Aérienne Franco-Canadienne:—Depuis 1er jan. 1926 au 18 fév. 1931, combien la prov. a été payé à la—ou à la Cie Aérienne Française, par Terres et forêts; contrats, etc., 206.

Compagnies industrielles ou commerciales:—(Voir *Exemption de taxes.*)

Comptes publics:—(Voir *Tenue des livres.*)

Concessions minières:—(Voir *Mines, Noranda.*)

Conserves alimentaires:—(Voir *Fermes de démonstration.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Contributions scolaires:—1. Pourcentage des—payées par les contribuables, par le gouvernement, en 1928-29; 1929-30, 95; 103; 2. Sur les \$16,687,297 qui, d'après Statistiques 1930, formant pour 1919-20, les—payées par les contribuables et les institutions scolaires indépendantes, quelles sommes ont-ils payée dans Montréal, Québec et le reste de la province; même question pour diverses sommes pour chacune des années depuis 1920-21 à 1927-28; 114, 240; même pour pourcentage des contributions payées par contribuables, comparativement payées par le gouv., 240; 3. (Voir *Écoles; Commissions Scolaires; Corporations sco.; Municipalités sco.; Subventions pour fins sco.*)

Coopérative Fédérée:—1. Le gouv. a-t-il garanti sommes d'argent à la—; à qui, date, pour quelles fins, 280; 2. Sur les \$750,000 votés par 20 Geo. V, c. 7, sec. 3, pour être prêtés à la—quel montant prêté; garantie 280; 3. Depuis 4 avril 1930 le gouv. a-t-il promis argent à la—; dates; fins; 299; 4. La—a-t-elle reçu argent de 1922 à 1929, incl., pour quelle fin; 447; 5. (Voir *Société—; Beurre.*)

Corporation des obligations municipales:—Sanction que le gouv. a appliquée pour ne pas avoir, entre 30 déc. 1924 et 28 avril 1928, déposé sommaire exigé par loi des Cies, action a-t-elle été prise pour ne pas avoir mentionné d'autres directeurs que René Dupont; 306;

Corporations municipales:—Quel était le passif des—en 1929 et 1930; 96, 103.

Corporations scolaires:—1. Quel était le passif des — en 1929-30; 103; 2. Quel était l'actif des—en 1928; en 1929; 104; 3. Montant exigé par le gouvernement des—de Hull autorisées à faire des emprunts en 1929-30; 128; 4. Montant exigé des—autorisées jusqu'à concurrence de \$3,301,764.85; 128; 5. (Voir *Contributions scolaires; Écoles.*)

Cour de Magistrat à Amqui:—Qui est greffier, 70.

Cour de Magistrat à Mont-Joli:—Qui est greffier; 69.

Courses:—(Voir *Licences.*)

Davis, sir Mortimer:—Concernant les droits exigibles sur la succession de—; rapports; montant perçu; valeur, 98.

QUESTIONS:—*Suite.*

Deslauriers, Cie Adélar, Ltée.:—1. A quelle date dernier sommaire conforme à la loi des Cies déposé, directeurs; 191; 2. Contrat accordé à date à—; montants payés, “extras” compris; 306.

Desmarais, Jules.:—(Voir *Commission des liqueurs.*)

Dette consolidée.:—Quelle était la—brute, 31 déc. 1930; nette; 217.

Diphthérie.:—Le gouv. a-t-il pris mesures préventives contre la—; lesquelles; 152.

Dispensaires anti-tuberculeux.:—Combien de—en 1920; 1930; subventions; personnes qui ont consulté ces—; 153.

Doyon, Trefflé.:—Y a-t-il un M.—, de Deschaillons, comté Lotbinière, à l'emploi de la voirie; sujet britannique ou américain; 192.

Droits du pauvre.:—Quels ont été les—en 1929-30, dans cité de Montréal; dans toute la province, 96. (Voir *Licences.*)

Droits sur les successions.:—(Voir *Successions.*)

Dupont, René.:—(Voir *Corporation des Obligations Municipales.*)

Écoles.:—1. Combien d'—de \$1200. ont été construites en 1927-28, 1928-29, 1929-30; combien payé par le gouvernement, 99; 2. Quelles sommes le gouvernement a payées du 1er juillet 1929 au 30 juin 1930 pour construction d'—n'ayant pas coûté plus de \$1200; n'ayant pas dépassé, \$3,500; 103; 3. Quelles sommes les contribuables et institutions scolaires indépendantes ont-elles payées, année par année, depuis 1920, à Montréal, à Québec, dans reste de la prov., pourcentage des contributions; 190; 4. (Voir *Contributions scolaires; Corporations sco.; Enfants d'âge sco.; Instruction publique; Municipalités sco.; Subventions pour fins sco; Labrador; Commissions sco.; Enfants d'âge sco.; Education.*)

Écoles d'arts et métiers.:—Dans combien de municipalités scolaires le gouv. a-t-il organisé des—suivant 18 Geo. V, c. 47; lesquelles; intention du gouv. d'en organiser; 314.

École des Beaux-Arts, Montréal, Québec.:—(Voir *Palais de Justice, Montréal; Écoles techniques.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

École des Hautes Études:—1. Date de l'avis dans *Gazette officielle* établissant affiliation de l'—à l'Université de Montréal; approbation a-t-elle été donnée après recomm. de l'inst. publique; conditions; les biens de l'—demeurent-ils prop. de la Corp. des Écoles techniques ou professionnelles; 308; 2. (Voir *Palais de justice, Montréal; Smith.*)

Écoles élémentaires:—1. Combien a été dépensé pour construction, amélioration des—en 1929-30; pourcentage du gouvernement, 97; 2. Quels étaient en 1896 élèves inscrits à Montréal, à Québec; en 1929; 192; 3. Le fonds des—produit-il revenu annuel de \$180,000; le gouv. accorde-t-il \$325,000; amélioration de la condition des institutrices; même question au sujet des classes ouvrières; 197; 4. Quelle somme payée aux Commissions scolaires de Montréal pour leurs—en 1896, 1897, 1929, 1930; à Québec, mêmes années; 277; 5. (Voir *Institutrices.*)

Écoles publiques:—(Voir *Enfants d'âge scolaire.*)

Écoles techniques:—1. Est-ce intention du gouv. d'affilier les—, les Écoles des Beaux-Arts à l'Université de Montréal ou à l'Université Laval, conditions, recommandation; 339; 2. A quelle date la loi créant les—ou professionnelles a été mise en vigueur; qui compose cette corporation; terme; qui sera nommé; 366; 3. Quels sont les emprunts dont les—a assumé en capital et intérêts, date; garanties; 409; 4. (Voir *Palais de Justice, Montréal; École des hautes Études.*)

Education:—Le gouv. a-t-il créé le “fonds éducationnel” prévu par 16 Geo. V, c. 45; va-t-il bénéficier à l'Enseignement primaire et universitaire, aux collèges classiques, à l'Instruction publique; depuis 1926 qui en a bénéficié; 358. (Voir *Instruction publique.*)

Electricité:—1. Concernant règlements des municipalités soumis au lieutenant-gouverneur, depuis 4 avril 1930, relatifs à subventions pour transmission d'électricité, 57; 2. Est-ce intention du gouv. de prohiber exportation de l'énergie électrique; quantité exportée en Ontario, Nouveau-Brunswick; 359; 3. Est-ce que ventes, baux, concessions des forces hydrauliques (consentis après 24 mars 1926) contiennent clause prohibant l'exportation d'énergie électrique; clause est-elle exigée; combien de ctes se sont prévaluées de droit de dénonciation; 367;

Employés civils:—Quel enregistrement des arrivées et départs quotidiens des—en vigueur, dans chaque ministère; 421.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

Emprunts:—1. Le gouv. estime-t-il toujours qu'il n'est pas intérêt public nommer municipalités auxquelles il a refusé demandes d'—, comme dit dans rép. 28 fév. 1930; 260; 2. De quelle banque le gouv. a-t-il emprunté, 30 juin 1930, les \$3,000,000 remboursés 3 juil. 1930; qui a signé, date, int., bal., fonds consolidé, 30 juin 1930, 3 juil. 1930; 266.

Emprunts temporaires:—1. Quels—le gouv. a-t-il contractés depuis 1er juil. 1920; montant, date, banquier, intérêt; 245; 2. (Voir *Banques; Mandats; Revenu.*)

Énergie Électrique:—(Voir *Électricité.*)

Enfants d'âge scolaire:—Population totale des—dans la province, dans Montréal, Québec, chaque année depuis 1920; total du fonds des écoles publiques voté par Législature; montant distribué dans même période, mêmes endroits; 124.

Entrepôts:—Sur les \$500,000 votés pour—re produits agricoles (loi 20 Geo. V, c. 7, s. 2) montant total dépensé au 31 déc. 1930; où situés; coût; 280.

Exemption de taxes:—Valeur réelle des immeubles des compagnies ou corporations industrielles qui bénéficient d'—municipales ou scolaires, ou commutation; 95.

Fermes à vendre:—1. Combien de—mises en vente par entremise du ministère de l'agriculture en 1929 et 1930; paroisses, régions, acheteurs possibles; 205; 2. Combien de—, d'après renseignements les plus récents de l'agriculture; 299; 3. Pour combien de—le ministère de l'agriculture a-t-il mis en 1930 leurs propriétaires en relation avec acheteurs; 313.

Fermes de démonstration:—1. Combien dépensé pour—, 6 premiers mois exercice en cours; champs de démonstration; conserves alimentaires; 121; 2. Nombre à date de—; coût; combien établies depuis réponse du 4 février 1930; propriétaires, paroisses; 122.

Fonds consolidé du revenu:—1. En tenant compte des mandats émis et impayés, quelles bal. du—le dernier jour de chacun des mois de 1930 à compter de juin et le 31 jan. et 28 fév. 1931. 284; 2. (Voir *Revenu.*)

Fonds d'amortissement:—De qui le gouv. a acheté obligations depuis 1er jan. 1929 pour—ou autres fins; lesquelles, coût, intermédiaire, commission; 176.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Foyers de placement:—Concernant—établis depuis 4 avril 1930, pour préservation de l'enfance contre la tuberculose, 53.

Fromage:—(Voir *Beurre.*)

Galipeault:—(Voir *Pont*—.)

Gardes-chasse et gardes-pêche:—Combien le gouv. avait-il de—en 1930; 171.

Gardes-feux:—Combien le gouv. avait-il de—en 1930; 174.

Gaspé:—(Voir *Colonisation.*)

Gazette: 1. A quelle date ont-été payées diverses sommes que la— a reçues du gouv. en 1929-30; dépt. intéressé; sommes payées dans chaque cas; 313; même question pour "L'Abeille", 328; pour L'Autorité; 329; pour Bulletin de la ferme; 338; La Riposte, 339; L'Événement, 345; Le Nouvelliste, 360; L'Éclaireur, 360; La Tribune, 361; Le Canada, 361; 2. (Voir *Publicité.*)

Gazoline:—Concernant vérificateurs pour contrôler vente de la—et perception de 5 sous le gallon; 174.

Godd, Samuel:—M.—a-t-il été employé comme cantonnier dans Huntingdon; date, salaire; 380.

Hebrew Loan Syndicate:—A quelle date *The*—a-t-il déposé, chaque année, compte rendu exigé par Loi des Syndicats; déposé sommaire, art. 187 de la Loi des cics; directeurs; plans, etc.; 392.

Heure provinciale:—(Voir *Radiophonie.*)

Hôpitaux:—1. Concernant règlements de cités et villes relatifs à des subventions aux—ou institutions charitables, depuis 4 avril 1930, 57; 2. Quels sont les—, institutions de bienfaisance ou d'éducation auxquels le gouv. depuis 1er jan. 1930 a accordé octrois pour construction, etc., avec entente ou non d'emploi seulement matériaux canadiens et main-d'œuvre canadienne; 326; 3. Pour quelle somme le crédit de la prov. est-il engagé pour aide à la construction d'institutions de bienfaisance, 414; 4. (Voir *Institutions de bienfaisance.*)

QUESTIONS:—*Suite.*

Hygiène:—(Voir *Santé publique.*)

Institut Scientifique Franco-Canadien, L'—1. Est-il subventionné; sommes reçues; qui en fait partie, 90; 2. Outre les \$1,500 et \$5,000 que l'—a reçues du gouv. en 1929-30 et 1930-31, l'—a-t-il reçu les \$5,000 (1926-27) les \$6,500 (1927-28) les \$8,500 (1928-29) et les \$4,000 en 1929-30; secrétaire; 261.

Institutions de bienfaisance:—Quelles subventions ont été promises depuis 1er juil. 1930 par gouv. à des—, d'enseignement ou de charité, conditions, 422.

Institutions de charité:—1. Quelles sommes le gouv. a dépensées pour—, années 1890, 1900, 1910, 1920, 1930; 152; 2. Quelle somme globale versée depuis établissement de la loi de l'Assistance publique; 152; 3. Quelles—auxquelles perdrix saisies ont été distribuées, 224. (Voir *Hôpitaux.*)

Institutrices:—1. Salaires payés aux—des écoles élémentaires dans toute la province; dans chacun des comtés; année 1928-29; 1929-30; 93; 2. Moyenne des salaires payés aux—des Écoles élémentaires pour 1894-95, 1895-96; 99; 3. Quelle était moyenne des salaires des—, écoles élémentaires, pour chaque année depuis 1885-86 à 1899-1900; 188.

Instruction publique:—1. Combien le gouvernement dépensa-t-il en 1894-95 pour les fonds de l'—; en 1929-30; 103; 2. Sur la somme de \$4,480,490. (rép. 28 jan. 1931) dépensée pour l'—, quel pourcentage relevait du Conseil de l'—, de la juridiction des ministres du cabinet exécutif, 190; 3. Le gouv. a-t-il révoqué la commission d'inspecteur d'écoles, d'après formalités des art. 31 et 32, depuis 1920; lesquels; 191; 4. Résidu annuel et cumulatif des sommes non distribuées depuis 1920-21, à même fonds des écoles publiques; à quelles fins; 203; 5. Le gouv. a-t-il intention abolir charte du surintendant de l'—et confier fonctions au sec. de la prov.; 244; 6. (Voir *Corporations sco.; Éducation; Enfants d'âge sco.; Subventions pour fins sco.*)

Journaux:—(Voir *Gazette; L'Abeille; Le Canada, La Riposte; La Tribune; L'Autorité Nouvelle; Le Bulletin; Le Bulletin de la Ferme; L'Éclaireur; L'Érable; Le Soleil; L'Événement.*)

L'Abeille:—(Voir *Publicité; Gazette.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

L'Abeille et L'Érable:—(Voir *Publicité*.)

Labrador:—1. Jusqu'au 1er jan. 1931 combien dépensé relativement au—au sujet duquel Conseil privé a rendu jugt en 1927; 213; 2. Le gouv. s'est-il adressé aux tribunaux contre empiètement de Terre-Neuve sur—; qui chargé de la poursuite, 276; 3. Quelles personnes, sociétés, corporations, etc., ont travaillé à la cause relative au—, jugée par Conseil privé en 1927; qui est allé à Londres; qui a représenté la prov. devant ledit Conseil; 323; 4. Le gouv. a-t-il négociations avec Terre-Neuve relativement à frontière du Canada dans le—; date; y a-t-il arbitrage soumis au Conseil privé; 323; 5. Quelles personnes ont représenté gouv. et celui d'Ottawa aux 2 conférences au sujet du—et au sujet desquelles la prov. a payé \$141.34 au Ritz Carlton et \$551.80 au Windsor Hotel; 340; 6. A qui ont été payés les \$2,550, avancés par procureur général en 1926-27 re—, écoles juives, etc.; combien dans chaque cas; 410. (Voir *Écoles*; *Instruction publique*.)

Lac Saint-Jean:—1. Le gouv. a-t-il reçu rapport de la Commission du—, re dommages aux terres inondées; date, rapport est-il imprimé, 216; 2. Le gouv. a-t-il payé, depuis rép. du 28 fév. 1930, pour dommages par inondation du—, au printemps de 1928; à qui, paroisses, frais, etc., 259.

Laferté, J.-H.:—M.—est à l'emploi du gouv.; depuis quelle date; recommandation; fonctions; salaires, 386.

Lafontaine, Samuel:—Le gouv. a-t-il intention acheter de—, Mata-ne, maison; quelles fins; prix; évaluation; 337.

Lanctôt, Charles:—1. Du 1er jan. 1920 à 1931, quel montant total payé à M.—ass. procureur, pour toutes causes, 276; 2. Outre les \$78,000 payés à M.—pour traitement d'assistant procureur général du 1er juil. 1917 à 1930; outre les \$36,135.23 et autres sommes, quelle somme totale a-t-il reçu durant la même période, etc., etc., 429; 3. (Voir *Labrador*.)

La Riposte:—(Voir *Publicité*; *Gazette*.)

“*La Tribune*”:—(Voir *Publicité*; *Gazette*; *Loi des Compagnies*.)

“*L'Autorité*”:—A quelle date—a déposé sommaire conformément à l'art. 103 ou 187 *Loi des Compagnies*; noms; adresses; 144; 2. (Voir *Publicité*; *Gazette*.)

L'Autorité Nouvelle:—(Voir *Publicité*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

“*Le Bulletin*”:—(Voir *Publicité.*)

“*Le Bulletin de la Ferme*”:—(Voir *Publicité; Gazette; Loi des Compagnies.*)

Le Canada:—(Voir *Publicité; Gazette.*)

“*L'Éclaireur*”:—(Voir *Publicité; Gazette.*)

“*Le Nouvelliste*”:—(Voir *Publicité; Gazette; Loi des compagnies.*)

“*L'Érable*”.—(Voir *Publicité.*)

“*Le Soleil*”.—1. Sommes payées à—, depuis 6 mars au 30 juin 1930: impression, reliure, etc., 306; 2. (Voir *Publicité; Loi des compagnies.*)

Lessard, docteur A.:—Le—est-il à l'emploi du gouv., fonctions, somme globale reçue, chaque année, 420

Lessard, Louis:—Est-il à l'emploi du gouv., depuis quand, date, fonctions, sommes reçues; 421.

L'Événement:—(Voir *Loi des Compagnies; Gazette; Publicité.*)

Licences:—Droits perçus dans le comté de Hull, en 1928-29, en 1929-30, pour licences de lieux d'amusements, de courses, paris et gageures, 98.

Licences d'automobiles:—Combien de—émises en 1930-31, 86.

Licences: hôtels, etc.:—Qu'a rapporté chacune des sources de revenus sous rubrique—du 1er juillet 1930 au 31 déc. 1930; 204; en 1929-30; 205.

Licences de pistes de courses:—(Voir *Licences des lieux d'amusements.*)

Licences des lieux d'amusements:—Quels droits perçus, en 1929-30, dans la cité de Montréal, dans toute la province des—; licences de pistes de courses; enregistrement des appareils pour paris ou gageures, 96.

Liqueurs:—(Voir *Commission des—.*)

Loi 10 Geo. V, ch. 9:—Quels sont élèves à qui il a été octroyé bourses pour cours à Paris, depuis 21 février 1930; professeurs; etc., 97.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

Loi 16 Geo. V, c. 55:—Concernant les revenus bruts, nets, provenant de la—du 1er janvier 1929 à 1931, 68.

Loi 17 Geo. V, c. 24:—Les \$50,000 autorisées par la—ont-elles été entièrement dépensées par ministère de l'agriculture; la Société Coop. a-t-elle touché p^{tie}; conditions; 300.

Loi 19 Geo. V, c. 2:—Les \$500,000 octroyées par la—pour fins agricoles ont-elles été entièrement payés par ministre Agriculture; la Soc. Coop. a-t-elle touché partie; 300.

Loi 19 Geo. V, c. 32:—A même les \$17,000,000, depuis 4 avril 1929 au 1er janvier 1931, combien dépensé; payé; travaux; contrats, 80.

Loi 20, Geo. V, c. 7, art. 3:—Le ministre d'agriculture a-t-il reçu de la Soc. Coop. demande d'emprunt suivant—; réponse, raisons, attitude; 301.

Loi des Bons chemins:—Des 500 municipalités qui n'avaient payé leurs intérêts en vertu de la—, (1928-29-30), combien poursuivies; somme totale réclamée depuis mise en vigueur de la loi; frais, etc., 259.

Loi des Compagnies:—1. A quelle date "Le Soleil" a-t-il déposé pour la dernière fois sommaire conformément à—; noms des directeurs, 91; même question pour "Le Bulletin de la ferme", 94; même question pour "La Tribune"; 95; pour "Le Nouvelliste", 95; pour "L'Événement", 95; pour "Provincial Transport", 96; 2. (Voir *Compagnies, Corporations.*)

Lot 30, 3e r. seigneurie Pabos:—Qui est propriétaire du—; certificat de défrichement, somme payée: 334.

Macurban Asphalt, Ltd:—1. A quelle date la—a-t-elle déposé, dernière fois sommaire conformément à art. 103 Loi des Cies; noms directeurs; 259; 2. Depuis rép. du 4 fév. 1930, combien de contrats accordés par Voirie à—; date, prix, routes, etc., 260.

Main-d'œuvre Canadienne:—(Voir *Hôpitaux.*)

Mandats:—1. Quelle somme représente les—émis et non payés 31 déc. 1930 pour les premiers six de l'exercice en cours; bal. en banque 31 déc.; emprunts temporaires contractés pour 1930; 145; 2. (Voir *Emprunts.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Marquette Investment Corporation:—(Voir *Beauharnois Light, Heat & Power Co.*)

Marsowin:—1. Depuis quand argent a été affecté pour détruire le—; utiliser le—pour fin commerciale; nombre capturé, etc., 171; 2. Résultat des études du dépt. des pêcheries pour utiliser le—pour fins commerciales, 171.

Michaud, Henriette:—Mademoiselle—est-elle à l'emploi du gouv., recommandation; fonctions; absence; somme globale reçue par année; dépenses, etc., 410.

Mines:—1. Permis d'exploitation minière émis dans Témiscamingue en 1930, 89; 2. Concessions minières émises, en 1930, 89.

Montpetit, Édouard:—1. Quelles sommes M.—secrétaire de l'Université de Montréal, a-t-il reçues du dépt. du secrétaire, des autres dépts, depuis 1920, comme cachets, indemnités, dépenses de voyage, etc., commissions provinciales; a-t-il été boursier; quelles années; 135; 2. M.—est-il prof. à l'École des Hautes Études, sommes reçues; à l'École Polytechnique; sommes reçues, 261; 3. M.—, secrétaire de l'Université de Montréal, est-il à l'emploi des Terres et forêts pour l'Heure provinciale; quelles sommes payées depuis 1er juil. 1931; congé en Europe en 1930; assurances sociales, salaire, dépenses; prix David, jury; Commission d'enquête re Écoles cath. de Montréal; encouragement à l'agriculture, 398; 4. (Voir *Université de Montréal; École des H. E.; École polytechnique.*)

Montréal:—(Voir *Chômage.*)

Municipalités:—1. Montant exigé par gouvernement de chacune des—de Hull autorisées à faire des emprunts en 1929-30; 128; 2. Montant exigé des—autorisées jusqu'à concurrence de \$42,629,271.35; 129. 3. (Voir *Loi des bons chemins; Emprunts; Corporations municipales; Affaires municipales; Municipalités scolaires.*)

Municipalités scolaires:—1. Combien de—dans province pour chaque année depuis 1925; examen accompagné de distribution de prix; livres canadiens; fonds des écoles publiques, 102; 2. Combien de résolutions de—pour consolidation de dettes flottantes soumises au gouv., chaque année, depuis 22 mars 1928; approbations; montants; nombre d'années, 307; 3. (Voir *Corporations scolaires; Officiers de municipalités scolaires.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Musée d'histoire naturelle:—Combien de tableaux destinés au—ont été achetés depuis 5 ans; peintres, prix, 429. (Voir *Peintures*.)

Nipissing Central Ry Co.:—(Voir *T. N. & O. Ry Co.*)

Nolin, Philias:—M.—, de Lévis, a-t-il été commis à la Commission des liqueurs, date, suspendu, réinstallé, 252.

Noranda Mines, Ltd.:—Royautés ou montants payés au gouvernement par—, en 1929, 1930, 88.

Obligations:—(Voir *Rachats d'—*; *Fonds d'amortissement*.)

Officiers de municipalités scolaires:—1. Concernant enquêtes demandées par secrétaire de la province au ministre des affaires municipales visites des bureaux de commissions scolaires (autres que Montréal et Québec), 56; 2. Voir (*Municipalités scolaires*; *Corporations sco.*, *Contributions sco.*)

Officiers du revenu:—Concernant—membres d'un conseil municipal avant et après 4 avril 1930, 56.

Palais de justice de Montréal:—Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'annexe du—; même question pour la prison de Bordeaux; l'École des Hautes Études de Montréal; l'École technique de Montréal; l'École des Beaux-Arts de Montréal; l'École des Beaux-Arts de Québec, 105.

Palais de justice de Québec:—L'ameublement de l'ancienne partie du—a-t-il été renouvelé; le gouv. a-t-il fait des avances depuis 31 déc. 1930; 292.

Paris ou gageures:—(Voir *Licences*.)

Passif et actif disponible:—Quels étaient le—, 31 déc. 1930, 217.

Peinture:—Qu'est devenue la grande—de la Salle du Conseil législatif; coût; artiste ayant peint le nouveau tableau, 120. 2. (Voir *Musée*.)

Pigeon, A.-P.:—(Voir *Publicité*; *Gazette*.)

Pinard, Lucien:—M.—a-t-il été à l'emploi de la Com. des liqueurs; fonctions, salaire, dates, dépenses, 351.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Pistes de courses:—(Voir *Licences.*)

Police provinciale:—(Voir *Rioux.*)

Ponts:—1. Concernant les—(Rapport des Travaux publics, 1930) construits en 1929-30 subventionnés par gouvernement; où; coût des 68—; contribution des municipalités, 107; mêmes questions relativement aux, 77—en construction au 1er juillet 1930; 109; 325, 326, 2. Gouvernement a-t-il fait reconstruire un pont sur rivière Mitis, coût; entrepreneur, autre—a-t-il été construit; expropriation, 149; 3. Ponts à la charge du gouv. 325; rep. continuée, 326. (Voir *Colonisation, Ste-Émélie.*)

Ponts de péage:—De janvier 1929 à 1930, combien de—construits; établis, 73.

Pont de Batiscan:—(Voir *Pont Galipeault.*)

Pont de Québec:—1. De nouvelles représentations ont-elles été faites concernant taux de péage sur le—, depuis rép. du 4 février 1930; attitude du gouv., 213; 2. Coût au 31 déc. 1930 de chemin carrossable du—, 294.

Pont Galipeault:—Revenus nets et bruts du 1er janvier 1929 à 1931 du—; pont Taschereau; du pont Batiscan, 68, 69.

Pont à Saint-Gédéon:—Le gouv. a-t-il reçu plaintes au sujet d'un—, Lac Saint-Jean, re octroi \$4,000 concernant Chômage, 293.

Pont Taschereau:—(Voir *Pont Galipeault.*)

Pouvoir des Quinze:—Quel est le nombre de chevaux-vapeur développé au—; exporté en Ontario, ce que ce pouvoir d'eau a rapporté au gouvernement, en 1929-30, 175.

Prêt agricole:—1. Demandes d'emprunts reçues à date par Commission du—de Québec; accordées, total, 116; 2. Combien de demandes d'emprunt ont été faites à la Commission du—, comtés Pontiac, Hull et Papineau, depuis mise en opération au 31 déc. 1930; demandes accordées, 258.

Prison de Bordeaux:—(Voir *Palais de justice, Montréal.*)

Procureur-général:—(Voir *Automobiles.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Provincial Transport Co.:—1. La Cie—a-t-elle déposé sommaire conformément à l'art. 103 de la loi des Cies, depuis rép. du 27 jan. 1931; noms des directeurs, 190; 2. (Voir *Loi des compagnies.*)

Publications, (agriculture):—Coût du service des—du 1er janvier 1930 à 1931, 122.

Publicité:—Somme globale payée en 1929-30 par le gouvernement à “Le Canada” pour abonnement, annonces, publicité, impressions, etc., comprenant montants inscrits ou non aux Comptes Publics de 1929-30, 91.—même question pour “L'Autorité Nouvelle”, 91; pour “Le Soleil”, 91; pour “Le Bulletin de la Ferme”, 92; “Le Bulletin” ou A. P. Pigeon, 92; “L'Abeille”, 92; “L'Érable”, 92; “L'Abeille et L'Érable”, 92; “La Riposte”, 93; “Le Nouvelliste”, 93; “L'Éclaireur”, 93; “La Tribune”, 93; “L'Événement”, 93; “The Gazette”, 93.

Rachats d'obligations:—A quelle date le trésorier a-t-il fait—, de bons, depuis 1er jan. 1929; prix, approbation du L.-G., 267. (Voir *Fonds d'amortissement.*)

Radiodiffusion:—1. Quelles personnes ou corporations ont reçu de l'argent en 1929-30 comme conférenciers, artistes; durée, nature des services, 136; 2. (Voir *Heure provinciale.*)

Radiophonie:—Concernant les personnes employées pour la—; nombre d'employés, salaires, 100.

Rapatriement:—Les \$50,000 autorisées par 18 Geo. V, c. 2 pour—ont-elles été dépensées, chaque année, depuis 1928; combien rapatriés en 1928-29-30; coût par tête, 334.

Recettes et dépenses:—Quel est l'état des—du 1er juil. au 31 déc. 1930, 277.

Recette ordinaire et paiements:—A quels chiffres se sont élevés la—et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les 6 premiers mois exercice en cours, 279.

Résidents de la province:—(Voir *Colonisation; Rapatriement.*)

Restaurant de la Commission des liqueurs:—(Voir *Commission des—.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

Revenu de la province:—1. Quel était déficit du fonds consolidé du— quand gouv. a contracté emprunt temp. de \$3,000,000, le 30 juin 1930; 317; 2. (Voir *Loi 16 Geo. V, c. 55.*)

Richer, Édouard:—M.—, de Sainte-Thérèse, a-t-il été à l'emploi du gouv. re véhicules-automobiles en 1930; M. Guidoz est-il caution; rapports, etc., 261.

Rioux, G.-H.:—Le gouv. a-t-il utilisé, depuis 18 mars 1930, les services de—; quelles sommes payées, 293.

Robertson & Janin, Ltd.:—A quelle date—déposé dernière fois sommaire conformément art. 103 Loi des Cies; directeurs, 267.

Routes:—1. Concernant les—entrenues par le gouvernement pour circulation des véhicules moteurs; longueur, coût d'entretien; p oportion des municipalités, 86; 2. (Voir *Chemins, Voirie; Colonisation.*) *

Route entre lots 35 et 36 r. 4 et 5, Canton Blais:—Coût des travaux de la—en 1930; surveillance, 335.

Route Canton Blais, St-Tharcissius:—Date contrat et construction route entre lots 35 et 36, rangs 4 et 5, canton—coût, 224.

Route Drummondville-Montréal:—La—est-elle gravelée; combien de milles, 342.

Route Huntingdon-Lacolle:—Est-ce l'intention d'élargir—, été prochain, 380.

Route Messines à Blue Sea:—Des plans et devis ont-ils été préparés pour la—; date, coût des travaux, etc., 101.

Route Montréal-Sainte-Rose:—Le dépt. de la voirie a-t-il reçu plaintes depuis 1er jan. 1931, au sujet de l'entretien de la—; 286.

Route Saint-Eustache-Lachute:—La—est-elle entretenue cet hiver par gouv., 286.

Route Saint-Jean-Laprairie et Saint-Jean-Rouses Point:—Quand le gouv. a-t-il pris à sa charge construction de la—; dimensions; dépensé; dû par riverains, etc., 390; même question pour Route Saint-Jean-Rouses Point, 391.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Routes Saint-Simon et Saint-Liboire:—Le conseil de comté de Bagot a-t-il demandé l'an dernier, octroi de 50% pour gravelage des—; 342.

Route Senneterre-Laurier:—Le ministre de la voirie a-t-il reçu en 1929 délégation relativement à—; date; résultat, 259.

Route Témiscamingue via Fabre:—Quand travaux de—commencés; combien de milles de chemins; contribution, 143.

Route Waite-Montgomery:—Longueur de la—, au raccordement avec chemin Macamic à Rouyn; coût; soumissions; gravelage, 143.

Roy, Alfred:—M.—, Amos, a-t-il été à l'emploi du gouv. en 1930; fonctions, salaire, etc., 224.

Sainte-Émélie-de-l'Énergie:—Pont en construction à—; octroi; contribution du gouvernement et de la municipalité, 80.

Saint-Laurent, comté Matapédia:—Du 1er jan. 1929 à 1930, quelle somme la voirie a-t-elle donnée à la municipalité de—; en 1928-29, 1927-28, 400.

Salaire minimum des femmes:—Depuis rép. du 4 fév. 1930 de quelles industries la Commission—a déterminé—; cités et villes; président; salaire, dépenses, 162.

Santé publique:—Combien le gouv. a dépensé pour la—en 1920; 1930, 152. (Voir *Diphthérie; Tuberculeux; Unités Sanitaires; Dispensaires.*)

Secrétaire de la province:—(Voir *Automobiles.*)

Service civil:—Examineurs du—, en vertu de Loi du—, c. 10, S.R. Q., 1925; nomination, lieu des examens, candidats, 106.

Smith, Alexandre:—M.—, de l'École des Hautes Études, fait-il traduction; laquelle; à la demande de qui, 123.

Smith, Alexandre-B.:—Concernant—et l'école des Hautes Études à Montréal, 27.

Société Coopérative Fédérée:—1. Montant global payé à la—depuis 1920; fins; montant payé dernier exercice; pendant les 6 premiers mois

QUESTIONS:—*Suite.*

de l'exercice en cours, 406; 2. (Voir *Coopérative Fédérée, Beurre; Loi 17 Geo. V, c. 24; 19 Geo. V, c. 2; 20 Geo. V, c. 7.*)

Sociétés coopératives agricoles:—(Voir *Syndicats coopératifs agricoles; Coopérative Fédérée.*)

S. R. Q., 1909, article 3644:—Du 1er janvier 1920 à 1930, un état mentionné audit article a-t-il été soumis à chacune des sessions de la législature, 105.

S. R. Q., 1925, article 68, c. 168:—(Voir *S.R.Q., 1909.*)

Subventions pour fins scolaires:—Sommes payées par gouvernement, année par année, depuis 1920: (a) à Montréal, (b) à Québec, 114.—(Voir *Écoles.*)

Successions:—1. Combien de—, ayant plus de 3 enfants de moins de 25 ans déclarées depuis 4 avril 1930; valeur totale nette des biens transmis; exemptions, 86; 2. (Voir *Davis, Sir Mortimer; Droits sur les—.*)

Sylvestre, Louis:—Liqueurs saisies chez—, 31 jan. 1931, lors élections municipales à Joliette, ont-elles été saisies par Fédéral ou Com. des liq., quantités, 262.

Syndicats coopératifs agricoles:—1. Combien de—, régis par ch. 254, S.R.Q., 1925, ont bénéficié, depuis 4 avril 1930, des avantages accordés aux sociétés coopératives agricoles; demandes; nature des avantages, 121; (2. Voir *Sociétés coopératives.*)

Tableaux:—(Voir *Peinture; Musée d'Histoire Naturelle.*)

Taxes:—(Voir *Exemption de taxes.*)

Témiscamingue:—Combien le gouv. a-t-il retiré de revenus dans comté—pour coupe de bois, mines, pouvoirs d'eau, licences d'automobiles, gasoline, chaque année depuis 1925-26 à 1929-30, 211.

Témiscouata, barrage du lac:—Le gouv. a-t-il reçu récriminations relatives au—; nature; quelle compagnie a bâti; ses directeurs, 435.

Tenue des livres:—Le gouv. a-t-il étudié l'opportunité de changer sa—ou vérification des comptes publics; étude faite, par qui, 284.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Terres et forêts:—(Voir *Automobiles.*)

Todd, Samuel:—(Voir *Godd.*)

*T. N. & O. Ry Co.:—*Jusqu'au 1er jan. 1931, quel montant dépensé relativement aux contestations au sujet du—et de la cause jugée par Conseil privé, en 1926, dans laquelle *The Nipissing Central Ry Co.* était intimée, 213.

Touristes:—(Voir *Automobiles de*)

Travaux publics:—(Voir *Automobiles.*)

*Trésor:—*1. Des scellés ont-ils été apposés sur certaines voûtes, chambres, etc, du dépt. du—depuis 1er juil. 1929; 244; 2. Du 1er jan. 1924 au 1er fév. 1931, des scellés ont-ils été apposés sur voûtes du dépt. du—; par qui, motifs; où sont déposées valeurs mobilières; 308. (Voir *S.R.-Q. 1909.*)

*Tuberculeux:—*1. Combien de lits à la disposition des—en 1920; en 1930; 152; (Voir *Dispensaires.*)

*Tuberculeux (animaux):—*Combien d'—, par inspecteurs vétérinaires, depuis 1er juillet 1927 au 1er jan. 1931, 203.

*Tuberculine:—*1. Dates de l'épreuve de la—aux troupeaux; comtés; nombre d'animaux par comtés; indemnités; 298; 2. (Voir *Tuberculose bovine.*)

Tuberculose:—(Voir *Foyers de placement.*)

*Tuberculose bovine:—*1. Des agronomes du gouv. recueillent-ils signatures dans Deux-Montagnes et Terrebonne pour obtenir zones contre la—; rapport au gouv; 315; 2. Date que le gouv. a envoyé à Ottawa listes-requêtes de l'Assomption et Angenteuil pour les ériger en zones contre—; 229; 314.

*Unités sanitaires:—*1. Combien d'—en 1920; 1930; comtés ruraux; pourcentage de la population, 153. 2. Combien a coûté en 1929-30 chaque—au gouv., au comté; depuis rép. du 4 mars 1930, combien d'—établies; membres des—, traitement; 188.

QUESTIONS:—*Suite.*

Université de Montréal:—1. Sommes versées, à verser, à l'—dont M. Édouard Montpetit est secrétaire, en vertu de promesses faites; circonstances de ces promesses verbales ou écrites; 120. 2. Le gouv. a-t-il versé somme à l'Université de Montréal, suivant 10 Geo. V, c. 8; 11 Geo. V, c. 3; 19 Geo. V, c. 3; défense au personnel de participer à la politique; 310. Même question pour l'Univ. Laval, L'Université McGill; 310; 3. (Voir *Écoles techniques*; *Écoles des hautes études*.)

Université Laval:—(Voir *Université de Montréal*, *École des hautes études*.)

Université McGill:—(Voir *Université de Montréal*.)

Véhicules moteurs:—(Voir *Routes*.)

Verdon, J.-B.:—Des plaintes ont-elles été faites concernant—au sujet des art. 26 et 27 de la loi des véhicules automobiles; quand; décisions; 239.

Vézina, Alice:—Mlle—est-elle à l'emploi du gouv., recommandation; fonction; genre de travail, somme globale, qualifications, 423.

Vézina, Edgar:—est-il à l'emploi du gouv. fonctions, somme reçue, dépenses, etc, 430.

Vézina, Gérard:—Est-il à l'emploi du gouv., depuis quand, fonctions, salaire, genre de travail, etc., 431.

Voirie:—1. Qu'ont coûté (a) au gouvernement, (b) aux municipalités, construction, réparation, etc, les 349.43 milles chemins améliorés en sable et glaise; 11,269.98 milles en gravier; 1,343.19 milles en macadam; 214.32 milles bitume; 103.23 milles béton de ciment; 371.65 milles béton bitumineux; (Rapport Voirie, 1930); 120; 2. Combien de milles de chemin et sommes payées pour—depuis 1910 à date, dans chacun des comtés; 142; 3. Combien la—a-t-elle dépensé dans St-Hyacinthe, en 1929; en 1930; quelles municipalités; montants, conditions, 384; dans Bagot, 384; dans Drummond, 385; 4. Pour quelle somme le crédit de la prov. est-il engagé pour amélioration de la—; aide à la construction d'institutions de bienfaisance; 414; 5. (Voir *Cantonnier*; *Godd*; *Automobiles*, *Doyon*, *Routes*, *Chemins*.)

Vues animées:—Pour quelle raison l'art. 30a, ajouté par 20 Geo. V, ch. 76, relative aux annonces dans journaux n'a-t-il pas été mis en vigueur 100.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Williams, A.-P.-B.:—1. Quelles sommes M.—a reçues du gouv. depuis 1er jan. 1930, en sus de son traitement de \$6,000., comme assistant-trésorier; 175; 2. Quelle était l'occupation de—avant de devenir ass.-trés. de la prov., en quelle qualité-a-t-il reçu \$1,283.33; \$1,129.10; 246.

Wilson, P.-E.:—M.—est-il à l'emploi du gouv. depuis quand; fonctions, salaires; 294.

QUESTIONS D'ORDRE:—

Objection faite (à la motion proposant que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération un projet de Résolutions) parce que lesdites résolutions n'ont pas été imprimées ni distribuées en français et en anglais. L'Orateur réserve décision, 206; décision, maintient l'objection, 225.

Objection que motion est irrégulière parce que redigée dans la forme négative, 233; décision; motion devient irrégulière lorsqu'elle n'a plus d'objet ni de raison d'être, 233.

M. l'Orateur décide qu'avis de motion doit être donné à la motion pour qu'un bill soit retiré, parce que celle-ci tend à ordonner de nouvelles instructions; appel de la décision; décision maintenue, 303.

Un député se plaint qu'un bill a été rapporté du comité des bills publics et n'a pas été inscrit au feuillet suivant art. 461; l'orateur réserve décision, 317; rend décision, 321.

Le président temporaire d'un comité plénier décide que ledit président peut se faire suppléer; 153; appel de sa décision; décision maintenue, 153.

Point d'ordre soulevé qu'un député ne peut proposer qu'une seule instruction au sujet de la même affaire; 371; décision: il peut proposer une motion donnant à un comité instruction de faire plusieurs choses, 372.

RADIO:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS, No 63.*)

RADIODIFFUSION:—Loi relative à la—. (Voir *BILLS, Nos 9 et 231.*)

RÉGIME DES EAUX COURANTES:—Loi du—. (Voir *BILLS, No 229.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

RÈGLEMENTS (Comité des):—(Voir COMITÉS; QUESTIONS D'ORDRE.)

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—Les articles 510 et 511 suspendus au sujet d'une pétition, 55; d'une pétition et d'un bill, 19.

Susp. du règl. quant aux avis de Pétition, 104, 126.

Susp. des art. 410, 510, 511, 513 et 514 quant à pétition et bill, 157.

Susp. du règl. quant aux droits add., 19.

Art. 458*a* inséré après art. 458 du Règl. de la Chambre, 413.

REINE DU CLERGÉ:—(Voir SŒURS SERVANTES.)

REPOS DOMONICAL:—(Voir DIMANCHE.)

ROY, SUCCESSION D'ARTHUR:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 92*.)

ROY, PAUL:—Loi autorisant le Barreau à admettre—au nombre de ses membres. (Voir BILLS, *No 77*.)

RUSSES (PRODUITS):—(Voir PRODUITS RUSSES.)

SAINTE ANNUNCIATION RUSSIAN GREEK-ORTHODOX, CHURCH OF MONTREAL:—Loi concernant—. (Voir BILLS, *No 131*.)

SAINT-CÉSAIRE:—Loi concernant le Collège de—. (Voir BILLS, *No 136*.)

SAINT-ÉTIENNE-DES-GRÈS:—Loi concernant le règlement No 17 de—. (Voir BILLS, *No 124*.)

SAINTE-FOY:—(Voir CANADIAN TRANSCONTINENTAL.)

SAINT-HYACINTHE:—Loi concernant règlements 243 et 348 de la cité de—. (Voir BILLS, *No 102*.)

SAINT-JEAN:—Loi concernant la cité de—et le ruisseau Jackwood. (Voir BILLS, *No 150*.)

SAINT JOHN OF SUCHAWA BUKOWINIAN ORTHODOX CHURCH OF LACHINE:—Loi constituant en corporation The—. (Voir BILLS, *No 117*.)

SAINTE-JUSTINE:—(Voir HÔPITAL—.)

SAINT-LAURENT, QUARTIER:—Loi re Lot 710 du cadastre du—; Montréal:—(Voir BILLS, *No 242*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD:—Loi concernant la charte de la cité de—.
(Voir *BILLS*, *No 89*.)

SANCTION DES *BILLS*:—29, 58, 270, 488.

SÉANCES:—La Chambre décide d'avoir 2—par jour, 296; 3—, 326;
après minuit, 332, 346, 455. (Voir *ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE*.)

SÉNÉCAL:—(Voir *CHERRIER*—.)

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—. (Voir *BILLS*,
No 1.)

SERVICES PUBLICS:—(Voir *COMMISSION DES*—.)

SHAWINIGAN WATER & POWER CO.:—(Voir *SAINT-ÉTIENNE-DES-GRÈS*;
NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL; *GRAND'MÈRE*.)

SHERBROOKE:—Loi concernant la cité de—. (Voir *BILLS*, *No 90*.)

SICOTTE, HERMÉNÉGILDE:—(Voir *MONTREAL AIRDROME*.)

SILICOSE:—Loi concernant la—. (Voir *BILLS*, *No 247*.)

SNASDELL-TAYLOR:—Loi changeant le nom de John Gould—et autres de
Taylor en celui de—. (Voir *BILLS*, *No 133*.)

SOCIÉTÉS:—(Voir *COMPAGNIES*; *CORPORATIONS*.)

SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 64*.)
2. Voir *SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES*.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE:—Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 67*.)

Voir *SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES*.

Voir *SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES*.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES:—

1. Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 65*.)
2. (Voir *SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES*.)
3. Loi concernant certaines compagnies à fonds social et—. (Voir
BILLS, *No 212*.)

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DES AGRICULTEURS:—(Voir *ÉCOLES*
D'AGRICULTURE.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SŒURS DE SAINT-PAUL:—Loi concernant les—. (Voir BILLS, *No 122.*)

SŒURS MISSIONNAIRES DU CHRIST-ROI A GASPÉ:—Loi concernant Les—. (Voir BILLS, *No 107.*)

SŒURS SERVANTES DE NOTRE-DAME, REINE DU CLERGÉ:—Loi concernant Les—. (Voir BILLS, *No 138.*)

SPRAGGE EDWARD WINSLOW:—(Voir WINSLOW-SPRAGGE.)

STATUTS REFONDUS, 1925:—

1. Loi modifiant les—relativement à Jonquières. (Voir BILLS, *No 44.*)

2. Loi modifiant les—relativement aux droits civils de la femme.— (Voir BILLS, *No 52.*)

STILWELL, LUTHER HAMILTON:—Loi admettant—à la pratique de la chirurgie dentaire. (Voir BILLS, *No 78.*)

SUBSIDES:—

Dépôt du budget de l'exercice 1932 et renvoi à comité des—, 75. (*No 1.*)

Dépôt du budget supp. durant présente session, et renv. à comité, 122, (*No 1a.*)

Dépôt du budget supplémentaire pour 1931, et renvoi à comité des— 461, 461, (*No 1b.*)

État des comptes publics, 1929-30, déposé, 39. (*No 2.*)

Constitution du comité des—, 30; du comité des voies et moyens, 30.

Motion pour formation du comité des—, 75; reprise du débat, 75, 99, 100, 102, 112, 114, 123, 126, 130; motion adoptée, 145.

Amendements à la motion pour se former en comité des subsides, 130, 319, 449, 462, 463, 464, 466, 472, 474, 476, 477, 478.

Formation du comité des—, 146, 162, 172, 186, 195, 200, 206, 208, 210, 221, 230, 238, 254, 265, 280, 281, 287, 290, 298, 301, 309, 312, 320, 329, 332, 349, 358, 363, 390, 395, 408, 419, 438, 440, 448, 455, 464, 465, 467, 473, 475, 477, 479, 481.

Résolutions, 2e lect. remise, 236.

Résolutions, 1ère et 2e lect. remises, 395; adoptées, 399.

Résolutions adoptées, 146, 167, 172, 187, 196, 200, 207, 209, 236, 239, 241, 257, 281, 283, 290, 296, 308, 333, 342, 350, 358, 364, 408, 420, 441, 450, 455, 464, 465, 467, 473, 475, 480, 486.

Adoption de résolutions remise, 221, 230, 265, 288, 296.

Adoption d'un item des—révoquée, 360.

Progrès rapporté, 210, 298, 301, 309, 312, 320, 329, 390, 438.

SUBSIDES:—*Suite.*

Amendements proposés à la motion pour aller en subsides et rejetés:

(*Par M. Crépeau*): Que cette Chambre regrette que Gouv. n'améliore pas situation ferroviaire et construction de chemin de fer; que gouv. devrait faire audition de situation financière; qu'il accorde aux municipalités revenus des Liqueurs; qu'il n'accorde pas aide à l'agriculture; inventaire; mesures sociales; taux de péage, etc., 130.

(*Par M. Guertin*): Que cette Chambre est d'avis que salaire 25 cts de l'heure payés par Gouv. à employés est insuffisant; que employés devraient être payés semi-mensuellement, 319.

(*Par M. Renaud*): Que cette Chambre affirme que le gouv. devrait traiter avec justice les cultivateurs dont animaux ont été abattus à la suite épreuve tuberculine, 448.

(*Par M. Tremblay*):—Que cette Chambre regrette que gouv. ait négligé système efficace, le plein rendement des deniers dépensés par la Voirie, 463.

(*Par M. Sauvé*):—Que cette Chambre est d'avis que gouv. devrait diminuer taxes d'automobilistes et spécialement cultivateurs, 464.

(*Par M. Blain*):—Que cette Chambre regrette que gouv. n'ait pas subventionné écoles dans Montréal et Québec, 466.

(*Par M. Sauvé*):—Que cette Chambre exprime opinion que ministres ne devraient pas être directeurs de compagnies transigeant avec gouv., 472.

(*Par M. Guertin*):—Que cette Chambre regrette que gouv. a aliéné la plus riche partie de nos forces hydrauliques, 476.

(*Par M. Guertin*):—Que cette Chambre regrette régime de privilèges exclusifs de pêche et chasse; 477.

(*Par M. Sauvé*):—Que cette Chambre regrette que gouv. n'accorde pas prime raisonnable pour production beurre et fromage, 478.

Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour 1930 et 1931. (*Voir BILLS, No 21.*)

Loi octroyant à Sa Majesté les deniers immédiatement requis pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province pendant la présente session de la Législature. (*Voir BILLS, No 55.*)

SUCCESSIONS:—

1. Loi des droits sur les—. (*Voir BILLS, No 71.*)

2. Loi modifiant art. 11 et 30 de la loi des—. (*Voir BILLS, No 189.*)

SUFFRAGE FÉMININ:—(Voir Loi ÉLECTORALE.)

SYNDICATS COOPÉRATIFS:—

1. Loi des—relativement à la création de certains fonds.—(Voir BILLS, *No 193.*)
2. Loi des—relativement à l'inspection. (Voir BILLS, *No 56.*)

SYNDICATS PROFESSIONNELS:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 34.*)

SYNODE DE MONTRÉAL:—Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 239.*)

TAXES:—

1. Loi des exemptions de—. (Voir BILLS, *No 209.*)
2. Loi relative à l'imposition de certaines—. (Voir BILLS, *No 185.*)
3. Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 177.*)

TAYLOR:—(Voir SNASDELL-TAYLOR.)

TEMPÉRANCE:—Loi de—. (Voir BILLS, *No 29.*)

TERREBONNE:—

1. Loi relative aux sinistrés de—. (Voir BILLS, *No 234.*)
2. (Voir ENREGISTREMENTS.)

TERRES ET FORÊTS:—

1. Loi concernant les—. (Voir BILLS, *No 250.*)
2. (Voir PRODUITS FORESTIERS.)

TRÉSOR:—(Voir DÉPARTEMENT DU—).

TROIS-RIVIÈRES:—

1. Loi concernant la cité des—. (Voir BILLS, *No 98.*)
2. Loi concernant les écoles catholiques des—. (Voir BILLS, *No 137.*)

TUBERCULOSE:—Loi concernant la préservation de l'enfance contre la—. (Voir BILLS, *No 73.*)

TUNNEL, RUE WELLINGTON:—Loi concernant construction d'un—, et près du pont de la côte Saint-Paul, Montréal. (Voir BILLS, *No 38.*)

UKRAINIAN GREEK ORTHODOX CHURCH OF CANADA:—
Loi concernant The—. (Voir BILLS, *No 132.*)

UNITÉS SANITAIRES:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 74.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

URSULINES DE QUÉBEC:—Loi concernant la Congrégation des—. (Voir BILLS, *No 141.*)

UTILITÉS PUBLIQUES:—(Voir COMMISSION DES SERVICES PUBLICS.)

VAL D'ESPOIR:—(Voir CISTERCIENS.)

VALEURS MOBILIÈRES:—Loi concernant les fraudes relatives aux—. (Voir BILLS, *No 49.*)

VALLEYFIELD:—(Voir SALABERRY-DE—.)

VÉHICULES AUTOMOBILES:—Loi modifiant l'art. 41 de la loi des—. (Voir BILLS, *No 205.*)

VERCHÈRES, CHAMBLY ET LAPRAIRIE:—(Voir COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE—.)

VERDUN:—Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, *No 91.*)

VERDUN PROTESTANT HOSPITAL:—Loi concernant. (Voir BILLS, *No 10.*)

VILLE-MARIE:—(Voir PALAIS DE JUSTICE A—.)

VILLENEUVE, SUCCESSION DE L'HONORABLE J.-O.—.Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 85.*)

VILLES:—(Voir CITÉS ET—.)

VOIES ET MOYENS:—

1. Constitution du comité des—, 30; formation en comité des—, 328, 487; rapport de résolutions, concours, 328, 487.
2. (Voir BILLS, *Nos 21 et 55.*)

VOIRIE:—

1. Loi de la—. (Voir BILLS, *No 18.*)
2. Loi de la—relativement aux expropriations.— (Voir BILLS, *No 39.*)

VOTATION:—(Voir LOI ÉLECTORALE.)

WINSLOW-SPRAGGE:—Loi changeant le nom de Edward Spragge Winslow en celui de Edward Winslow-Spragge et celui d'autres personnes en—. (Voir BILLS, *No 130.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".